

COMMISSION DES FINANCES



Séance du Vendredi 11 Mars 1932.

La Séance est ouverte à 15 heures, sous la présidence de  
M. JEANNENEY,

PRESENTS : M.M. JEANNENEY. ABEL GARDEY. SERRE. FARJON. VALADIER.  
MARCEL REGNIER. MILAN. HENRI ROY. GALLET.  
JENOUVRIER. CAILLAUX. CHASTENET. HIRSCHAUER.  
ALFRED BRARD. CUMINAL. SCHRAMECK. REBOUL. MANCEAU.  
LEBERT. PERRIER. CHERON. BLAIGNAN. FRANÇOIS SAINT-  
MAUR. HAYAUX. BIENVENU-MARTIN. SARI. GENERAL STUHL.

=====

NOMINATION D'UN RAPPORTEUR DU PROJET DE LOI  
RELATIF A LA BANQUE D'A.O.F.

M. CAILLAUX.- La Commission ne va-t-elle pas désigner prochainement le rapporteur du projet de loi relatif à la Banque de l'A. O.F. ?

M. LE PRESIDENT.- Le rapporteur en sera M. LEON PERRIER, rapporteur spécial du budget des Colonies. Cela rentre normalement dans ses attributions.

M. CAILLAUX.- Je croyais qu'il refusait de rapporter ce projet.

M. LE PRESIDENT.- Il m'a déclaré qu'il acceptait le rapport à titre provisoire. Il fera un exposé et si ses conclusions sont adoptées, il nous présentera un rapport définitif.

M. CAILLAUX.- Il s'agit, en effet, d'une question très délicate. Aussi je me propose de demander à la Commission d'entendre les ministres qui ont préparé le projet : M.M. PIETRI et REYNAUD. Cette audition pourrait avoir lieu, après le premier exposé de

M. LEON PERRIER.....



M. LEON PERRIER.

M. LE PRESIDENT.- Parfaitement.

Sur le rapport de M. FARJON, la Commission émet un avis favorable à l'adoption du projet de loi portant fixation du contingent de croix de la Légion d'honneur et de médailles militaires destiné au personnel de l'armée de mer n'appartenant pas à l'armée active.

#### BUDGET DES BEAUX-ARTS

M. LE PRESIDENT.- L'ordre du jour appelle la suite de l'examen du budget des dépenses.

La Commission adopte le budget des Beaux-Arts avec les chiffres proposés par M. CHASTENET, rapporteur spcaial, d'accord avec M. le Rapporteur Général.

#### BUDGET DE LA GUERRE.

M. LE PRESIDENT.- L'ordre du jour appelle l'examen du budget de la Guerre.

M. GALLET, Rapporteur spécial expose que les crédits demandés par le Gouvernement s'élèvent à 3.929 millions pour les dépenses militaires de la métropole et à 1.331 millions pour les forces d'outre-mer. Ces crédits s'appliquant à un exercice de 9 mois seulement, il convient de les augmenter d'un tiers pour pouvoir les comparer à ceux de l'exercice précédent. Ce redressement étant fait, on constate, sur l'année précédente, une augmentation de dépenses de 613.489.590 Frs, augmentation apparente en grande partie, puisque, à concurrence de 429 millions, elle provient du transfert au budget de la guerre, d'une partie du crédit inscrit précédemment au budget du Ministère des finances et destiné au rajustement des traitements et des soldes. L'augmentation réelle n'est donc que de 185 millions environ.

La Chambre a réduit les propositions du Gouvernement

de.....



de 15 millions pour les forces de la Métropole et de 12 millions pour les forces d'outre-mer, ce qui ramène le total des dépenses militaires à 5.232.264.025 francs.

M. LE RAPPORTEUR SPECIAL propose à la Commission de réduire les crédits à concurrence de 13.574.930 francs, mais d'augmenter d'égale somme ceux de la 3<sup>e</sup> Section (Constructions et matériels neufs) afin de ne pas abaisser trop le total de nos dépenses militaires, le budget de 1932 des différentes nations devant servir de base aux travaux de la Conférence du désarmement.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL demande à M. le Rapporteur Spécial de ne pas augmenter les crédits de la 3<sup>e</sup> Section du montant des économies réalisées sur les autres chapitres, en raison de l'intérêt qu'il y a à faire ressortir les économies réellement effectuées par le Sénat.

M. LE RAPPORTEUR SPECIAL déclare ne pas insister.

Il apporte ensuite des précisions sur la question des effectifs.

Le total des effectifs indiqué au memorandum de Genève, s'élève à 736.559 officiers et hommes de troupe; mais ce chiffre comprend un effectif moyen quotidien de 44.620 réservistes appelés pour effectuer des périodes de réserve et qui n'a jamais été atteint dans la réalité. L'effectif de base, pour 1932, n'est que de 592.856 officiers et hommes et l'effectif budgétaire de 576.051; ce chiffre ne comprenant ni la Gendarmerie, ni la Garde mobile, ni les forces supplétives du Sud-Algérien. Si l'on tient compte de ces divers éléments, l'effectif de base pour 1932 atteint 648.000 hommes et l'effectif budgétaire 621.000, soit 135.000 hommes de moins qu'en 1913.

En ce qui concerne la garde mobile, celle-ci, aux termes de la loi du 31 mars 1928 devait atteindre un effectif de 583 officiers, 15.000 hommes et 7.780 chevaux groupés en 10

légions.....



légions. En fait, 7 légions seulement ont été constituées, qui groupent 350 officiers, 8.745 gardes et 4.600 chevaux, à quoi il convient d'ajouter 1.415 élèves gardes pouvant compléter les pelotons. L'effectif de base de 1932 qui est fixé à 503 officiers et à 12.000 gardes, ne pourra être atteint qu'en fin d'année. Le retard apporté à la mise en application de la loi de 1928 est dû à la lenteur apportée à la construction ou à l'aménagement de casernements pour les gardes. Il est permis d'espérer que cette situation prendra fin, le Gouvernement ayant déposé un projet permettant au Ministre de la Guerre d'obtenir à concurrence de 350 millions de la Caisse des dépôts, des avances permettant d'achever le programme de casernement.

- Les différents chapitres sont adoptés avec les chiffres, proposés par M. le Rapporteur Spécial d'accord avec M. le Rapporteur Général.

- En ce qui concerne les crédits destinés à l'entretien des forces d'outre-mer, M. le Rapporteur Spécial expose que, tous redressements d'écritures faits, ils sont en diminution de 18 millions sur ceux de l'exercice précédents.

- Les différents chapitres sont adoptés avec les chiffres proposés par M. le Rapporteur Spécial, d'accord avec M. le Rapporteur Général.

#### BUDGET DES POUDRES.

L'ordre du jour appelle l'examen du budget annexe des poudres.

M. JOSEPH COURTIER, Rapporteur Spécial.- Malgré la crise qui sévit sur l'industrie tout entière, on a pu, jusqu'à ce jour éviter le chômage dans nos poudreries.

Conformément à la suggestion que j'avais faite l'an dernier l'administration des poudres a abaissé ses prix de vente aux services cessionnaires. Le bénéfice total de l'exercice écoulé n'est.....



n'est plus, ainsi, quede 44 millions, soit 15 % du montant des ventes. En ce qui concerne le service des essences, le bénéfice réalisé a été de 22 millions, soit 12,80 % du montant des cessions faites aux services utilisateurs.

La situation, en ce qui concerne les alcools est , malheureusement moins satisfaisante. Les stocks disponibles se sont accrus et atteignent maintenant 2 millions d'hectolitres et il y a lieu d'envisager, pour l'année qui commence, l'éventualité d'un déficit.

M. HENRI ROY.- J'espère que l'on pourra arriver à persuader les automobilistes que le carburant composé d'un mélange essence-alcool ne présente pas tous les inconvénients qu'on a dit. On pourra ainsi écouler une partie de l'alcool fabriqué.

Il n'empêche qu'en France, on fabrique trop d'alcool. On a obligé, l'an dernier, le service des poudres à en acquérir 400.000 hectolitres provenant de la distillation des mauvais vins, ce qui n'a pas peu contribué à aggraver la situation. Celle-ci va encore s'aggraver du fait de l'autorisation d'importation des mélasses qui permettra aux fabricants de sucre de distiller leurs mélasses au lieu de les employer à la fabrication d'aliments mélassés pour le bétail.

Ceci dit, je désirerais présenter une observation au sujet des chapitres 11 et 23. A la page 53 du rapport fait par M. MALINGRE, au nom de la Commission des Finances de la Chambre, je lis ceci à propos d'un projet actuellement en instance devant la Chambre et qui n'a même pas encore fait l'objet d'un rapport :

"Du point de vue financier, l'organisation totale comprenant laboratoires, ateliers, bureaux, magasins, logements pour le personnel nécessitera un crédit de 15 millions de francs, qui sera engagé au fur et à mesure des dotations budgétaires. En première urgence, le Gouvernement classe la construction d'une partie des logements et celle des laboratoires.....



boratoires. Se plaçant d'ailleurs dans l'hypothèse où le projet de loi n° 5020 serait voté prochainement et dans le but d'entreprendre l'exécution des travaux nécessaires sans attendre le vote du budget de 1933, le Service demande au chapitre 31 ci-dessous un premier crédit de 500.000 francs, imputable sur les recettes prélevées au fonds d'amortissement, étant entendu du reste que si le vote du projet considéré n'intervenait pas avant la fin de l'exercice, le crédit précité tomberait ipso facto en annulation."

Cela me paraît d'une méthode des plus contestables. Il est vraiment étrange que l'on préjuge ainsi du vote d'un projet pour autoriser un engagement de dépenses.

Si nous consentions à voter le crédit de 500.000 Frs qui nous est demandé, nous pouvons être sûrs que lorsque le projet viendra devant nous, on nous dira que nous ne pouvons refuser de le voter, la question n'étant plus entière.

Pour ma part, je ne saurais approuver la création, au service des poudres, d'un laboratoire spécial pour l'étude des carburants, alors que l'office des combustibles liquides a déjà, à Bellevue, des laboratoires parfaitement outillés où travaillent les savants les plus qualifiés.

Je demande donc la suppression du crédit de 500.000 Frs dont il est parlé dans le rapport de M. MALINGRE,

M. LE RAPPORTEUR SPECIAL.- On m'a dit que la création envisagée était nécessaire à la défense nationale.

M. LE PRESIDENT.- Ce n'est pas une raison pour employer une méthode aussi condamnable.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Ne pourrait-on réserver les deux chapitres et entendre le Gouvernement ?

M. HENRI ROY.- Ce serait la meilleure solution.

M. LE PRESIDENT.- Ce n'est pas mon avis. C'est une question de principe qui se pose. Nous devons rejeter le crédit. Le ministre, s'il le juge à propos pourra demander à venir nous fournir.....



fournir toutes les explications qu'il jugera désirables.

M. LE RAPPORTEUR SPECIAL.- Au chapitre 31, un crédit de 1.150.000 francs a été prévu pour la construction d'une dynamiterie à Angoulême. A la Chambre, M. de TINGUY DU POUET a demandé la disjonction de ce crédit, la création d'une nouvelle usine d'Etat ne lui paraissant pas désirable. Sa proposition fut repoussée, au scrutin public.

Il entre, en effet, dans les intentions du service des poudres de créer une dynamiterie, considérés comme le complément indispensable de la fabrique de nitroglycérine qui se trouve déjà à Angoulême.

Les fabricants de dynamite que cette création lèserait ont protesté. L'administration, à l'appui de sa demande, invoque la nécessité qu'il y a, pour elle, à ce que ses ingénieurs soient familiarisés avec les procédés de fabrication de la nitroglycérine et de la dynamite, à un moment où l'on cherche à améliorer certains explosifs en les imprégnant de nitroglycérine. Je ne crois pas que nous puissions lui refuser les moyens d'action qu'elle nous demande.

M. FARJON.- Les explications de M. le Rapporteur ne me convainquent pas. Il est naturel que l'Etat fabrique, au Moulin Blanc et à Angoulême la nitroglycérine dont il a besoin pour ses explosifs de guerre; mais il est inadmissible qu'il se lance dans la fabrication d'un explosif comme la dynamite qui n'a que des emplois industriels. Si les ingénieurs des poudres veulent se familiariser avec les procédés de fabrication de la dynamite, qu'ils aillent faire des stages dans les usines privées; je ne sache pas qu'on leur en refuse l'accès. Mais je n'admets pas que l'Etat fasse une concurrence déloyale aux usines privées. Il existe, dans mon département une dynamiterie  
qui.....



qui occupe plusieurs centaines d'ouvriers. Va-t-on réduire ces ouvriers au chômage en créant une usine d'Etat qui n'ayant pas les mêmes frais qu'une entreprise privée pourra vendre à plus bas prix ?

Et puis, qui ne voit que le crédit de 1.150.000 francs qu'on nous demande n'est qu'un crédit d'amorce et que c'est finalement plusieurs millions que nous serions amenés à voter pour cette création des plus contestables.

Je demande à la Commission de rejeter purement et simplement le crédit ou de renvoyer la question à l'administration, pour étude.

M. JENOUVRIER.- Ce cas illustre, d'une manière frappante, la tendance qu'a l'administration de la guerre à ne vouloir jamais réduire ni ses installations ni son personnel. On a du personnel en surnombre à la fabrique de nitroglycérine; qu'à cela ne tienne, on va créer, pour occuper ce personnel, une dynamiterie. C'est inadmissible. Je ne voterai pas le crédit.

M. LE GENERAL HIRSCHAUER.- L'industrie de la dynamite traverse en ce moment une crise grave du fait que, dans nos mines de fer de l'Est, on a remplacé la dynamite par un explosif à base d'air liquide. Est-ce le moment de porter un coup mortel à cette industrie que nous avons, au contraire intérêt à voir vivre en raison des services qu'elle est appelée à nous rendre en cas de guerre ? Je ne le pense pas.

L'an dernier, sur ma proposition, vous avez refusé les crédits destinés à la création d'ateliers-témoins au ministère de l'air. Je vous demande d'en agir de même avec la fabrique-témoin dont on nous demande la création. Il ne

faut.....



faut, à aucun prix, enfler nos budgets de guerre, à un moment où, à Genève, ils font l'objet d'un examen attentif et minutieux de la part de la Société des Nations.

M. HENRI ROY.- Je ne voterai pas non plus le crédit d'amorce, non pas que je sois, à priori hostile à la création d'une usine-témoin, mais j'estime que c'est là un problème grave qui réclame une étude approfondie.

M. LE RAPPORTEUR SPECIAL.- La question a certainement été étudiée puisque le crédit est demandé par le Ministère de la Défense Nationale.

M. HENRI ROY.- Il s'agit, en réalité, d'une initiative parlementaire. C'est pour donner satisfaction aux réclamations de M. CHARLES BARON que le crédit a été inscrit.

M. LE RAPPORTEUR SPECIAL.- Le principe de la création d'une dynamiterie avait été accepté, l'an dernier, par M. MAGINOT.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Nous pouvons disjoindre le crédit pour étude. Le chapitre est adopté avec une réduction de 1.150.000 francs.

Les autres chapitres sont adoptés avec les chiffres proposés par M. le Rapporteur Spécial d'accord avec M. le Rapporteur Général.

M. LE PRESIDENT.- L'ordre du jour appelle l'examen du budget du Commerce.

#### BUDGET DU COMMERCE

Les différents chapitres de ce budget sont adoptés avec les chiffres proposés par M. SERRE, Rapporteur spécial d'accord avec M. le Rapporteur Général.

BUDGET.....



BUDGET DES SERVICES PENITENTIAIRES

M. LE PRESIDENT.- L'ordre du jour appelle l'examen du budget des Services pénitentiaires.

Les différents chapitres de ce budget sont adoptés avec les chiffres proposés par M. VALADIER, rapporteur spécial d'accord avec M. le Rapporteur Général.

M. JENOUVRIER.- A propos de ce budget, je voudrais poser une question à M. le Rapporteur.

Avant 1870, la France avait deux maisons centrales de force pour les femmes, celle de Montpellier et celle de Rennes, celle-ci pouvant contenir 1.200 détenues.

Depuis l'institution de la libération conditionnelle et du sursis, ces maisons ne recevaient plus qu'un nombre assez faible de pensionnaires.

Or, en 1918, une troisième maison centrale est venue s'ajouter aux deux autres, celle de Haguenau. C'est vers celle-ci que l'administration dirige la plupart des détenues ce qui fait que les deux autres sont quasi-désertes. Il en devrait résulter une diminution du personnel; or, nous ne constatons rien de semblable. Il me semble qu'on pourrait supprimer une des deux maisons de force.

M. LE RAPPORTEUR SPECIAL.- On étudie en effet, la question de la suppression de la maison d'Haguenau.

BUDGET DE L'AIR.

M. LE PRESIDENT.- L'ordre du jour appelle l'examen du budget du ministère de l'Air.

M. LE GENERAL HIRSCHAUER, Rapporteur Spécial expose qu'au point de vue de la vitesse des avions, la France est en retard sur l'Angleterre dont certains appareils ont atteint la vitesse de 580 Km. à l'heure. Or, la vitesse, en temps de guerre.....



guerre, a une importance considérable, l'appareil le moins rapide étant à la merci de l'appareil plus rapide. En temps de paix, la vitesse réduit la durée des trajets.

En ce qui concerne le rendement des appareils au point de vue du poids utile, la France est inférieure à l'Italie qui, seule, possède un certain nombre d'appareils capables de porter, le cas échéant, 1.000 kilos de bombes à 1.000 Kilomètres et de revenir à leur point de départ.

Nous ne possédons de supériorité que pour les avions à rayon d'action moyen.

Les différents chapitres sont adoptés avec les chiffres proposés par M. le Rapporteur Spécial d'accord avec M. le Rapporteur Général.

Sur le rapport de M. EMILE SARI, la Commission adopte le budget annexe de l'Imprimerie nationale, avec les chiffres proposés par M. le Rapporteur Spécial.

#### MINES ET FORCES HYDRAULIQUES

La Commission adopte ensuite, sur le rapport de M. BLAIGNAN et avec les chiffres proposés par lui, les chapitres du budget des Travaux Publics relatifs aux mines et forces hydrauliques. Le rapporteur fait connaître qu'il a l'intention de porter à la tribune du Sénat, la question de la captation projetée par l'Espagne de l'eau des sources de la Garonne située sur le versant espagnol des Pyrénées.

Ce détournement des eaux de la Garonne diminuerait de moitié le débit de ce fleuve, ce qui aurait des conséquences désastreuses tant au point de vue de l'irrigation qu'en ce qui concerne les usines productrices d'électricité.

La Séance est levée à 18 H.20.

LE PRESIDENT de la COMMISSION :

*H. Faure*



COMMISSION DES FINANCES

Séance du 14 Mars 1932

La séance est ouverte à quinze heures , sous la Présidence de M. JEANNENEY.

Présents: MM. JEANNENEY. ABEL GARDEY. HENRY BERENGER.  
CAVILLON. HAYAUX. MILAN. GALLET. ANDRE LEBERT  
BIENVENU-MARTIN. HENRI ROY. GENERAL STUHL.  
SERRE. CUMINAL. VALADIER. PIERRE ROBERT.  
ANATOLE MANCEAU. FRANCOIS SAINT MAUR.  
JOSEPH COURTIER. GENERAL HIRSCHAUER. HENRY  
CHERON. SARI. CAILLAUX.

---

AJOURNEMENT D'UNE AUDITION

M. LE PRESIDENT.- L'ordre du jour appellerait l'audition de M. le Directeur Général des Contributions Indirectes sur le projet de loi portant modification du régime des bouilleurs de cru (N° 44 - Année 1932).

Mais M. le Directeur Général m'a fait connaître qu'il était retenu à la Chambre par la discussion de la loi de finances.

Il conviendra , en conséquence, d'ajourner cette audition.

M. HAYAUX.- Je demande qu'elle ait lieu le plus tôt possible .

M. HENRY BERENGER.- Je suis un peu surpris de constater que la Commission a convoqué devant elle le Directeur Général des Contributions .....



Indirectes. C'est une procédure tout à fait anormale.

Les Commissions Parlementaires ne doivent connaître que les Ministres responsables. C'est ceux-ci qui sont convoqués devant les Commissions. Ils se font accompagner par tels fonctionnaires qu'ils jugent utiles d'amener. Mais ces fonctionnaires ne viennent jamais seuls.

Lorsque j'étais ambassadeur, j'ai voulu venir devant la Commission des Affaires Etrangères du Sénat. M. RAYMOND POINCARE s'y est opposé.

M. LE PRESIDENT.- Je n'ignore pas le grand principe que vient d'énoncer M. BERENGER selon lequel la Commission ne doit connaître que les Ministres.

Mais, dans le cas présent, il s'agit purement et simplement de nous éclairer sur un détail technique, et c'est pour cela que nous nous sommes adressés au Directeur Général, conformément d'ailleurs, à certains précédents.

M. HENRY BERENGER.- Je n'insiste pas et je reconnais qu'il s'agit en effet d'un cas tout à fait particulier où il est inutile de convoquer le Ministre.

M. HAYAUX.- Il importe que le projet concernant les bouilleurs de cru soit discuté le plus tôt possible. Je demande que l'audition soit fixée au début de la prochaine séance.

M. LE PRESIDENT.- Cette prochaine séance sera sans doute Mercredi. Nous mettrons l'audition en tête de l'ordre du jour.

#### BUDGET DE 1932

M. LE PRESIDENT.- L'ordre du jour appelle la suite de l'examen officieux du budget de l'exercice 1932.

TRAVAUX PUBLICS.....



TRAVAUX PUBLICS

M. MILAN.- donne lecture de son rapport sur le budget des Travaux Publics .

Les divers chapitres de ce budget sont adoptés sans discussion , conformément aux propositions de M. le Rapporteur d'accord avec M. le Rapporteur Général, à l'exception des chapitres ci-après qui ont donné lieu aux observations suivantes :

Chapitre 16.- Personnel des ingénieurs et ingénieurs adjoints des Travaux Publics de l'Etat (Service des Ponts et Chaussées) Traitements .

M.LE RAPPORTEUR.- Pour l'entretien du nouveau réseau de 40.000 Kilomètres de routes nationales, le Gouvernement avait demandé l'autorisation de créer 75 emplois d'ingénieurs-adjoints des travaux publics. La Chambre a limité son autorisation à 70. Je propose que, de notre côté, nous réduisions les crédits de 390.000 francs, en limitant à 50 le nombre d'emplois à créer.

Le classement des 40.000 Kilomètres de routes nationales nouvelles a été terminé seulement au mois de Décembre dernier. L'incorporation de ce nouveau réseau à l'ancien va entraîner forcément ~~forcément~~ un nouveau reclassement des subdivisions et tant que ce reclassement n'aura pas été effectué, il est impossible de savoir exactement quel est le personnel nouveau qu'il sera nécessaire de créer.

D'autre part, il n'est pas douteux que des ententes vont avoir lieu avec les Départements qui permettront, par une meilleure utilisation des personnels départementaux, de réduire les créations d'emplois dans le personnel des ingénieurs des Travaux Publics de l'Etat.

M. GALLET.....



M. GALLET.- La question<sup>ne</sup>/se pose que pour les Départements dans lesquels les personnels ne sont pas fusionnés.

M. LE RAPPORTEUR.- Bien entendu. Dans ces derniers départements, les fonctionnaires départementaux qui étaient chargés des routes devenues routes nationales sont considérés comme des fonctionnaires de l'Etat.

M. PIERRE ROBERT.- Il est incontestable que des fonctionnaires nouveaux sont nécessaires dans les départements où n'existe pas la fusion, pour veiller à l'entretien du nouveau réseau de routes nationales.

L'Administration a dû évaluer exactement le nombre des emplois nouveaux dont la création est indispensable. Pourquoi lui marchander des crédits ?

M. LE RAPPORTEUR.- Je conteste, justement, l'évaluation faite par l'Administration.

M. PIERRE ROBERT.- Celle-ci a eu pourtant trois ans pour la faire ?

M. LE RAPPORTEUR.- La création du nouveau réseau est décidée et commencée depuis 3 ans, mais elle n'est terminée que depuis deux mois. D'autre part, l'évaluation du nombre des emplois à créer ne peut, je le répète, être faite d'une manière certaine qu'après le reclassement complet des subdivisions et après consultation des conseils généraux.

Nous sommes dans l'incertitude des besoins et c'est pour cela que je crois sage, en limitant les crédits, d'inciter l'Administration à l'économie.

M. PIERRE ROBERT.- Il faut bien pourtant entretenir les routes !

M. LE RAPPORTEUR.- L'an prochain, si des crédits plus considérables sont nécessaires, nous les voterons. En attendant .....



dant, résignons-nous à ne faire que de l'a peu près.

M. BIENVENU-MARTIN.- La proposition de M. le Rapporteur est très sage. Cette année doit être une année d'expérience pour l'entretien du nouveau réseau de routes nationales. Nous verrons l'an prochain quelles leçons nous pourrions tirer de cette expérience. D'ici là, la prudence s'impose.

M. PIERRE ROBERT.- Ne pourrait-on pas, tout au moins, interroger le Ministre avant de prendre une décision sur ce chapitre ?

M. FRANCOIS SAINT MAUR.- A quoi bon! Il nous demandera évidemment d'augmenter le nombre des fonctionnaires.

M. LE RAPPORTEUR.- Une audition du Ministre ne nous apprendra rien. Les besoins dépendront surtout des négociations que le Gouvernement ne manquera pas, pendant l'année, d'engager avec les départements non fusionnés.

Le Chapitre est adopté avec la diminution de crédit proposée.

CHAPITRE 79.- Cantonniers, salaires et indemnités diverses.-  
127.500.000 frs.

M. LE RAPPORTEUR.- Comme tous les ans, se pose, à propos de ce chapitre, le problème de la fonctionnarisation des cantonniers.

Conformément à la tradition, la Chambre s'est prononcée en faveur de la fonctionnarisation en relevant de 3.750.000 frs le crédit demandé par le Gouvernement. Je propose à la Commission de maintenir l'attitude qu'elle a prise depuis longtemps, et de supprimer ce relèvement de crédit de 3.750.000 frs.

M. HENRY CHERON.- Quelle a été l'attitude du Gouvernement ?

M. le RAPPORTEUR.- Le Gouvernement n'a pas protesté à la

Chambre .....



Chambre. Nous devons l'amener à nous soutenir, car il est inadmissible que sur une question aussi grave, nous soyons toujours seuls à défendre les intérêts du Trésor.

M. ROY.- La question intéresse avant tout les budgets départementaux et communaux. Nous devons demander au Ministre de l'Intérieur d'intervenir pour défendre les intérêts des collectivités dont il est le tuteur légal.

Le Chapitre est adopté avec la réduction proposée.

#### CONVENTIONS.

M. LE PRESIDENT.- L'ordre du jour appelle l'examen du budget des Conventions.

M. HENRI ROY. donne lecture de son rapport. Il souligne l'abstention des pouvoirs publics en face de la situation tragique des chemins de fer.

Il indique que la seule réforme envisagée a été la réforme du contrôle amorcée par un décret du 13 Février et il critique la mesure proposée par le Gouvernement et votée par la Chambre et qui consiste à mettre sous un chapitre spécial au budget des conventions, les crédits destinés aux contrôleurs. D'accord avec M. MILAN, Rapporteur des Travaux Publics, il propose que ces crédits soient replacés au Budget du Ministre des Travaux Publics.

Cette modification dans la nomenclature avait été faite pour permettre d'assurer aux contrôleurs des chemins de fer une situation privilégiée. M. le Rapporteur indique qu'à son avis rien ne justifie une pareille mesure qui ne manquerait pas de soulever des protestations de la part des autres contrôleurs des Travaux Publics et entraînerait fatalement à une augmentation

du .....



du traitement de ces derniers.

M. LE PRESIDENT.- J'ai déjà indiqué en séance publique que je n'avais qu'une confiance bien relative dans les résultats que l'on peut attendre de la réforme du contrôle des chemins de fer.

La vérité, c'est que le Ministère des Travaux Publics a fait surtout cette réforme pour augmenter l'importance des contrôleurs des chemins de fer et les rémunérer plus largement. En face d'un problème aussi grave que celui que pose la situation des réseaux, l'administration n'a pensé qu'à elle-même. La mesure, si nous n'y mettons ordre, aurait eu un résultat certain pour les fonctionnaires du contrôle. Elle n'en aura pas le moindre pour améliorer la crise que traversent les chemins de fer.

Je ne nie pas qu'il soit nécessaire d'améliorer le contrôle et que l'on puisse attendre beaucoup d'une réorganisation complète des méthodes. Mais pour cela, il faudrait instituer un contrôle effectif de la politique des grands réseaux fait par des hommes ayant des vues larges, un sens pratique avisé, et une conception très haute de l'intérêt national. Au lieu de ce contrôle de financiers et de techniciens, on nous propose de renforcer le nombre des fonctionnaires actuels afin qu'un compte plus exact soit tenu du nombre de lampes qu'il y a dans chaque gare, ou du nombre de boulons utilisés ! Quelle dérision !

Il faut, pour bien comprendre le sens dans lequel devrait s'instituer un contrôle véritable, penser à ce qu'est la situation du ministre des Travaux Publics, avec ses quelques fonctionnaires en face de l'organisation formidable dont disposent les directions des grands réseaux.

Si.....



Si la convention de 1921 a été si désastreuse pour l'Etat c'est parce que celui-ci était pratiquement désarmé en face de concurrents admirablement préparés à toutes les ruses, à toutes les discussions, à toutes les chicanes.

Prenons garde de ne pas nous retrouver dans la même situation sans préparation, sans documentation, sans dossiers, le jour hélas ! prochain où il faudra bien négocier une nouvelle convention.

Nous devons nous hâter de créer, pour cette éventualité, un corps de techniciens capables de lutter de pair à égal avec le Comité de direction des réseaux et avec le Conseil supérieur des chemins de fer.

Je reconnais qu'un essai a été fait dans ce sens. Trois ou quatre inspecteurs des finances ont été détachés auprès du ministre des Travaux Publics pour étudier la situation des chemins de fer. C'est quelque chose, mais ce n'est pas suffisant. Cet essai ne vaudra que si les inspecteurs détachés comprennent leur tâche et s'y attachent de tout leur cœur. Autant vaudront les hommes, autant vaudra leur travail, puisqu'il ne s'agit pas d'une institution permanente, mais seulement d'une mission temporaire et exceptionnelle.

En ce qui concerne les fonctionnaires du contrôle, leur rendement est médiocre et leur tâche un peu secondaire. Il n'existe aucune raison de leur donner des avantages spéciaux. J'appuie donc la proposition de M. le Rapporteur.

M. HENRY CHERON.- Quel est le déficit d'exploitation pour 1932 ?

M. LE RAPPORTEUR.- Il s'élève à 2 milliards 600 millions. Celui de 1932 sera beaucoup plus considérable. Il s'accroît actuellement de 15 millions par jour !

M. HENRY CHERON.- On m'avait dit 10 millions.

M. LE RAPPORTEUR.- C'était exact en janvier. Puis le déficit.....



ficit quotidien a atteint 12 millions en février et 15 en mars.

M. BIENVENU-MARTIN.- N'a-t-il pas été réalisé quelques économies ?

On s'est bien gardé de regarder la situation en face et de prendre les décisions énergiques qu'elle comportait.

Le principe essentiel inscrit à la base des conventions de 1921, c'est que l'exploitation des chemins de fer doit être équilibrée par les usagers. En cas de déficit d'exploitation, on doit, automatiquement, relever les tarifs pour rétablir l'équilibre détruit.

Or, depuis de longs mois, nos chemins de fer sont exploités à perte et personne n'a fait jouer la Convention. Le Conseil supérieur des chemins de fer n'a pas demandé de relèvement de tarif. Le Gouvernement ne l'a pas invité à lui faire cette demande et c'est ainsi que de négligence en négligence et de lâcheté en lâcheté, on est arrivé à une situation quasi inextricable.

M. LE PRESIDENT.- J'avais annoncé le déficit il y a deux ans, et j'avais, dès ce moment là, préconisé des mesures. On n'a rien fait.

M. HENRY CHERON.- Pourquoi n'a-t-on pas fait les augmentations de tarifs qui s'imposaient ? La Convention de 1921 est peut être critiquable mais elle a au moins le mérite d'instituer un système logique pour assurer un équilibre constant des recettes et des dépenses.

Aujourd'hui, hélas ! il est trop tard pour recourir aux augmentations de tarifs. Mais que sera l'avenir de nos chemins de fer ?

M. LE RAPPORTEUR.- Au moment où il a été procédé à des dégrèvements, on aurait pu augmenter les tarifs, en faisant porter les dégrèvements sur l'impôt des transports. Ainsi les usagers.....



usagers n'auraient pas senti le relèvement qui n'en aurait pas moins augmenté considérablement les recettes des réseaux.

M. HENRY CHERON.- Ce système avait été envisagé, mais les dirigeants des grands réseaux qui préféraient bénéficier des dégrèvements l'ont plutôt combattu. Je profite de cette observation pour souligner l'égoïsme et souvent les vues assez courtes de ces dirigeants, ce qui vient à l'appui de la proposition de M. le Président tendant à instituer un contrôle sévère et efficace de la politique générale des réseaux.

M. LE RAPPORTEUR.- Le gouvernement aurait dû avoir des vues larges et de l'énergie pour les faire triompher. Il a manqué à la fois de clairvoyance et d'énergie.

M. FRANCOIS SAINT-MAUR.- Tous les réseaux sont-ils déficitaires ? N'y en a-t-il pas quelques uns mieux administrés que les autres et qui pourraient servir de modèles pour une réorganisation générale ?

M. LE PRESIDENT.- A l'heure actuelle, le déficit a atteint tous les réseaux. En ce qui concerne l'administration, ils n'ont plus d'autonomie, et par conséquent ils sont tous gérés à peu près suivant les mêmes méthodes.

M. HENRY CHERON.- Le déficit est trop profond pour qu'il suffise de quelques réformes pour y porter remède. Nous ne sortirons nos chemins de fer de la situation tragique où ils se trouvent enlisés que si nous avons le courage de supprimer toutes les lignes électorales dont l'exploitation est ruineuse.

Ces petits parcours doivent être désormais laissés à l'automobile. Les chemins de fer ne doivent plus desservir que les grandes voies de communication ou le trafic est régulier et rémunérateur.

M. LE PRESIDENT.....



M. LE PRESIDENT.- Il faut avant tout reconnaître que l'on a eu tort en 1921 de poser le dogme des relèvements de tarifs automatiques destinés à faire couvrir les charges, que lles qu'elles soient, par les usagers. Ce dogme s'est montré inapplicable. On aurait du avoir le courage depuis longtemps d'établir un autre système plus conforme aux réalités pratiques. Hélas ! c'est le courage qui manque le plus !

M. HENRY BERENGER.- La situation des chemins de fer doit ici nous préoccuper uniquement au point de vue budgétaire. Quelle sera sur le budget de 1932 le déficit qui s'élèvera, nous a-t-on dit à 4 milliards 500 millions ?

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- L'article 107 de la loi de finances fixe le montant des obligations que les grands réseaux sont autorisés à émettre en 1932 et l'article 107 bis fixe le montant des avances que le Trésor est autorisé à faire au fonds commun des grands réseaux pour couvrir le déficit d'exploitation de 1931.

M. HENRY BERENGER.- Ainsi la seule solution que l'on ait trouvée, c'est le recours à l'emprunt ! N'allons nous pas protester contre une pareille carence des pouvoirs publics ?

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Nous examinerons la question au moment où nous discuterons les articles 107 et 107 bis de la loi de finances. Elle n'a rien à voir avec le budget que nous examinons en ce moment.

Les divers chapitres du budget sont adoptés conformément aux propositions de M. le Rapporteur, d'accord avec M. le Rapporteur Général.

BUDGET DES AFFAIRES ETRANGERES.....



BUDGET DES AFFAIRES ETRANGERES

M. LE PRESIDENT.- Nous passons à l'examen du budget des Affaires Etrangères.

M. HENRY BERENGER, Rapporteur spécial.- Je pense que la Commission n'attend pas de moi un exposé complet sur la politique extérieure.

J'indiquerai seulement que dans cet ordre tout paraît précaire et fragile.

Qu'il s'agisse des états Danubiens, de nos rapports avec l'Angleterre, l'Italie ou l'Amérique, des efforts sont tentés, des espérances sont envisagées, mais nous ne sommes encore que dans une période de préparation.

On peut considérer certaines améliorations de notre situation en ce qui concerne la liquidation du problème des dettes et nos relations avec l'Angleterre et l'Italie, Une politique paraît s'esquisser. Mais le cadre seul est achevé. Il reste à peindre la toile.

Il est incontestable que notre diplomatie est entrée dans une phase très active et qu'elle tente un vigoureux effort de redressement. Qu'en sortira-t-il ? Il est trop tôt encore pour porter un jugement.

Réjouissons nous d'avoir vu le gouvernement comprendre que l'action seule permet d'obtenir un résultat.

En ce qui concerne le budget lui-même, il n'appelle guère de ma part ni observations, ni réductions de crédits.

J'insiste cependant sur l'insuffisance de notre propagande à l'étranger, insuffisance qui équivaut à peu près à une absence. Nous accordons à toute une série d'oeuvres, intéressantes à des titres divers, 100 millions. Mais les efforts de ces oeuvres ne sont ni coordonnés, ni dirigés, ce qui

fait.....



fait qu'en réalité ces 100 millions ne donnent pas un résultat appréciable.

A côté de nous, l'Allemagne consacre 300 millions à sa propagande, l'Italie 200 millions, et ces deux pays disposent d'une organisation extrêmement puissante entre les ~~ma~~ mains du gouvernement.

Il conviendra dans le prochain budget d'organiser notre propagande en augmentant les crédits si cela est nécessaire.

M. HENRI ROY.- L'essentiel en pareille matière, c'est d'avoir un animateur. Des efforts éparpillés ne peuvent aboutir qu'à un gaspillage de crédit.

M. LE RAPPORTEUR.- J'insisterai, d'autre part, dans mon rapport avec la discrétion indispensable, sur l'exagération des dépenses de la Société des Nations.

L'heure serait mal choisie, bien entendu, pour rogner les crédits mais il faudra bien, si les abus continuent, que nous en venions à cette dure extrémité.

Le Secrétaire général de la Société des Nations reçoit un traitement équivalent à 800.000 Frs, le secrétaire général adjoint reçoit 500.000 Frs et il en est ainsi de tous les traitements d'un bout à l'autre de l'échelle.

Le Bureau international du Travail, en particulier, possède trop de fonctionnaires, recevant des traitements hors de proportion avec ~~leurs services~~ les services qu'ils rendent.

A la tribune, et dans mon rapport j'inviterai la Société des Nations, à gérer son budget, alimenté par les budgets des Etats associés, avec un peu plus d'économie.

M. BIENVENU-MARTIN.- Je reviens sur la question de la propagande. Nous laissons, sans protester, s'accréditer à l'étranger des légendes et des calomnies qu'il suffirait d'une mise au point immédiate pour réduire à néant. Allons nous continuer à rester inactifs en face de la propagande allemande.....



allemande, Italienne et Soviétique ?

M. HENRY CHERON.- Comme rapporteur du budget du service d'Alsace et Lorraine, j'ai eu à étudier les effets de la propagande allemande, dans nos trois départements recouverts. Ces efforts sont déplorables.

M. le Rapporteur a indiqué tout à l'heure que 300 millions de francs étaient consacrés par le Reich à sa propagande à l'étranger et une grande partie de cette somme est utilisée en Alsace et Lorraine, à subventionner la presse, acheter des consciences, entretenir des troubles, créer des difficultés au gouvernement français.

En face des efforts du Reich, nous dépensons une partie des fonds secrets, mais sans que cette dépense donne des résultats apparents. Nos méthodes sont sans doute défectueuses et les crédits insuffisants. La carence de la France en face de la propagande allemande est grave partout. Elle l'est surtout dans les départements recouverts.

M. LE GENERAL STUHL.- Je ne peux que confirmer ce que vient de dire M. CHERON. Tous les dessous de la propagande allemande dans notre région ont été révélés il y a peu de temps par l'ancien autonomiste Dumser, qui, après avoir été longtemps à la solde de l'Allemagne, est passé à la solde de notre police. Il a donné des détails très intéressants sur la participation de l'Allemagne aux campagnes autonomistes et sur l'organisation du Dr Ernst.

Nous avons le devoir de nous défendre d'une manière efficace.

M. LE RAPPORTEUR.- En matière de propagande, le gouvernement français a tort de s'en rapporter purement et simplement à un certain nombre d'oeuvres à l'étranger qu'il subventionne.

M. BIENVENU-MARTIN.....



M. BIENVENU-MARTIN.- Ces oeuvres sont très intéressantes et méritent toutes à des titres divers d'être encouragées. Mais il est évident qu'elles travaillent trop en ordre dispersé.

M. LE RAPPORTEUR.- Je ne méconnais pas l'intérêt de toutes les oeuvres françaises à l'étranger. Je l'ai dit et écrit bien des fois en leur rendant hommage. Il est permis cependant de se demander si elles utilisent bien les crédits importants qui sont mis à leur disposition par le Gouvernement. Font-elles vraiment une utile contre-propagande?

Si l'on étudie d'un peu près leur activité, on voit qu'il y aurait beaucoup à faire pour assurer un meilleur rendement des crédits ainsi dépensés. Croit-on par exemple, qu'il est utile de subventionner des conférences faites à l'étranger par des personnalités qui passent leur temps à dénigrer notre régime politique et ridiculiser nos hommes d'Etat? Croit-on pour parler franc, que le budget du ministère des Affaires Etrangères soit fait pour payer des tournées de Conférences faites par des écrivains de l'Action française ou de tout autre groupement extrémiste ?

J'étudierai pour le budget de l'année prochaine une réorganisation complète, selon un plan d'ensemble et avec un contrôle effectif des subventions données aux oeuvres françaises à l'étranger.

En ce qui concerne la propagande allemande dans les départements recouvrés, elle est combattue, comme on l'a indiqué, au moyen d'une somme importante prélevée sur les fonds secrets du ministre des Affaires Etrangères.

Ces fonds secrets provoquent bien des légendes ! On croit, dans le public, qu'ils servent au ministre des Affaires Etrangères pour rendre la presse favorable à sa politique.....



litique. Que n'a-t-on pas fait et écrit sur ce thème ? La réalité est bien différente.

Depuis 1926, un tiers des fonds secrets est employé à la contre propagande en Alsace et Lorraine, soit environ 15 millions. Cette affectation a été décidée par M. POINCARÉ. Elle a continué depuis.

20 millions sont affectés à la lutte contre le bolchevisme, soit en France soit aux Colonies.

Sur les 19 millions restant, une grosse partie est attribuée à l'agence Havas, pour lui permettre de lutter à égalité contre ces grandes propagatrices de nouvelles et de mensonge que sont les agences Wolff et Rentes.

Toutes ces répartitions faites il demeure à peine 5 ou 6 millions entre les mains du ministre qui les utilise surtout pour les fonds secrets des ambassades.

Un pareil régime est absolument illogique. On ne voit pas pourquoi, en effet, on utilise le budget des Affaires Etrangères pour faire de la contre propagande en France et dans les colonies.

La lutte contre la propagande allemande en Alsace et en Lorraine et contre la propagande bolcheviste à l'intérieur du pays devrait être faite par le Ministre de l'Intérieur avec son budget propre.

La propagande coloniale appartient au ministre des Colonies. Je demanderai dans le prochain budget, que tous les fonds mis à la disposition du ministre des Affaires Etrangères servent à la propagande française à l'étranger et j'insisterai pour que cette propagande soit faite suivant un plan d'ensemble et avec des crédits suffisants.

M. HENRI ROY.- Il importe surtout de faire des efforts coordonnés, au lieu de se rapporter à des oeuvres privées livrées à leur seule initiative.

M. LE GENERAL STUHL.....



M. LE GENERAL STUHL.- Je signale tout de suite un moyen pratique et peu coûteux de répondre aux calomnies de la propagande étrangère : facilitons la vente de nos journaux à l'étranger en abaissant leur prix au moyen de subventions. A l'heure actuelle les étrangers francophiles se plaignent de ne pouvoir acheter nos journaux qui sont vendus trop chers.

M. HENRY CHERON.- Nous devons surtout provoquer la création d'organismes de propagandes semblables au "Schutzbund" en Allemagne pratiquant tous les moyens : tournées théâtrales, conférences, publications de livres et d'atlas à bon marché, journaux, T.S.F..

M. le Rapporteur a parlé de l'agence Havas....

M. CAILLAUX.- N'en parlons pas ! Il y aurait trop à dire.

M. HENRY CHERON.- Je préférerais que les subventions du Gouvernement allassent à un organisme moins tendancieux.

Ceci dit je fais pleinement confiance à notre rapporteur pour trouver le moyen le plus propre à réorganiser notre propagande en faisant disparaître les abus et les gaspillages.

M. CAILLAUX.- Tant qu'il y aura des fonds secrets - et ceux-ci sont dans une certaine mesure nécessaires - il y aura des abus et des gaspillages. La vérité c'est qu'il faudrait trouver d'autres moyens pour faire de l'utile propagande.

M. LE GENERAL STUHL.- Il faut bien pourtant se servir des fonds secrets pour riposter contre la campagne allemande dans nos Trois départements recouvrés.

M. CAILLAUX.....



M. CAILLAUX.- Pour obtenir un résultat, il vaut infiniment mieux faire de grandes choses, répandre l'instruction et la culture française par exemple que de s'en tenir à ces bas moyens de police que l'on considère comme suffisants aujourd'hui.

M. LE RAPPORTEUR.- La Commission des Affaires Etrangères que j'ai l'honneur de présider se préoccupe à l'heure actuelle du problème de la propagande. J'espère vous présenter des solutions précises lors de la discussion du budget de l'année prochaine.

M. le Rapporteur donne lecture de son rapport et signale notamment la nécessité de reprendre la publication de livres jaunes, celle-ci étant suspendue depuis 1925.

Il propose de réduire la subvention accordée à la Conférence parlementaire internationale du Commerce à la suite des incidents de Prague; il signale enfin la nécessité d'étudier de très près l'utilisation des crédits demandés pour les dépenses du Haut-Commissariat en Syrie afin d'éviter les abus.

Les divers chapitres du budget sont adoptés conformément aux propositions de M. le Rapporteur, d'accord avec M. le Rapporteur Général (Réduction totale de 1.237.000 Frs).

BOURSE COMMUNE D'ASSURANCE ET DE PREVOYANCE  
DU NOTARIAT.-

M. LE PRESIDENT.- L'ordre du jour appelle l'examen pour avis financier des conclusions du rapport de M. DAUTHY sur le projet de loi adopté par la Chambre des Députés, instituant une bourse commune d'assurance et de prévoyance du notariat et une caisse de retraite et d'assistance des Clercs de notaires.

M. VALADIER.....



M. VALADIER, rapporteur donne lecture de son avis. Malgré l'avis formel exprimé par le ministre des finances contre l'adoption du projet, M. le Rapporteur conclut à l'approbation des conclusions du rapport de la Commission de l'Hygiène.

M. CAILLAUX.- Le projet augmenterait de 60 millions les charges des contribuables. Jamais je ne pourrai consentir à cela au moment où les français demandent grâce et sont accablés sous le poids des impôts. Je voterai contre et au besoin, je monterai à la tribune pour combattre le texte proposé.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- donne lecture de l'avis du ministre des Finances qui se prononce contre le projet :

1°) - parce qu'il apporte une dérogation au régime des assurances sociales;

2°) - parce qu'il impose aux notaires une contribution inférieure à celle qui est demandée à leurs clercs;

3°) - parce que les centimes additionnels prévus sur les honoraires constitueraient un impôt nouveau trop lourd.

M. HENRY CHERON.- Je m'étonne que les clercs de notaire n'aient pas pu mettre sur pied des institutions de prévoyance par contribution égale de l'employeur et de l'employé.

Pourquoi, en tous cas, ne se placent-ils pas purement et simplement sous le régime des assurances sociales ?

Il est inadmissible que le principe de l'obligation que nous avons inscrit à la base de la loi soit aussi mal respecté. Il en résulte des conséquences déplorables. Les industriels qui ont appliqué scrupuleusement la loi voient à côté d'eux leurs concurrents moins scrupuleux et mieux avisés diminuer leurs frais généraux en s'abstenant de cotiser pour leur personnel. On donne ainsi une prime à l'inobservation des

lois.....



lois qui ne peut qu'avoir des effets déplorables au point de vue de la moralité publique.

M. LE RAPPORTEUR.- Nous ne pouvons pas nous désintéresser du sort des clercs et de ce prolétariat du notariat qui doit bénéficier de la bourse commune d'assurance et de prévoyance.

Le projet que nous examinons émane du ministre de la Justice et il est impatiemment attendu par les intéressés.

M. CAILLAUX.- Au moment où il est indispensable d'agir en vue de déterminer une déflation des prix, nous ne pouvons pas consentir à relever très sensiblement les tarifs des notaires.

M. LE RAPPORTEUR.- On aurait pu faire la même objection pour empêcher de faire toutes les grandes lois sociales et notamment celle qui institue les assurances sociales.

M. CAILLAUX.- Si la loi des assurances sociales venait en discussion en ce moment, croyez-vous que je <sup>ne</sup> tiendrais pas le même langage ?

J'avais prédit, il y a quelques années "la grande pénitence". Les faits ont dépassé mes prévisions. Je n'aurais jamais cru que nous allions vers une crise aussi grave.

Eh bien ! au milieu de cette crise, nous avons le devoir sacré de ne pas augmenter les charges des contribuables.

Il y a peut être quelque chose à faire pour améliorer le sort des clercs de notaire, mais pas dans les conditions qui nous sont proposées et qui imposent des charges vraiment trop légères pour les notaires.

Je demande que la question soit étudiée de très près et que le ministre des finances soit entendu.

M. MILAN.- Je m'incline devant les arguments d'ordre général invoqués par M. CAILLAUX. Je suis de ceux qui souhaitent.....



tent une déflation générale des prix et qui s'opposent à toutes les charges nouvelles pour les contribuables. Mais, ceci dit, je recommande à l'attention de la Commission la situation des clercs de notaires qui, jusqu'ici, n'ont pas bénéficié des assurances sociales et des petits notaires de campagnes plus malheureux encore que les clercs.

M. CAILLAUX.- Les notaires sont trop nombreux. Voilà la cause de leur misère.

M. MILAN.- Les notaires de campagnes jouent un rôle considérable. C'est dans l'intérêt général que nous devons favoriser l'institution d'une oeuvre de solidarité comme la bourse commune d'assurance et de prévoyance du notariat, qui obligera les notaires riches à venir en aide à leurs confrères moins fortunés.

Il faut pour cela une majoration des tarifs. Mais est-ce que les commerçants et les industriels n'ont pas élevé leurs prix pour faire supporter à leur clientèle les charges des assurances sociales ?

M. CAILLAUX.- Oui. Votre argument est bon, dans le cas tout au moins où le jeu de l'offre et de la demande a permis aux commerçants et industriels de se décharger complètement du poids des assurances sociales.

M. MILAN.- Il en a été ainsi dans tous les cas.

M. CAILLAUX.- Il n'en est plus ainsi depuis que la crise a faussé le jeu de la loi de l'offre et de la demande.

M. MILAN.- J'insiste pour que l'on permette aux 30.000 notaires de France de venir en aide aux 5 ou 6.000 titulaires des toutes petites études dont le produit est insuffisant pour les faire vivre.

M. CAILLAUX.- Il serait plus logique de supprimer ces 5 ou 6.000 études. Tout le reste n'est que conception erronée et solution paresseuse.

M. MILAN.....



M. MILAN.- J'ai exercé les fonctions de notaire à la campagne et je sais combien il est nécessaire de maintenir des officiers ministériels offrant toutes garanties, auprès des paysans qui ont besoin de conseillers sûrs.

M. FRANCOIS SAINT MAUR.- Evidemment, si on supprime les petites études on livrera les paysans aux agents d'affaires.

M. CAILLAUX.- J'ai prévu depuis longtemps l'objection et je crois que l'on pourrait remplacer les notaires par un corps spécialisé de receveurs de l'Enregistrement.

Je demande que l'on entende le Ministre des finances.

M. LE PRESIDENT.- Le projet émanant du garde des sceaux, il faudrait aussi convoquer ce dernier.

M. CAILLAUX.- Soit ! nous aurons une fois de plus ce spectacle de deux ministres soutenant des opinions différentes et laissant à la Commission des finances le soin de trancher leur différend.

L'audition du ministre des finances et du Garde des Sceaux est décidée, et la décision sur les conclusions du rapport est ajournée jusqu'à ce que cette audition ait eu lieu.

#### ALLOCATION DU COMBATTANT.-

M. HENRY CHERON.- La Chambre vient de voter la transformation de l'allocation du Combattant en retraite, Le Ministre des Finances a esquissé à peine un semblant de résistance.

M. CAILLAUX.- A voir agir nos gouvernants, on s'aperçoit combien Ponce-Pilate a été calomnié. Il a été un précurseur (rires).

M. FRANCOIS SAINT-MAUR.- Oui. C'était un parlementaire de son temps (sourires).

M. HENRY CHERON.- La Chambre et le Gouvernement viennent de commettre un crime contre lequel nous devons protester dès aujourd'hui. C'est une question sur laquelle nous ne pouvons pas.....



past transiger car elle met en jeu tout l'avenir de notre pays et sa restauration financière.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Je suis décidé à proposer à la Commission une résistance énergique mais nous n'avons aujourd'hui à prendre aucune décision à ce sujet.

Nous reprendrons la discussion, lors de l'examen de la loi de finances.

La Séance est levée à 18 heures.

LE PRESIDENT DE LA COMMISSION DES FINANCES :

*J. Jeuneveve.*

=====



COMMISSION DES FINANCES

Séance du Mercredi 16 Mars 1932.

La Séance est ouverte à 15 heures, sous la présidence de M. JEANNENEY.

PRESENTS : M.M. JEANNENEY. ABEL GARDEY. BIENVENU-MARTIN.

HAYAUX. BETOULLE. FOUILLOUX. FOURCADE.

HENRY CHERON. HENRY BERENGER. PHILIP. LEON

PERRIER. BRARD. JENOUVRIER. CUMINAL.

SCHrameck. MILAN. VALADIER. REBOUL. FARJON.

STUHL. HENRI ROY. BLAIGNAN. ROBERT. SARI.

CHASTENET. COURTIER. MANCEAU. SERRE. CAVILLON

ARMBRUSTER. LEBERT. CAILLAUX. MARDEL REGNIER

-----

AUDITION DE M. LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE.

SUR LE PROJET DE LOI TENDANT A AUTORISER LES COOPERATIVES  
DE MEUNERIE A MELANGER AUX BLES DE LEURS ADHERENTS DES  
BLES EXOTIQUES DANS LES MEMES CONDITIONS QUE LES MINOTE-  
RIES INDUSTRIELLES.

( M. le Ministre de l'Agriculture est introduit auprès de la Commission).

M. LE PRESIDENT.- M. le Ministre, je vous remercie de la diligence avec laquelle vous avez répondu à notre demande d'audition et je suis heureux de vous souhaiter la bienvenue dans cette salle où vous comptez tant d'amis.

Je vous indique les inquiétudes et la surprise de la Commission en présence du projet de loi qui tend à autoriser.....



ser les coopératives de meunerie à mélanger aux blés de leurs adhérents des blés exotiques dans les mêmes conditions que les minoteries industrielles. En effet, les coopératives ne bénéficient d'immunités fiscales que parce qu'elles sont considérées comme le prolongement de l'exploitation agricole de leurs adhérents.

A titre tout à fait exceptionnel, on leur a accordé le droit de mélanger des blés exotiques aux blés indigènes qu'elles traitaient; nous ne nous y sommes pas opposés; mais nous voyons avec inquiétude cette situation prendre un caractère permanent qui nous semble présenter de graves dangers. L'inconvénient serait encore de peu de gravité si la proportion des blés exotiques restait faible par rapport à la masse des blés indigènes traités; mais cette proportion qui, à l'origine, ne dépassait pas 3 à 5 %, dépasse maintenant 25 % et l'on compte qu'elle atteindra 33 %. Etant donné la différence considérable de prix entre les blés d'importation et les blés français, vous imaginez le bénéfice que les coopératives de meunerie vont réaliser dans l'opération. Qu'elles continuent de bénéficier d'exemptions fiscales, cela nous semble choquant.

M. CHAUVEAU, MINISTRE DE L'AGRICULTURE.- Nous sommes surtout dominés par une situation de fait.

Les blés exotiques valent environ 60 francs le quintal et pèsent 77 à 78 Kilos à l'hectolitre. Les blés indigènes ne pèsent que 74 Kilos et sont vendus 163 Fs. Si les coopératives de meunerie ne peuvent traiter que des blés indigènes, elles obtiendront une farine moins bonne et qui leur reviendra plus cher que celle que produisent les minoteries industrielles. Elles ne pourront donc plus supporter la concurrence avec ces dernières et seront obligées de fermer. Par con-

tre-coup.....



tre coup, leur fermeture amènera la destruction de l'organisation de vente directe que nous avons eu tant de mal à mettre sur pied.

La mesure que nous vous proposons, au surplus, n'est pas nouvelle puisqu'elle a été établie pour la première fois, par une loi de 1926 qui porte le contreseing du ministre des finances d'alors, M. CAILLAUX.

M. ALFRED BRARD.- Il est exact que la mesure n'est pas nouvelle puisqu'elle a été instituée, pour la première fois en 1926 et que la loi qu'on nous demande de proroger est du 4 juillet 1931. Mais je tiens à vous signaler, Monsieur le Ministre, qu'il existe beaucoup d'entreprises qui se dissimulent sous le masque coopératif et qui sont, en réalité, des entreprises commerciales. Des poursuites ont été intentées contre elles par l'administration, mais des interventions se sont produites qui ont empêché, jusqu'à ce jour, les tribunaux administratifs de statuer.

Je vous demande, Monsieur le Ministre, de mettre un terme à ces interventions officielles.

M. LE MINISTRE.- Bien volontiers.

M. LE PRESIDENT.- Si ces pseudo coopératives se multipliaient, vous sentez de quel assaut, de la part du commerce ordinaire, les coopératives seraient l'objet. C'est donc dans leur propre intérêt que nous demandons que la mesure ne soit accordée qu'à titre exceptionnel et temporaire.

M. LE MINISTRE.- Parfaitement. D'ailleurs, vous allez bientôt avoir à vous prononcer sur le projet de loi réglant le statut fiscal des coopératives.

M. LE PRESIDENT.- Ce projet a-t-il été discuté par la Chambre ?

M. LE MINISTRE.....



M. LE MINISTRE..- Pas encore.

M. LE RAPPORTEUR SPECIAL.- Permettez-moi une question sur un autre sujet. Insistez-vous pour que le projet relatif à une avance de 150 millions pour le crédit à moyen terme soit voté avant Pâques ?

M. LE MINISTRE.- J'insiste très vivement.

M. SCHRAMECK.- Ce crédit a-t-il quelque rapport avec le crédit de 100 millions qui nous était demandé, il y a 3 mois, pour renflouer certains établissements privés de crédit agricole ?

M. LE MINISTRE.- Il n'a aucun rapport avec lui.

M. LE PRESIDENT.- Nous vous remercions, Monsieur le Ministre, des explications que vous avez bien voulu nous fournir.

( M. le Ministre quitte la salle de la Commission).

M. LE RAPPORTEUR SPECIAL.- Je pense que M. le Ministre vous a convaincus de la nécessité d'adopter le projet.

M. LE PRESIDENT.- Oui, mais sous réserve qu'il ne s'agit que d'une mesure transitoire et exceptionnelle.

Le projet de loi est adopté sous cette réserve.

AUDITION DE M. LE DIRECTEUR GENERAL  
DES CONTRIBUTIONS INDIRECTES SUR LE PROJET DE LOI  
PORTANT MODIFICATION DU REGIME DES BOUILLEURS DE  
CRÛ.

M. LE PRESIDENT.- L'ordre du jour appelle l'audition de M. le Directeur général des Contributions indirectes sur le projet de loi portant modification du régime des bouilleurs de crû.

( M. ERIC HAGUENIN, Directeur Général des Contributions indirectes, est introduit auprès de la Commission).

M. LE PRESIDENT.....



M. LE PRESIDENT.- Le projet portant modification du régime des bouilleurs de crû prévoit, dans son article 2, la mise en service de compteurs de distillation. Nous savons que depuis longtemps, l'administration des Finances recherche un compteur susceptible de lui donner satisfaction tout en contentant les bouilleurs; nous espérons qu'elle l'a trouvé. Toutefois, nous désirerions être renseignés sur le fonctionnement du compteur envisagé et sur les avantages que son adoption peut présenter pour les bouilleurs quant aux sujétions auxquelles ils sont astreints.

M. LE DIRECTEUR GENERAL DES CONTRIBUTIONS INDIRECTES.- Après le vote par le Sénat, en juin dernier, d'une résolution invitant le gouvernement à présenter un projet de loi tendant à diminuer les formalités auxquels sont astreints les bouilleurs de crû, nous avons d'abord été tentés de rechercher un système de compteur qui dispenserait les distillateurs du contrôle effectif des agents de la régie et qui nous permettrait du même coup, de réaliser une économie de personnel.

La question n'était pas nouvelle, puisque, dès 1908, un texte avait été voté qui imposait aux bouilleurs de profession le régime du compteur. Le compteur envisagé alors par l'administration était un compteur alcoométrique qui n'a pas donné satisfaction.

M. HENRY BERENGER.- Très bien.

M. LE DIRECTEUR.- Aussi avons nous cherché un autre système. Le compteur volumétrique à échantillonneur, après avoir retenu notre attention, a été abandonné par nous car, il ne peut donner de résultats certains que dans le cas où le liquide distillé est de degré sensiblement égal; c'est-à-dire qu'il est inapplicable dans toutes les régions où les bouilleurs pratiquent le système de la "repasse" ou de la double distillation.....



distillation. En outre, l'appareil était assez compliqué et d'un prix trop élevé; 2.000 francs environ.

Nous nous sommes donc arrêtés à un système de compteur purement volumétrique, analogue aux compteurs à eau, c'est-à-dire que nous avons été amenés à séparer le problème de quantité du problème de degré. Le compteur que nous envisageons d'adopter et dont voici un modèle est à peu près semblable au compteur en usage chez les bouilleurs de profession d'Alsace et de Lorraine et dont l'emploi ne soulève pas de protestation. Il marquera, en litres, les quantités distillées. Toute quantité inférieure à un litre sera négligée.

Sous le régime actuel, le bouilleur doit, dans les 3 jours qui précèdent la distillation, déposer, à la recette buraliste, une déclaration indiquant la date des opérations, leur durée probable, le volume et la nature de la matière à distiller.

Aux termes du projet de loi, il pourra opter pour le système ancien ou indiquer dans sa déclaration qu'il entend se servir du compteur.

Dans ce dernier cas, l'agent de l'administration procédera au descellement de l'alambic et au scellement du compteur. Une fois la distillation terminée, le bouilleur devra demander le scellement de son alambic, et, dans les 48 heures, l'agent de la régie viendra chez lui, dans le local où est l'alambic et dans ce local seulement, relever les chiffres inscrits au compteur.

On nous objectera qu'il est possible que le compteur se dérègle. Cette hypothèse est peu probable, les constructeurs considérant comme impossible une détérioration non provoquée du compteur. En tout cas, si elle se produisait, on aurait

recours.....



recours à la procédure amiable de pertes.

M. HENRY CHERON.- Nous savons tous les inconvénients que présente cette procédure.

M. LE DIRECTEUR.- Je ne nie pas que même avec le comp-  
teur, il ne subsiste un risque de fraude, mais ce risque est  
extrêmement limité. Il pourra se produire si le bouilleur  
pousse sa chauffe, de façon à ~~con~~cer l'appareil ou si, -  
opération difficile - , il parvient à bloquer les godets  
par l'introduction d'un fil de fer dans le robinet. On peut  
aussi imaginer que le fraudeur greffera, sur le serpentín,  
un tuyau de dérivation ou qu'il adaptera à sa chaudière un  
double serpentín. De telles opérations laisseraient des  
traces que les agents de la régie pourraient facilement rele-  
ver.

La véritable difficulté est celle de la détermination  
de la quantité d'alcool produit et de son degré.

J'avais tout d'abord songé à faire vérifier le degré de  
sortie de l'alcool par un agent de l'administration, mais  
c'était une complication de plus et une intrusion nouvelle  
des agents de la régie chez le bouilleur.

Pour bien se rendre compte de la difficulté du problè-  
me, il convient de se rappeler que trois types d'appareils  
sont en usage chez les bouilleurs : les appareils à feu nu  
ou à repasse, les appareils à chauffes successives et les  
appareils à chauffe continue.

Ce dernier type d'appareil employé par les bouilleurs  
ambulants peut être alimenté continuellement et il donne  
directement une eau-de-vie au degré voulu. Avec lui, pas de  
difficulté. L'appareil à repasse est celui où l'on met les  
matières à distiller directement dans l'alambic. On tire

d'abord.....



d'abord de ces matières un flegme ou petite eau, titrant de 22 à 30 degrés et non consommable directement, que le bouilleur repasse dans sa chaudière pour en obtenir un alcool dont le degré varie de 52 à 65°.

Prenons un exemple. Un bouilleur a 160 litres de matière première à distiller avec un alambic de 40 litres. En 4 chauffes de 40 litres, il obtiendra 50 litres de flegme à 28°.

Il repassera ensuite ces 50 litres dans l'alambic, de manière à obtenir 25 litres d'eau-de-vie à 52 degrés. Le compteur aura marqué 75 litres et pourtant, en réalité, il n'y aura eu que 25 litres d'alcool produit. Il faudra donc procéder à une rectification des indications du compteur afin que le bouilleur ne soit pas imposé sur 75 litres à 52°.

Quant à l'appareil de 1<sup>er</sup> jet à recharges successives, il produit de l'alcool au degré voulu, sauf à la fin de l'opération où l'on obtient un alcool de mauvais goût ou de faible degré, nommé alcool de queue. Par exemple, sur 60 litres d'alcool obtenu avec un alambic de ce type, on aura 55 litres d'eau-de-vie au degré convenable et 5 litres d'alcool de queue. Cependant, le compteur qui ne fait pas de différences, aura enregistré 60 litres. Ici, encore, nous nous trouvons dans la nécessité d'apporter des corrections aux chiffres marqués par le compteur.

Nous avons estimé qu'il était impossible à l'administration de faire ces corrections et nous avons envisagé la création de commissions qui, dans chaque département, tenant compte à la fois de la nature des matières distillées et des usages des bouilleurs, fixeraient le degré moyen.....



moyen de l'alcool . Ces commissions ne seront pas tenues d'établir une seule fixation pour tout le département, au contraire. Si les usages varient de canton à canton, elles pourront fixer un degré moyen différent pour chaque canton.

Par exemple, on sait que dans telle partie du département, tel type d'appareil donne, en deuxième, chauffe de l'alcool à 52° qui a correspondu à une petite eau de volume double ne titrant que 28°; c'est-à-dire que chaque fois que le compteur marquera 30 litres, cela correspondra à une production effective de 10 litres d'eau-de-vie à 52°. La Commission décidera donc que les bouilleurs seront taxés en multipliant le chiffre marqué au compteur par un chiffre forfaitaire calculé de telle sorte que le produit de ce chiffre par celui du compteur égale le produit de la quantité d'alcool effectivement obtenue par le degré de cet alcool. Dans notre exemple, ce chiffre forfaitaire sera de 17 puisqu'en effet 30 multiplié par 17 égale 10 multiplié par 52.

Comment seront composées ces commissions ? De représentants des agriculteurs et de représentants de l'Administration et je ne vois, pour ma part, aucun inconvénient à ce que les représentants de l'administration y soient en infime minorité.

M. CAILLAUX.- Alors, vous pouvez être sûrs que vos chiffres forfaitaires ne seront pas trop élevés !

M. LE DIRECTEUR.- Les Commissions pourraient comprendre les parlementaires ou les élus du département.

M. CAILLAUX.- En leur nom à tous, je refuse ce cadeau (Vive approbation).

M. LE DIRECTEUR.....



M. LE DIRECTEUR.- Elles comprendraient donc le directeur des contributions indirectes du département, le Préfet, un représentant de chacune des principales associations agricoles, un représentant des bouilleurs.

Je reconnais que le système n'est pas simple et qu'il peut prêter à des difficultés quant à la détermination de la teneur forfaitaire. Il ne rétablit pas la liberté totale réclamée par les bouilleurs, mais il simplifie les formalités auxquelles ils sont astreints; il les dispense de subir, pendant la distillation, la présence des employés de la régie et les libère de l'assujettissement à l'inventaire pendant les 15 jours suivant la distillation. En dehors du retour à la liberté complète de la loi de 1906, je ne crois pas qu'il y ait d'autre solution possible au problème.

M. LE PRESIDENT.- Le système que vous venez de nous exposer avait soulevé parmi les membres de la Commission, une certaine défiance qui ne me paraît pas dissipée, malgré vos explications en raison même de sa complication.

J'avoue ne pas bien discerner de quelles formalités le bouilleur se trouvera dispensé du fait de l'adoption du compteur. La déclaration ? Il devra continuer de la faire. La présence chez lui des employés de la régie ? ; il devra continuer de la subir, puisque vos agents devront venir relever les indications du compteur.

M. LE DIRECTEUR.- Je me suis sans doute mal expliqué et je m'en excuse. Deux cas sont à envisager :

1° - Le bouilleur entend conserver chez lui le compteur d'une façon permanente, comme un compteur à eau, à gaz ou à électricité. Une fois le compteur placé et scellé par

les.....



les agents de la régie, il ne sera plus astreint à aucune déclaration et pourra distiller quand bon lui semblera. Les agents de mon administration passeront seulement, deux fois par an, relever les chiffres inscrits au compteur.

M. HAYAUX.- Le prix de location du compteur sera, nous a-t-on dit, de 1 Fr. par jour. Le bouilleur devra-t-il, dans ce cas, payer 1 Fr. par jour.

M. LE DIRECTEUR.- Oui, à moins qu'il ne juge préférable d'acquérir un compteur à ses frais, ce qui pour lui sera plus avantageux, le prix du compteur n'étant que de 300 francs.

2° - Le bouilleur ne veut se servir du compteur que pendant deux ou trois jours, un jour même. Il ne sera pas tenu de distiller pendant la période de distillation fixée par le juge de paix. A n'importe quel moment de l'année, il lui suffira de faire, trois jours à l'avance, à la recette buraliste, une déclaration, par laquelle il demandera le descellement de son alambic et la pose du compteur qui lui sera loué, à raison de 1 Fr. par jour. Il sera affranchi de la visite des employés de la régie qui, sous le régime actuel, peuvent venir vérifier les matières à distiller et il ne sera plus soumis à la vérification domiciliaire qui a lieu actuellement pendant la période d'inventaire. La seule visite qu'il devra subir sera celle de l'agent de l'administration qui se rendra dans le local où se trouve l'alambic et qui relèvera les chiffres inscrits au compteur.

M. HENRY CHERON.- Votre démonstration, Monsieur le Directeur, ne me paraît pas concluante. L'appareil que vous nous présentez est un simple compteur de volumes qui dans les régions, comme la mienne, où l'on pratique le système.....



système de la repasse, nécessite l'établissement de calculs compliqués pour la détermination de la quantité d'eau-de-vie à laquelle le bouilleur a droit en principe et de la somme qu'il devra payer au fisc pour le surplus.

Nous aurions accepté peut être le compteur si celui-ci avait donné des indications telles que le bouilleur eût pu y lire la quantité d'alcool produite et son degré, toutes indications lui permettant, par un calcul rapide de savoir de quelle somme il était redevable au fisc.

J'entends bien que vous me dites que des Commissions se réuniront qui détermineront un barème forfaitaire destiné à faciliter ces opérations. Et vous nous dites que, dans ces commissions, les représentants des bouilleurs de crû pourront être en majorité. Permettez-moi de vous dire que, s'il en est ainsi, il est à craindre que les décisions que prendront ces commissions ne soient pas conciliables avec les intérêts du Trésor. Vous m'avez compris, je n'insiste pas.

Laissez-moi, en terminant, vous poser une question. La loi de 1816 qui autorise les perquisitions, chez les particuliers, pour soupçon de fraude, disparaît-elle ?

M. LE DIRECTEUR.- Vous semblez craindre, Monsieur le Ministre, que les Commissions ne prennent des décisions préjudiciables aux intérêts du Trésor. Je ne partage pas cette crainte. Elles ne pourront guère prendre pour base de calcul des chiffres très inférieurs à ceux auxquels on produit l'alcool dans la région considérée. Ainsi, dans la recette de Livarot, on produit une petite eau titrant 25° et un alcool définitif titrant de 49 à 51°. En se basant strictement sur ces chiffres, la Commission devrait adopter le chiffre de 17; mettons que pour accorder un léger avantage aux bouilleurs, elle adopte celui de 16;  
je.....



je ne crois pas qu'elle puisse descendre plus bas. Vous me demandez si la loi de 1816 subsistera. Certainement. Mais les perquisitions qu'elle prévoit doivent être autorisées par le juge de paix ou, à son défaut, par le maire. C'est dire leur caractère exceptionnel. Au surplus, l'application de cette loi n'a jamais soulevé de protestations.

M. ANDRE LEBERT.- Dans ma région, les producteurs se sont groupés en syndicats qui ont un local commun, des alambics communs et un employé chargé de la manutention des eaux-de-vie et de la tenue des divers registres.

— Ce système donne toutes garanties à votre administration et affranchit nos cultivateurs des formalités et visites domiciliaires. Allez-vous obliger ces syndicats à adopter le système du compteur ?

M. LE DIRECTEUR.- Non. Tous les intéressés, qu'ils soient groupés ou non auront le choix entre le régime actuel et le régime comportant l'emploi du compteur.

M. HAYAUX. La loi de 1923 a été commentée par une circulaire qui ne comptait pas moins de 140 pages. Je crains qu'une circulaire d'égale importance ne soit nécessaire pour commenter le texte qui établira le système du compteur et j'ai peur que cette circulaire ne restreigne considérablement les avantages que vous nous dites attachés à l'emploi du compteur.

Votre proposition ne répond pas aux sentiments de la majorité du Sénat qui réclamait pour les bouilleurs la liberté du travail et l'inviolabilité du domicile. Aucun de ceux qui ont voté la résolution de juin dernier ne songait au compteur. Je me déclare hostile au compteur.

M. BIENVENU-MARTIN.....



M. BIENVENU-MARTIN.- Comment entendez-vous appliquer le système du compteur dans les régions où les propriétaires n'ayant chacun que de petites quantités à distiller, s'adressent à un bouilleur ambulant qui, dans la même journée peut traiter la récolte de 3 ou 4 propriétaires ?

M. LE DIRECTEUR.- L'alambic du bouilleur ambulant sera muni du compteur. Après chaque chauffe, le bouilleur lira les chiffres marqués au compteur et les enregistrera.

M. CAILLAUX.- Avez-vous jamais envisagé, comme l'avait fait un de mes plus éminents prédécesseurs au Ministère des Finances, ROUVIER, le monopole de l'alambic ?

M. LE DIRECTEUR.- Cela ne réglerait pas la question du paiement des droits. Et puis, des contrefaçons seraient à craindre. Enfin, ce système serait difficile à instituer dans un pays qui compte 93.000 alambics appartenant à des bouilleurs particuliers et 17.000 alambics appartenant à des bouilleurs ambulants.

D'ailleurs, Monsieur le Président, quelque système que vous employiez, vous n'échapperez pas à la vérification à domicile.

M. CAILLAUX.- Par monopole de l'alambic, j'entendais le monopole de la distillation. Des alambics ambulants que feraient fonctionner des agents de l'administration passeraient dans les villages; distilleraient la récolte des propriétaires, remettraient à ceux-ci la quantité d'alcool à laquelle ils ont droit en franchise et percevraient les droits sur le surplus.

M. SCHRAMECK.- Cela ferait de bien nombreux fonctionnaires. Songez qu'il y a 17.000 bouilleurs ambulants.

M. CAILLAUX.- Ce chiffre ne m'effraie pas. Il y a bien 25.000 receveurs buralistes.

M. LE DIRECTEUR.....



M. LE DIRECTEUR.- Le monopole de la distillation supprimerait, certes, l'exercice; mais en obligeant le bouilleur à venir auprès du fonctionnaire chargé de la distillation, il créerait une sujétion nouvelle.

M. COURTIER.- Des explications de M. le Directeur des Contributions indirectes, il ne m'apparaît pas que l'adoption du système du compteur réduise considérablement les formalités imposées aux bouilleurs.

M. CAILLAUX.- Si, il faut le reconnaître.

M. REBOUL.- Je ne vois pas les avantages qui résulteront, pour le bouilleur, de l'emploi du compteur. Ne serait-il pas plus avantageux d'appliquer le système du compteur, non plus au produit de la distillation, mais au liquide à distiller.

M. LE DIRECTEUR.- Ce système serait possible lorsqu'il s'agit de distiller du vin ou du cidre; mais il est inapplicable dans les cas nombreux de distillation de marcs, de fruits ou de lies.

M. CUMINAL.- Combien y a-t-il de bouilleurs et combien y en avait il avant la guerre ?

M. LE DIRECTEUR.- Il y a actuellement 3.300.000 bouilleurs dont 88.000 à domicile. Avant la guerre, leur nombre oscillait entre 342.066 en 1892 et 1.303.000 en 1905.

M. BLAIGNAN.- Et quelle est la quantité totale d'alcool produite ?

M. LE DIRECTEUR.- 142.000 hectolitres d'alcool pur affranchi des droits, un grand nombre de bouilleurs produisant moins des 10 litres auxquels ils ont droit. La quantité totale produite varie de 250.000 à 330.000 hectolitres d'alcool pur.

M. LE PRESIDENT.....



M. LE PRESIDENT.- La Commission vous remercie, Monsieur le Directeur, des explications que vous lui avez fournies.

(M. le Directeur général des Contributions Indirectes quitte la salle de la Commission).

DELIBERATIONS DE LA COMMISSION.

M. LE PRESIDENT.- La Commission entend elle prendre une décision maintenant ?

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Des explications qui viennent de nous être fournies, il résulte que le projet dont nous sommes saisis apporte une sérieuse atténuation au régime de l'exercice. En conséquence, je demande à la Commission de m'autoriser à faire un rapport favorable.

M. HAYAUX.- Nous allons statuer. J'entends signer mon vote en déclarant que je voterai contre le projet et je voudrais que chacun signât le sien et prît ses responsabilités.

M. LE PRESIDENT.- Vous êtes libre, comme tout membre de la Commission, de déclarer en quel sens vous votez et de faire mentionner cette déclaration au procès-verbal.

M. CAILLAUX.- Mais vous ne pouvez obliger vos collègues à vous imiter. Quand le projet viendra en séance publique, chacun signera son vote.

M. LE PRESIDENT met aux voix les conclusions de M. le Rapporteur Général favorables à l'adoption du projet. Les résultats du vote sont les suivants :

Pour l'adoption : 11 voix;

Contre : 11 voix, y compris celle du Président.

M. LE PRESIDENT.....



M. LE PRESIDENT.- En conséquence du vote qui vient d'avoir lieu, M. le Rapporteur Général voudra bien faire un rapport concluant au rejet du projet de loi.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Etant bien entendu que la Commission reste fidèle à sa doctrine et entend que, de toute façon, les intérêts du Trésor soient sauvegardés.

M. CAILLAUX.- La véritable solution consisterait à renvoyer le projet au Gouvernement en l'invitant à en présenter un autre.

M. HENRY BERENG ER.- Dutout ! Il faut que la Commission présente au Sénat un rapport conforme à l'opinion de sa majorité, majorité modeste, j'en conviens.

M. CAILLAUX.- Il est inexact de parler de majorité.

M. HENRY BERENG ER.- Pardon ! Le règlement est formel. Quand il y a égalité de voix, la proposition est rejetée. Ceci dit. Il est bien évident que l'on doit chercher un moyen qui tout en donnant satisfaction aux bouilleurs de crû sauvegarde les intérêts du Trésor; mais nous entendons dire que nous sommes hostiles au système du compteur qui ne répond pas à la volonté manifestée par le Sénat, dans sa résolution de juin dernier.

M. LE PRESIDENT.- C'est entendu. M. le Rapporteur Général fera son rapport en ce sens.

EXPOSE DE M. LE RAPPORTEUR GENERAL  
SUR LA SITUATION BUDGETAIRE ET FINANCIERE.

L'ordre du jour appelle ~~xxxxxx~~ maintenant l'exposé de M. le Rapporteur Général sur la situation budgétaire et financière.

M. REBOUL.- Que la Commission me permette de formuler.....



ler tout d'abord une observation.

Si nous ne commençons, en séance publique, la discussion du budget que de demain en 8, nous ne pourrions certainement pas la terminer avant le 31 mars. Il ne sera pas possible, dans ces conditions, au Gouvernement de fixer la date des élections législatives avant le 22 Mai. En effet, le 1<sup>er</sup> mai tombe, cette année, un Dimanche, ce qui rend le choix de cette date impossible. Les deux dimanches suivants ne peuvent non plus être choisis, l'un étant le jour de la fête de Jeanne d'Arc et l'autre le jour de la Pentecôte. Deux dates restent donc possibles, le 1<sup>er</sup> tour, le 17 avril et le 22 Mai. Si, donc, le Sénat ne commence la discussion du budget que le 24 mars, la première de ces deux dates devra donc être écartée. Or, j'estime qu'il y a un gros danger, dans la situation politique trouble où nous nous trouvons à ce que les élections soient retardées jusqu'à fin mai. Je me permets donc d'insister auprès de la Commission pour qu'elle fasse en sorte que la discussion du budget puisse commencer devant le Sénat, lundi prochain.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Il y a impossibilité matérielle à achever la rédaction, l'impression du rapport général et à le faire distribuer pour cette date, et je ne prendrais pas la responsabilité de demander au Sénat de discuter dans de pareilles conditions.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL donne ensuite lecture de son exposé sur la situation budgétaire et financière. Il étudie successivement les résultats probables de l'exercice 1930-31, les perspectives que laisse entrevoir l'exécution du budget en cours de 1931-32, la façon dont se présente.....



sente le projet de budget de 1932, la situation de la Trésorerie, les perspectives d'avenir. Il insiste sur la nécessité impérieuse de rétablir l'équilibre budgétaire, condition essentielle de la tenue de la monnaie et il termine en se demandant quelle attitude il convient d'adopter en présence du projet actuel.

1° - Résultats probables de l'exercice 1930-31.- Le déficit de cet exercice peut être évalué à un chiffre variant de 2 milliards à 2.600 millions.

2° - Perspectives sur l'exécution du budget de 1931-32.- Ce budget avait été équilibré de justesse à 3 millions. A moins d'un mois de la fin de l'exercice, on peut évaluer les dépenses supplémentaires qui ont été ou seront nécessaires à 1.500 millions. Quant aux recettes, elles sont en moins-value. Si pour les impôts directs, le montant des cotes dépasse de 150 millions les prévisions (plus-value qui sera d'ailleurs largement compensée par le montant des cotes irrécouvrables), il n'en est pas de même pour les impôts indirects. En effet, si jusqu'au 31 Décembre on a enregistré une plus-value globale de 220 millions provenant surtout de l'augmentation des droits de douanes, les moins-values ont apparu dès le mois de janvier où elles ont atteint 521 millions. Il n'est donc pas téméraire de fixer à 1 milliard le montant de la moins-value dans le rendement des impôts indirects, en fin d'exercice.

Le déficit probable du budget de 1931-1932 peut être évalué à 3 milliards à condition de faire état, en recettes, des versements de l'Allemagne, versements qui sont suspendus en fait. Si, pour établir un calcul vraiment sincère, on n'en fait pas état, le déficit doit être évalué à 4 milliards et demi.....



demi au moins.

3<sup>e</sup> - Projet de budget actuel. Les dépenses, telles qu'elles étaient prévues au projet du gouvernement, s'élevaient à 40.955 millions, ce qui, pour un exercice de 12 mois, eût correspondu à un chiffre de 53.225 millions, comportant une augmentation de 2.583 millions sur le montant des dépenses de l'exercice précédent. Cette augmentation se décompose comme suit : Dépenses sociales, augmentation de 927 millions; dépenses militaires, augmentation de 806 millions; dépenses d'ordre économique, augmentation de 757 millions. Pour le service de la dette, un supplément de 51 millions était prévu.

Mais, par une série de lettres rectificatives, le gouvernement a demandé l'inscription de dépenses supplémentaires s'élevant au total de 305 millions.

Le budget, tel qu'il sort des délibérations de la Chambre, se résume dans les chiffres suivants : Dépenses : 41.180 millions, en augmentation de 245 millions sur les chiffres du projet primitif;

Recettes :

41.185 millions, en augmentation de 148 millions sur les chiffres du même projet.

Le relèvement de recettes a été obtenu par une augmentation du prix de vente des allumettes, une réévaluation des recettes douanières et un prélèvement de 80 millions sur le bénéfice de frappe des monnaies d'argent.

Le rapporteur estime que les travaux de la Commission des Finances peuvent aboutir à une réduction de 100 millions environ du montant des dépenses.

Mais si, - bien que M. LAMOUREUX estime qu'elles ont été sous-évaluées de 300 millions -, les dépenses semblent avoir été.....



été évaluées avec soin et sincérité, il n'en est malheureusement pas de même des recettes.

Pour parvenir à équilibrer le budget, on n'a pas hésité en effet, à escompter une recette de 864 millions de certains aménagements fiscaux, à faire un prélèvement de 700 millions sur les fonds de réserve du service des alcools, à prélever 455 millions sur le bénéfice de frappe des monnaies d'argent et à escompter une recette de 1.800 millions résultant du changement de date de l'exercice.

Par ailleurs, les recettes semblent surestimées notamment en ce qui concerne l'impôt général et les impôts indirects (On escompte, en effet, une plus-value de 525 millions pour les droits d'enregistrement et une plus-value de 580 millions sur le produit de la taxe sur le chiffre d'affaires).

Des mécomptes sont donc certains. M. LAMOUREUX les chiffre à 1 milliard; M. le Rapporteur accepte ce chiffre encore qu'il le trouve trop optimiste. Comme d'autre part, on tient compte de 1.173 millions de versements hypothétiques de l'Allemagne, le déficit probable peut être évalué à 2 milliards  $\frac{1}{2}$  au minimum ;

4° - Situation de la Trésorerie.- Il est inutile de compter sur les ressources de la Trésorerie pour faire face à un tel déficit. Celle-ci escompte en recettes, le remboursement de 4.302 millions d'avances faites au réseau de l'Etat et aux P.T.T. Mais pour rembourser ces avances, ces deux services publics devront émettre des obligations. On peut ~~être~~ donc dire que, d'ores et déjà, nous pratiquons une politique d'emprunt.

Quelles sont les causes de cet appauvrissement de la Trésorerie ?.....



Trésorerie ? Il y a d'abord le versement à la Caisse autonome de 8 à 9 milliards à valoir sur les excédents de 1928 et de 1929.

M. CHERON interrompt pour faire observer qu'après le versement fait par lui en 1929, d'un milliard et demi à la Caisse autonome, il restait à l'actif de la Trésorerie, 19 milliards.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL poursuivant son exposé des causes de l'épuisement de la Trésorerie cite parmi celles-ci les avances faites à certaines banques françaises et à certains gouvernements étrangers et l'obligation de parer au déficit des deux derniers budgets. Certes, l'émission de 7 milliards de valeurs du Trésor rendra à la Trésorerie son élasticité, mais si l'on ne veut pas que ceci ne soit qu'un expédient, il importe d'éviter tout gaspillage et de ne plus admettre de dépenses qui ne soient couvertes par des recettes permanentes.

5° - Perspectives d'avenir.- L'avenir dépend de l'attitude que la Commission et le Sénat vont prendre à l'égard du budget actuel. Des dépenses nouvelles considérables sont annoncées que M.M. LAMOUREUX et GERMAIN-MARTIN évaluent à 2 milliards. D'autre part, on peut prévoir que l'Allemagne ne paiera pas plus qu'elle ne l'a fait, ~~que~~ cette année ce qu'elle s'est engagée à verser en vertu du plan Young. On peut ainsi, d'ores et déjà, évaluer le déficit du budget de 1933 à 6.400 millions.

6° - Tenue de la monnaie.- Si des mesures de redressement ne sont pas envisagées, il est à craindre que la confiance que les capitalistes étrangers ont eu ces années dernières dans la monnaie française ne fasse place à de la défiance.....



fiance ce qui provoquerait un renversement brutal du mouvement des capitaux internationaux. Il ne faut pas se dissimuler, en effet, que l'or actuellement détenu par la Banque de France appartient en partie à des porteurs étrangers de crédits-francs.

Le salut public exige une déflation budgétaire. La crise actuelle se caractérise dans le monde entier, par un dégonflement de l'économie? Si les prix intérieurs n'ont pas baissé en France, c'est à cause de la protection douanière, de l'importance de la circulation fiduciaire et de la fiscalité. La déflation des prix qui est inévitable diminuera les recettes de l'Etat, ce qui augmentera le déficit si les dépenses restent immuables. Il devient donc urgent de faire la loi du 3 Août 1926 des dépenses.

Le Gouvernement allègue que le budget de 1932 n'est qu'un budget de transition et que seule une législature nouvelle est capable de s'attaquer aux lois organiques en vue de réduire les dépenses que leur application impose. Il est aisé de répondre que tous les budgets sont des budgets de transition et le rapporteur estime que le recours aux douzièmes provisoires est un mince inconvénient, à côté d'un budget livrant la campagne électorale aux appréciations optimistes des uns et aux critiques acerbes des autres.

7° - Attitude à adopter en présence du projet actuel.-  
Est-il possible de voter le budget avant le 31 Mars ? En se montrant favorable à cette solution, la Commission ferait-elle tout son devoir ? Ne pourrait-on le voter; mais en l'accompagnant d'une résolution réclamant le dépôt d'un projet rectificatif dès la rentrée de la Chambre nouvelle ? Une telle résolution risquerait fort de ne constituer qu'un voeu platonique.....



platonique.

Est-il souhaitable d'obliger le Gouvernement au dépôt d'un douzième provisoire pour lui permettre de présenter aux Chambres les propositions de redressement qui s'imposent ? Les circonstances ne peuvent recommander cette solution car la consultation électorale a ses exigences. La meilleure solution consisterait, pour le Gouvernement, à demander le vote de trois douzièmes, ce qui lui laisserait le temps nécessaire pour mettre au point des propositions de déflation budgétaire. Certes, cette déflation est oeuvre trop considérable pour être réalisée d'un seul coup, mais il apparaît indispensable de la commencer dès maintenant. Il conviendrait de tenter un effort de persuasion sur le Gouvernement afin de l'obliger à proposer les mesures de redressement nécessaires au lieu de laisser le Pays se bercer d'une trompeuse sécurité.

M. LE PRESIDENT. au nom de la Commission, félicite M. le Rapporteur Général du remarquable exposé qu'il vient de faire. Puis il déclare ouverte la discussion générale.

M. CAILLAUX.- Ce que vient de nous révéler M. le Rapporteur Général est d'une telle gravité que je ne crois pas que nous en puissions délibérer sans y avoir réfléchi. Les décisions qu'il nous propose de prendre sont d'une telle conséquence que je ne me sens pas en mesure d'opter sans une réflexion approfondie.

Je serais d'avis que l'on ajournât la discussion à demain.

M. HENRY CHERON.- Il m'est impossible d'être ici demain, je demande donc à la Commission la permission de lui dire comment je vois les choses.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL



M. LE RAPPORTEUR GÉNÉRAL nous a révélé une situation qu'il me paraît nécessaire de faire connaître au Pays. Nous sommes, en effet, à un moment où, dans nos départements, des gens font des promesses qui rendront impossible toute restauration financière. Je demande donc que le communiqué qui sera fait à la presse, résume l'exposé que vient de nous faire M. le Rapporteur Général.

Pour le surplus, n'oublions pas que nous n'avons pas l'initiative en matière financière. Avant donc de proposer quoi que ce soit, nous devons dire au Gouvernement : "Voilà la situation. Quelles mesures entendez-vous prendre ? Quelle est votre méthode ?"

M. HENRY BERENGER.- Dans les communiqués que la Commission remet à la presse, il convient d'être prudent. Or il ne me paraît pas prudent du tout de rédiger un communiqué qui aurait la prétention de dire la vérité au Pays. Comme ce n'est pas nous qui sommes les maîtres de la presse, vous verriez quelle offensive celle-ci déclancherait contre nous et comme nous serions accusés de provoquer la panique.

M. MILAN.- Allez ! Le pays est parfaitement renseigné sur la situation.

M. HENRY BERENGER.- Vous, vous êtes parfaitement renseigné en votre qualité de Président de la Caisse d'amortissement, mais je doute que les citoyens français aient en main les éléments suffisants pour juger la situation.

J'ai une seconde observation à présenter. M. le Rapporteur Général semble recommander le vote de trois douzièmes. J'estime que la Commission commettrait une faute en prenant parti trop vite. Elle devrait, à mon sens, entendre le Ministre des Finances et lui demander par quels moyens le Gouvernement.....



vernement entend réaliser un équilibre réel.

M. HENRY CHERON.- Je n'ai pas dit qu'il fallait faire un communiqué dès ce soir; j'ai simplement dit qu'il fallait que le Pays fût averti de la situation.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Pour éviter tout malentendu, je tiens à préciser que les propositions que je vous ai faites comportaient une audition du Gouvernement. Quant aux chiffres dont je vous ai donné connaissance, il n'y a aucun inconvénient à en faire état publiquement, puisqu'ils figurent déjà dans le rapport de M. LAMOUREUX.

M. HENRI ROY.- Dans les propositions qui se font jour, je retrouve une manifestation nouvelle de l'habitude que nous avons de toujours ajourner le plus possible, le moment où nous prendrons une décision. Il est démontré que le budget est en déséquilibre de 2 milliards et demi. Là-dessus on propose d'entendre le Ministre des Finances. Entendons-le; mais, d'avance, nous savons bien ce qu'il nous répondra : "Budget en déséquilibre ? Nullement. Et la preuve, c'est qu'à la Chambre, tout le monde, gouvernement, Président, Commission, s'est félicité d'avoir réalisé l'équilibre et s'est mutuellement congratulé d'être arrivé à un si heureux résultat". Et s'il se rend à nos raisons, et consent à reconnaître que son équilibre est illusoire, il nous dira : "Vous me demandez de prendre des mesures; je regrette, de ne pouvoir le faire, car il n'y a que deux moyens de réaliser l'équilibre : l'emprunt ou l'impôt et vous savez, comme moi, qu'ils sont, dans les circonstances présentes, tous deux également indésirables". Que ferez-vous alors ? Refuserez-vous le vote du budget ? Evidemment non. Et vous en arriverez à voter le budget en 4 jours, en fermant les yeux. Ou bien, faisant preuve d'énergie, vous réclamerez le temps de l'examiner et vous exigerez le vote de douzièmes. De combien.....



bien de douzièmes ? Un ? C'est impossible, la Chambre doit se séparer car les élections sont proches. Trois ? A quoi bon ? La nouvelle Chambre ne peut se réunir avant le 1<sup>er</sup> Juin elle aura eu le temps de se constituer, de s'organiser et de voter les mesures de salut public qui s'imposent ?

Alors, soyez francs et votez tout de suite 9 douzièmes; cela permettra à la Chambre nouvelle de prendre les mesures héroïques que la Chambre actuelle se sent incapable de décider.

Ma proposition, c'est le vote de 9 douzièmes .

M. SERRE.- En 1914, quand j'ai débuté au Parlement, on avait fait voter des douzièmes parce qu'on n'avait pas jugé possible de faire voter un budget raisonnable par une Chambre expirante. Pourquoi ne pas s'inspirer de ce précédent ? Pourquoi ne pas faire confiance à la Chambre de 1932 comme on avait fait confiance à la jeune Chambre de 1914 ?

M. CAILLAUX.- Ce n'est pas à nous à demander des douzièmes, c'est au gouvernement à les proposer. En 1914, c'est moi qui, Président du Conseil, Ministre des Finances, avais pris l'initiative de faire voter les douzièmes.

M. SERRE.- Nous sommes responsables, tout autant que le ministre, devant le Pays. Plutôt que de voter un budget comme celui qu'on nous présente, je préfère voter 3 douzièmes.

M. CAILLAUX.- Vous ne les voterez que si le gouvernement les présente et les fait voter d'abord par la Chambre. Nous n'avons pas l'initiative en matière financière.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- C'est pourquoi je suggérerais à la Commission de faire une pression morale sur le Gouvernement pour qu'il se rallie à notre manière de voir et c'est dans cet esprit que j'ai préparé un questionnaire à adresser au Gouvernement.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.....



16 Mars 1932

M. LE RAPPORTEUR GENERAL donne lecture de ce questionnaire.

QUESTIONNAIRE.

AU MINISTRE DES FINANCES.-

1° - A quelle somme s'élèvera vraisemblablement le déficit d'exécution du budget de 1931-1932 ?

2° - Quelle est la justification des évaluations des recettes du projet de budget pour 1932 en ce qui concerne la taxe sur le revenu des valeurs mobilières, - les recettes douanières, - les droits d'enregistrement, - la taxe sur le chiffre d'affaires ?

Pourquoi le Gouvernement a-t-il abandonné la règle de la pénultième pour l'évaluation des recettes douanières, alors qu'il l'a conservée par ailleurs ?

3° - Comment le Gouvernement concilie-t-il les nécessités de l'équilibre réel du budget avec l'inscription d'une recette à provenir de l'Allemagne ?

4° - Quel est le montant des sommes qui seront prélevées sur la Trésorerie pour subvenir aux besoins du budget de 1932 ?

5° - Quel est le déficit envisagé, toutes choses égales, par le Gouvernement pour le projet de budget de 1933, et à quelles mesures songe-t-il pour y parer ?

6° - Dans quelle mesure le maintien de la situation actuelle des Chemins de fer se répercutera-t-il sur les dépenses budgétaires de l'exercice 1933 ?

7° - Quelle attitude le Gouvernement compte-t-il prendre à l'égard de l'insertion éventuelle dans la loi de finances des dispositions relatives à la péréquation des retraites ? Quelle surcharge de dépenses pourrait-il, le cas échéant, en résulter ?

8° - Au point de vue de la Trésorerie :

a) - comment s'explique la progression des avances consenties à la B.N.C. depuis les dernières communications faites par le Ministre des Finances aux Commissions financières des deux Chambres;

b) - jusqu'à concurrence de quelle somme les emprunts récemment émis (P.T.T. et Chemins de fer) sont-ils susceptibles de reconstituer les ressources de la Trésorerie ?

c) - à quel moment le Ministre des Finances envisage-t-il l'émission de bons du Trésor ?



M. CAILLAUX.- Eh bien ! il n'y a qu'à attendre les réponses que le Ministre fera à ce questionnaire avant de prendre une décision.

M. HENRI ROY.- Il serait bon d'ajouter une question : Quelle attitude le Gouvernement compte-t-il prendre dans la question de la péréquation des retraites ?

M. SCHRAMECK.- Il convient également de demander au Gouvernement quelles sont ses intentions relativement au projet concernant le régime des retraites des employés départementaux et communaux, projet dont le coût a été évalué à 480 millions.

M. HENRY BERENGER.- J'approuve le questionnaire préparé par M. le Rapporteur Général, mais que celui-ci me permette de lui dire que je ne suis pas d'accord avec lui sur la suggestion consistant à proposer le vote de trois douzièmes, je crois qu'il est préférable, avant de proposer aucune mesure, d'entendre le Ministre des Finances.

M. LE PRESIDENT.- Sans doute ; mais nous ne pouvons pourtant pas demeurer dans une attitude purement négative. Nous devons adjurer le gouvernement de se rendre compte du péril effroyable et l'inviter à proposer les mesures que la situation commande. Nous pourrions entendre M. le Ministre des Finances, dès demain, à 4 heures (Assentiment).

PROJET DE LOI PORTANT AUGMENTATION DU CREDIT  
PREVU PAR LA LOI DE FINANCES DU 31 MARS 1931, POUR  
L'APPLICATION DE LA LOI DU 30 MARS 1931 SUR LE CREDIT  
A MOYEN TERME, PENDANT L'EXERCICE 1931-1932.-

Sur le rapport de M. BRARD, la Commission adopte ce projet de loi.

EXAMEN DU BUDGET.....



EXAMEN DU BUDGET DU TRAVAIL

Les différents chapitres du budget du Travail sont adoptés avec les chiffres proposés par M. ANATOLE MANCEAU, rapporteur spécial, d'accord avec M. le Rapporteur Général.

EXAMEN DU BUDGET DE LA JUSTICE

Les chapitres du budget de la Justice sont adoptés avec les chiffres proposés par M. VALADIER, rapporteur spécial, d'accord avec M. le Rapporteur Général.

La Séance est levée à 6 heures 1/4.

LE PRESIDENT DE LA COMMISSION :

*J. Beauneveu.*

\*\*\*\*\*



COMMISSION DES FINANCES

Séance du Jeudi 17 Mars 1932 .

=====

La séance est ouverte à 17 Heures, sous la Présidence  
de M. JEANNENEY.

Présents: MM. JEANNENEY. ABEL GARDEY . CAILLAUX. HENRY BERENGER.  
GENERAL STUHL. FOUILLOUX. MARCEL REGNIER. ALFRED  
BRARD. SCHRAMECK. BETOULLE. REBOUL. FOURCADE.  
LEON PERRIER. BIENVENU-MARTIN. CUMINAL. BLAIGNAN.  
VALADIER. GUILLAUME CHASTENET. FRANCOIS ST MAUR.  
SARI: JENOUVRIER. CAVILLON. ANDRE LEBERT. SERRE.  
HENRI ROY. FARON. PIERRE ROBERT. GALLET. HAYAUX.  
MILAN. JOSEPH COURTIER. ANATOLE MANCEAU.

-----

AUDITION DU MINISTRE DES FINANCES.

M. LE PRESIDENT.- L'ordre du jour appelle l'audition de  
M. le Ministre des Finances sur le projet de budget de l'exercice  
1932 et sur la situation financière.

M. P.E. FLANDIN. est introduit accompagné de M. le Directeur  
du Budget.

AUDITION .....



COMMISSION DES FINANCES

-----

Séance du 17 mars 1932

-----

Audition de M. P. E. FLANDIN , ministre  
des Finances sur l'équilibre du budget.

-----

Présidence de M. J E A N N E N E Y .

A 16 h. 45 M.le Ministre des Finances est introduit .

M. LE PRESIDENT . Monsieur le Ministre, l'exposé remarquable que M. le Rapporteur général nous a présenté hier a mis en lumière une situation financière et budgétaire graves qui, pour le présent, crée déjà des difficultés sérieuses et qui, pour demain, peut nous conduire à des périls de l'ordre le plus redoutable .

Nous sommes ici unanimes à penser qu'on ne peut remettre pour y pourvoir sinon en vue de remèdes immédiats qui ne sont pas tous à notre portée, mais au moins pour concevoir, pour élaborer, si possible pour, dans une certaine mesure, tenter de réaliser un plan de redressement financier. Nous insisterons tout particulièrement là-dessus . Mais comme nous sommes d'accord qu'aupara-



vant il faut que nous soyons unanimes aussi sur les faits, des questions vont vous être posées, elles vous ont été soumises au préalable et nous allons d'abord nous expliquer sur elles. Vous avez donc la parole, monsieur le ministre.

M. LE MINISTRE DES FINANCES. Messieurs, j'ai sous les yeux votre questionnaire qui porte sur huit points ; je vous apporte mes réponses.

1° A quelle somme s'élèvera vraisemblablement le déficit d'exécution du budget de 1931-1932 ?

La situation provisoire a été insérée dans le projet 6572, elle faisait apparaître, à la date du 24 février 1932, un excédent de crédits sur les recettes de 1 272 millions.

Cette somme est à majorer :

1° du montant des moins-values de recettes du mois de février, savoir :

moins-values sur produits indirects :	314 millions,
sur domaines et produits divers	3 millions
ensemble :	317 millions,

mais il convient de déduire 7 millions correspondant à l'~~xxxxxxx~~ excédent du montant des rôles émis par rapport aux évaluations, ce qui ramène à 310 millions le montant net des moins-values.

2° du montant des crédits supplémentaires votés ou demandés depuis le 24 février et dont la situation était à cette date ne faisait pas état, savoir :



majoration des crédits pour le fonds national	
de chômage :	116 millions ,
secours à l'occasion du cyclone	
de la Réunion :	50 millions ,
divers projets: institut français	
de Naples, lycée français de Madrid..	6 millions
au total :	172 millions

Une situation provisoire établie à ce jour ferait donc apparaître un excédent de crédits sur les recettes de 1 654 millions .

Mais d'ici à la fin de l'exercice, le déficit sera accru :

par les moins values à redouter sur les recouvrements de mars et de la période complémentaire, qu'on peut évaluer provisoirement à 300 millions ,

par les crédits supplémentaires qui devront être demandés , car deux collectifs restent à déposer en juin et en novembre qui s'appliqueront uniquement à des dépenses obligatoires ; et compte tenu des demandes déjà présentées et non comprises dans le dernier collectif, le total de ces crédits supplémentaires peut être évalué à 450 millions .

Sur ce chiffre, le ministère des Pensions compte pour 235 millions , dont 136 millions pour l'allocation du combattant , 29 millions pour les soins aux tuberculeux , 55 millions pour allocations provisoires d'attente , 15 millions pour allocations aux grands invalides .

3° du fait du jeu des lois de report . Il est probable en effet que le montant des crédits annulés sur l'exercice 1931-1932 sera nettement inférieur au montant des cré-



dits reportés de 1930/31 . Il en résultera donc une surcharge pouvant être évaluée approximativement à 300 millions, ce qui amènerait un déficit possible de 2 804 millions .

J'insiste sur ce fait qu'il s'agit là de chiffres très approximatifs. J'ai, en effet, des incertitudes sur les recouvrements de mars, sur l'importance des reports qui ne seront connus qu'en novembre prochain . Il est possible que des annulations de crédits viennent atténuer le déficit dans une proportion qui ne peut être évaluée .

Mais supposant qu'aucun crédit ne sera ouvert aux victimes de calamités publiques - on demandait à la Chambre le vote de 300 millions - le déficit d'exécution du budget de 1931-1932 devrait se tenir entre 2 500 millions et 3 milliards .

2° Quelle est la justification de l'évaluation des recettes du projet de budget pour 1932 en ce qui concerne la taxe sur le revenu des valeurs mobilières, les recettes douanières, les droits d'enregistrement, la taxe sur le chiffre d'affaires ?

Si vous me le permettez à l'occasion de cette question, sans revenir sur un exposé d'ensemble qui a dû être fait par M. le Rapporteur général ainsi que l'indiquait M. le Président, je voudrais soumettre à la Commission le schéma d'un projet de budget, qui n'est pas le mien puisque j'ai pris la suite de M. Pietri , dont je me trouve à défendre l'économie générale .

Le projet de budget du Gouvernement avait à faire face à des augmentations de dépenses en partant de recettes à évaluer . Je voudrais vous exposer comment l'équilibre



a été ~~maintenu~~ tenu .

En ce qui concerne les principales augmentations de dépenses, toutes compressions faites sur les demandes des différents départements ministériels et compte tenu du projet d'outillage national qui a recueilli 800 millions environ , il restait un supplément de dépenses de 2 500 millions, pour 12 mois, (par rapport aux dates du budget de 1931/32) . Ce supplément de dépenses correspondait à deux séries de mesures . D'abord, celles résultant de lois votées , soit au total 1 800 millions, se répartissant en :

augmentation du budget des pensions : 527 millions  
dont 421 millions pour l'allocation du combattant ,  
travail, assurances sociales et mutualité 400 millions  
nouveau régime de la voirie : 200 millions ,  
subventions aux compagnies de navigation 164 millions,  
déficit des chemins de fer : 60 millions ,  
application du service militaire d'un an: 180 millions,  
programme d'outillage national : 150 millions ,  
encouragements divers ( papier journal , lin ,  
soie etc..) : 97 millions ,  
inscrits maritimes : 38 millions .

Et encore, ne mentionnerai-je pas dans ce chiffre le fonds de 251 millions supplémentaires demandé le 19 janvier pour le chômage .

Ceci, ce sont des dépenses impossibles à éviter puisque résultant de lois votées .

Les suppléments de dépenses résultant des revendications des services correspondaient à 700 millions environ



et provenaient de demandes des départements militaires exclusivement .

En face de ces dépenses supplémentaires, j'ai à évaluer les recettes, et c'est ainsi que j'en arrive à répondre à la seconde question de la Commission .

pour l'évaluation des recettes, il y a lieu de distinguer entre les recettes évaluées d'après la règle de la pénultième et les recettes évaluées directement . Les premières sont les recettes fiscales provenant d'impôts indirects latosensu, à l'exception de l'impôt sur le chiffre d'affaires, des douanes et de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières . Je ne crois pas que la méthode puisse soulever aucune critique, l'expérience en a démontré le bien fondé quand on l'applique à des taxes qui sont fonction de la consommation .

Je n'ai l'intention de cacher à la Commission aucun chiffre , ni celle de lui dorer la situation ; je la mettrai en présence de la situation telle qu'elle est, car c'est sur la Commission des finances du Sénat que je compte pour faire les redressements nécessaires .

M. LE PRESIDENT . Nous comptons aussi beaucoup sur votre fermeté, monsieur le ministre .

M. LE MINISTRE . J'ai fait ce que j'ai pu , je dirai ce que j'ai pu obtenir et ce que je n'ai pu obtenir, la Commission jugera ~~xx~~ mon attitude .



Voici le tableau pour les principaux produits selon l'application de la règle de la pénultième .

Enregistrement .

L'évaluation, pour les 9 premiers mois de 1931/32 se montait à 3 481 millions , les recouvrements ont été de 3 107 millions , les évaluations figurant au <sup>présent</sup> ~~précédent~~ budget de 3 633 millions , ce qui fait apparaître une augmentation, par rapport aux recouvrements , de 526 millions .

Timbre .

L'évaluation, pour les 9 premiers mois de l'exercice, était de 1 636 millions , les recouvrements ont été de 1 647 millions , les évaluations pour 1932 sont de 1 653 millions, soit une augmentation négligeable de 6 millions.

Opérations de Bourse .

L'évaluation était, au précédent budget, de 211 millions , les recouvrements ont été de 74 millions , les évaluations pour 1932 , très inférieures à celles de 1931/32 mais néanmoins supérieures aux recouvrements, sont de 128 millions, faisant apparaître une différence de 54 millions .

Douanes ( sauf le droit à l'importation )

L'évaluation pour les 9 mois était de 1 251 millions, les recouvrements ont atteint 1 321 millions ; les évaluations pour 1932 sont inférieures aux recouvrements, soit 1 248 millions ; différence en moins 72 millions .

Contributions indirectes .

Les évaluations au précédent budget étaient de 4 445 millions , les recouvrements pour les 9 mois ont été de 4 930 millions , les évaluations pour 1932 sont



de 5 264 millions, soit une augmentation de 334 millions par rapport aux recouvrements .

Sucres et saccharine .

Les évaluations du précédent budget étaient de 547 millions , les recouvrements ont été de 594 millions , les évaluations sont au budget actuel de 611 millions : différence 16 millions .

Monopoles ( contributions indirectes )

Les évaluations du précédent budget étaient de 362 millions , les recouvrements ont donné 356 millions , les évaluations au budget actuel sont de 400 millions : augmentation 43 millions .

Domaines .

Les évaluations du précédent budget étaient de 406 millions , les recouvrements ont été de 235 millions ,  
évaluations  
pour le budget actuel les ~~XXXXXXXXXXXX~~ sont ~~XXXXXX~~ de 351 millions , soit une augmentation de 115 millions par rapport aux recouvrements .

Au total , les évaluations de l'année dernière étaient de 12 682 millions , les recouvrements ont donné 12 265 millions , les évaluations de recettes pour le budget en préparation sont de 13 291 millions soit une augmentation de 1 025 millions par rapport aux recouvrements de l'année écoulée .

Si la Commission considère que les prévisions pour l'enregistrement dépassent sensiblement les recouvrements de l'exercice en cours , je dois faire remarquer que la règle de la pénultième est une règle générale qui doit



s'appliquer en bloc et que, limitée à un ensemble de produits qui ne dépasse pas le tiers des recettes fiscales, elle ne saurait donner lieu à de sérieux mécomptes . C'est peut-être optimiste, mais je me trouve appliquer là une règle constante dans l'Administration des Finances .

M. LE PRESIDENT . En période normale !

M. LE MINISTRE . Je passe aux recettes évaluées directement : produit des contributions directes , produit de la taxe sur le chiffre d'affaires, produit de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières, douanes .

M. LE RAPPORTEUR GENERAL . Est-ce que le produit des douanes n'était pas évalué, de façon traditionnelle, d'après la règle de la pénultième ?

M. LE MINISTRE . Depuis deux ans, on fait des évaluations directes .

M. JOSPEH CAILLAUX . On a pris souvent les évaluations directes .

M. LE MINISTRE . J'examinerai successivement ces diverses recettes .

D'abord, les contributions directes .

Contribution Foncière . Prévisions au précédent budget : 1 286 millions , rôles émis : 1346 millions , prévisions pour 1932 : 1 346 millions ; il n'y a aucune observation à présenter .



Bénéfices commerciaux .

Les prévisions pour 1931/32 étaient de 4 238 millions , les rôles émis ont atteint 3 992 millions , les prévisions pour le budget en préparation sont de 3 200 millions, soit une diminution de 792 millions sur les rôles émis .

Impôt sur les traitements .

Les prévisions du précédent budget étaient de 824 millions , les rôles émis ont atteint 983 millions , les prévisions pour ce budget sont de 950 millions .

Bénéfices non commerciaux .

Les prévisions du précédent budget étaient de 176 millions , les rôles émis ont atteint 208 millions , les prévisions sont, pour ce budget, de 220 millions .

Impôt sur le revenu .

Les prévisions du précédent budget étaient de 2 491 millions , les rôles émis se sont montés à 2 445 millions , pour ce budget les prévisions sont de 2 340 millions .

Au total , 10 milliards de rôles en regard d'une prévision de 9 940 millions , un abattement de 25 % sur les prévisions de 1931/32 étant fait en ce qui concerne les bénéfices commerciaux .

Sur le chiffre d'affaires, voici les règles d'évaluation qui ont été suivies . On a admis que les recouvrements pour 1932 seraient équivalents à ceux du précédent exercice . Or, les prévisions pour 1931/32 étaient de 8 872 millions, et, en septembre, moment où l'évaluation



a été faite, le total des recouvrements était inférieur de 11 % aux évaluations . Ce coefficient de 11 % a donc été appliqué et on a prévu 7 912 millions . On a ajouté à ce total le produit escompté pour la taxe à l'importation , soit 533 millions , une somme de 133 millions pour tenir compte des résultats à attendre du renforcement du contrôle , enfin le produit de l'article 13 de la loi des finances relatif aux commissionnaires, soit 60 millions . Le total des prévisions serait ainsi de 8 638 millions contre 8 872 millions pour l'exercice précédent . Le calcul des 9/12 donne 6 478 millions qui figurent au projet de budget .

Pour le produit de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières , il faut tenir compte de la diminution certaine des dividendes mis en paiement en 1932 et des conversions d'obligations . On a donc fait subir un abattement de 20 % . Les prévisions pour 1931/32 se montaient à 3 625 millions , les recouvrements - en supposant ceux de mars égaux à ceux de février - seraient de 3 257 millions , nous avons admis comme prévisions du budget en projet 2 970 millions .

Pour les douanes, calculées directement , les produits de la taxe à l'importation étaient, au 30 septembre 1931, soit pour les six premiers mois de l'exercice , de 3 027 millions ; ils auraient atteint pour la période considérée 4 500 millions . En fait, on a recouvré 4 405 millions . Il n'a pas été jugé/prudent de retenir ce chiffre pour l'évaluation de 1932, et pour



tenir compte de la politique des prohibitions et contingentements, il a été fait un abattement de 500 millions, ce qui ramène les prévisions à 4 milliards . Il a été simplement ajouté à ce chiffre une somme de 280 millions représentant le produit de la surtaxe de <sup>changes</sup> ~~la~~ ~~et~~ ce qui fait ressortir le total d'ensemble à 4 280 millions . C'est, par rapport aux évaluations de 1931/32 pour les 9 mois une augmentation de 868 millions .

Ceci dit, venons-en à l'équilibre .

Les calculs ci-dessus ont conduit à une diminution globale des recettes qui, pour un exercice de 12 mois, n'était pas inférieure à 1300 millions . Ainsi, pour la première fois depuis plusieurs années, le Gouvernement se trouvait en présence d'un budget où mes crédits présentaient, par rapport au budget précédent, une augmentation sensible et où les recettes se dérobaient : 2 500 millions d'augmentations de ~~xxxxxxx~~ dépenses et 1 300 millions de diminutions de recettes. C'est donc à 3 800 millions qu'on pourrait chiffrer l'insuffisance .

Le retour aux anciennes dates de l'exercice budgétaire a d'abord facilité l'équilibre . Je crois qu'il serait extrêmement difficile de chiffrer le gain qu'a apporté au budget cette opération désirable en elle-même , mais compte tenu du fait que les augmentations de dépenses n'ont porté que sur une fraction de l'exercice, compte tenu aussi de l'inégalité de



la répartition des charges pendant l'année, mon prédécesseur chiffrait à 1 800 millions le bénéfice budgétaire de la mesure .

Si vous ajoutez à ce chiffre le produit de la taxe à l'importation, soit 533 millions, le produit des surtaxes de change 370 millions et le produit de divers réajustements fiscaux 100 millions , le prélèvement de 700 millions sur le fonds de l'alcool , le produit de la fabrication des monnaies d'argent 400 millions, vous arrivez à 3 700 millions qui, majorés des 180 millions dont j'ai parlé , forment un total de 3 900 millions qui correspond à la marge de 100 millions que présentait à l'origine le projet du Gouvernement .

Les chiffres de ce projet se sont trouvés assez sensiblement modifiés par les votes de la Chambre, beaucoup moins sensiblement toutefois qu'on n'aurait pu le craindre . Dans l'ensemble, en effet, les propositions du Gouvernement ont été maintenues et la Commission des finances ainsi que la Chambre sont restées dans le cadre primitivement tracé . Cependant, la Commission des finances a réalisé un équilibre plus étroit que le Gouvernement .

Elle a d'abord rejeté certaines recettes, comme l'augmentation des tarifs postaux qui figuraient pour 112 millions . D'autre part, elle avait à l'origine négligé de prévoir certains crédits qui ont dû être repris par la Chambre . Enfin, la Chambre a voté quelques faibles relèvements qui ne dépassent pas 30 millions.



D'autre part, on peut estimer que les diminutions de recettes que la Chambre a apportées et qui, sans être des réductions proprement dites doivent compter comme telles en raison des règles appliquées dans l'établissement du budget, c'est à dire la réduction de 65 à 40 % ~~pour l'impôt sur les transports en wagons-lits, le classement de la limonade dans les boissons hygiéniques~~ de l'impôt sur les transports en wagons-lits, le classement de la limonade dans les boissons hygiéniques qui entraîne la suppression de droits d'octroi et une répercussion sur les finances locales, et surtout l'extension de quelques crédits votés en faveur des grands mutilés pour infirmités multiples (art. 5 bis) et les grands amputés pour lesquels, à la suite de très longues discussions et de trois renvois successifs à la Commission des finances, j'ai dû accepter une transaction qui représentait 12 millions de dépenses supplémentaires.

J'ai pu, par contre, obtenir de la Chambre, non sans difficultés, qu'elle maintienne un certain nombre de textes auxquels nous tenions. J'ai obtenu que l'amendement Evain qui supprimait toute pénalité en matière d'insuffisances d'évaluation fût disjoint par la Chambre. J'ai obtenu que l'extension du crédit maritime à la marine fluviale ne soit pas votée, que l'augmentation de la subvention à la Caisse des Invalides de la Marine pour l'accroissement des retraites des inscrits maritimes ne soit pas votée, j'ai obtenu la disjonction des crédits pour les prisonniers de guerre, j'ai obtenu que l'augmentation de 1000 francs de la pension des mineurs par le moyen d'une subvention supplémentaire à



la caisse des retraites des ouvriers mineurs ne soit pas ratifiée , enfin, Messieurs, et sans que je puisse présenter cela comme un résultat définitif, j'ai obtenu que la péréquation des retraites ne soit pas discutée à propos de la loi de finances .

Voilà, messieurs, la situation du budget , elle n'est pas brillante et je n'en ai rien caché à la Commission des finances du Sénat .

Il est incontestable, comme l'a dit mon prédécesseur , que c'est un budget de transition, un budget de crise . Je voudrais maintenant vous donner les raisons pour lesquelles je crois difficile, dans le moment présent, de faire autre chose . Car, pour cela, il faut ou pouvoir diminuer les dépenses, ou créer des recettes nouvelles .

Diminuer les dépenses ? Il y a trois ordres de dépenses qu'on peut envisager : les traitements et pensions, la charge de la dette publique, les dépenses militaires .

En ce qui concerne les traitements et pensions, c'est une mesure grave et que je ne vois pas - je m'excuse de le dire - votée à la veille d'une consultation électorale .

La diminution des charges de la Dette publique ?.. C'est la question des conversions . Or, je ne révélerai aucun secret en disant à la Commission que j'avais voulu proposer une conversion au 31 mars dernier mais que je n'ai réussi à gagner à mes vues ni la majorité parlementaire ni d'ailleurs le Gouvernement lui-même .



En ce qui concerne les dépenses militaires, nous nous trouvons en présence de la réunion de la Conférence de Genève sur la limitation des armements . J'ai assisté à un certain nombre de réunions du Conseil supérieur de la Défense nationale et l'unanimité s'y est faite qu'en raison des graves décisions qui pouvaient être prises au sujet de la limitation des armements, il convenait que les chiffres qui figureront au budget de cette année correspondent aux demandes présentées par la France en ce qui concerne son quantum éventuel de crédits pour la défense nationale .

Dans ces conditions, toute diminution qui serait faite aujourd'hui, avant la conclusion de la Conférence du désarmement, risquerait d'avoir des répercussions qui ne seraient pas sans danger pour notre défense nationale dans l'avenir . Mais je tiens à vous déclarer très net ~~xxx~~ que l'équilibre du budget de 1933 sera impossible à réaliser si, du côté des dépenses pour la défense nationale, il n'y a pas une diminution sensible .

Je crois d'ailleurs être entièrement d'accord sur ce point avec mon collègue et ami M. Pietri qui, lorsqu'il a accepté la tâche extrêmement lourde du ministère de la défense nationale, l'a fait dans cet esprit qu'il fallait arriver à des compressions des dépenses militaires, navales et aériennes que doivent supporter les budgets futurs.

Je ferais bien d'indiquer maintenant les raisons pour lesquelles - et ceci répond en même temps à la 3<sup>e</sup> question qui m'est posée : " Comment le Gouvernement concilie-t-il les nécessités de l'équilibre réel du budget avec l'inscription d'une recette à provenir de l'Allemagne " -

nous avons inscrit cette recette dans nos prévisions .



A la veille de la Conférence de Lausanne, et étant donné que la décision avait été prise par nos prédécesseurs de faire figurer dans les budgets les versements de l'Allemagne, il serait extrêmement dangereux pour la thèse que nous aurons à défendre, de supprimer de nos recettes budgétaires les versements éventuels de l'Allemagne. Car on ne manquerait pas de se servir de cet argument pour indiquer que la France a pu facilement équilibrer son budget malgré l'absence de tout versement de l'Allemagne. L'inconvénient serait d'autant plus grave qu'au moins en ce qui concerne les trois mois à courir du 1<sup>er</sup> avril au 1<sup>er</sup> juillet, nous devons faire figurer le produit des bons de chemins de fer remis en compensation du moratoire Hoover et qui viennent à échéance le 1<sup>er</sup> juillet. Ne pas inscrire ce produit en recettes serait aller dans le sens d'une annulation totale des réparations et, par conséquent, compromettre dans une certaine mesure la position que nous devons prendre à la Conférence de Lausanne.

Ce sera également le moyen pour moi d'indiquer pour quelles raisons j'estime que le vote de ce budget, même dans les conditions où il se présente, est préférable au vote de douzièmes provisoires.

Je sais qu'on a pu soutenir qu'après tout, étant donné le déséquilibre incontestable du budget actuel, il serait peut-être préférable de voter trois douzièmes pour, à la rentrée de la nouvelle Chambre, remettre le budget sur le chantier en créant à ce moment les recettes correspondantes ou en comprimant les dépenses si les recettes étaient maintenues à leur niveau normal.



Je ne crois pas que ce soit une solution heureuse. Il y a une situation de fait, il y a aussi une question de procédure .

La question de fait , c'est la préparation du Budget de 1933 . Grosse opération pour laquelle il ne sera pas trop de toute l'activité des services, en raison des difficultés qu'elle comporte, pour l'entreprendre dès le vote du budget actuel et la mener à bien d'ici à quelques mois .

Seconde raison , c'est qu'au fond nous ne serons guère fixés sur certains points extrêmement importants du budget de 1933 que dans le courant de l'été. En effet, la Conférence de Lausanne se réunira au mois de juin, et c'est seulement à ce moment que nous saurons si un versement de l'Allemagne peut être espéré dans les années à venir ou si cet espoir doit être complètement abandonné.

Enfin, l'été prochain nous dira si la crise s'installe ou si elle cède . Si la crise ne cède pas à ce moment, cela voudra dire qu'il y en aura au moins pour un an car il ne peut y avoir d'espoir de reprise une fois l'été passé . Il n'y a pas, je crois, d'exemple dans l'histoire, d'une crise économique qui ait cédé à la veille de l'hiver ou pendant l'hiver . Il n'est pas interdit d'espérer un certain allègement de la crise au mois de juillet ou d'Août . Le budget de 1933 aura donc à faire face aux conséquences d'une crise qui s'installerait ou au contraire à bénéficier de certains encouragements si elle paraissait devoir cesser . Mais si des sacrifices importants devaient être demandés, il est évident qu'ils ne pourraient l'être qu'en fonction d'événements dont nous ne pourrions



apprécier la portée qu'au courant de l'été prochain .

Question de procédure . Si nous votions trois douzièmes, ce qui nous mènerait à fin juin, il est clair que ce n'est pas entre le 15 et le 30 juin qu'une entreprise aussi grosse de conséquences que le changement complet de l'équilibre budgétaire pourrait être réalisé . Et, par conséquent, nous serions inévitablement conduits à une prolongation des douzièmes allant jusqu'à la fin de l'année. C'est là tout de même un inconvénient grave que je dois vous signaler .

Cet ensemble d'inconvénients, il vous est apparu lorsque, dès le début de mes explications, je vous donnais lecture des augmentations formidables résultant des lois votées . Il faudrait déposer des demandes de crédits supplémentaires au fur et à mesure , et en plus des douzièmes , pour permettre le fonctionnement de ces lois et, en particulier, des lois concernant les pensions .

Telles sont, Messieurs, les raisons pour lesquelles je crois qu'il est bien préférable de voter un budget qui vaut ce qu'il vaut en attendant d'en établir un autre qui vaudra un peu mieux .

Et j'en arrive à la 4<sup>e</sup> question :

" Quel est le montant des sommes qui seront prélevées sur la Trésorerie pour subvenir aux besoins du budget de 1932 ? "

Cela, je ne puis l'indiquer . Je vous ai donné tout à l'heure le montant probable du déficit, mais je ne puis évidemment savoir encore ce que seront les résultats de l'exécution du budget de 1932 . Ils seront, en



effet, dominés par l'évolution de la situation économique à laquelle sont liés les recouvrements principaux. Que seront-ils dans les mois à venir ? Aurai-je, comme en janvier, 500 millions de déficit, ou 300 millions comme en février ? Aurai-je des recouvrements égaux aux prévisions ou même, comme dans les années précédentes, des plus-values par rapport aux prévisions ? C'est un rôle de divination que je ne puis assumer . Les recouvrements seront ce qu'ils seront et je serai obligé, pour assurer l'équilibre des finances publiques, de compenser par la Trésorerie les insuffisances des différents ~~XXXXX~~ recouvrements .

5° question : " Quel est le déficit envisagé, toutes choses égales, par le Gouvernement pour le projet de budget de 1933, et à quelles mesures songe-t-il pour y parer ? "

Il m'est évidemment impossible de prévoir le déficit d'un budget dont l'exécution commencera dans neuf mois seulement . Je suppose que la question de la Commission tend à rechercher quelles seront les insuffisances de recettes par rapport aux dépenses dans l'hypothèse où , n'ayant pas de modifications, on voudrait dès aujourd'hui dresser un projet de budget .

On aboutirait alors aux constatations suivantes . Le budget de 1933 sera naturellement privé des ressources exceptionnelles qui ont permis l'équilibre du budget de 1932 , soit environ 3 milliards : 700 millions du prélèvement sur le fonds de l'alcool , 455 millions du bénéfice de la frappe des monnaies d'argent et 1 800 millions à provenir de la réduction ~~à~~ 9 mois de la durée de l'exercice .



Les recettes évaluées d'après la règle de la pénultième seraient inférieures de quelque 100 millions, puisqu'elles se feraient sur les résultats d'une période moins favorable .

Il est impossible de prévoir les chiffres à provenir des recettes évaluées directement : douanes, impôt sur le revenu des valeurs mobilières, dont le produit est lié à la situation économique . Suivant que cette situation s'aggraverait ou, au contraire, qu'il y aura une reprise des affaires, des différences fort importantes en résulteraient dans les produits qui viendraient, ou compenser les pertes, ou au contraire aggraver le déficit .

Enfin, dans le courant de l'année, le problème des versements de l'Allemagne devra sans doute recevoir une solution définitive .

Quant aux dépenses, il n'est que trop réel qu'elles ont tendance à s'accroître chaque année . Si aucune modification n'est apportée aux lois organiques, il faut considérer comme un ~~minimum~~ une augmentation d'un milliard qui portera principalement sur l'allocation du combattant et les divers crédits en faveur des victimes de la guerre, à l'exception toutefois des pensions d'invalidité proprement dites dont le maximum pourrait avoir été atteint, sur l'électrification des campagnes, les constructions scolaires, les adductions d'eau, les routes , les déficits des compagnies subventionnées etc...

Je ne vois comme ~~sérieuses économies possibles~~ qu'une réduction sur les crédits de chômage, le bénéfice de conversions éventuelles et les économies à résulter des



des accords sur la limitation des armements .

En se basant sur les hypothèses les moins favorables , l'excédent des dépenses sur les recettes pourrait tourner autour de 5 à 6 milliards pour le budget de 1933, savoir :

disparition des ressources exceptionnelles ,	<sup>3</sup> <del>7</del> milliards,
échéance de l'Allemagne :	1 500 000 ,
augmentations de dépenses	1 milliard.

6° question :

" Dans quelle mesure le maintien de la situation actuelle des chemins de fer se répercutera-t-il sur les dépenses budgétaires de l'exercice 1933 ? "

Je rappelle sommairement que, d'après les conventions en vigueur et l'interprétation du Conseil d'Etat, l'Etat fait au fonds commun deux catégories d'avances . La première concerne les charges d'arrérages qui représentent 450 millions par an et qui doivent être avancées directement par le Trésor; elles n'ont donc aucune influence sur le budget . Pour les autres avances au fonds commun, l'Etat a la faculté de faire emprunter les réseaux, il se borne alors à assurer la charge des intérêts, charge qui fait chaque année l'objet d'un compte spécial .

En admettant que le déficit d'exploitation soit de l'ordre de 3 milliards et en supposant comme taux des charges annuelles des obligations émises à 6,75 % , compte tenu du fait que les émissions ne sont effectuées qu'avec un certain décalage et que les avances à court terme sont moins coûteuses que les émissions d'obligations, on peut évaluer à 350 millions le crédit à inscrire dans le budget de 1933 .



7° Question :

" Quelle attitude le Gouvernement compte-t-il prendre à l'égard de l'insertion éventuelle dans la loi de finances des dispositions relatives à la péréquation des retraites ? Quelle surcharge de dépenses pourrait-il, le cas échéant, en résulter ? "

J'ai, ce matin même , discuté à la Chambre le projet de péréquation des retraites, et je me suis heurté à une demande de disjonction du titre I de la loi .

Vous savez dans quelle mesure le projet avait été établi par mes prédécesseurs . Se conformant à l'article 111 de la loi de finances de 1930 qui prévoyait la ~~et~~ péréquation des retraites compensée par des économies correspondantes , mon prédécesseur avait présenté à l'Assemblée une solution qui donnait satisfaction aux retraités en ce qu'elle assurait la péréquation des retraites, mais qui compensait l'augmentation des dépenses par les économies résultant de la circulaire Germain-Martin sur le recul de l'âge de la mise à la retraite et d'autre part sur le reclassement des services actifs .

Je note tout de suite que pour l'équilibre immédiat, celui de cette année et des années à venir, le reclassement des services actifs ne compte que fort peu . En réalité, c'est une mesure qui présente un grand intérêt pour dans 25 ans mais dont l'intérêt présent est nul, ce qui n'est pas une raison pour ne pas soutenir ce reclassement .

Le circulaire Germain Martin n'a pas été discutée, même par ceux qui demandaient ce matin la disjonction du titre I . M. Bouyssou a même apporté cette déclaration formelle qu'en ce qui le concernait, s'il se refusait à donner une consécration légale et définitive à la circulaire Germain-Martin ne voulant pas préjuger l'avenir,



etsouhaitant que les circonstances financières puissent permettre à un moment donné de revenir sur cette circulaire , il admettait par contre que la circulaire Germain Martin fût maintenue en vigueur de manière à donner au Trésor les ressources correspondant au supplément de dépenses résultant de la péréquation des retraites .

Je n'ai pas accepté cette thèse pour deux raisons. D'abord, parce que je me méfie un peu des retours des assemblées et que ce qui va sans le dire va beaucoup mieux en le disant . D'autre part, j'estime que la circulaire Germain-Martin est non seulement profitable aux intérêts du Trésor mais directement profitable aux services publics et aux intéressés eux-mêmes .

Il n'est pas douteux que le maintien en service au-delà de la limite d'âge, vraiment trop basse, de la plupart des fonctionnaires, leur permet de conserver leur traitement pendant un certain nombre d'années, ce qui améliore leur situation, mais qu'il fait bénéficier les services publics d'agents de grande expérience , Car c'est incontestablement à la fin de leur carrière qu'ils en possèdent le plus . Enfin, il profite directement au Trésor en diminuant la charge de la dette viagère qui va toujours croissant .

J'ai estimé aussi que le reclassement dans les services actifs, quoique sans intérêt immédiat, présentait de si grands intérêts pour l'avenir qu'il y avait lieu de le défendre .

Je me suis défendu autant que je l'ai pu , j'ai été battu; à 78 voix de majorité la Chambre a maintenu la disjonction du titre I .



La discussion de la péréquation des retraites continuera mardi matin . Je ne puis prévoir comment elle se terminera ; si des amendements seront apportés augmentant les charges actuelles . Quoiqu'il en soit, il n'entre pas dans les intentions du Gouvernement d'accepter que la péréquation des retraites figure seulement avec ses charges mais qu'elle ait sa contre-partie. Je ferai par conséquent tous mes efforts, avec votre appui je l'espère, pour que ces dispositions disparaissent dans toute la mesure du possible de la loi de finances .

M. LE PRESIDENT . Et sur l'insertion éventuelle dans la loi de finances que vous avez laissé envisager à la Chambre, que pouvez-vous nous dire ?

M. LE MINISTRE . Je la combattrai . Lorsque cette question de l'insertion dans la loi de finances était venue, j'avais indiqué que je ne l'acceptais que subordonnant cette insertion à l'insertion in extenso du projet du Gouvernement . Du moment que le projet se trouve séparé de son titre I, je combattrai l'insertion dans la loi de finances .

M. LE PRESIDENT . Il importait de le préciser .

M. LE MINISTRE . J'aborde votre dernière question :

" Au point de vue de la Trésorerie :

" a) comment s'explique la progression des avances à la B.N.C. depuis les dernières communications faites par le ministre des Finances aux Commissions financières des deux Chambres ? ".....



Le montant des avances du Trésor à la B.N.C. était au 31 décembre dernier de 1 990 millions. Depuis lors, de nouvelles avances ont été consenties pour 45 millions en janvier et 40 millions en février .

Cette progression n'a rien qui puisse surprendre . La mise en liquidation date du 26 février . En principe, à partir de cette date , le Trésor n'a plus à intervenir puisqu'en fait commence la liquidation des actifs qui doivent rembourser les avances faites par le Trésor, les dépôts étant pris par la société nouvelle qui s'est constituée et qui ne dispose d'aucune garantie ni d'aucun concours de l'Etat .

M. JOSEPH CAILLAUX . Est-ce que l'ancienne société n'a pas garanti les frais généraux de la nouvelle société jusqu'à concurrence de 50 millions par an qui retomberaient sur le Trésor ?

M. LE MINISTRE . Ce n'est pas tout à fait cela . Il a été indiqué, si mes souvenirs sont exacts , que la nouvelle société prêterait son concours pour la liquidation de l'ancienne et que, en rémunération de ce concours, elle recevrait une certaine somme jusqu'à ce que la liquidation soit terminée . Je crois bien que le chiffre que vous indiquez est exact . Il est la contre-partie des charges dont se trouve allégée la liquidation de l'ancienne société .

De quelles charges s'agit-il ? Il y a d'abord les indemnités à payer au personnel .

Si la B.N.C. avait purement et simplement liquidé sans qu'il y ait eu une suite pour reprendre ses affaires,



le personnel était en droit, par priorité, d'obtenir du liquidateur une indemnité pour résiliation de contrat . Dans toute la mesure où la nouvelle société reprend le personnel de l'ancienne , il en résulte , par voie de correspondance, une diminution considérable des charges qui grèvent la liquidation de l'ancienne B.N.C.

Pour les loyers, la question est la même . Les immeubles pris à loyer par la nouvelle entreprise n'engendrent pas, pour la liquidation de l'ancienne société, la charge d'une indemnité de résiliation . On a fait ~~entrevoir~~ que, dans certains cas, il pourrait y avoir à cet égard un avantage . Je crois me rappeler que la question a dû être renvoyée, dans ce cas, à une expertise qui serait réalisée contradictoirement entre la nouvelle société, l'ancienne société et les représentants des créanciers et des établissements de crédit qui ont donné leur garantie .



M. JOSEPH CAILLAUX. Je comprendrais le remboursement effectif des sommes. Un forfait dans lequel on dit ~~qu'il y a~~ qu'est comprise une rémunération considérable pour certaines personnes, je ne le conçois pas !

M. LE MINISTRE; Je ne crois pas qu'il y ait une rémunération considérable pour certaines personnes. C'est la première fois qu'on m'en parle.

M. JOSEPH CAILLAUX. Je concevrais que ce dont la nouvelle société décharge l'ancienne lui soit remboursé sur le vu des réalités. Je ne conçois pas un forfait ~~de 50 millions pendant 3 ans~~ pour 3 ans !

M. LE MINISTRE. Le forfait a été calculé pour établir un maximum.

M. JOSEPH CAILLAUX. Est-ce que c'est la réalité ? S'il en est ainsi, ce n'est plus un forfait. On me dit que c'est 50 millions pendant 3 ans que l'ancienne société paiera à la nouvelle. De toute façon, c'est le Trésor qui le paiera. C'est un chiffre brutal. Cela peut s'expliquer par des arguments que vous me donnez. La nouvelle société prend à sa charge des dépenses dont elle exonère l'ancienne. Très bien ! Je conçois parfaitement qu'elle en soit déchargée, mais sur le vu des réalités et non pas avec un forfait.

M. LE MINISTRE. Elle en est déchargée sur le vu des réalités et avec un forfait maximum.



M. JOSEPH CAILLAUX. Les renseignements que le monde des affaires m'a fait parvenir sont complètement différents de ce que vous dites.

M. LE MINISTRE. Je vous ferai parvenir la correspondance échangée entre l'ancienne et la nouvelle sociétés. Ce sera le meilleur moyen de répondre à cette question.

X

M. LE PRESIDENT. Si personne n'a d'autre question à poser à M. le ministre sur ce point, je passe à la question suivante :

jusqu'à concurrence de quelle somme les emprunts récemment émis (P.T.T. et chemins de fer) sont-ils susceptibles de reconstituer les ressources de la Trésorerie ?

M. LE MINISTRE

(Lecture)



M. LE PRESIDENT. Si personne ne désire demander d'explications complémentaires à M. le ministre, nous allons passer à la dernière question :

à quel moment le ministre des finances envisage-t-il l'émission de bons du Trésor ?

M. LE MINISTRE. La trésorerie, contrairement à ce qui a été dit, a pu jusqu'à présent faire face au déficit saisonnier de l'année 1932 comme au déficit réel des exercices précédents sans émettre de bons du Trésor. Il n'y a pas à l'heure actuelle un seul bon du Trésor émis, mais je ne cache nullement que les ressources diverses s'épuisent progressivement et qu'il est à prévoir que des bons devront être émis dans un avenir relativement proche sans qu'il me soit possible d'ailleurs de préciser exactement à quelle date devront avoir lieu ces émissions.

J'ai répondu à toutes vos questions posées par écrit, messieurs. Je suis à la disposition de la commission si celle-ci désire me poser des questions verbalement.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL. Je remercie en ce qui me concerne M. le ministre des finances de ses explications très claires et très loyales. Je crois pouvoir dire que les résultats généraux et les chiffres qu'il a donnés correspondent à ceux que j'ai donnés au cours de la séance d'hier de la commission.

En ce qui concerne le déficit probable de l'exercice 1932, M. le ministre des finances n'a pas



pas cru pouvoir donner le chiffre. Je crois bien déduire de ses explications qu'il y a une sur-estimation certaine des évaluations en ce qui concerne les recettes, notamment en ce qui concerne les droits d'enregistrement et le chiffre d'affaires, où il se produira des mécomptes incontestables. Je retiens le mot de M. le ministre des finances : le budget de 1932 est en déséquilibre incontestable.

Dans ces conditions, la seule question ~~pourrait~~ qui pourrait se poser est une question de méthode.

Certains avaient envisagé d'essayer d'opérer le redressement budgétaire en deux périodes. Puisque le déficit budgétaire envisagé pour l'exercice 1932 est, d'après les chiffres que j'avais indiqués à la commission, compris entre 6 et 7 milliards, d'après M. le ministre des finances entre 5 et 6 milliards, cette méthode pouvait être défendue. M. le ministre des finances a dit devant la commission qu'il y avait lieu, pour des raisons qu'il a indiquées, de remettre sur l'exercice 1933 tout l'effort que le Parlement et le pays devront déployer. Je prends acte de cette déclaration. La commission, je le suppose, aura à délibérer sur cette question.

M. SCHRAMECK. Quand M. le ministre pense-t-il que le Parlement pourra être mis à même de se prononcer sur les avances faites à la Banque nationale de crédit ?

M. LE MINISTRE. Je poserai la question à mes



services. Je m'excuse de ne pas pouvoir vous répondre. Cette question n'avait pas été envisagée par mon prédécesseur M. Germain Martin.

M. SCHRAMECK. Vos services seront tout de même obligés de saisir le Parlement. Dans quel délai cela sera-t-il fait ?

M. LE MINISTRE. Il y a toujours eu un désaccord à ce point de vue sur l'interprétation des textes en ce qui concerne la gestion des fonds de Trésorerie. Mon prédécesseur M. Germain Martin, qui avait le premier employé la même méthode en ce qui concerne les 980 millions de la Banque d'Alsace-Lorraine n'a pas jugé utile de saisir le Parlement.

M. SCHRAMECK. Il a été remboursé dans des délais qui ne lui ont pas permis de le faire.

HENRY BERENGER

M. ~~XXXXXXXXXXXX~~. Ce n'est pas une question de personne, c'est une question de Gouvernement.

M. JOSEPH CAILLAUX . De légalité !

M. HENRY BERENGER. Nous ne nous occupons pas de savoir si c'est M. Germain Martin, M. Flandin ou ~~qui~~ M. Pietri qui est ministre des finances. Nous voulons avoir une réponse à la question posée par M. Schrameck.



M. LE MINISTRE. Je ne crois pas qu'on puisse interpréter ma réponse comme voulant mettre sur M. Germain Martin une responsabilité que je prends toute entière. Il est assez normal que ces opérations ayant été faites par lui et par moi nous soyons d'accord sur les conditions dans lesquelles le Parlement doit être saisi.

M. MILAN. Vous avez fait état, monsieur le ministre, d'une économie de 1.800 millions provenant de ce qu'on ramenait le budget à la période normale, c'est à dire qu'on faisait un budget de 9 mois. Je ne comprends pas cette opération.

M. LE MINISTRE. Je n'en ai pas fait état pour l'équilibre budgétaire. J'ai expliqué les raisons pour lesquelles le fait d'avoir présenté un budget de 9 mois représentait en réalité pour l'exercice une charge de 1.800 millions inférieure à ce qu'aurait été un budget prévu pour 12 mois. Mais je n'ai jamais fait état, mes prédécesseurs non plus, d'une économie de 1.800 millions pour assurer l'équilibre du budget.

En fait, je déclare honnêtement à la commission, comme mon prédécesseur l'avait fait, que faire porter le budget sur 9 mois au lieu de 12 entraîne comme conséquence que ce budget supportera 1.800 millions de charges de moins que celles qu'il aurait à charge s'il était prévu pour 12 mois.



M. MILAN. Les recettes seront diminuées d'un quart et cela revient au même !

M. LE MINISTRE. Mais non, monsieur le sénateur. Tout ce qui est en rapport avec la perception de l'impôt direct se rapporte à l'exercice. L'impôt direct sera perçu applicable sur 9 mois au lieu de 12 mois.

M. MILAN. C'est un artifice.

M. ROY. C'est un héritage de l'opération que nous avons faite il y a 2 ans.

M. HENRY CHERON. Il est nécessaire que nous disions quel est l'état d'esprit de certains d'entre nous.

Le déficit de l'exercice 1930/1931 a été voisin de 2.600 millions, celui de l'exercice 1931/1932 voisin de 1.800 millions. Le projet de budget qui nous est soumis comporte un déficit compris entre 2.400 millions et 2.500 millions.

L'équilibre est obtenu sur le papier au moyen de diverses sommes qui sont inscrites comme les versements à ~~xxxxxxx~~ provenir de l'Allemagne, mais ils n'entreront certainement pas dans la balance des comptes.

On évalue à 6 ou 7 milliards le déficit probable de l'exercice prochain. Enfin, on ne nous a pas dissimulé le gouffre que constituent les chemins de fer, qui se traduisent par une charge pour le fonds commun de 5 milliards au 1er janvier augmentant tous



les jours à la cadence de 10 millions, soit 3.600 millions par an.

Du côté de la Trésorerie, M. le ministre nous a dit qu'il n'avait pas fait appel à l'émission de 5 milliards de bons du Trésor qui étaient prévus par la loi de restauration financière.

Sauf cette recette, qui constitue un emprunt, il est certain que la Trésorerie ne contient presque plus aujourd'hui de ressources disponibles.

Comment sortir de cette ~~présente~~ situation ?

Il y a lieu d'attendre, nous dit M. le ministre. Nous sommes à la veille d'élections générales. Ce n'est pas le moment de dire les mesures de redressement qui s'imposent.

S'il s'agissait de mesures qui peuvent attendre sans inconvénient, je m'inclinerais, pour ma part, tout de suite devant un raisonnement qui nous est apporté par le Gouvernement. Malheureusement, au fur et à mesure que la situation actuelle se prolonge, il n'échappe pas au ministre des finances que la situation s'aggrave.

Le budget est en déficit incontestable. Si ce déficit se prolonge, comment le couvrira-t-on ? Il n'y a qu'un moyen : le faire couvrir par le Trésor. Si le déficit se poursuit au rythme de 400 ou 500 millions par mois, vos bons du Trésor n'iront pas loin. Plus cette situation se prolonge, plus le mal s'aggrave et ~~plus~~ le problème sera d'autant plus redoutable que nous aurons plus attendu.



Evidemment, à la veille d'élections générales, il n'est peut-être pas politique pour le Gouvernement de procéder à une déflation budgétaire et d'imposer des déceptions à un certain nombre de gens. C'est un côté du problème.

Il y a un autre aspect de la question. Si on ne prévient pas le pays, si le pays ne sait pas, car ne prétends qu'à l'heure actuelle il ne sait pas, pendant que nous délibérons ici et que M. le ministre des finances examine franchement avec nous la situation il y a un certain nombre de gens montés sur des estrades dans toutes les circonscriptions et ils font des promesses de dépenses nouvelles, de consolidation de certaines dépenses insérées dans des lois.

Prenons la consolidation en retraite de l'allocation du combattant. Il vous apparaît bien, à vous qui êtes mieux renseigné que quiconque ici, que c'est la chose la plus grave qu'on puisse envisager. Elle a été votée, mais ce n'est qu'une allocation et comme les intéressés ou ceux qui leur montent la tête savent très bien que cette allocation se trouvera menacée lorsqu'il faudra hacher dans les dépenses pour procéder à la déflation budgétaire, ils font prendre par les candidats des engagements. Il y a même des élus qui en prennent spontanément et qui promettent de transformer l'allocation en retraite. Elle sera consolidée. Elle sera inscrite au grand livre de la dette publique. Il se trouve même des gens pour promettre la réversibilité !



Si donc d'un côté il peut y avoir des inconvénients d'ordre politique à saisir trop brutalement le pays, il y en a d'autres, peut-être plus graves encore, à ne pas le renseigner et ~~qu'en~~ en tout cas la situation s'aggrave au fur et à mesure. Je n'entends pas substituer ma responsabilité de simple sénateur à ~~celle~~ celle du Gouvernement auquel toutes les initiatives appartiennent en cette matière. Je suis convaincu qu'il pense comme moi.

Nous voulons sortir de là. C'est une question de vie ou de mort pour la France et si nous ne faisons pas le nécessaire le plus tôt possible la situation ne fera que s'aggraver.

Sur la procédure, la forme dont vous avez parlé je suis prêt à accepter toutes les suggestions raisonnables. Mais je voudrais que vous veuillez bien dire ici quelle est votre méthode pour surtoir de là le plus tôt possible et si au moins le Gouvernement a un plan de redressement.

M. LE MINISTRE. La seule manière d'en sortir serait ~~à~~ l'énergie, le courage civique (Très bien, très bien).

Je vous assure qu'il est quelquefois assez décevant et fatigant d'avoir à en déployer. Mais j'ai le droit de dire au lendemain d'une dure bataille devant la Chambre, dans des conditions difficiles, que c'est probablement la première fois que je transmets au Sénat un budget qui n'a été aggravé que de 30 millions de dépenses et diminué de 30 millions de recettes par la



Chambre. Ceci pour le passé.

Si vous voulez l'avenir, je suis prêt à soutenir devant la Chambre, avec toute l'énergie dont je suis capable, les réformes que vous voudrez bien apporter aux textes votés par la Chambre (Murmurés).

M. LE RAPPORTEUR GENERAL. Ce n'est pas à nous, mais au Gouvernement à proposer des réformes.

M. LE MINISTRE. Je demanderai au Sénat de revenir sur un certain nombre de points votés par la Chambre (Très bien, très bien!), en particulier sur tous ceux sur quoi j'ai été battu et je reprendrai la bataille devant l'autre Assemblée, qu'il s'agisse de la transformation des ~~nots~~ allocations en retraites, de la caisse des calamités agricoles et d'autres points sur lesquels j'ai été battu à la Chambre et où je reprendrai la bataille avec l'espoir d'avoir votre appui (Très bien, très bien!).

Je n'entends en aucune manière considérer que ce qui ne m'a pas été accordé par la Chambre des députés, je doive le céder définitivement. Au contraire, sur les articles de la loi de finances où je n'ai pas obtenu gain de cause, je demanderai au Sénat de me donner gain de cause pour revenir devant la Chambre.

Mais ce ne sera qu'un petit remède, j'en suis d'accord avec M. Henry Chéron.

Monsieur Chéron, je vais vous donner toute ma pensée. Si j'avais la certitude qu'il soit possible, en se battant, avant la fin de la législature, de prendre



des mesures qui mettraient le budget en équilibre, je me battrais. Mais je ne peux pas l'espérer parce qu'il y a une question de temps et une question d'hommes.

Il y a une question de temps. Je pense que personne ici n'est partisan de retarder les élections à un délai trop lointain.

Il y a également une question d'hommes car cette législature qui s'achève aura augmenté les dépenses publiques de 14 milliards depuis l'origine d'année en année, régulièrement et ce n'est pas au dernier moment que l'on peut arriver à faire revenir les mêmes hommes sur les habitudes qu'ils ont contractées.

Je dois donc abandonner l'espoir de réaliser avant la fin de la législature les réformes nécessaires.

Je veux tout de même dire deux choses.

Les arguments que j'ai donnés tout à l'heure ne sont pas des arguments de circonstance. La crise existe et elle pèse sur le budget. Mais il faut que nous soyons fixés sur sa durée, je dirai presque sur sa permanence dans les années à venir.

Si, à un moment donné, certains sacrifices doivent être demandés, je ne veux pas qu'on puisse venir me dire qu'ils sont inutiles, que les circonstances ne les justifient pas. Il faut que la population voie tout entière que ces sacrifices sont nécessaires et qu'ils sont rendus nécessaires par la crise générale qui pèse sur le ~~pays~~ pays.

Il y a enfin un autre élément auquel il faut songer. C'est la charge d'amortissement ~~qu'exige le~~ qu'on fait supporter à ce pays.



Il ne faut pas oublier qu'à côté du déficit de l'exercice 1931/1932, soit par l'amortissement budgétaire, soit caisse autonome, il va y avoir 10.705 millions amortis (Mouvements).

J'ai les chiffres sous les yeux. Je vais vous en donner le détail.

(Lecture)



En 1931, les mêmes chiffres indiquaient 7.735 millions d'amortissement. La question pourra se poser et je la poserai : pouvons-nous supporter un amortissement semblable en pleine crise ? Je ne le crois pas.

Que cet amortissement ait été nécessaire pour rétablir la confiance, pour utiliser les plus-values budgétaires en période de facilité, je le veux bien, mais demander à la génération qui a fait la guerre, qui a connu les difficultés de l'après-guerre, de supporter toutes les charges, le paiement des pensions, la réparation des dommages de guerre et de se livrer en plus à un amortissement sur les dépenses de guerre, c'est un problème qu'il faudra avoir un jour le courage d'aborder et de poser.

Peut-on l'aborder et le poser aujourd'hui ? Rien de plus dangereux, messieurs, car prenez garde à l'autre aspect de la question. Les partisans de la facilité viennent vous dire : "arrêtez l'amortissement et le budget sera en équilibre".

Messieurs, ce serait extrêmement grave, car il faut continuer l'effort d'amortissement, il faut continuer à faire un effort. Tout dépendra de l'intensité de l'effort et de son volume.

Il est cependant bien certain que nous ne pourrions pas maintenir ce volume d'amortissement dans les conditions de crise que continuerait à traverser le pays.

Tous ces problèmes restent posés. On ne pourra les résoudre, je l'ai dit tout à l'heure, qu'avec de l'énergie et du courage civique.



M. JOSEPH CAILLAUX. Monsieur le ministre, je suis entièrement d'accord avec vous sur cette question, mais je ne permets de dire ~~xxx~~ après M. Chéron qu'il faut avertir le pays qui ne se doute pas de la situation dans laquelle nous nous trouvons.

Si quelques-uns de mes collègues pensaient à des douzièmes provisoires dont je ne suis pas partisan c'était uniquement pour avertir le pays. L'un d'entre eux proposait de voter 9 douzièmes provisoires. Cela appliquerait la même somme de dépenses ou à peu près que dans le budget actuel parce qu'il faudrait bien enregistrer l'effet des lois votées et il n'y aurait aucun supplément de recettes. Cela n'aurait que l'avantage d'avertir le pays.

Nous n'avons pas d'initiative à prendre en pareille matière. Pour plusieurs raisons, c'est au Gouvernement à les prendre. Il ne juge pas qu'il puisse les prendre. Je m'incline, mais je désire lui poser une question. Energie et courage civique, a-t-il dit tout à l'heure. Je suis complètement de cet avis. Redira-t-il à la tribune ce qu'il vient de dire ?

M. LE MINISTRE. J'ai déjà commencé à le dire ce matin.

M. JOSEPH CAILLAUX. Dites le dans la discussion générale du budget.

M. LE MINISTRE. Je suis prêt à le faire.



M. JOSEPH CAILLAUX. Il faut que le pays sache que nous sommes dans la situation financière à coup sûr la plus difficile que le pays ait traversée depuis 100 ans pour que demain les candidats soient retenus dans les promesses qu'ils feront.

M. MILAN. Vous oubliez l'année 1926, mon cher collègue !

M. JOSEPH CAILLAUX. Il n'y a aucun rapport entre les deux situations. Le budget de 1926 était en excédent.

M. HENRY CHERON. J'ai été ému d'entendre M. le ministre des finances parler d'un remède à envisager touchant à la Caisse d'amortissement.

Je sais très bien que toutes les opinions ne sont pas les mêmes en cette matière, mais puisque nous parlons ici franchement, je demande la permission de dire la mienne.

Je crains qu'on ne soit amené par les circonstances à oublier les services considérables qu'a rendus et que rend encore la Caisse autonome d'amortissement. Serait-ce que nous avons oublié les heures où nous avions, en bons de la défense nationale et en bons du Trésor une énorme dette flottante de 48 milliards, où nous avions 7 à 8 milliards d'échéances tous les mois de bons à un mois, à 3 mois, à 6 mois, 2.700 millions de charges d'intérêts ? M'est-il permis de souligner que les bons à court terme ont tous été éliminés, que



le volume des bons en général a été ramené à 28 milliards et qu'un milliard d'économies, c'est à dire 40 p. cent, a été réalisé sur les charges d'intérêt ?

Ce n'est pas tout. On parlait de ce que la Caisse avait amorti. Elle a amorti non pas seulement 10 milliards, si j'ai bonne mémoire, sur la rente française, mais on lui a passé un tas de choses : des bons du trésor escomptés par la Banque de France au Gouvernement comme pendant la guerre, les bons qui ont été passés récemment lors de votre convention au moment de la chute de la livre ; on lui a fait supporter des échéances massives. Si elle ne les avait pas couvertes, il aurait bien fallu que ce fût le Trésor qui les couvrît soit par ses ressources, soit par des émissions. Je parle des obligations ~~aux~~ sexennales de la Défense nationale, des bons du Crédit national. On lui a passé - cette mesure a été la première prise pour l'équilibre du budget de 1931/1932 - l'amortissement des emprunts contractuels, c'est à dire, si j'ai bonne mémoire, environ 3 milliards pour deux années.

Je vois bien la tentation des gens qui vont proposer de mettre la main sur le produit des tabacs et des successions. C'est un moyen, disait M. le ministre, de rétablir l'équilibre du budget. C'est contre cette parole que je m'élève.

On a passé en effet tant de choses à la Caisse autonome d'amortissement, y compris les emprunts contractuels, que savez-vous ce qui lui reste de ressources disponibles ? 1.500 millions par an. Je



crois avoir fait un calcul exact?

Si demain en effet on supprimait l'autonomie de la Caisse d'amortissement, il ne faudrait pas croire qu'on puisse compter sur toutes les ressources qui lui ont été affectées par la loi constitutionnelle.

La loi de 1928 a eu pour résultat de permettre à la Caisse autonome d'acheter des rentes sur le marché. C'est elle qui soutient nos fonds publics. Même quand elle ne les soutient pas effectivement, on sait qu'elle peut le faire et cela suffit pour maintenir la confiance.

Et puis surtout, je pense que si on touchait à la caisse autonome d'amortissement, on aurait brisé l'instrument de crédit qui a été l'un des éléments essentiels de la restauration financière.

M. REBOUL. Jusqu'à maintenant, on n'a envisagé que deux formules particulières pour équilibrer les budgets. L'une consiste à diminuer les dépenses, l'autre à prélever des impôts. Je voudrais vous demander si vous pensez qu'avec ces deux seules formules vous pourrez arriver à trouver les 6 ou 7 milliards qui manqueront dans le budget de 1933 et si vous ne pensez pas qu'on puisse faire appel à d'autres ressources qu'aux deux que je viens d'indiquer.

M. LE MINISTRE? En ce qui concerne l'évaluation du déficit de 1933, je tiens à préciser les conditions dans lesquelles tout à l'heure j'ai donné un chiffre.



Je l'ai fait avec toutes les réserves, car je ne me hasarderais pas à prédire l'avenir. J'ai simplement indiqué que le calcul du déficit, dans ce cas, devait être fait en tenant compte que les mois qui s'écouleront en 1933 seront analogues aux mois ~~xxxxxxx~~ actuels et que le calcul des recettes et des dépenses devra être fait de la même manière.

Il est incontestable qu'une telle méthode <sup>critiquée</sup> peut être ~~praticable~~ soit dans un sens, soit dans un autre. Par conséquent, je ne veux pas, en ce qui me concerne, donner un chiffre quelconque de prévision pour le budget de 1933. Nous sommes trop loin de l'ouverture même de cet exercice.

M. Reboul m'a demandé comment je comptais équilibrer le budget de 1933. Je pourrais être très fier de la confiance qu'il veut bien me témoigner pour l'exercice 1933 et je l'en remercie. Mais j'ai indiqué tout à l'heure qu'incontestablement, si les circonstances font que de tels déficits doivent être prévus pour l'exercice 1933, il faudra nécessairement faire de la déflation budgétaire. Je ne vois pas d'autres moyens d'y parvenir.

Je ne vois pas d'autres moyens pour équilibrer un budget que de diminuer les dépenses et d'augmenter les recettes. Les deux choses doivent être concomitantes. Si M. Reboul fait allusion à une réforme générale de l'Etat .....



M. REBOUL. Ne songeriez-vous pas, par exemple, à faire appel à certains monopoles nouveaux comme celui des assurances ?

M. LE MINISTRE. Nous reprendrons cette conversation, si vous le voulez bien, monsieur le Sénateur, quand il s'agira d'établir le budget de 1933. Il m'est impossible de savoir dans quelles conditions, si j'ai l'honneur de le présenter - je l'ignore d'ailleurs - je le présenterai et je l'équilibrerai. Prendre des engagements à l'avance vis à vis de qui que ce soit, je ne le ferai jamais.

M. HENRY BERENGER. Qu'entendez-vous, monsieur le Ministre, par politique de déflation? Quelles sont les grandes lignes de votre idée ?

M. LE MINISTRE. Il vaut mieux, je crois, que nous nous en tenions au budget actuel qui, après tout, est le seul en discussion et qu'à tous points de vue nous remettions à plus tard ce qui a trait au budget de 1933. Je parle très en dehors de toute considération politique?

Vous avez parlé tout à l'heure des inconvénients que peut avoir le fait que l'opinion est insuffisamment avertie des dangers de la situation. Je vais vous dire un autre inconvénient. A la veille d'une consultation électorale, il pourrait se produire, si certaines mesures de déflation, certaines propositions trop précises étaient faites, des réactions fâcheuses et



en raison de l'impénétration de l'opinion publique des engagements trop précis pourraient être demandés aux candidats qui aliéneraient leur liberté qu'ils doivent avoir tout entière pour résoudre les problèmes de demain (Très bien, très bien).

M. HENRY BERENGER. Mon désir était de préciser ce mot de déflation budgétaires. On le répète à tout venant et je crains qu'il n'y ait rien derrière.

M. LE PRESIDENT. Je voudrais, monsieur le Ministre, que vous me permettiez une question que je ferai suivre d'une prière à laquelle, je l'espère, tous mes collègues s'associeront.

De la lecture très attentive que j'ai faite de la discussion du budget à la Chambre, il est résulté pour moi que lorsque des propos sévères, mais exacts, justes, ont été tenus à l'égard de notre situation financière vous les avez supportés impatiemment. A tort ou à raison, j'ai cru que vous y voyiez une atteinte au crédit public et que le silence, au moins un silence partiel, vous paraissait préférable.

Quant à moi, je vous exprime une opinion tout à fait contraire. Je crois que nous sommes à une heure où le salut public doit être la loi de tous et que ce salut, ne s'obtiendra que par la franchise totale.

Nous sommes à un moment où on a le devoir de ne rien cacher au pays, d'empêcher que des promesses inconsidérées soient demandées ou faites spontanément



et qu'on sache que demain de grands sacrifices sont non seulement probables, mais nécessaires.

Aussi vais-je vous demander que M. le rapporteur général comme nous-mêmes nous puissions à la tribune du Sénat, sans rencontrer de votre part la moindre résistance, présenter la situation telle qu'elle est.

Et puis, voici ma prière : que vous veuillez vous joindre à nous pour adresser au pays les avertissements dont je parlais tout à l'heure, que vous vous associiez à nous pour juger nécessaire un redressement financier et, dans la mesure où vous le pourrez, d'en indiquer déjà les dernières lignes.

Ce qui nous paraîtrait tout à fait funeste, c'est que vous obteniez de nous ce budget et que pendant 6 mois encore l'inertie du Gouvernement prolonge une situation alarmante et que le péril, faisant boule de neige, devienne impossible à surmonter avant longtemps.

Je crois que nous devons, monsieur le ministre, unir nos efforts à la tribune, M. le rapporteur général exprimera notre pensée avec force et éloquence, comme il le fait toujours. Je vous conjure de vouloir bien vous associer à nous pour dire au pays toute la vérité et la nécessité ~~de~~ d'un remède urgent.

M. LE MINISTRE. Je prends bonne note de vos désirs, monsieur le Président. Je crois pouvoir dire que je n'ai rien caché à la commission de la situation aujourd'hui



M. MILAN. Mais il faut le dire au pays.

M. LE PRESIDENT. On ne considèrera donc pas comme un danger que la vérité soit étalée ? Vous la direz avec nous et après nous ?

M. LE MINISTRE. Je n'ai pas eu l'occasion d'intervenir dans la discussion générale du budget à la Chambre pour la raison que je voulais avant tout obtenir que le budget soit voté en temps utile, considérant que c'était une manifestation nécessaire. Si une discussion générale a lieu au Sénat et qui ne prolonge pas trop la discussion pour que le budget puisse être voté au 31 mars, j'y prendrai volontiers part et j'exposerai, dans les conditions mêmes où elles se présentent, toutes les circonstances qui caractérisent la situation actuelle.

M. LE PRESIDENT. Donnez-nous l'impression que vous entrevoyez le plan de cette intervention aujourd'hui et que vous le voulez avec force.

M. LE MINISTRE. J'essaierai !

M. LE PRESIDENT. N'abusez pas de la précarité de vos fonctions, monsieur le ministre !

Personne n'a d'autre question é poser ? ...

Monsieur le ministre, nous vous remercions de vos explications.

(M. le ministre se retire).



M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Qu'il me soit permis tout d'abord de constater que les déclarations de M. le Ministre sont venues confirmer celles que j'avais fournies à une précédente séance. Tous les renseignements qu'il a donnés ont corroboré les chiffres que j'avais indiqués à la Commission dans mon exposé général.

Le Ministre reconnaît en fait le déséquilibre du projet de budget dans les mêmes conditions que je l'avais fait moi-même. Mais, malgré ce déséquilibre, il a insisté pour que le Sénat soit en mesure de voter le budget dans les délais normaux.

Nous avons suggéré au Gouvernement une autre attitude. Pensant qu'un délai de trois mois permettrait d'apporter au projet les améliorations nécessaires, nous avons jugé qu'il serait expédient de voter trois douzièmes provisoires qui donneraient le temps de remettre le budget à l'étude.

Nous l'avons dit au Gouvernement et il n'a pas accepté cette solution.

Dès lors, que pouvons-nous faire ?

Acculer le Gouvernement à déposer des douzièmes ? Cela ne serait pas compris par le pays qui rejetterait volontiers sur le Sénat la responsabilité du retard dans le vote du budget.

C'est au Gouvernement qu'il appartenait de prendre la responsabilité de la mesure. Il s'y refuse : nous ne pouvons pas substituer notre responsabilité à la sienne.

Il nous reste maintenant, à mon sens, un double devoir.

En premier lieu nous devons éclairer le pays sur la gravité de la situation financière, lui montrer ce que devra être l'œuvre de redressement de demain, lui expliquer enfin notre attitude et le désir que nous aurions eu de voir le Gouvernement se mettre tout de suite, dès ce budget, à la réalisation d'un équilibre

sincère .....



au moyen d'un délai que nous aurions volontiers accordé.

En second lieu, puisqu'il s'agit d'un budget d'attente nous devons nous attacher à le voter vite, réservant la plupart de nos observations au budget de l'exercice prochain, qui se présentera, nous l'espérons, dans des conditions meilleures.

M. MILAN.- On nous demande de renoncer à tous nos principes, d'accepter des évaluations inexactes, un équilibre fictif! A quoi donc servirons-nous désormais, si nous consentons à une pareille abdication.?

M. BIENVENU-MARTIN.- Je ne comprends pas l'indignation de nos collègues MM. MILAN et SERRE.- Puisque le Gouvernement refuse de proposer le vote de plusieurs douzièmes comme nous le lui demandions, c'est lui qui prend la responsabilité du déséquilibre du budget.

Le vote du budget, dans les conditions où il nous est demandé, ne signifie pour nous aucune abdication.

Nous dirons ce que nous pensons de l'équilibre précaire qui nous est proposé et nous ne voterons le budget que pour ne pas retarder la date des élections.

M. HENRY CHERON.- La Commission a fait tout son devoir en montrant au Gouvernement tous les inconvénients d'un équilibre budgétaire aussi précaire que celui que réalise le projet qui nous est soumis. Devant l'attitude du Gouvernement qui refuse de proposer des douzièmes provisoires, il ne reste plus à la Commission qu'à éclairer le pays sur la véritable situation financière.

Il appartiendra à M. le Rapporteur Général d'exposer de la manière la plus complète qu'elle a été l'attitude de la Commission, ce qu'elle aurait désiré voir réaliser et les raisons de sa résignation.

L'opinion.....



L'opinion publique nous approuvera d'avoir fait taire nos scrupules les plus légitimes pour permettre le vote d'un budget qui, si imparfait qu'il soit, aura tout de même le mérite d'exister.

Par hâter la date de la grande consultation électorale, nous devons tout faire pour activer le vote du budget.

M. HENRI ROY.- Je me félicite d'avoir été un précurseur. On m'a donné tort, il y a quelques jours, pour décider aujourd'hui exactement ce que je demandais de décider hier: à savoir que nous devions voter le plus rapidement possible un budget que nous n'avions ni le temps, ni la possibilité d'améliorer.

Aujourd'hui, comme hier, je vous dis: "Votons vite ce budget; votons le plus rapidement possible! Si nous nous le regardions de trop près, nous ne pourrions pas nous résoudre à l'approuver!".

J'ajoute que si nous acceptons de voter rapidement le budget, nous donnerons satisfaction à la grande majorité des députés qui a hâte de voir fixer la date des élections. Nous pouvons facilement exploiter cette situation en obtenant de la Chambre, en compensation du vote immédiat du budget, l'abandon d'une série de projets démagogiques, tels que la péréquation intégrale où la transformation de l'allocation du combattant en retraite.

M. SERRE.- Je n'insiste pas pour le renvoi du budget au Gouvernement. Je reconnais qu'il serait dangereux de prendre l'initiative du vote de plusieurs douzièmes provisoires, mais je n'en déplore pas moins que nous donnions notre approbation à un projet aussi détestable et à des chiffres aussi manifestement inexacts.

M. LE PRESIDENT.- Les déclarations très nettes et très franches du Gouvernement ne nous permettent plus d'envisager

comme .....



comme une solution possible le vote de trois douzièmes .

Il ne nous reste plus qu'à éclairer le pays, à voter le budget et, ce faisant, à lutter impitoyablement contre toutes les mesures susceptibles d'entraîner des dépenses nouvelles.

Je propose à la Commission de prendre les résolutions suivantes :

1°) - inviter le Rapporteur Général à exposer à la tribune du Sénat, dans la discussion générale du budget, l'état véritable de nos finances et la situation exacte du projet de budget soumis aux délibérations du Parlement;

2°) - Faire tout l'effort nécessaire pour assurer en temps utile, c'est-à-dire avant le 31 Mars, le vote de la loi de finances.

3°) - rejeter par principe de la loi de finances tout texte aggravant les dépenses publiques et engageant les exercices ultérieurs.

Ces décisions sont prises à l'unanimité.

M. LE PRESIDENT.- L'exposé de M. le Rapporteur Général aura un grand retentissement dans le pays. Au seuil de la campagne électorale, il montrera à tous la situation exacte de nos finances, et il limitera ainsi peut-être les surenchères.

M. HENRY ROY.- Ne nous faisons pas trop d'illusions ! Les députés qui tentent de réagir contre les mesures démagogiques ne rencontrent que des adversaires. Il faut être un héros pour lutter dans de pareilles conditions et les héros sont rares, au Parlement comme ailleurs !

M. LE PRESIDENT.- Nous allons continuer l'examen du budget des dépenses. Nous sommes arrivés au budget des colonies.

#### BUDGET DES COLONIES.

M. LEON PERRIER.....



M. LEON PERRIER, Rapporteur, donne lecture de son rapport .

Les divers chapitres du budget sont adoptés sans discussion conformément aux propositions de M. le Rapporteur, d'accord avec M. le Rapporteur Général.

La séance est levée à 18 heures 50.

Le PRESIDENT de la COMMISSION des FINANCES:

*J. Jeuneveit*



COMMISSION DES FINANCES

Séance du Vendredi 18 Mars 1932.

La Séance est ouverte à 10 heures sous la présidence de M. JEANNENEY, Président.

PRESENTS : M.M. JEANNENEY. ABEL GARDEY. FOUILLOUX. SCHRAMECK. HENRI ROY. ROBERT. BETOULLE. GALLET. GENERAL STUHL. BRARD. HENRY CHRON. BLAIGNAN. MARCEL REGNIER. HENRY BERENGER. PHILIP. HAYAUX. LEBERT. MILAN. CAILLAUX. COURTIER. LE GENERAL HIRSCHAUER.

=====

M. BETOULLE.- Le Ministre du Travail a déposé, sur le bureau du Sénat, un projet de loi portant ouverture d'un crédit applicable aux dépenses d'un fonds national de chômage. Un décret du 31 décembre dernier a décidé qu'on ferait aux communes où fonctionne un fonds de chômage, un rappel de subventions. Or, on ne leur a pas encore versé un centime. L'état des Finances de ces communes est lamentable. Pour ne prendre qu'un exemple, il est dû, à titre de rappel, à la commune que j'administre et qui compte 6.500 chômeurs totaux, une somme de 800.000 francs.

Je demande à la Commission de faire toute diligence pour que le projet puisse être soumis le plus rapidement possible au Sénat, afin que nous touchions enfin les sommes qui nous sont dûes.

M. LE MINISTRE.- M. ANATOLE MANCEAU doit nous faire, mardi prochain son rapport sur ce projet de loi.

BUDGET DES P.T.T.

.....



BUDGET DES P.T.T.

M. LE PRESIDENT.- L'ordre du jour appelle maintenant l'examen du budget des P.T.T.

M. PIERRE ROBERT, Rapporteur Spécial expose que le budget annexe des P.T.T. est, cette année, en déficit. Pour l'équilibrer le gouvernement avait proposé le relèvement de diverses taxes postales. La Chambre n'a pas cru devoir accepter cette proposition. M. le Rapporteur estimant que la situation économique ne permet pas de procéder à des relèvements de taxes, propose à la Commission de confirmer la décision de la Chambre et d'accepter que le budget des P.T.T. soit équilibré au moyen d'une subvention fournie par le budget général.

L'ensemble des réductions proposées par le rapporteur s'élève à 8 millions pour la 1ère section et à 63 millions pour la deuxième section.

Les différents chapitres sont adoptés avec les chiffres proposés par M. le Rapporteur Spécial, d'accord avec M. le Rapporteur Général, à l'exception des chapitres ci-après qui donnent lieu à des échanges d'observations.

A l'article 3 du chapitre 2, M. le Rapporteur spécial propose d'accepter les chiffres de la Chambre qui sont la conséquence des modifications suivantes des cadres de l'administration. 19.000 emplois de contrôleurs adjoints seraient créés ce qui entraînerait une augmentation de dépenses; mais cette augmentation serait plus que compensée par la transformation de 300 emplois de commis en emplois d'agents manipulateurs. En définitive, cette double réforme aboutirait, pour le budget actuel, à une économie.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- J'ai le regret de n'être pas d'accord avec M. le Rapporteur Général et de demander le relèvement du crédit au chiffre proposé par le Gouvernement.  
L'économie.....



Économie qui résulterait de la mesure proposée ne serait qu'une économie apparente.

D'autre part, la promotion en bloc de 1.900 commis au grade de contrôleur-adjoint risquerait de remettre en cause les équivalences établies entre les diverses catégories de fonctionnaires lors de la péréquation des traitements et de provoquer des réclamations de la part des instituteurs.

Le Gouvernement a combattu, devant la Chambre, la réforme que M. Pierre ROBERT Nous demande d'approuver; je vous demande de vous en tenir aux propositions du Gouvernement.

M. LE RAPPORTEUR SPECIAL.- Je me permets d'insister. Lors de la péréquation des traitements, les commis des postes ont été sacrifiés par rapport aux instituteurs. On leur a en effet, assigné des traitements inférieurs à ceux de ces derniers, alors qu'avant la guerre, ils bénéficiaient de traitements supérieurs. Or, ne l'oubliez pas, les commis sont l'élément essentiel de l'administration. Je demande à la Commission de voter le chiffre de la Chambre qui, tout en permettant d'accorder satisfaction aux commis permet, d'autre part, la réalisation, pour cette année, d'une économie qui n'est pas négligeable.

M. LE GENERAL STUHL.- Et, dans l'avenir est-ce que cette économie ne se changera pas en un surcroît de dépenses ?

M. HENRI ROY.- Je reconnais que la réforme que M. le Rapporteur Spécial nous demande d'approuver est intéressante et que sa réalisation permettrait d'améliorer le service des postes. Mais je ne puis pas ne pas être frappé des incidences possibles qu'elle peut avoir, par suite de ce principe qui est une pure folie, de l'assimilation, au point de vue du traitement, de catégories de fonctionnaires exer-

çant.....



cant des fonctions de nature différente.

M. HENRY CHERON.- J'ai été témoin, lorsque j'étais ministre des Finances, du conflit violent que cette question de l'assimilation a fait naître et entretient entre les postiers et les instituteurs. Les instituteurs s'estimant sacrifiés, avaient décidé la grève des examens du certificat d'études. J'ai pu parvenir à arranger les choses. Prenez garde de susciter de nouvelles réclamations de la part des instituteurs, en accordant cet avantage aux postiers.

M. LE PRESIDENT met aux voix le chiffre de la Chambre, proposé par M. le Rapporteur Spécial.

Par 3 voix contre 2, ce chiffre n'est pas adopté.

Le Chapitre est adopté avec le chiffre du Gouvernement.

#### CAISSE D'EPARGNE POSTALE

M. PIERRE ROBERT, Rapporteur Spécial propose d'adopter les chapitres de ce budget annexe, sans modifications.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Au chapitre 2 on pourrait refuser la réforme proposée par la Chambre, consistant dans la transformation de 7 rédacteurs-comptables en caissiers-comptables, réforme qui se traduit par une augmentation du crédit. J'estime, au surplus, que le Gouvernement est seul juge de l'utilité qu'il y a à opérer de telles transformations.

M. LE RAPPORTEUR SPECIAL.- Je demande à la Commission de maintenir le chiffre voté par la Chambre.

La proposition de M. le Rapporteur Général est adoptée. En conséquence, le chapitre est adopté avec le chiffre de la Chambre.

Les autres chapitres sont adoptés sans modification.

BUDGET.....



BUDGET DE L'AGRICULTURE.

Les différents chapitres sont adoptés avec les chiffres proposés par M. ALFRED BRARD , Rapporteur Spécial, d'accord avec M. le Rapporteur Général, à l'exception des chapitres ci-après qui donnent lieu à des échanges d'observations.

CHAPITRE 32.- Primes à la culture du lin.

M. SCHRAMECK.- Je tiens, à l'occasion du vote de ce chapitre faire une observation relative à l'oléiculture. Je suis surpris que le Gouvernement ne tienne pas les engagements qu'il a pris, à diverses reprises, d'instituer des primes à l'oléiculture. Alors que l'on accorde des primes à la culture du lin et du chanvre ou à l'élevage du ver à soie, on ne fait rien pour encourager la culture de l'olivier.

Je demande à M. le Rapporteur d'inviter le Gouvernement à dire comment il entend tenir les engagements qui ont été pris. La culture de l'olivier est déficitaire à ce point que, souvent, les frais de la cueillette des olives ne sont pas même couverts par le prix de la vente de l'huile. Aussi, nos paysans provençaux arrachent-ils peu à peu leurs oliviers pour les remplacer par de la vigne, ce qui contribue à aggraver la crise viticole. Or, 15 millions seraient suffisants pour accorder aux oléiculteurs des primes suffisantes. Ne pourrait-on prélever ces 15 millions sur le crédit de 60 millions prévu pour l'encouragement à la culture du lin ?

M. LE PRESIDENT.- Nous ne pouvons ainsi créer et doter un chapitre nouveau. Mais M. le Rapporteur spécial peut, en séance publique, demander au gouvernement quelles sont les mesures qu'il compte prendre pour encourager la culture de l'olivier .

Le chapitre est adopté.

CHAPITRE 51 - .....



CHAPITRE 51.- Matériel des écoles nationales vétérinaires.

M. LE RAPPORTEUR SPECIAL.- Le crédit a subi une double augmentation sur l'an dernier. D'une part, une augmentation de 104.300 francs pour permettre d'augmenter le nombre des élèves admis dans les écoles vétérinaires. D'autre part, on a prévu une augmentation de 90.000 francs pour faire face à la hausse du prix des denrées. Je vous propose de rejeter cette augmentation qui n'a pas, à l'heure actuelle, de raison, d'autre part, le crédit demandé puisque dans les 9 mois que comptera l'exercice 1932, il y aura 3 mois de vacances, pendant lesquels les élèves ne seront pas nourris par les écoles.

M. HAYAUX.- Mais on a déjà tenu compte des vacances dans le calcul du chiffre que vous voulez réduire.

M. HENRI ROY.- Cela me semble évident.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Nous avons procédé de même par tous les crédits concernant des écoles.

M. HENRI ROY.- Eh bien ! je crains que vous n'ayez commis autour d'erreurs.

M. HAYAUX.- Je demande le maintien du chiffre voté par la Chambre.

Le Chapitre est adopté avec le chiffre proposé par M. le Rapporteur Spécial.

BUDGET DU MINISTERE DE L'INTERIEUR

Les différents chapitres sont adoptés avec les chiffres proposés par M. le Rapporteur Spécial, d'accord avec M. le Rapporteur Général, à l'exception des chapitres ci-après qui donnent lieu à des échanges d'observations.

CHAPITRE 6 .....



CHAPITRE 6.- Traitement des fonctionnaires administratifs des départements.

M. LE RAPPORTEUR SPECIAL.- La situation en ce qui concerne les préfets mis à la disposition par application de l'article 4 de la loi du 29 avril 1929, ne s'est pas modifiée depuis l'année dernière. Les errements contre quoi le Sénat s'était élevé, continuent d'être pratiqués. Sont actuellement à la disposition :

- 10 préfets de première classe;
- 2 préfets de deuxième classe;
- 5 préfets de troisième classe;
- 1 sous-préfet hors classe;
- 4 sous préfets de première classe;
- 1 sous-préfet de troisième classe.

Le montant des crédits destinés à payer ce personnel inutile atteint 2.200.000 francs. J'estime que nous pourrions par un article de la loi de finances, demander l'abrogation de l'article 4 de la loi du 29 avril 1929.

M. CAILLAUX.- Parfaitement. Il faut faire cesser ce scandale.

M. LE RAPPORTEUR SPECIAL.- Il y a des préfets qui ont été placés à la disposition sur leur propre demande et qui touchent des traitements variant de 90 à 125.000 frs, sans rien faire.

Il convient de réduire le crédit qui nous est demandé.

M. HENRY CHERON.- Notre devoir est d'appuyer les propositions de notre rapporteur spécial, mais il serait injuste de ne pas tenir compte des situations acquises.

M. LE RAPPORTEUR SPECIAL.- C'est entendu. Parmi les préfets à la disposition, il en est deux qui auront droit à leur retraite, dès le mois de mars. Ils touchent respectivement.....



ment 125.000 et 90.000 francs. On peut, sans porter atteinte aux situations acquises, diminuer le crédit du montant des appointements de ces deux fonctionnaires. Ainsi le Gouvernement ne pourra pas, après leur départ, placer deux nouveaux préfets à la disposition.

M. LE PRESIDENT.- Et il convient aussi que nous marquions notre volonté de voir réintégrer dans les cadres d'activité, dans toute la mesure du possible, ceux des fonctionnaires à la disposition que leur âge permet de réintégrer.

M. LE GENERAL STUHL.- D'ailleurs, pourquoi maintenir cette catégorie des fonctionnaires à la disposition"? Est-ce qu'un traitement de disponibilité n'a pas toujours été prévu dans l'administration préfectorale?

M. SCHRAMECK.- Il est malheureusement trop faible, puisqu'il n'est que de 10.000 francs pour les préfets.

M. CAILLAUX.- C'est juste. On pourrait le porter à 30000

M. LE RAPPORTEUR SPECIAL.- Nous réduirons donc le chiffre du crédit de 200.000 francs pour tenir compte des deux mises à la retraite. Et nous insérerons, dans la loi de finances, une disposition abrogeant l'article 4 de la loi du 29 mars 1929.

M. LE PRESIDENT.- Ne pourrions-nous opérer une réduction supplémentaire pour manifester notre volonté de voir s'effectuer le reclassement des fonctionnaires à la disposition, dans les cadres de l'Administration ?

M. LE RAPPORTEUR SPECIAL.- Ce reclassement ne sera possible que si des vacances se produisent au cours de l'année.

M. CAILLAUX.- Je crois qu'il suffirait que M. le Rapporteur.....



porteur spécial indiquât, en quelques mots, à la tribune du Sénat, quelle est notre volonté à cet égard.

M. HENRY CHERON.- Il n'est pas mauvais de faire remarquer que les fonctionnaires de l'administration préfectorale sont protégés par aucun statut et qu'ils constituent, à cet égard, une exception dans l'administration française.

M. LE RAPPORTEUR SPECIAL.- Il n'est pas possible de leur accorder le moindre statut. Les préfets sont des agents du gouvernement que celui-ci doit pouvoir nommer, déplacer ou révoquer à sa volonté, sans avoir à en rendre compte qu'au Parlement.

M. HENRY CHERON.- J'estime qu'on a accordé trop de droits aux autres catégories de fonctionnaires et pas assez aux préfets.

M. FOUILLOUX.- Les syndicats constitués par les fonctionnaires sont illégaux.

M. LE RAPPORTEUR SPECIAL.- Il est une autre question dont je veux entretenir la Commission.

Longtemps, les préfets ont eu des traitements insuffisants. Il n'en est plus de même maintenant puisqu'ils touchent suivant leur classe, 90.000, 110.000 ou 125.000 Frs. Ces traitements sont suffisants pour qu'on ne voie plus les préfets se livrer auprès des assemblées locales à une mendicité vraiment indécente. Très bien).

Je me souviens d'une époque où pas un préfet n'aurait osé accepter une proposition qui lui aurait été faite, sous une forme quelconque, par un Conseil général, sans en référer au préalable à son ministre. Aujourd'hui ils sollicitent des indemnités et des gratifications et l'on voit même de conseillers de préfecture, - magistrats de l'ordre administratif demander aux Conseils Généraux des suppléments de traitement,

.....



ment, sous forme d'indemnités de fonctions ou de représentation.

Et le poids de toutes ces libéralités retombera, en fin de compte, sur le budget de l'Etat, puisque les assemblées locales ont demandé qu'elles fussent mises à sa charge par le projet de réforme des finances départementales et communales. Leur montant a été chiffré, pour l'ensemble du pays à 10 millions, ce qui représente pour les fonctionnaires des allocations supplémentaires égales au tiers du traitement.

Dans l'intérêt de la dignité de l'administration et pour le bon ordre des finances locales, il faut mettre fin à ces pratiques.

M. LE GENERAL STUHL.- J'appuie les observations de M. le Rapporteur. Les assemblées locales n'osent plus résister aux demandes des fonctionnaires payés par l'Etat et elles sont amenées à leur accorder à tous des gratifications. C'est ainsi que le directeur de l'Assistance Publique de la Moselle reçoit, en plus de son traitement, une allocation de 12.000 francs par an.

( M. CAILLAUX, Vice-Président de la Commission remplace M. le Président au fauteuil ).

M. LE VICE-PRESIDENT.- Nous appuierons énergiquement les observations de M. le Rapporteur. Les budgets départementaux ne doivent pas comporter une allocation quelconque en faveur des fonctionnaires de l'Etat. Et nous demanderons au Gouvernement sous sa propre responsabilité, de nous apporter, à bref délai, un texte qui mette fin à de tels abus.

Le chapitre est adopté avec la réduction proposée par M. le Rapporteur Spécial.

CHAPITRE 7.- Majoration de traitements des fonctionnaires administratifs des départements à raison de classes personnelles.....



sonnelles ou d'ancienneté de services.

M. LE RAPPORTEUR SPECIAL.- Je tiens à protester contre l'abus qui est fait de la classe personnelle. Actuellement, 7 préfets, -26 sous-préfets et 27 secrétaires-généraux bénéficient de la classe personnelle, c'est à dire qu'ils n'ont aucun intérêt à obtenir un avancement. Autrefois, quand j'appartenais à l'administration préfectorale, la classe personnelle ne donnait au fonctionnaire qui en bénéficiait que la moitié de la différence entre le traitement de la classe de son poste et celui de la classe supérieurs: c'est à dire qu'il avait encore intérêt à être promu dans un poste de classe supérieure. Depuis 1927, il n'en est plus ainsi, puisque l'on a assimilé la classe personnelle à la classe territoriale. J'estime qu'il faut revenir à la règle ancienne (Très bien).

M. MARCEL REGNIER.- Je ne suis pas de cet avis, bien au contraire; et je voudrais que l'on supprimât les classes territoriales pour généraliser les classes personnelles. De cette façon, les préfets pourraient avancer sur place et l'on ne verrait plus un préfet changer de poste dès qu'il est à peu près au courant des besoins du département qu'il administre.

M. CAILLAUX. Vice-Président.- M. le Rapporteur exprimera au nom de la Commission, le voeu que le gouvernement étudie à nouveau la question et qu'en ménageant les droits acquis on revienne au système ancien d'après lequel la classe personnelle ne donnait droit qu'à la moitié de la différence entre le traitement du poste occupé par le fonctionnaire et celui du poste de classe supérieure. (Assentiment).

Le chapitre est adopté avec le chiffre proposé par M. le Rapporteur spécial.



Chapitre 9.- Personnel des bureaux des préfectures et sous préfectures.- Traitements.-

M. LE RAPPORTEUR SPECIAL.- Certains départements accordent au personnel des bureaux des préfectures des traitements

M. LE RAPPORTEUR SPECIAL.- Certains départements accordent au personnel des bureaux des préfectures des traitements trop élevés dont ils veulent mettre la moitié à la charge de l'Etat. C'est inadmissible. Avec ce système, on voit des chefs de division toucher jusqu'à 100 ou 120.000 Frs de.

M. HENRY CHERON.- Souvent, ces traitements sont imposés aux Conseils généraux par le ministère de l'Intérieur qui leur envoie des barèmes de traitements qu'ils sont bien obligés d'appliquer.

M. LE VICE-PRESIDENT.- M. le Rapporteur fera une observation en séance publique à ce sujet.

Le chapitre est adopté.

Chapitre 108.- Personnels des polices d'Etat.

M. LE RAPPORTEUR SPECIAL.- Je suis heureux de constater que, cette année, le Gouvernement n'a pas présenté de projet tendant à étatiser de nouvelles polices municipales. Les agents de police des grandes villes où la police est municipale comme Rouen, Le Havre, Lille, Nantes, ont des traitements inférieurs à ceux des villes où il existe une police d'Etat et, pourtant, ils n'en assurent pas moins bien leur service. Il n'y a donc aucune raison d'étendre le système des polices d'Etat, plus coûteuses.

Le chapitre est adopté.

La Séance est levée à Midi 15

Le PRESIDENT DE LA COMMISSION :

*J. Hauw*



COMMISSION DES FINANCES

lère séance du Samedi 19 Mars 1932 .

-----

La séance est ouverte à 9 H. 30, sous la Présidence de  
M. JEANNENEY, Président.

Présents: MM. JEANNENEY. ABEL GARDEY. MARCEL REGNIER.  
ALFRED BRARD. VALADIER. CHERON&. FOUILLOUX.  
GALLET. SARI. MILAN. BLAIGNAN. HENRI ROY.  
REBOUL. PARJON. GENERAL STUHL. SCHRAMECK.  
SERRE. FRANCOIS SAINT MAUR. FOURCADE. JEAN  
PHILIP. JOSEPH COURTIER.

Excusé : M. ANDRE LEBERT.

=====

M. LE PRESIDENT.- L'ordre du jour appelle l'examen, pour avis financier, des conclusions du Rapport de M. LE TROCQUER, sur le projet de loi , adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la construction au port de Marseille d'un nouveau Bassin dit Bassin du Pharo .

M. MILAN, Rapporteur, donne lecture de son avis dont les conclusions sont adoptées.

BUDGET DE 1932

M. LE PRESIDENT.- L'ordre du jour appelle la suite de l'examen du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1932.

Il reste encore à examiner le budget du Ministère des

Finances.....



Finances.

FINANCES

M. MARCEL REGNIER, Rapporteur, donne lecture de son rapport.

Les divers chapitres du budget sont adoptés sans discussion, conformément aux propositions de M. le Rapporteur, à l'exception des chapitres 163 (Achats et transports du Service des allumettes) et 164 (Achats de produits fabriqués à l'étranger) qui ont donné lieu aux observations suivantes :

M. LE RAPPORTEUR .- Pour marquer sa volonté de voir réduire les achats d'allumettes fabriquées à l'étranger et corrélativement de voir intensifier la production des manufactures françaises, la Chambre a augmenté de 4.500.000 frs la dotation du chapitre 163, en réduisant, par contre, de 13.875.000 francs, celle du Chapitre 164.

Pour apprécier l'opportunité de ces modifications, il convient d'examiner la situation faite au monopole par les conventions de 1927.

(M. le Rapporteur donne lecture des pages 26 à 57 de son Rapport contenant une étude historique et critique des conventions de 1927).

Il signale en passant que ces conventions ont été, en fait, ignorées par le Parlement.

Pour conclure, il invite le Gouvernement à dénoncer les contrats de 1927 et à réorganiser les importations et la vente des allumettes en prenant comme modèle le monopole des Tabacs).

Ainsi que je viens de le montrer, les modifications apportées par la Chambre aux crédits demandés par le Gouvernement sont absolument inopérants.

En .....



En vertu des conventions de 1927, le monopole, sur la demande formulée par la Société allumetière française, filiale de la S.T.A.B. est tenu d'importer les allumettes des types spéciaux fabriqués en Suède; ces allumettes, une fois reçues et contrôlées par les agents de l'Administration, sont remises sans délai à la S.A.F. qui en verse immédiatement le montant aux receveurs des contributions indirectes. Quant à la S.T.A.B., elle n'est remboursée que quelques mois plus tard du produit de ses fournitures. On voit, par suite, qu'elle fait en quelque sorte l'avance régulière et renouvelée de la valeur des allumettes qu'elle importe; il en résulte que l'Administration n'a pas la possibilité de se dérober au remboursement des produits pour la commande desquels elle n'a pas, en fait, d'initiative à exercer, ni de limitation à imposer, tant que seront en vigueur les conventions de 1927.

Dans ces conditions, je propose de revenir, pour les chapitres 163 et 164 aux crédits demandés par le Gouvernement.

M. HENRY CHERON.- En ce qui concerne les dotations des Chapitres en discussion, je suis pleinement d'accord avec M. le Rapporteur sur la nécessité de revenir aux crédits demandés par le Gouvernement.

J'ai, par contre, quelques objections à formuler contre les critiques adressées par M. le Rapporteur aux conventions de 1927.

Ces conventions n'ont pas été signées par moi. Ce n'est donc pas une oeuvre personnelle que j'entends défendre en engageant une controverse à leur sujet avec M. MARCEL REGNIER.

Je proteste tout d'abord contre l'affirmation que les conventions de 1927 n'ont pas été connues par le Parlement. J'ai pris soin, moi-même d'en exposer très longuement à la Chambre le fonctionnement dans tous les détails au cours de

la .....



la séance du 14 Novembre 1929.

M. LE RAPPORTEUR.- C'est exact, mais je répète que jamais les Conventions elles-mêmes n'ont été soumises au Parlement et cependant il s'agit, non pas d'un marché de fournitures ordinaire, mais de contrats créant au bénéfice d'une société étrangère ambitieuse de conquérir le marché français, des privilèges importants que lui constituent une supériorité indiscutable, même une exclusivité complète sur tout producteur, sur tout commerçant français et limitent le développement normal des fabrications de nos usines nationales.

M. HENRY CHERON.- Le Gouvernement avait le droit de passer de pareils contrats et d'ailleurs ce droit n'a jamais été contesté par personnes depuis cinq ans. Je répète en outre, que le Parlement n'a rien ignoré des conventions.

Pourquoi ces conventions ont-elles été passées ?

Le monopole avait besoin de machines perfectionnées et de tiges dont la Svanska avait seule le monopole. Il fallait bien recourir à elle. On sait que quatre conventions ont été passées le 25 Octobre 1927, l'une relative aux machines, l'autre aux tiges, la 3ème aux fournitures d'allumettes, la 4ème à la vente des allumettes.

A la même époque, ce qui n'est pas négligeable, M. KREUGER avançait au Trésor 75 millions de dollars.

Parmi ces conventions, j'insiste surtout sur celle concernant les fournitures d'allumettes de types spéciaux. Elle spécifie notamment que la Svenska doit acheter au monopole une quantité d'allumettes correspondant à 130 % des quantités importées. Donc, chaque fois que nous achetons 100 millions d'allumettes, nous avons la possibilité d'en exporter 130 millions. Peut-on

prétendre.....



Peut-on prétendre , dans ces conditions, que la production française a été sacrifiée.

Pendant mon séjour au Ministère des Finances, j'ai obtenu diverses concessions avantageuses par un avenant du 3 Mai 1929 et un contrat de publicité qui réserve au Monopole des recettes très appréciables.

M. LE RAPPORTEUR.- J'ai rendu hommage aux résultats que vous avez obtenus dans l'historique dont j'ai donné tout à l'heure lecture à la Commission. Il est incontestable que vous avez amélioré considérablement les conventions de 1927.

M. HENRI ROY.- Ces considérations rétrospectives sur les conventions de 1927 sont très intéressantes . Mais ne sera-t-il permis de rappeler que nous avons la loi de finances à examiner avant ce soir ?

M. HENRY CHERON.- On a critiqué l'oeuvre de M. POINCARE pour lequel je professe un véritable culte. J'ai bien le droit de la défendre , d'autant plus que je m'y suis trouvé associé.

M. LE RAPPORTEUR.- J'ai dit dans mon rapport que je n'entendais nullement critiquer les intentions de M. POINCARE dont le souciconstant et exclusif de l'intérêt national ne saurait être mis en doute par personne.

M. ROY.- Laissons-là ces discussions rétrospectives !

M. FOURCADE.- La critique était aussi rétrospective que la défense . Puisque celle-là a pu se produire, nous ne pouvons pas empêcher celle-ci .

M. HENRY CHERON.- La meilleure justification des conventions de 1927 c'est le résultat obtenu grâce à elle.

Or, dans quelle situation se trouve depuis 1927, notre monopole des allumettes ?

Bes .....



Ses recettes ont augmenté de 12 millions de francs. Tous nos établissements sont dotés d'un outillage moderne et ils fonctionnent à plein rendement. Notons, en passant, qu'une récente convention avec la Tunisie va nous permettre de produire 2 milliards d'allumettes de plus par an.

Avant les conventions, nous ne fabriquions guère que des allumettes soufrées dont personne ne veut plus. Désormais nous sommes en droit de fabriquer tous les types d'allumettes, notamment le type "coq vert" qui paraît avoir les faveurs du public.

M. LE RAPPORTEUR.- Nous ne pouvons pas fabriquer tous les types.

M. HENRY CHERON.- Mais si', nous en avons le droit absolu.

En ce qui concerne les craintes d'envahissement du marché par les produits étrangers, elles sont vaines par suite de la convention du 25 Octobre 1927 que j'ai indiquée tout à l'heure. Nous avons le droit, en effet, d'exiger une exportation atteignant 130 % des importations. Si nous n'avons pas, jusqu'ici, usé de cette faculté, c'est parce que notre production était insuffisante.

Quand nos usines seront capables de fournir au-delà de nos besoins, nous pourrions exporter sans aucune difficulté.

Si la Commission veut entendre M. MEYER, Chef du service des allumettes, je suis sûr qu'il confirmera complètement tout ce que je viens de dire d'où il résulte qu'en signant les conventions de 1927, M. POINCARE a, une fois de plus, fait oeuvre utile et bien servi l'intérêt général.

M. LE PRESIDENT.- Il n'est pas possible aujourd'hui, alors que nous sommes dans la nécessité d'en finir avec le budget pour permettre la distribution du rapport général en temps utile, de prolonger cette discussion (assentiment).

Nous .....



Nous devons statuer sur les propositions de M. le Rapporteur en ce qui concerne les chapitres et aussi sur les questions de savoir si la critique des conventions de 1927 dont il nous a été donné lecture doit être maintenue dans le rapport.

Sur ce dernier point, je rappelle qu'il a toujours été d'usage de laisser une assez grande liberté aux rapporteurs dans l'avant propos qui précède dans leurs rapports, l'examen des chapitres.

M. HENRY CHERON.- Je fais toute confiance à M. le Rapporteur pour atténuer ses critiques en tenant compte des observations que je viens de formuler.

M. FRANCOIS SAINT MAUR.- Comme il nous est impossible aujourd'hui d'étudier à fond le fonctionnement du monopole des allumettes et les résultats obtenus grâce aux conventions de 1927, je demande expressément que M. le Rapporteur ne formule un jugement quelconque qu'en son nom personnel.

M. LE RAPPORTEUR.- Je parlerai en mon nom et en tenant compte des observations de M. CHERON, mais il est indispensable d'étudier des conventions qui ont été trop longtemps ignorées du Parlement.

M. LE PRESIDENT.- M. le Rapporteur exprimera son opinion personnelle .

Les chapitres 163 et 164 sont adoptés, conformément aux propositions de M. le Rapporteur (chiffre du Gouvernement).

#### LOI DE FINANCES.

M. LE PRESIDENT.- Nous commençons l'examen de la loi de finances .

Les articles 1 et 2 sont réservés.

La .....



La Commission ratifie, sans discussion, les propositions de M. le Rapporteur Général concernant les articles 2 à 48, sauf en ce qui concerne les articles suivants qui ont donné lieu aux observations ci-après:

Articles 4 A, 4 B, 4 C, - Maintien à cinq ans du délai de recherche des insuffisances révélées à l'occasion d'instances judiciaires. (Réduction de ce délai à 3 ans dans les autres cas)

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Ces articles permettraient de récupérer une perte de recettes évaluées à 50 millions. ~~Il convient de noter qu'il n'a pas été fait état de ces 50 millions.~~ Il convient de noter qu'il n'a pas été fait état de ces 50 millions dans l'équilibre.

M. HENRI ROY.- Ces textes sont bien compliqués !

M. FOURCADE.- On ne peut pas laisser indéfiniment les contribuables dans l'incertitude d'un recours possible.

A plusieurs années de distance, en effet, les contribuables ne sont plus, en général, à même de prouver la sincérité de leurs déclarations. En présence d'une taxation d'office qui rejette sur eux la charge de la preuve, ils sont donc pratiquement désarmés. Cette circonstance, jointe à la rigueur des tarifs et à l'élévation des pénalités, fait peser sur les contribuables, même de bonne foi, une menace grave.

Mais il est évident que cette menace existe aussi pour les insuffisances révélées à l'occasion d'instances judiciaires et à l'occasion des successions. La différence de ce délai envisagée par les articles en discussion se justifie même d'autant moins, dans ces deux hypothèses que l'effort de recherches déployé par l'Administration est réduit au minimum.

M. ROY.- Rien n'est plus juste. Il est désirable de réduire le délai à 3 ans, mais il faut que cela <sup>soit</sup> dans tous les cas.

M. FOURCADE. ?.....



M. FOURCADE.- Il importe d'étudier ces textes de très près : En conséquence , je propose de les disjoindre.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- J'accepte la disjonction.

- Les trois articles sont disjoints.

Article 6.- (Impôt sur les bénéfices des professions non commerciales.- Imposition des revenus provenant de la location du droit de chasse et du droit d'affichage).

M. HENRY CHERON.- A l'occasion de cet article, je demande à la Commission , si elle ne juge pas qu'il y aurait lieu d'étudier l'établissement de droits prohibitifs sur les immenses placards apposés sur les murs par M. COTY ? On ferait, en agissant ainsi, une besogne de salubrité publique .

Ces affiches constituent un grand danger . Elles permettent de formuler les pires calomnies sans qu'il soit possible aux personnes attaquées de se défendre. On répond à un article de journal, mais comment pourrait-on répondre à des affiches ? Tout le monde n'a pas des millions à dépenser !

M. HENRI ROY.- Il faudrait instituer le droit de réponse aux frais de l'afficheur.

M. LE PRESIDENT.- M. CHERON pourrait faire, en séance, une suggestion dans ce sens.

M. HENRI ROY.- En ce qui concerne la disposition qui tend à soumettre à l'impôt sur les bénéfices des professions non commerciales les revenus qui proviennent de la location des droits de chasse, je signale qu'elle entraînera une véritable injustice.

Je connais dans la partie pauvre de mon département un assez grand nombre de fermes abandonnées et dont le seul revenu est la location du droit de chasse.

Or,.....



Or, le propriétaire de ces fermes payera de main l'impôt foncier et l'impôt sur le revenu du droit de chasse . Dans ce cas là, il conviendrait tout au moins de supprimer ou de réduire l'impôt foncier.

M. MILAN.- Le droit de chasse , en tous cas, ne peut pas être considéré comme un bénéfice des professions non commerciales. C'est un revenu agricole.

M. SERRE.- Non, car il ne résulte d'aucun travail.

M. ROY.- La chasse est un véritable produit de la terre.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Il est juste de soumettre tous les revenus quelle qu'en soit l'origine, à l'impôt cédulaire. Dès lors, je propose l'adoption du texte voté par la Chambre.

L'article 6 est adopté.

Article 10.- (Répression des insuffisances.- Sanctions).

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Cet article a pour objet d'étendre aux insuffisances reconnues à l'amiable en matière de droits d'enregistrement les sanctions édictées par l'article 60 de la loi du 13 Juillet 1925. On peut attendre de ce texte un supplément de recettes de 24 millions.

Néanmoins, la Chambre des Députés a disjoint l'ensemble de l'article . Je vous propose de le reprendre, estimant nécessaire de donner à l'administration une arme contre la fraude.

M. SERRE.- Je veux bien donner à l'Administration une arme contre la fraude, mais je voudrais bien aussi que les contribuables honnêtes ne soient pas systématiquement traités comme des fraudeurs.

Il arrive trop souvent que les déclarations les plus régulières sont contestées par l'Administration . Le contribuable qui a déclaré le prix réel de cession accepte l'expertise pour éviter

des .....



des frais et des complications. Or, les experts sont à la solde de l'Administration et ils majorent toujours par principe les chiffres déclarés. Il arrive ainsi que l'on est amené souvent à payer des droits sur un prix supérieur au prix exact.

Il importe que de pareilles pratiques cessent car si le fisc doit se montrer rigoureux, il ne doit pas donner l'exemple de la malhonnêteté.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- L'article 10 A donne justement des garanties nouvelles aux contribuables en ce qui concerne les expertises.

M. HENRY CHERON.- Je m'associe à M. SERRE pour protester contre certains procédés inadmissibles de l'Administration de l'enregistrement.

Certains contribuables vont trouver les receveurs de l'Enregistrement pour les consulter au sujet de leurs déclarations. Ceux-ci refusent de donner aucun conseil, puis, les déclarations faites, ils engagent des poursuites. En vérité, l'Etat n'a rien à gagner à de pareilles pratiques qui ne sont pas dignes d'une grande Administration.

L'article 10 est adopté.

Article 10 D.- Affichages et enseignes lumineuses ou éclairées dont la superficie est inférieure à un mètre carré.- Calcul des droits).

M. REBOUL.- M. CHERON a fort opportunément tout à l'heure dénoncé les dangers de certaines affiches, au moyen desquelles un multimillionnaire répand des idées fausses, des mensonges ou des calomnies. Ne pourrait-on pas, par une addition à l'article en discussion, ou même au moyen de cet article, frapper les affiches que M. COTY étale sur tous les murs ?

M. LE RAPPORTEUR....



M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- L'article 10 D vise les droits afférents aux affiches ou enseignes lumineuses. Il ne peut donc s'appliquer aux affiches ordinaires.

M. HENRY CHERON.- Ne pourrait-on pas étendre ce texte et assimiler les affiches d'une certaine dimension à des affiches lumineuses ?

M. LE PRESIDENT.- Etudiez , si vous le voulez un amendement dans ce sens , - Nous l'examinerons bien volontiers.

M. FOURCADE.- Cet amendement ne pourrait s'appliquer en tous cas à l'article 10 D , car ce texte vise un affichage permanent . Des affiches comme celles contre lesquelles protestent MM. REBOUL et CHERON sont au contraire essentiellement temporaires.

L'article 10 D est adopté.

Article 12 A.- (Relèvement de la surtaxe d'entrepôt pour les dérivés du pétrole, les cires de lignite, les bitumes et asphaltes ).

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Je vous propose de nous rallier à cette mesure qui ne fait qu'adapter les surtaxes en question au coefficient monétaire.

Ces surtaxes sont portées , en effet, de 5 Fr. à 25 frs.

M. HENRI ROY.- Pour les bitumes et asphaltes le relèvement gênerait beaucoup le Ministère des Travaux Publics qui importe pour 20 à 25 millions de ces produits en vue du bitumage des routes. Le relèvement envisagé bouleverserait donc les prévisions budgétaires de ce Ministère en ce qui concerne les programmes de réfection des routes.

Comme, par ailleurs, nos usines de raffinage du pétrole seront achevées au 1er Janvier 1933, ~~et~~ ce qui rendra inutile

les .....



les importations de bitumes et d'asphaltes, je propose que l'application de l'article 12 A en ce qui concerne ces produits soit ajournée à cette date.

M. MILAN.- J'appuie la proposition de M. ROY.

M. le RAPPORTEUR GENERAL.- J'accepte l'amendement.

Le texte ainsi modifié est adopté.

Articles 12 C, 12 D et 12 E. (Modification des règles de calcul de l'impôt progressif institué par l'article 14 de la loi du 19 Décembre 1926 sur le produit des jeux dans les casinos).

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Je propose une modification à l'art. 12 D.

Le 2ème alinéa de cet article dispose, en effet, que, pour les exploitants, la déduction ne sera acquise que sous la condition de continuer d'affecter aux dépenses de chacune des quatre catégories, prévues à l'article précédent, une somme au moins égale à la moyenne des trois dernières années.

Il y aurait lieu, au contraire, d'inciter les casinos à réduire leurs frais, étant entendu qu'ils sont les meilleurs juges de la mesure dans laquelle ils le peuvent. Affecter à chaque catégorie de dépenses un contingent à peu près fixe, c'est peut-être pousser les exploitants au gaspillage tout en empêchant les améliorations telles qu'une élévation des dépenses de spectacles et de fêtes ou l'augmentation de salaires du petit personnel. En effet, ces majorations de frais ne pourraient être compensées par aucune économie.

En dehors de cette modification à l'alinéa 2 de l'article 12D je propose d'adopter ces 3 articles.

Le principe même d'un dégrèvement en faveur des casinos

ne .....



ne manquera pas de surprendre , à un moment où les difficultés financières revenues empêchent de soulager tant d'infortunes. Mais le Gouvernement a fait valoir des considérations qui ne permettent pas d'hésiter.

Il est indispensable de dégrever momentanément les casinos pour les sauver d'une ruine inévitable. En agissant ainsi nous servirons la cause du tourisme et, en même temps, nous réserverons pour l'avenir les ressources considérables que procurent les casinos à des oeuvres d'intérêt général.

M. HENRY CHERON.- L'adoption de ces textes est indispensable. Puisqu'il en est ainsi, il vaut infiniment mieux les adopter tels quels sans y apporter des modifications qui nécessiteraient un retour devant l'autre assemblée .

Des mesures de cette nature concernant les jeux ou les casinos doivent être discutées le moins possible en séance publique.

M. MARCEL REGNIER.- J'insiste pour l'adoption sans modification des 3 art. proposés. Il s'agit de sauver tous les casinos et, par là-même, de protéger nos stations thermales.

M. LE PRESIDENT.- Il vaut mieux, en effet, ne pas modifier les articles.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Soit. Je ferai simplement une observation concernant les fâcheux effets de l'alinéa 2 de l'article 12 D. L'expérience montrera la nécessité d'amender plus tard cette disposition.

Les 3 articles sont adoptés.

Article 12 E.-(Modification de la taxe municipale sur les spectacles et extension de l'assiette).

M. HENRY CHERON.....



M. HENRY CHERON.- La mesure proposée n'est pas très heureuse. On va rendre impossible les représentations d'amateurs dans les petites villes.

Par ailleurs, le moment est mal choisi pour augmenter encore les charges qui pèsent sur les spectacles.

M. SERRE.- Il ne s'agit que d'une faculté à donner aux municipalités. On peut s'en rapporter à leur sagesse pour n'appliquer ce texte qu'en sauvegardant tous les intérêts.

L'article est adopté.

Article 13 A.- (Rajustement des taux de la taxe à l'importation.

M. SERRE.- Les taux proposés vont augmenter encore, sans aucun résultat heureux pour l'économie nationale, la cherté de la vie. Cette taxe est anti-économique. Je proteste à la tribune contre un pareil système au nom de la Con du Commerce.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Je partage votre état d'esprit. Mais comment équilibrer le budget si nous ne votons pas cette recette supplémentaire de 400 millions ?

M. SERRE.- Le budget sera un peu plus en déséquilibre. Ne l'est-il pas déjà.

Pour ma part, je n'accepte pas de prendre la responsabilité d'une mesure qui va nous attirer des représailles économiques de la part de l'étranger.

L'article est adopté.

La suite de l'examen de la loi de finances (à partir de l'art. 49 est renvoyée à la séance de l'après-midi).

La séance est levée à midi 20.

LE PRESIDENT de la COMMISSION des FINANCES:

*J. J. J. J.*



COMMISSION DES FINANCES

Deuxième séance du Samedi 19 Mars 1932

La Séance est ouverte à 15 heures, sous la présidence de  
M. JEANNENEY.

PRESENTS : M.M. JEANNENEY. ABEL G ARDEY. SERRE. FRANCOIS  
SAINT-MAUR. CUMINAL. HENRY CHE RON. BIENVE-  
NU-MARTIN. ALFRED BRARD. MARCEL REGNIER.  
FOUILLOUX. GUILLAUME CHASTENET. FOURCADE.  
SCHRAMECK. HENRI ROY. MILAN. BLAIGNAN.  
SAIR. FARJON.

=====

LOI DE FINANCES.-

M. LE PRESIDENT.- Nous reprenons l'examen de la loi de fi-  
nances, à l'article 49 .

L'article 49 est adopté.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- L'article 49 bis a pour objet  
de renforcer le contrôle parlementaire de la Trésorerie.

Les nouvelles rédactions adoptées concernent, d'une part,  
l'obligation pour le Gouvernement d'obtenir l'autorisation lé-  
gislativ e avant de procéder à toute émission d'emprunt, d'autre  
part, l'envoi à tous les membres du Parlement du rapport annuel  
rendant compte des opérations intéressant la Trésorerie. Ces  
rédactions nouvelles n'appellent aucune observation. Quand aux  
quelques mots ajoutés au premier paragraphe de l'article 131,  
ils ne modifi ent en rien le sens de l'article. Ils n'apportent  
qu'une précision supplémentaire. Au membre de phrase de l'arti-  
cle 131 : "Le Ministre des Finances ne peut consentir d'avances  
imputables sur les ressources de la Trésorerie", la présente dis-  
position ajoute : "existant en France et à l'étranger".

Cette.....



Cette modification, qui affirme la nécessité du contrôle du Parlement sur les avoirs du Trésor à l'étranger, ne peut qu'être favorablement accueillie.

Il en est de même des trois alinéas nouveaux disposant :

"En cas de situation comportant un danger pour le crédit public de la Nation et mettant en cause les intérêts supérieurs de l'Etat;

"1° Si les Chambres sont en session, le Gouvernement devra recourir à la procédure de discussion immédiate pour obtenir le vote de la loi l'autorisant à faire des avances imputables sur les ressources de la Trésorerie.

"2° Si les Chambres ne siègent pas, quel que soit le motif de leur absence, les avances définies au paragraphe 1° ne pourront être accordées que par un décret rendu en Conseil d'Etat après avoir été délibéré et approuvé en Conseil des Ministres. Ce décret devra être soumis à la sanction des Chambres selon la procédure de discussion immédiate et dans la huitaine suivant la réunion du Parlement."

Je vous propose donc d'adopter cet article.

M. LE PRESIDENT.- Croyez-vous que ces textes soient beaucoup plus efficaces que ceux qui existaient précédemment . Des avances ont été consenties par deux gouvernements successifs pendant les vacances parlementaires, à deux banques : la Banque d'Alsace et Lorraine et la Banque nationale de Crédit. Le texte nouveau n'empêchera pas de telles avances puisqu'elles pourront être faites par décret en Conseil d'Etat.

M. BIENVENU-MARTIN?- Il faut espérer que celui-ci se montrera rigoureux.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.....



M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Je le demanderai à la tribune.  
L'article est adopté.

L'article 50 B est disjoint.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- L'article 50 C a pour objet de proroger le délai accordé par la loi de 1924 aux fonctionnaires pour demander que la durée des services temporaires qu'ils ont pu accomplir avant leur titularisation soit décomptée dans la liquidation de leur retraite.

Je vous propose d'adopter cet article qui ne concerne qu'un petit nombre de fonctionnaires.

M. FOURCADE.- Ce serait une raison pour nous de le repousser, les lois étant faites pour l'ensemble des citoyens et non pour un petit nombre d'entre eux.

En outre, je considère que c'est une mauvaise méthode que celle qui consiste à proroger sans cesse des délais fixés par la loi. Si des délais ont été fixés par la loi, c'est probablement parce que le législateur a voulu qu'ils fussent respectés.

L'article est adopté.

L'article 50 D est rejeté.

Par 6 voix, contre 5, l'article 50 E (Rappels de service militaires à des fonctionnaires anciens combattants est disjoint sur la proposition de M.M. SERRE et REGNIER.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Je vous propose d'adopter l'article 50 F qui a pour objet d'autoriser la création d'un emploi de chef de bureau à la direction du budget.

M. HENRI ROY.- Je suis désespéré en voyant que nous répétons sans cesse que des compressions budgétaires s'imposent et que nous autorisons avec la même constance, des créations d'emplois nouveaux.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Il s'agit d'une création demandée.....



dée par la Commission des Finances de la Chambre. Celle-ci a demandé que l'on mît à sa disposition un chef de bureau de plus, ce qui, avec les cadres actuels de la Direction du budget, ne serait pas possible.

M. SCHRAMECK.- Pourquoi la création d'un emploi de chef de bureau à la direction du budget se fait-elle brusquement sentir ? Jusqu'à présent l'absence du fonctionnaire qui se verra confier cet emploi, n'a pas que je sache, empêché le vote du budget.

Par 7 voix contre 4, l'article est rejeté.

L'article 51 est adopté.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- L'article 51 A, d'initiative parlementaire a pour objet d'autoriser la création d'un second poste de greffier aux tribunaux de Rochefort, Les Sables d'Olonne, Chateaulin et Morlaix.

M. FOUILLOUX.- La loi du 5 août 1929 a créé une commission chargée de fixer l'effectif du personnel des tribunaux supprimés en 1926 et dont elle décidait le rétablissement. Cette Commission a fait son travail, après quoi elle a été dissoute.

A l'usage, on a constaté que certains tribunaux ont un personnel insuffisant alors que, dans d'autres tribunaux, le personnel est en surnombre. Une révision du travail de la Commission s'impose en prenant pour base, non plus la classe du Tribunal mais le nombre d'affaires qu'il a à juger. Mais cette révision doit être générale, car il est inadmissible que par des articles glissés dans les lois de finances, on augmente le personnel de tel ou tel tribunal sans que l'on puisse se rendre compte si cela répond à une nécessité et sans que l'on diminue d'une unité l'effectif du personnel de ceux des tribunaux où il est manifestement trop élevé.

Pour.....



Pour ne prendre qu'un exemple dans mon département, je vous citerai le tribunal de Bourg qui possède 3 greffiers et un secrétaire de parquet, alors que le tribunal de Trévoux qui a plus d'affaires à juger n'a qu'un seul greffier.

M. FOURCADE.- Comme M. FOUILLOUX, je demande que la révision fasse l'objet d'un travail d'ensemble.

L'article est disjoint.

L'article 51 B (abrogation des articles 1<sup>er</sup> et 3 de la loi du 18 Avril -1918 suspendant temporairement la limitation de l'intérêt conventionnel) est rejeté, sur la proposition de M. le Rapporteur Général, après un échange d'observations entre M.M. MARCEL REGNIER, SCHRAMECK et FOURCADE.

L'article 51 B I est disjoint.

L'article 51 D est rejeté ainsi que l'article 51 E.

Sur la proposition de M. le Rapporteur Général et de M. SCHRAKECM, la Commission adopte un article 51 Fbis nouveau portant suppression de la "mise à la disposition du ministre de l'Intérieur" des préfets, sous-préfets et secrétaires généraux.

Les articles 51 F et 51 G sont rejetés.

L'article 53 (gratuité de la classe de 4<sup>e</sup> dans les établissements d'enseignement secondaire) est adopté, après une observation de M. FRANCOIS SAINT MAUR.

L'article 52 A est rejeté.

L'article 53 est adopté.

L'article 53 A est rejeté.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- L'article 53 B est ainsi conçu :

"L'Ecole pratique de commerce et d'industrie d'Oyonnax est transformée en Ecole nationale professionnelle, à dater du 1<sup>er</sup> octobre 1933.

L'Ecole.....



"L'Ecole pratique de jeunes filles de Creil est transformée en Ecole nationale professionnelle à dater du 1<sup>er</sup> octobre 1933."

Cet article est d'initiative parlementaire et je me proposais de vousdemander de le rejeter, mais notre collègue Cuminal a insisté auprès de moi pour son adoption. Je laisse la Commission juge.

M. CUMINAL.- Il s'agit de deux écoles en pleine prospérité fréquentées par un nombre croissant d'élèves venus de tous les points du département et dont le nombre des professeurs s'accroît. L'entretien de ces écoles devient, pour les communes qui les ont créées une charge écrasante. Il est sage, logique et normal de les transformer en établissements d'Etat.

M. HENRI ROY.- D'où vient, dans ces conditions, que le Gouvernement ne nous a pas demandé de le faire ?

M. FOUILLOUX.- Fidèle au principe que j'ai exposé tout à l'heure, j'estime que de telles transformations ne peuvent être effectuées que d'après un plan d'ensemble. Ce plan, il appartient au gouvernement de le dresser et de nous demander de l'approuver. Je demande la disjonction de cet article d'initiative parlementaire.

M. SERRE.- La transformation désirable des écoles pratiques en écoles nationales professionnelles serait trop coûteuse si elle devait être réalisée d'un seul coup. Il est donc sage de la réaliser, petit à petit, comme on l'a fait jusqu'alors et comme on nous demande de continuer à le faire.

M. HENRI ROY.- Mais nous ne savons pas si les deux transformations qu'on nous demande sont les plus urgentes. Etablir un plan d'ensemble, cela ne veut pas dire réaliser la réforme d'un seul coup, mais dresser un ordre d'urgence.

M. BIENVENU-MARTIN.- La transformation des collèges en lycées se fait, ainsi, peu à peu, au fur et à mesure des néces-

sités.....



sités, sans que personne s'en soit jamais plaint.

Je demande que l'enseignement primaire soit traité, à ce point de vue, comme le secondaire.

M. SCHRAECK.- En réclamant un plan d'ensemble, nous voulons, qu'on procède avec ordre et méthode, ce qui n'a ~~ou~~ vraiment rien d'excessif.

M. FOURCADE.- Parfaitement. nous demandons qu'on nous fournisse un criterium qui nous permette de discerner les raisons pour lesquelles il y a intérêt à transformer telle école pratique en école nationale, plutôt que telle autre.

L'article est disjoint.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- L'article 53 C a pour objet d'assimiler les sociétés de crédit pour les industries d'art aux sociétés coopératives et unions de sociétés coopératives d'artisans. Je vous propose de le disjoint, les sociétés dont il s'agit n'étant pas des coopératives, il semble illogique de les faire bénéficier des avantages accordés aux coopératives.

M. SERRE.- Une proposition avait été déposée à la Chambre qui avait pour objet la création d'une caisse de crédit aux petites industries d'art. Cette caisse devait recevoir une dotation de 5 millions. La situation financière n'ayant pas permis de trouver ces 5 millions, on a décidé d'assimiler les petits industriels d'art aux artisans et de leur permettre de bénéficier du crédit artisanal.

Je vous demande d'entendre le ministre avant de voter cette disposition, car on m'a dit qu'elle n'intéresserait qu'une seule personne.

M. JOSEPH COURTIER.- C'est une erreur, elle intéresse de nombreux.....



nombreux artistes et je suis certain que les artisans accepteraient de consentir , sur la dotation de leurs caisses de crédit les prêts qu'on leur demande, à la condition, bien entendu que le montant de ces prêts soit, lors de leur remboursement reversé à leurs caisses.

M. LE PRESIDENT.- Nous pourrions disjoindre cette disposition . Si le Gouvernement tient à son adoption, il nous en demandera le rétablissement.

L'article est disjoint.

Les articles 53 D et 54 sont adoptés.

L'article 54 A est adopté avec la substitution de la date du 1<sup>er</sup> janvier 1933 à la date du 1<sup>er</sup> juillet 1932.

M. LE RAPPORTEUR GÉNÉRAL.- L'article 54 B d'initiative parlementaire, a pour objet d'autoriser le cumul de l'allocation du combattant et de l'allocation de secours instituée par la loi du 14 juillet 1905 sur l'assistance aux vieillards, aux infirmes et aux incurables. Je vous demande de le rejeter. Outre qu'il me paraît peu justifié, je suis obligé de faire observer à la Commission que son adoption serait de nature à entraîner une dépense annuelle de 10 millions.

M. GALLET.- On autorise le cumul de l'allocation d'assistance avec le produit du travail des vieillards âgés de plus de 70 ans et avec les ressources qu'ils peuvent recevoir de la bienfaisance privée. Il serait triste de refuser aux anciens combattants le droit de la cumuler avec l'allocation que leur a accordée la reconnaissance de la Nation.

M. LE PRESIDENT.- Les ressources dont le cumul est autorisé sont des ressources privées, tandis que l'allocation du combattant est une ressource qui leur est accordée sur le budget .

M. SCHRAMMECK.....



M. SCHRAMECK.- Qu'a dit le Gouvernement à la Chambre ?

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- L'article a été voté sans débat.

L'article est rejeté, par 14 voix contre 1.

Les articles 54 C , 54 D, 54 E, 54 F et 55 sont adoptés.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- L'article 55 bis, d'initiative parlementaire, a pour objet d'autoriser la création au ministère de l'Agriculture, d'un emploi de chef de bureau; ce chef de bureau devant remplacer le colonel qui, actuellement, dirige le service des achats de chevaux, à la direction des haras.

Je vous propose de l'adopter.

M. SCHRAMECK.- Je voterai cet article s'il entraînerait la suppression d'un colonel au ministère de la guerre.

M. ALFRED BRARD.- La mesure ne coûte rien, puisque les crédits prévus au chapitre 67, pour la solde du colonel, sont reportés au chapitre 1<sup>er</sup>, pour le traitement du chef de bureau.

M. SCHRAMECK.- Possible. Mais ce colonel n'étant plus payé désormais par la guerre. Il y aura donc deux fonctionnaires à payer au lieu d'un.

M. SERRE.- Je suis partisan du maintien du colonel, car il n'a ni sous-chefs ni rédacteurs, tandis que le chef de bureau que vous allez créer ne se tiendra pour satisfait que le jour où il aura sous ses ordres des sous-chefs et des rédacteurs.

M. MARCEL REGNIER.- La mesure proposée, au contraire, me semble sage puisqu'elle se traduira par une économie de 12.000 Frs.

M. SCHRAMECK.....



M. SCHRAMECK.- Il y aurait une économie si l'on cessait par là-même, de payer le colonel sur quelque budget que ce soit. Vous pensez bien qu'on ne le révoquera pas, ce colonel. Alors, au lieu d'avoir à payer un colonel, on aura désormais à payer un colonel et un chef de bureau.

Par 11 voix contre 3, l'article est rejeté.

L'article 55 A, est adopté.

Sur les articles 55 B à 55 G (création d'une caisse d'assurances contre les calamités agricoles et d'une caisse de solidarité). M. le Rapporteur Général lit un exposé conduisant au rejet du texte trop vaste voté par la Chambre et à son remplacement par le texte de la proposition de loi de M. CARRERE rapportée par M. GADAUD et qui institue une caisse d'assurances contre la grêle.

M. FRANCOIS SAINT-MAUR.- Le texte de la proposition CARRERE-GADAUD ne vise que le risque grêle, risque géographiquement bien limité et qui ne menace que certaines régions de notre pays. Or, la Chambre, - entendant tenir l'engagement inscrit dans l'article 145 de la loi de finances du 28 Décembre 1930, a voulu instituer un régime plus vaste d'assurances contre les calamités agricoles : grêle, gel, inondations, etc.

Si la Commission ne croit pas devoir adopter le texte de la Chambre, je préférerais qu'elle le disjoignit purement et simplement plutôt que de lui substituer un texte trop restrictif et qui ne répond certainement ni au vœu de l'autre assemblée, ni à l'engagement pris par nous dans la loi de 1928.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Nous pourrions peut-être, en effet, disjoindre d'abord le texte de la Chambre quitte à lui substituer, au cours d'une navette, si elle le rétablit, le texte de la proposition CARRERE-GADAUD.

M. BRARD.....



M. BRARD, Rapporteur de l'Agriculture.- J'étais de prime abord partisan de la disjonction et je l'ai dit à M. GADAUD qui m'a dit qu'il acceptait cette procédure sous la réserve que la Commission examinerait, à bref délai, le texte qu'il a rapporté au nom de la Commission d'Hygiène.

M. SERRE.- Je ne vois aucun inconvénient à ce que nous commençons par instituer l'assurance-grêle, sans pour cela renoncer à réaliser ultérieurement l'assurance contre le gél et l'inondation.

La proposition de M. le Rapporteur Général consistant à substituer le texte de la proposition CARRERE-GADAUD au texte voté par la Chambre, est adoptée.

L'article 56 est adopté.

L'article 56 bis est adopté.

L'article 56 A est disjoint.

L'article 57 est adopté, avec limitation de son effet aux années 1932 et 1933.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- L'article 57 A a pour objet d'autoriser la création de deux emplois de chef de bureau ~~et de deux emplois de chef de bureau~~ <sup>et</sup> de deux emplois de contrôleur à l'administration centrale du ministère des pensions.

En ce qui concerne un des emplois de chef de bureau, celui qui doit être créé à la direction du contentieux et du cabinet, M. le Général STUHL et moi, nous sommes favorables à sa création. Par contre, je ne suis pas favorable à la création d'un emploi de chef de bureau auprès de la Commission consultative médicale.

Enfin, je vous propose d'accepter la création de deux emplois de contrôleur dont les titulaires seront chargés d'aller faire des enquêtes sur place.

M. LE GENERAL STUHL.....



M. LE GENERAL STUHL, Rapporteur Spécial des Pensions.- Si on ne crée pas le deuxième emploi de chef de bureau, il est bien entendu que l'on maintiendra auprès de la Commission consultative médicale, le lieutenant d'administration qui y remplit les fonctions qu'y remplirait le chef de bureau.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Parfaitement. Ce lieutenant fait le même travail et coûte moins cher qu'un chef de bureau.

M. ALFRED BRARD.- Tout à l'heure, la Commission a refusé la création d'un emploi de chef de bureau à l'Agriculture. Les raisons financières qui s'opposaient à cette création sont valables ici. Je demande en conséquence la disjonction de l'article.

M. LE GENERAL STUHL.- Ne créez pas les emplois de chef de bureau si vous voulez, mais ne vous opposez pas à la création des contrôleurs qui sont indispensables.

M. GALLET.- J'appuie la demande de M. le Général STUHL. La disjonction est prononcée, par 8 voix contre 3. L'article 57 B est rejeté.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL propose l'adoption de l'article 57 Bbis (institution d'une allocation nouvelle en faveur des grands invalides atteints d'infirmités multiples). Il propose également l'adoption de l'article 57 Bter (augmentation de l'allocation 5bis aux grands invalides), mais il demande le rejet de l'article 57 B quater (création d'une allocation spéciale en faveur des invalides amputés d'un membre).

M. GALLET.- Je me permets d'insister pour le vote de cet article qui a pour objet d'accorder aux amputés une allocation supplémentaire d'un taux assez modeste puisqu'il ne peut dépasser 1.000 Frs , en cas d'amputation ayant entraîné

une.....



une désarticulation de la hanche. Cette allocation ne compensera que faiblement l'aggravation que l'âge apporte à l'état physique des amputés.

M. LE GENERAL STUHL.- L'an dernier, nous avons déjà voté 55 millions en vue d'accorder une indemnité supplémentaire aux amputés. Gardons cet article comme monnaie d'échange. Il pourra nous être utile, au cours des navettes.

Les articles 57 Bbis et 57 B ter sont adoptés.

L'article 57 B quater est rejeté.

Les articles 58 à 65 sont adoptés.

L'article 66 (Subventions aux communes pour le programme vicinal) est adopté avec le chiffre de 25 millions.

L'article 66 A (désenclavement des chefs-lieux de commune et des hameaux) est adopté avec les chiffres de 5 millions et de 2 millions 1/2.

L'article 66 B (autorisation d'engagement pour subventions aux départements en vue de la réfection des routes) est disjoint.

L'article 67 est adopté.

L'article 68 (Subvention à la ville de Paris pour les dépenses de police municipale) est réservé.

Les articles 69 à 81 sont adoptés.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- L'article 81 A est ainsi conçu :

"Est fixé à la somme totale de 650 millions de francs le montant des dépenses que le Ministre de la Marine peut engager pour la construction et la constitution des stocks du navire de ligne dont la mise en chantier a été autorisée par la loi du 10 Juillet 1931."

Or, l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 10 juillet 1931 autorisait bien la mise en chantier d'un navire de ligne et de deux croiseurs de deuxième classe, mais il se terminait par un alinéa ainsi conçu :

"Toutefois....."



"Toutefois, la fixation du tonnage et des caractéristiques du navire de ligne nouveau sera soumise à l'approbation du Parlement avant la passation de toutes commandes, sauf celles relatives aux études nécessaires."

Or, le Parlement n'a jamais été saisi d'une demande d'approbation de ce genre.

M. LE PRESIDENT.- Il convient d'ajouter que cet article 81 A est d'initiative parlementaire.

M. FARJON.- Je crois devoir ajouter, pour rassurer la Commission, que les Commissions de la Marine de la Chambre et du Sénat se sont mises d'accord avec le Gouvernement sur les caractéristiques et le tonnage du navire de ligne prévu par la loi du 10 Juillet 1931.

Lors du vote de cette loi, on envisageait la construction d'un navire de 23.000 tonnes. Des critiques s'étaient élevées contre le choix d'un navire de ce type. Des études nouvelles ont été faites et l'on s'est mis d'accord pour la construction d'un cuirassé de 26.300 tonnes.

M. HENRI ROY.- Nous devrions réserver cet article jusqu'à audition du Ministre de la Défense Nationale.

M. LE PRESIDENT.- J'estime que, s'agissant d'une disposition d'initiative parlementaire, nous devons la rejeter ou la disjoindre en laissant au Gouvernement la responsabilité de nous en demander le rétablissement, s'il estime ce rétablissement indispensable.

L'article est disjoint.

Les articles 82 à 85 sont adoptés.

L'article 86 est adopté, à l'exception du second paragraphe qui est rejeté.

Les articles 87 à 106 sont adoptés.

L'article -107 (maximum des obligations à émettre en 1932 par les grands réseaux de chemins de fer d'intérêt général) est adopté après une question de M. SCHRAMMECK relative à la construction AVIGNON-NICE.

M. LE PRESIDENT.....



M. LE PRESIDENT répond que la construction de cette ligne ne peut être commencée tant que la loi portant déclaration d'utilité publique n'aura pas été votée.

Les articles 108 à 122 et dernier sont adoptés.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL fait connaître les résultats des travaux de la Commission :

1<sup>e</sup> - En ce qui concerne les dépenses . Les crédits votés par la Chambre s'élevant à ..... 41.179.808.080 Frs

Les réductions opérées par la Commission s'élèvent à..... 108.811.136 -

---

Ce qui ramène le total des dépenses à: 41.070.996.994 Frs

2<sup>e</sup> - En ce qui concerne les recettes;

Les chiffres arrêtés par la Chambre s'élevaient à :  
41.184.541.481 Frs

Les chiffres proposés par la  
Commission s'élèvent à..... 41.214.541.481 Frs

---

Ce qui fait ressortir un excédent  
des recettes sur les dépenses de.... 143.544.487 Frs

Excédent d'ailleurs tout apparent si l'on se reporte aux observations formulées sur la situation financière. Il conclut donc de réduire cet excédent en diminuant de 140 millions le montant du prélèvement sur le bénéfice de frappe des monnaies d'argent, ce qui réduit celui-ci à 315 millions.

Au surplus, il convient de remarquer que l'équilibre ainsi établi est encore un équilibre fictif, les évaluations du Gouvernement en matière de recettes ayant été beaucoup trop optimistes.

M. LE PRESIDENT.....



M. LE PRESIDENT remercie, au nom de la Commission, M.  
le Rapporteur Général de l'effort accompli par lui au cours  
de l'examen du projet de budget.

La Séance est levée à 18 heures 45.

Le PRESIDENT de la COMMISSION :

*J. Jeuneveig.*

\*\*\*\*\*



COMMISSION DES FINANCES

Séance du VENDREDI 25 Mars 1932.

La Séance est ouverte sous la présidence de M. JEANNENEY  
Président.

PRESENTS : M.M. JEANNENEY. ABEL GARDEY. BETOULLE. LEON  
PERRIER. GENERAL STUHL. HENRY CHERON.  
JEAN PHILIP. ANDRE LEBERT. SERRE.  
SCHRAMECK. ALFRAD BRARD. GALLET. ANATOLE  
MANCEAU. FOUILLOUX. ARMBRUSTER. CAVILLON.  
BLAIGNAN. SARI. GENERAL HIRSCHAUER.  
FOURCADE. JOSEPH COURTIER. BIENVENU-MAR-  
TIN. CUMINAL. CAILLAUX. MARCEL REGNIER.  
VALADIER. FRANCOIS SAINT-MAUR.

=====

COMPTE SPECIAL DE COMPENSATION.

M. LE PRESIDENT.- L'ordre du jour appelle l'examen,  
pour avis financier, des conclusions du rapport de M. LUGOL  
sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, mo-  
difiant et complétant la loi du 27 avril 1931 sur le fonc-  
tionnement du compte spécial de compensation relatif aux  
frais supplémentaires pour produits finis de l'industrie  
(N° 230 - année 1932).

M. ANDRE LEBERT, rapporteur donne lecture de son avis  
favorable à l'adoption du projet.

M. JEAN PHILIP.- Ce texte qui nous est proposé oblige  
les anciens attributaires à reverser 50 % des sommes qu'ils  
ont reçues autrefois pour produits finis.

C'est.....



C'est tout à fait excessif et je dépose un amendement tendant à ramener cette obligation à 35 %. D'autre part, mon amendement tend à rabaisser de 10 % à 5,60 % le taux de l'intérêt moratoire. J'ai choisi 5,60 % parce que tel est le taux des avances du Crédit National.

Enfin, le projet de loi prévoit que le Crédit national prendra obligatoirement hypothèque sur les biens des anciens attributaires qui pour s'acquitter, devront contracter auprès de lui des emprunts.

Mon amendement supprime cette hypothèque.

Il paraît tout à fait indispensable que les charges des anciens attributaires soient allégées le plus possible. N'oublions pas qu'il s'agit d'industriels qui subissent une crise très lourde. Ne les accablons pas, alors surtout qu'il s'agit d'une dette dont l'origine est contestable, puisqu'elle résulte d'une erreur de l'administration.

M. LE PRESIDENT.- Quelle est l'importance de la somme à réverser par les anciens attributaires ?

M. CAVILLON.- 300 millions. Il est certain que l'Etat a trouvé, grâce au subterfuge que constitue le fonctionnement du compte de compensation, le moyen d'échapper au paiement d'une partie des indemnités pour dommages de guerre dont la charge lui incombait. Il n'en reste pas moins que les sinistrés de mandent que la loi nouvelle toute imparfaite qu'elle est, soit votée d'urgence.

M. LE RAPPORTEUR.- Il m'est indispensable de demander un délai à la commission pour étudier l'amendement de M. PHILIP. L'adoption de cet amendement rendrait nécessaire la conclusion d'une nouvelle convention avec le Crédit National. Il importe que je consulte le Gouvernement pour savoir si la conclusion de cette nouvelle convention est possible.....

sible.....



sible.

La décision sur les conclusions du rapport de M. ANDRE LEBERT est ajournée.

LIQUIDATION DES SOCIETES COOPERATIVES  
DE RECONSTRUCTION.-

M. LE PRESIDENT.- L'ordre du jour appelle l'examen pour avis financier, des conclusions du rapport de M. de LA GRANGE sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant la liquidation des Sociétés coopératives de reconstruction formées par les sinistrés en vue de la reconstitution des immeubles atteints par les événements de guerre (N° 238 - année 1932).

M. ANDRE LEBERT, Rapporteur donne lecture de son avis qui est adopté.

CREDIT SUPPLEMENTAIRE POUR LE CHOMAGE.

M. LE PRESIDENT.- L'ordre du jour appelle l'examen, pour rapport au fond, du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture d'un crédit supplémentaire applicable aux dépenses d'un fonds national de chômage (N° 279 - année 1932).

M. ANATOLE MANCEAU.-Rapporteur donne lecture de son rapport, concluant à l'adoption du projet portant ouverture d'un crédit de 200 millions (texte de la Chambre).

M. BETOULLE.- J'insiste pour que le rapport soit adopté et pour que le projet soit voté dès demain par le Sénat. Les fonds de chômage attendent avec impatience les subventions qui leur sont dues par l'Etat. J'en connais un qui n'a rien reçu depuis le mois de Novembre et qui doit cependant fournir des indemnités qui s'élèvent à 1.500.000 Frs environ par mois pour 6.500 chômeurs.

Je.....



Je reconnais avec M. le Rapporteur, que, dans l'état actuel de la législation, l'augmentation du crédit votée par la Chambre, ne pourra pas, servir à donner des secours de chômage aux artisans. Mais nous sommes à la veille de la clôture de l'exercice et il vaut mieux encore accepter un projet imparfait que de le renvoyer à la Chambre ce qui entraînerait de nouveaux retards dans le vote d'un crédit, ~~qui sera impatiemment attendu~~ impatiemment attendu par les départements, les communes et par tous ceux qui assurent le fonctionnement des fonds de chômage.

M. ABEL GARDEY.-Rapporteur Général.- La Chambre, en relevant le crédit, a eu en vue l'octroi d'allocations de chômage aux artisans. Ceux-ci ne peuvent-ils pas bénéficier de ces allocations ?

M. LE RAPPORTEUR.- Non, et c'est pourquoi j'ai invité le Gouvernement dans mon rapport, à nous saisir d'un projet améliorant sur ce point la législation concernant les secours de chômage. Il n'est pas douteux que les artisans méritent eux aussi, d'être secourus.

M. HENRY CHERON.- Il conviendrait aussi d'inviter le Gouvernement à avoir une véritable politique du chômage. Quels moyens envisage-t-il pour ramener les chômeurs à la terre ? Comment entend-il réduire l'emploi de la main d'oeuvre étrangère ?

Le Parlement a le devoir d'être éclairé sur les vues du Gouvernement sur un problème qui est l'un des plus importants de l'heure présente.

M. LE PRESIDENT.- Comme il s'agit d'un projet urgent, je crois qu'il est inutile que nous convoquions le ministre du Travail. Nous pourrions ultérieurement reprendre l'étude de .....



de cette question.

M. HENRY CHERON.- Notre rapporteur spécial pourra et devra interroger le Gouvernement pour savoir quel est son programme.

M. LE RAPPORTEUR.- Je le ferai d'autant plus volontiers que je suis moi-même convaincu de la nécessité de combattre le chômage par toute une série de mesures. Il est indispensable de venir en aide aux chômeurs, mais il vaudrait encore mieux diminuer leur nombre.

En ce qui concerne les fonds de chômage, j'ai le devoir de dire qu'ils fonctionnent admirablement. L'octroi des allocations ne donne lieu à aucun abus.

M. BETOULLE.- Je confirme complètement ce que vient de dire M. le Rapporteur.

Les conclusions du rapport sont adoptées.

SUBVENTION EXTRAORDINAIRE POUR L'ILE  
DE LA REUNION.

M. LE PRESIDENT.- L'ordre du jour appelle l'examen, par rapport au fond, du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de consentir à l'Ile de la Réunion une subvention extraordinaire de 50 millions de francs (N° 283 - année 1932).

M. LEON PERRIER, Rapporteur donne lecture de son rapport concluant à l'adoption du projet.

M. SCHRAECK.- Des garanties sont-elles prises pour éviter les abus ?

M. LE RAPPORTEUR.- Les subventions seront accordées suivant la procédure instituée lors du cyclone de la Guadeloupe et de l'emploi de la subvention extraordinaire de 100 millions accordée par le Parlement. Cette procédure a donné pleinement satisfaction et l'octroi des subventions sera,

à.....



à la Réunion comme à la Guadeloupe, rigoureusement contrôlé.

Les conclusions du rapport sont adoptées.

EMPRUNT DE L'INDO-CHINE

M. LE PRESIDENT.- L'ordre du jour appelle l'examen pour rapport au fond, du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le Gouvernement Général de l'Indo-Chine à contracter un emprunt de 250 millions de francs (N° 345 - année 1932).

M. LEON PERRIER, Rapporteur donne lecture de son rapport. Sur sa demande, l'audition de M. le Ministre des Colonies est décidée et la suite de la discussion du rapport est renvoyée à une séance ultérieure.

La Séance est levée à 15 heures.

LE PRESIDENT DE LA COMMISSION :

*J. Lecomte*

\*\*\*\*\*



COMMISSION DES FINANCES

lère séance du Samedi 26 Mars 1932

La séance est ouverte à 13 H.45, sous la Présidence de  
M. JEANNENEY.

Présents: MM. JEANNENEY. GARDEY. CAILLAUX. BLAIGNAN. STUHL.  
CAVILLON. SERRE. MANCEAU. GALLET. SARI. BIEN-  
VENU-MARTIN. CHERON. BRARD. CUMINAL. REBOUL.  
BERENGER. REGNIER. FRANCOIS SAINT MAUR. ROBERT.  
ROY. VALADIER. LEBERT. FOURCADE. MILAN.  
FOUILLOUX. HAYAUX. SCHRAMECK. CHASTENET.

---

SUPPRESSION DU DELAI DE MISE EN INSTANCE DE PENSION.

M. LE PRESIDENT.- L'ordre du jour appelle l'examen, pour avis financier, des conclusions du rapport de M. RAMBAUD sur le projet de loi tendant à supprimer le délai de mise en instance de pension.

M. LE GENERAL STUHL, Rapporteur, donne lecture d'un avis favorable à l'adoption du texte proposé par la Com de l'Hygiène qui écarte les dispositions votées par la Chambre et se borne à proroger jusqu'au 31 Décembre 1932, le délai pendant lequel de nouvelles demandes pourront être formées.

M. CHERON.- Si nous accordons cette prorogation nouvelle, il n'est pas douteux que la Chambre rétablira les dispositions que l'on nous propose d'écarter, dispositions génératrices de dépenses considérables. Au surplus, il convient de mettre un terme à ce système de prorogations indéfinies.

Je voterai contre le projet.

M. CAILLAUX.....



M. CAILLAUX.- Tous les ans, on nous demande d'accorder une nouvelle prorogation. Combien de temps cela durera-t-il ?

M. GALLET.- Il est à craindre que cela ne dure longtemps. Il y a des soldats qui ont reçu de multiples blessures par éclats d'obus. Certains de ces éclats n'ont pas été extraits; ils provoquent aujourd'hui des troubles organiques ou fonctionnels. Il est donc juste de permettre à ces blessés de faire valoir leur droit à une pension, d'autant plus que la preuve de l'origine de l'infirmité demeure à leur charge.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Alors, dans ces conditions, il faudra proroger indéfiniment le délai de mise en instance de pension.

M. GALLET.- Oui.

M. SARI.- Je partage l'opinion de M. GALLET, mais seulement en ce qui concerne les blessures; car il n'est pas admissible que des gens viennent aujourd'hui réclamer une pension pour tuberculose en alléguant qu'ils ont contracté une bronchite, il y a 15 ans, dans les tranchées.

M. GALLET.- Pourquoi pas ? S'ils peuvent en apporter la preuve. Vous n'avez du reste rien à craindre, car les Commissions de réforme sont assez sévères.

M. CAILLAUX.- Comme M. SARI, j'estime que le bénéfice des dispositions du projet ne devrait être accordé qu'aux cas de blessures.

M. LE PRESIDENT.- Ce qu'il y a de dangereux, dans ce système de prorogations successives, c'est que chaque fois, on introduit dans la loi de prorogation une disposition tendant à étendre le champ d'application de la loi sur les pensions ou à rendre plus facile l'administration de la preuve de l'infirmité.

M. LE RAPPORTEUR.....



M. LE RAPPORTEUR.- Je vous propose d'écarter toutes les dispositions adventices et de n'admettre la prorogation que dans le cadre de la législation existante.

M. CAVILLON.- Je vous signale l'article 2 du texte qui nous est proposé et qui me paraît susceptible d'entraîner des conséquences dangereuses pour le Trésor.

M. LE RAPPORTEUR.- M. RAMBAUD , Rapporteur, au fond, d'accord avec moi, en demandera la suppression.

M. LE PRESIDENT.- Oui, mais son rapport en propose l'adoption. Il sera sage d'ajourner notre décision jusqu'à ce qu'un rapport supplémentaire ait été distribué qui nous donne satisfaction (assentiment).

L'examen du projet de loi est ajourné.

#### ADOPTION DE DIVERS PROJETS.

Sur le rapport de M. HENRY BERENGER, la Con adopte :

1°- Le projet de loi portant ouverture au Ministre des Affaires Etrangères , d'un crédit en vue de l'attribution d'une subvention à l'Institut français de Naples, pour l'acquisition et l'aménagement d'un nouvel immeuble destiné à son installation ;

2°- le projet de loi portant ouverture au Ministre des Affaires Etrangères des crédits nécessaires à l'agrandissement du lycée de Madrid.

#### CONFERENCE DU DESARMEMENT (CREDIT).

M. LE PRESIDENT.- L'ordre du jour appelle l'examen du projet de loi portant ouverture au Ministre des Affaires Etrangères d'un crédit destiné à couvrir, pendant l'exercice 1932 les dépenses.....



dépenses nécessitées par la participation de la France à la Conférence générale de limitation et de réduction des armements.

M. BERENGER, Rapporteur Spécial, expose que le crédit dont il s'agit et qui s'élève à 1.700.000 frs a pour objet de couvrir les dépenses effectuées au cours des deux derniers mois de l'exercice 1931-1932.

Pour les dépenses afférentes à l'exercice commençant le 1er Avril, un nouveau crédit d'environ 3 millions sera demandé au Parlement. Le Rapporteur conclut à l'adoption du projet de loi en demandant au Gouvernement de tenir la main à ce qu'on évite tout gaspillage et tout abus.

M. LE RAPPORTEUR SPECIAL.- Quand j'ai été mis en possession du texte du projet de loi, mon premier mouvement a été de trouver que le crédit demandé était quelque peu excessif. J'ai fait part de mon impression au Gouvernement qui m'a répondu en me faisant parvenir la liste des conseillers, délégués et experts à la Conférence du désarmement avec le montant des indemnités journalières allouées à chacun d'eux.

Le Président du Conseil, Président de la Délégation reçoit 400 frs par jour. Cela ne me semble pas excessif si l'on veut bien songer que cela ne représente que 80 frs suisses et qu'à Genève, un franc suisse à un pouvoir d'achat inférieur à celui de 5 francs français à Paris.

M. CAILLAUX.- Combien touchaient les autres délégués ?

M. DUMONT m'a dit avoir reçu 325 frs par jour .

M. LE RAPPORTEUR SPECIAL.- Le Vice-Président de la Délégation reçoit 375 francs par jour; les six délégués , dont M. DUMONT, 350 francs; les trois délégués adjoints,

300 frs ,etc.....



300 francs, etc...

On peut conclure de tout cela que la Paix coûte cher; mais la guerre nous a coûté plus cher encore. Il me paraît difficile de refuser les crédits qui nous sont demandés, surtout, si l'on veut bien se rappeler que l'Allemagne, l'Angleterre, et l'U.R.S.S. ont envoyé à Genève des délégations plus nombreuses que la nôtre et qui y vivent, paraît-il, sur un plus grand pied.

M. LE PRESIDENT.- Je crois que la seule chose que nous puissions faire, c'est de prier à nouveau M. le Président du Conseil de gérer avec la plus grande économie, les fonds que nous mettons ainsi à sa disposition.

Nous allons pouvoir le faire à l'instant puisque M. le Président du Conseil se tient à notre disposition pour être entendu sur le projet de loi portant approbation de l'accord financier intervenu à Paris, le 20 Janvier 1932, entre les Gouvernements Tchécoslovaque et français.

AUDITION DU PRESIDENT DU CONSEIL (EMPRUNT TCHECOSLOVAQUE).

.....



AUDITION DE M. ANDRE TARDIEU, PRESIDENT DU CONSEIL

(frais de la Conférence du Désarmement - Emprunt tchécoslovaque).

M. LE PRESIDENT du CONSEIL est introduit auprès de la Con.  
Assiste à l'audition M. LABROUSSE, Rapporteur de la Con des  
Affaires Etrangères).

M. LE PRESIDENT.- La Con vous remercie, M. le Président  
du Conseil, d'avoir bien voulu nous mettre à sa disposition  
dès qu'elle vous a fait connaître son désir de vous entendre  
sur le projet d'accord financier avec la Tchécoslovaquie.  
Mais, avant d'aborder l'examen de ce projet, la Commission  
serait heureuse que vous voulussiez bien répondre à  
quelques questions que vous posera son Rapporteur, M. BERENGER,  
au sujet du crédit destiné à faire face aux frais de la  
Conférence du désarmement.

M. BERENGER, Rapporteur Spécial.- La lecture de mon rapport  
vient d'être accueillie parce que l'on appelle au Parlement  
des mouvements divers. Le montant des crédits demandés a semblé  
bien élevé, eu égard à notre situation financière et il a paru  
à certains de nos collègues que l'organisation de la Paix cou-  
tait presque aussi cher que la guerre.

Nous sommes unanimes à penser qu'il y a peut-être un trop  
grand nombre de délégués, experts, conseillers, etc... à Genève  
puisque la liste de ceux-ci qui m'a été fournie par votre Admi-  
nistration ne comporte pas moins de 103 noms. D'autre part,  
certains frais accessoires, les frais d'automobiles notamment,  
nous ont paru un peu bien élevés. La Commission m'a donc  
chargé de vous demander, Monsieur le Président, si vous n'estimez  
pas .....



pas que certaines dépenses envisagées puissent être comprimées. En tout cas, elle me prie de vous demander de donner des instructions pour que les fonds mis ~~mis~~ à la disposition de la Conférence du désarmement soient gérés avec la plus stricte économie et avec le souci d'éviter les abus et le gaspillage.

Je dois d'ailleurs ajouter que j'ai fait observer à la Con que d'autres délégations comportaient un personnel plus nombreux encore que la délégation française.

M. LE PRESIDENT.DU CONSEIL.- Les dépenses de la Conférence du désarmement sont fonction de deux choses. D'abord de la durée de cette Conférence et je ne puis vous dire quelle sera cette durée; j'espère toutefois qu'elle sera moins longue que celles des travaux de la Commission préparatoire à la Conférence du désarmement qui a été de 4 ans et 7 mois .

Les dépenses sont, d'autre part, fonction du nombre des délégués . L'examen des questions à traiter est réparti entre diverses Commissions : Commission Générale, Commission politique, Commission terrestre , Commission Navale, Commission aérienne et Commission budgétaire. Pour chaque Commission, il faut au minimum un délégué, un délégué-adjoint et deux ou trois experts.

A mon arrivée à Genève, j'ai trouvé que le nombre des experts était trop considérable et entre le 1er et le 30<sup>e</sup> jour de la Conférence, je l'ai réduit dans la proportion de 40 % . Il a atteint actuellement un chiffre au-dessous duquel je ne puis pas descendre car telle question peut soudain être évoquée devant l'une des Commissions pour laquelle l'assistance d'un expert soit immédiatement nécessaire. Nous avons donc besoin d'avoir toujours sur place des experts pour toutes les questions qui peuvent être traitées.

Quant .....



Quant aux automobiles , elles ne donnent lieu, croyez-moi, à aucune dépense exagérée. Il y a , à Genève, deux ou trois petites Renault qui passent alternativement du service d'une Commission à l'autre et qui veulent bien consentir à transporter le Président de la délégation pendant les séjours qu'il fait à Genève . D'ailleurs, il suffit de comparer les voitures qui attendent les membres de la délégations française devant l'hôtel des Bergues avec celles qui battent pavillon japonais, devant l'hôtel Métropole, pavillon britannique ou même tchécoslovaque devant l'hôtel Beaurivage pour voir que si des dépenses somptuaires peuvent être reprochées de ce chef à l'une des délégations, ce n'est certes pas à la délégation française .

J'assure la Commission qu'aucun gaspillage ne peut nous être reproché. Le Secrétaire-Général de la Conférence, M. JEAN PAUL-BONCOUR, apporte une ingéniosité satanique à nous déposséder de nos Chambres et à les relouer le soir même de notre départ.

Pour la même période de temps pour laquelle nous vous demandons 1.700.000 francs, les Etats-Unis qui n'ont pas à Genève, un seul expert , ont voté 500.000 dollars, soit 12 millions 1/2.

M. CAILLAUX.- Ce qui nous a surtout frappé, c'est le nombre de 103 personnes devant composer la délégation française. Ce chiffre nous a paru excessif.

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL.- Je m'excuse, ignorant que la Commission me poserait des questions sur ce sujet, de n'avoir point apporté mon dossier. SI M. le Rapporteur Spécial veut bien me communiquer la liste qui lui a été remise par mes services, je tâcherai, en faisant appel à mes souvenirs , de

vous .....



vous donner toutes les précisions que vous jugerez désirables.

M. LE RAPPORTEUR SPECIAL.- Voici cette liste de 103 noms.

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL.- Tout d'abord les six délégués titulaires ne sont jamais présents à la fois à Genève.

M. LE RAPPORTEUR SPECIAL.- On a calculé que chacun d'eux y serait présent 30 jours en moyenne.

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL.- C'est excessif. Quant aux délégués suppléants, la présence permanente de deux d'entre eux MM. MASSIGLI et AUBERT est indispensable. La présence du troisième, M. MOYSSET, mon collaborateur dont vous connaissez la haute valeur y est utile. En fait, M. MOYSSET n'est resté que quelques jours à Genève.

Quant aux experts, le Général GAMELIN, porté sur cette liste comme permanent, n'est y est resté que 4 jours.

M. LE RAPPORTEUR SPECIAL.- Et pourtant, l'indemnité prévue pour lui est calculée pour 180 jours.

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL.- L'Amiral DURAND-VIEL a passé à Genève 5 jours; le Général BARATIER n'y est resté que 24 heures. Quant à M. CHAUMIE, expert du Ministère de l'Air, il n'y est jamais venu.

J'ajoute que tous, y compris le Président de la Délégation, ce qui, vous en conviendrez est un peu humiliant pour moi, nous touchons l'indemnité qui nous est allouée, en fin de journée. La dernière fois que je suis allé à Genève, où j'ai passé trois jours, on m'a remis 1.200 francs; or, ma note d'hôtel s'élevait à 1.258 francs, et j'avais pris mes repas au dehors. Ayant dû offrir à déjeuner ou à dîner aux membres de diverses délégations, j'y ai été très exactement de 4.000 francs de ma poche.

Nos officiers sont tous, dans une proportion plus faible

peut-être.....



peut-être dans le même cas que moi. Vous me permettez bien de vous dire qu'il est pénible, après cela, de se voir soupçonner de gaspillage.

M. CAILLAUX.- Tout le mal vient de ce que vos services ont fait un état de dépenses en prévoyant pour chaque délégué ou expert une durée de séjour uniforme, ce qui fait qu'une grande partie du crédit demeure inemployée, alors que, d'autre part, on se montre avare et qu'on ne fait pas les choses convenablement.

M. LE PRESIDENT.- Si la Commission désire d'autres précisions, je suis prêt à les lui fournir.

M. LE PRESIDENT.- La Commission, Monsieur le Président du Conseil, s'en voudrait d'insister, après les explications que vous venez de lui donner (assentiment unanime).

Elle serait maintenant heureuse de vous entendre sur le projet qui motivait votre audition, Monsieur le Président, à savoir le projet portant approbation de l'accord financier avec la Tchéco-Slovaquie.

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL.- Le projet qui remonte à Février 1931 avait pour objet d'autoriser la Tchécoslovaquie à contracter en France un emprunt lui permettant de rembourser les emprunts à 8 % contractés auprès de l'Angleterre et de l'Amérique en 1923 et 1924 en vue de la stabilisation de la couronne. Il s'agissait là d'une opération des plus recommandables. Nous avons nous-mêmes pensé à convertir ceux de nos emprunts de guerre qui étaient convertibles. Je regrette que ces conversions n'aient pas été faites. Si j'étais resté au pouvoir, elles l'eussent été.

En Février 1931, le Gouvernement tchécoslovaque avait reçu de nombreuses offres de concours pour l'émission de cet

emprunt.....



emprunt, mais la crise est survenue; de nombreuses banques de l'Europe centrale ont sauté et les établissements de crédit français qui avaient pris des engagements à l'égard du Gouvernement tchécoslovaque, se sont prudemment défilés.

M. SCHRAMECK.- Pourquoi, le Gouvernement qui a de l'influence sur ces banques n'a-t-il pas usé de cette influence pour les inciter à tenir leurs engagements ?

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL.- Si, lorsque vous étiez Ministre de l'Intérieur, vous aviez de l'influence sur les banques, permettez-moi de vous en féliciter et de vous dire que le Gouvernement actuel ne peut se flatter de posséder une telle influence.

Les Etablissements de crédit, donc, ont dit au Gouvernement tchécoslovaque : il n'y a plus moyen d'émettre, en ce moment, un emprunt en France.

Sur ce, la situation économique et financière s'étant aggravée dans le monde entier, la Tchécoslovaquie a dû renoncer à convertir ses emprunts de stabilisation et le 11 Novembre dernier, elle a sollicité l'autorisation d'émettre un emprunt d'un montant égal, soit 600 millions, pour les besoins de sa Trésorerie.

Le projet autorisant cet emprunt et accordant la garantie de l'Etat français a été déposé le 20 Janvier. Il a été adopté, sous réserve d'une modification, par la Chambre, il y a 3 semaines.

La Tchécoslovaquie est un des pays d'Europe dont les finances sont le mieux gérées. Elle a pratiqué une politique de sagesse qui, jusqu'à présent, - à l'exception des deux emprunts de stabilisation -, a exclu le recours à l'emprunt.

Mais, au cours de l'année dernière, la Tchécoslovaquie

a .....



a subi les effets de la situation générale. Des capitaux étrangers déposés dans ses banques ou investis dans certaines de ses entreprises ont été rapatriés. L'attitude énergique prise par elle dans l'affaire de l'Anschluss lui a valu des représailles économiques de la part de l'Allemagne et de l'Autriche. Enfin, les moratoires décidés par la plupart des pays de l'Europe centrale ont eu pour conséquence de lui fermer ses principaux débouchés.

La Tchécoslovaquie, cependant, ne s'est pas laissée abattre. Des mesures d'économies ont été prises; les traitements des fonctionnaires ont été réduits, l'impôt sur le revenu a été augmenté, ainsi que les impôts sur la bière et sur le tabac.

C'est un pays énergique et qui réagit. Il mérite, à ce titre, de nous servir d'exemple; non point que je veuille prétendre que nous ne sommes pas un pays énergique, mais nous avons tous, en ce moment, des excuses valables pour ne pas abuser de l'énergie.

Quand la Tchécoslovaquie nous a demandé notre concours, il ne s'agissait pas, pour nous, de financer une crise, comme on l'a fait pour d'autres pays, mais d'apporter une aide à un organisme complètement sain. Le 11 Novembre, elle nous a demandé d'accorder notre garantie à un emprunt émis par elle, au cas où cette garantie ne serait pas suffisante, une souscription. C'était là une précaution parfaitement inutile. Quand le projet portant ratification de l'accord conclu sur ces bons vint devant la Commission des Finances de la Chambre, MM. MALVY, VINCENT-AURIOL, BEDOUCÉ, m'ont dit : "Si vous enlevez de l'accord, l'éventualité de la souscription, nous vous donnons l'assurance que le projet sera voté à l'unanimité par la Chambre". Après  
une .....



une démarche officielle du Président du Conseil auprès de moi, j'ai négocié la suppression de la clause prévoyant une souscription et j'ai obtenu du Gouvernement tchécoslovaque qu'il y renonçât. Cela ne m'a d'ailleurs pas épargné la surprise et le regret de voir ceux-là mêmes qui m'avaient demandé cette modification, s'abstenir dans le vote sur le projet de loi.

Pourquoi est-ce que j'ai insisté devant la Chambre et pourquoi est-ce que je me permets d'insister devant vous pour que le projet soit voté à l'unanimité ?

Parce que la politique financière de la Tchécoslovaquie est saine. Parce que nous ne courons aucun danger, puisque nous obtenons un privilège de second rang sur le produit des tabacs qui atteint 841 millions et sur lequel une seule garantie a déjà été accordée à l'emprunt anglo-américain de stabilisation et pour 125 millions seulement.

Par ailleurs, nous obtenons de la Tchécoslovaquie des avantages douaniers de conséquence puisqu'il ne s'agit de rien de moins que d'une déconsolidation des droits sur les chaussures les bois, les jouets, etc...

Je vous demande de voter le projet à l'unanimité et je vous demande de le voter rapidement. Je vous assure que, dernièrement, à Genève, lorsque je voyais la Tchécoslovaquie à nos côtés, dans les discussions de la Conférence du désarmement, j'étais gêné du retard apporté par la Chambre à autoriser cet emprunt. La Chambre a voté le projet. Depuis 3 semaines, il est devant vous; mais depuis 3 semaines les événements ont marché. Toutes les nations de l'Europe centrale à l'exception de la Tchécoslovaquie et de la Pologne ont édité des moratoires. N'être pas en état de moratoire pour ces deux pays, cela veut dire qu'ils continuent de payer, mais qu'ils ne sont pas payés; cela veut dire que si des mesures  
ne .....



ne sont pas prises d'urgence, la faillite est pour eux imminente.

Si nous voulons éviter cette faillite générale de tous les états nés de la guerre, des mesures énergiques s'imposent. Dès mon arrivée au Quai d'Orsay, j'ai engagé des négociations avec les trois grandes puissances intéressées au rétablissements de l'ordre économique en Europe Centrale. Avec l'Angleterre, ces négociations ont réussi; il me reste à amener l'Italie et l'Allemagne à adhérer à cet accord.

Mais il est bien évident que si nous n'apportons pas immédiatement à la Tchécoslovaquie l'aide qu'elle réclame de nous, ce n'est plus la peine de rien tenter pour sauver l'Europe centrale de la crise où elle se débat.

Je suis convaincu que vous allez voter le projet; mais je voudrais que la manoeuvre qui s'est produite à la Chambre ne se reproduisît pas au Sénat. Il faudrait qu'au moins une de nos deux Assemblées montrât par l'unanimité de son vote, nos sentiments d'amitié à l'égard de la Tchécoslovaquie et la fidélité que nous lui gardons.

La Tchécoslovaquie, c'est un des éléments essentiels de la politique française en Europe. Tous les ennuis qu'ont éprouvés l'Angleterre, les Etats-Unis et la France elle-même, en ces derniers mois, ont eu leur origine à Vienne. Si toute l'Europe Centrale s'abritait derrière un moratoire généralisé, nous serions obligés de prendre des mesures qu'il est impossible d'envisager avec indifférence. Messieurs je n'en dis pas plus et je m'en rapporte à votre jugement.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Pour répondre à votre appel, Monsieur le Président du Conseil, je vous déclare que je saisisrai la Commission de mon rapport, dès Lundi.

M. Le PRESIDENT.....



M. LE PRESIDENT DU CONSEIL.- Je vous en remercie.

M. LE PRESIDENT.- Personne n'a de questions à poser à

M. le Président du Conseil ?

La séance est levée.

La sséance est levée à 15 H. 1/4.

LE PRESIDENT DE LA COMMISSION DES FINANCES :

*J. Jeanneney.*



COMMISSION DES FINANCES

2ème Séance du 26 Mars 1932.

La Séance est ouverte à 9 heures 40, sous la présidence de M. JEANNENEY.-

PRESENTS : M.M. JEANNENEY. ABEL GARDEY. BIENVENU-MARTIN.  
HENRI ROY. SCHRAMECK. CUMINAL. MARCEL REGNIER. GALLET. LEON PERRIER. REBOUL.  
PIERRE ROBERT. FOURCADE. ANDRE LEBERT.  
FRANCOIS SAINT-MAUR. JEAN PHILIP.  
HENRY BERENGER. HENRY CHIRON. GENERAL STUHL. SERRE. FOUILLOUX. VALADIER. MILAN.  
ANATOLE MANCEAU.

=====

AUDITION DE M. LE MINISTRE DE L'INSTRUCTION  
PUBLIQUE.

M. LE PRESIDENT.- L'ordre du jour appelle l'audition de M. le Ministre de l'Instruction Publique et des Beaux-Arts sur :

- 1° - les crédits relatifs aux traitements des Professeurs du Conservatoire et de l'Ecole Nationale des Beaux-Arts (Chapitres 9 et 20 du Budget des Beaux-Arts).
- 2° - la subvention au Théâtre National de l'Opéra;
- 3° - le régime fiscal de l'industrie du spectacle.

Nous allons procéder à cette audition.

M. MARIO ROUSTAN, Ministre de l'Instruction Publique est introduit accompagné de M. PAUL LEON, Directeur des Beaux-Arts.

M. LE PRESIDENT.....



M. LE PRESIDENT.- Monsieur le Ministre, la Commission tient, tout d'abord à avoir votre avis sur l'amendement déposé par M. SAVIGNOL, tendant à opérer une réduction indicative sur les crédits des chapitres 9 et 20 du budget des Beaux-Arts afin de permettre, par un relèvement à la Chambre, d'augmenter les traitements des professeurs à l'école nationale supérieure des Beaux-Arts à Paris et du conservatoire national de musique et de déclamation.

M. LE MINISTRE.- Le relèvement des traitements de ces deux catégories de professeurs est envisagé depuis longtemps. Seules, les difficultés budgétaires, ont empêché jusqu'ici de le réaliser.

Il est incontestable que les traitements de ces professeurs sont tout à fait disproportionnés avec la haute situation qu'ils occupent et les services qu'ils rendent. Un professeur de 6ème dans un lycée.

Si la Commission consentait aux augmentations envisagées, le ministre de l'Instruction Publique ne pourrait que s'en réjouir.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Nous reconnaissons qu'il y a là une question de justice, mais nous avons pris une décision principe qui nous oblige à rejeter impitoyablement, dans ce budget, toutes les augmentations de traitements et toutes les créations d'emplois.

M. LE MINISTRE.- Dans ces conditions, il vaudrait mieux peut être, envisager un projet spécial augmentant les traitements des professeurs des Beaux-Arts et du Conservatoire. Je prendrai volontiers l'initiative de ce projet si la Commission s'engage à la rapporter favorablement.

M. LE PRESIDENT.- Nous pouvons tout au moins vous dire que nous l'examinerons avec sympathie.



M. HENRY BERENGER.- Il n'est pas douteux que la professeurs du Conservatoire reçoivent des traitements hors de proportions avec leurs mérites.

M. FRANCOIS SAINT-MAUR.- Peut-on les considérer comme de véritables professeurs ? Il me semble qu'ils retirent certains avantages de leur titre de professeur. C'est un honneur qui, m'assure-t-on est très recherché.

M. LE MINISTRE.- C'est un honneur, évidemment, Monsieur FRANCOIS SAINT MAUR, mais il y a longtemps que PETITJEAN a répondu que "sans argent, honneur est une maladie".

En outre, s'il est exact, que certains professeurs augmentant considérablement leur traitement par les leçons qu'ils donnent et que leur attire leur titre, il en est beaucoup d'autres qui enseignent des instruments d'un usage peu courant et qui n'ont, de ce fait, que très peu d'élèves.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Je retiens des déclarations de M. le Ministre qu'il est décidé à déposer un projet de loi rendant inutile l'amendement de M. SAVIGNOL.

M. LE MINISTRE.- Je prendrai, en séance, l'engagement de déposer ce projet.

M. LE PRESIDENT.- Nous désirons maintenant savoir, Monsieur le Ministre, où en est la question du relèvement de la subvention destinée à l'Opéra.

M. LE MINISTRE.- La Commission sait dans quelles conditions j'ai reçu, il y a peu de jours, la démission de M. Jacques ROUCHE.

C'est là, à vrai dire, un geste qui était devenu familier à M. Jacques ROUCHE. Il avait souvent démissionné, mais, chaque fois, il était revenu sur sa démission. Cette fois-

ci.....



ci, il paraît décidé à la maintenir et il a, il faut le reconnaître, de bonnes raisons pour cela ayant perdu déjà des sommes considérables qui s'accroissent au rythme de 250.000 Frs par mois.

"Il me faut pour faire vivre l'Opéra, m'a-t-il dit, une subvention supplémentaire de 3 millions", Que pouvais-je faire, en présence d'une pareille demande ?

J'ai immédiatement envoyé un inspecteur des finances à l'Opéra pour examiner la comptabilité. J'ai reçu un rapport. Il confirme purement et simplement les déclarations de M. Jacques ROUCHE.

Pour de multiples raisons, la gestion d'un théâtre lyrique est devenue fatalement déficitaire. L'Opéra, théâtre de luxe, est, bien entendu, celui qui souffre le plus de la crise.

M. MARCEL REGNIER.- Pourquoi n'abaisse-t-on pas le prix des places ? Cela vaudrait mieux que de jouer devant des fauteuils vides et l'on attirerait vers l'Opéra une clientèle nouvelle.

M. LE MINISTRE.- On y a pensé, mais la question n'est pas aussi simple qu'elle le paraît. L'Opéra a de nombreux abonnés. Si nous abaissons les tarifs, il faudra rembourser une certaine somme aux abonnés et où trouver l'argent ? En outre, en abaissant les tarifs, on risque d'éloigner la clientèle de luxe qui, dans tous les pays, est celle qui fait vivre les grands théâtres comme l'Opéra.

Je pouvais, en vertu de l'article 77, du contrat qui lie l'Etat avec M. ROUCHE, faire continuer la gestion du directeur démissionnaire par un commissaire du Gouvernement agissant au nom, et au compte de l'Etat. Je le pouvais en droit, mais en fait, j'allais engager l'Etat dans une affaire déplorable. Là où M. ROUCHE perd 300.000 Frs par mois, il est.....



est évident qu'un fonctionnaire improvisé directeur, perdra au moins la même somme.

Je dois déclarer que M. ROUCHE a agi très galamment. Sentant toute la difficulté de ma situation et ne voulant pas avoir l'air de faire pression sur les pouvoirs publics en rendant inévitable une fermeture de l'Opéra au cours même de la discussion du budget, il m'a offert spontanément de continuer ses fonctions jusqu'au 10 Avril. "Si vous voulez vous servir de l'article 77, a-t-il ajouté, je resterai auprès du commissaire du gouvernement pour l'éclairer de mes conseils et le faire bénéficier de mon expérience".

L'éloge de M. Jacques ROUCHE mérite d'être fait. Il n'a jamais perçu des honoraires quelconques pour sa direction, ce qui est, on peut le dire, un cas unique dans l'histoire des théâtres subventionnés. Par ailleurs, son administration a toujours été infiniment sage. Partout où il l'a pu, il a réalisé des économies appréciables. La seule prodigalité que l'on ait pu lui reprocher concerne les décors sur lesquels, peut-être, on aurait pu faire quelques réductions de dépenses. Mais n'oublions pas que nous sommes dans une matière où le point de vue artistique passe avant le point de vue strictement commercial.

On pourra, en ce qui concerne les dépenses de décors, prendre quelques garanties supplémentaires si la subvention est augmentée, mais il ne faut pas en attendre des économies très appréciables.

M. SCHRAMECK.- Au lieu de monter des pièces nouvelles qui coûtent très cher, ne pourrait-on pas, dans la période de crise que nous traversons, réduire le programme de l'Opéra aux pièces qui ont la faveur du public. "Faust", "Homme à la rose", "La Walkyrie", etc....

M. LE MINISTRE.&&.....



M. LE MINISTRE.- J'avais eu cette idée et je l'avais exprimée à M. ROUCHE. Malheureusement les faits sont là : il n'y a plus de pièce qui rapporte à l'Opéra. "Faust" lui-même ne fait pas ses frais!

J'ai envisagé le problème sous toutes ses faces.

On pourrait à la rigueur supprimer quelques musiciens. Il y en a plus que le nombre fixé par le cahier des Charges.

M. SCHRAMECK.- Il est difficile de s'engager dans cette voie. Si les spectacles diminuent de valeur, ils perdront leurs derniers auditeurs. Pour attirer la clientèle, il importe d'avoir toujours des spectacles excellents.

M. LE MINISTRE.- En ce qui concerne les artistes, l'enquête à laquelle j'ai fait procéder démontre que ce sont les grandes vedettes qui sont, en proportion, les plus mal payées. On ne peut pas songer à réduire leurs traitements. Songez, Messieurs, qu'un chef d'orchestre à l'Opéra ne gagne que 3.000 frs par mois!

On est obligé de laisser les artistes aller chanter à l'étranger pour parfaire des traitements insuffisants.

M. HENRI ROY.- A la suite de chaque concours du conservatoire, on engage à l'Opéra, les lauréats de certains prix. N'en résulte-t-il pas une pléthore d'artistes et des dépenses inutiles?

M. LE MINISTRE.- Ces artistes sont payés au cachet. Il n'y a donc aucun abus de <sup>ce</sup> chef.

Les musiciens et la plupart des artistes sont payés au

Ce système a permis d'augmenter considérablement le nombre des représentations. Pour 190 en 1913 il y en a eu 254 en 1931.

M. HENRI ROY.- C'est peut être une erreur.

On a eu tort surtout de ne plus exiger la tenue de soirée. L'Opéra y perd beaucoup de son prestige.

M. HENRY BERENGER.....



M. HENRY BERENGER.- Nous ne sommes plus au temps du second empire ! La société évolue et je ne vois, pour ma part, aucun mal à ce que l'Opéra se démocratise un peu.

M. HENRI ROY.- Eh bien moi, je déplore que les fauteuils d'orchestre de l'Opéra soient envahis par des gens en tenue de voyage ou de sport. C'est l'une des raisons de la situation lamentable dans laquelle se débat notre premier théâtre lyrique.

M. LE MINISTRE.- La raison essentielle de cette situation c'est, il faut bien reconnaître, que les jeunes gens ne vont plus au théâtre et surtout à l'Opéra.

"La société évolue"disait tout à l'heure M. HENRY BERENGER et le théâtre que nous avons tant aimé apparaît maintenant aux jeunes générations comme un art périmé.

M. BIENVENU-MARTIN.- Hélas !

M. LE MINISTRE.- C'est là une constatation que je déplore, mais c'est un fait contre lequel nous ne pouvons rien.

Dans l'organisation future de nos théâtres subventionnés, si l'on veut réduire le plus possible les charges que le déficit de leur exploitation fera peser sur le budget de l'Etat, il faudra bien tenir compte de ce fait et peut être, par exemple, envisager une exploitation conjuguée de l'Opéra et de l'Opéra-Comique.

A l'heure où nous sommes, je ne crois pas que nous puissions refuser d'augmenter la subvention de l'Opéra. Sous le sceau du secret, je peux bien vous dire, en effet, que si M. ROUCHE maintient sa décision personne ne demandera à prendre sa place, et dans ce cas, je ne sais pas comment je ferai.

M. MILAN.- Cela ne m'étonne pas. M. ROUCHE a dépensé à l'Opéra 18 millions sur sa fortune personnelle. On ne retrouve pas souvent un homme capable de faire un pareil sacrifice pour l'amour de l'art.

M. LE MINISTRE.-.....



M. LE MINISTRE.- Le Gouvernement est donc décidé à demander un relèvement de crédit permettant d'augmenter de 3 millions la subvention de l'Opéra, étant bien entendu que la subvention diminuera si les recettes viennent à augmenter. Nous sommes d'accord sur ce point avec M. ROUCHE.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Nous demandez-vous une réduction indicative sur le chapitre 24 ?

M. LE MINISTRE.- Non, le Gouvernement préfère aller d'abord devant la Chambre et lui exposer la situation.

M. LE PRESIDENT.- Il ne vous reste plus désormais, Monsieur le Ministre, qu'à vous expliquer sur les intentions du Gouvernement en ce qui concerne les revendications des industries du spectacle.

M. LE MINISTRE.- Ces revendications ne sont, comme on pourrait le croire, ni improvisées, ni inattendues.

En réalité, les théâtres protestent depuis la fin de la guerre contre les charges fiscales qui pèsent sur eux. ("Nous voulons bien comme tout le monde, supporter la taxe sur le chiffre d'affaires de 2 %, disent-ils, mais on nous impose une taxe de 5 % qui est un reste de la fiscalité de guerre. Nous demandons à être traités comme les autres commerçants et industriels").

Leur argumentation est si logique, que le ministère de l'Instruction Publique et des Beaux-Arts, a, depuis de longues années déjà, saisi le ministère des finances d'un projet ayant pour objet d'alléger les charges fiscales qui pèsent sur l'industrie du spectacle. Ses efforts sont restés vains. Le Ministère des finances n'a jamais voulu accepter ce projet.

Tant que les affaires allaient bien, les théâtres ont fait taire leurs revendications. Mais la crise est venue, et elle est pour eux d'autant plus dure qu'ils ont à supporter - ne l'ou-

blions.....



blions pas-une taxe d'Etat de 5 % et une taxe municipale de 10 %.

A l'heure actuelle, vous savez que toutes les branches de l'industrie du spectacle se sont mises d'accord pour demander une réduction d'impôt. En cas de refus, ce sera le lock-out complet. Toutes les salles seront fermées.

M. LE PRESIDENT.- Quelle est la situation des cinémas ?

M. LE MINISTRE.- Les cinémas se plaignent eux aussi.

M. LE PRESIDENT.- S'ils faisaient de mauvaises affaires il ne se multiplieraient pas comme ils le font.

M. LE MINISTRE.- Ils prétendent que depuis la vulgarisation des films sonores, ils ont dû engager de grosses dépenses pour transformer leurs salles afin d'améliorer l'accoustique.

Ils ont dû, en outre, élever leurs prix.

M. LE PRESIDENT.- Il n'en est pas moins vrai qu'il s'en crée de nouveaux tous les jours à Paris et en province.

M. LE MINISTRE.- Je ne défends pas la cause du cinéma. J'indique seulement les arguments qui ont été invoqués par les représentants des directeurs de théâtre et de cinémas.

La menace de lock-out ne peut pas laisser le Gouvernement indifférent. Si j'étais encore membre de la Commission des finances, je penserais avant tout à l'équilibre budgétaire et je serais, sans doute partisan d'opposer une fin de non recevoir aux réclamations des représentants des industries du spectacle. Homme de gouvernement, je suis obligé de peser les conséquences d'un "non possumus" formel.

Si nous refusons d'améliorer le régime fiscal des spectacles, le lock-out sera prononcé : il y aura 150.000 chômeurs de plus et Paris, privé de spectacle, sera comme une bourgade de campagne.

N'oublions pas que jamais, même aux heures les plus tragiques de la guerre, les spectacles n'ont cessé. Le préfet de police.....



police est très inquiet des conséquences que pourrait avoir, pour le maintien de l'ordre public la fermeture de toutes les salles de théâtres, de cinémas, et de concerts.

M. HENRY CHERON.- Quelle décision compte prendre le Gouvernement ? Que nous demande-t-il ?

M. LE MINISTRE.- Le Gouvernement poursuit les pourparlers engagés avec les délégués des théâtres et des cinémas. Sa décision n'est pas encore prise.

M. HENRY CHERON.- Combien rapporte la taxe d'Etat sur les théâtres ?

M. LE MINISTRE.- Les théâtres de Paris payent 13.362.000 francs, ceux de province 5.569.000 francs.

M. LE PRESIDENT.- Quelle peut être la conclusion de votre audition ? Monsieur le Ministre.

M. LE MINISTRE.- Aucune, Monsieur le Président, tout au moins en ce moment, le Gouvernement prendra une décision avant le vote définitif du budget. S'il estime nécessaire d'introduire une disposition dans la loi de finances pour donner une satisfaction quelconque à l'industrie des spectacles, il le fera au cours de la navette.

Etant au courant de la situation, vous pourrez mieux délibérer sur cette disposition, s'il y a lieu.

Aujourd'hui, mon rôle n'est qu'un rôle d'informateur.

M. HENRY BERENGER.- Je le déplore, car le Gouvernement aurait un autre rôle à prendre que celui-là. C'est à lui à prendre ses responsabilités.

M. LE MINISTRE.- Il les prendra.

M. LE PRESIDENT.- Evidemment que si le Gouvernement propose des textes fiscaux dégrévants plus ou moins les spectacles, il est indispensable que ces textes soient examinés en premier lieu par la Chambre.

M. LE MINISTRE.- .....



M. LE MINISTRE.- C'est bien ce que nous pensons et c'est pour cela, je le répète que je ne viens qu'à titre d'information.

M. LE PRESIDENT.- Réfléchissez bien avant de prendre une décision, Monsieur le Ministre. Il serait infiniment grave que l'on ait l'impression dans le pays que le gouvernement a cédé à une menace. Si vous ne résistez pas, vous aurez d'autres levées de boucliers. Il n'y aurait plus de finances possibles si les contribuables pouvaient s'unir pour organiser la grève de l'impôt.

M. SCHRAMECK.- Que se passerait-il si l'on donnait une satisfaction aux théâtres, en laissant de côté les réclamations des cinémas ? Le front unique subsisterait-il ?

M. LE MINISTRE.- Nous négocions justement, en ce moment, pour montrer aux théâtres qu'ils n'ont aucun intérêt à lier leur cause qui est intéressante à celle des cinémas qui l'est moins. Dans quelques jours vous saurez ce que nous avons décidé. Aujourd'hui je vous demande de vous contenter de mes informations.

M. HENRY BERENGER.- Cette procédure qui consiste à prendre officieusement l'avis des commissions avant d'avoir fixé son attitude et pris une décision est pleine d'inconvénients. Il ne faut pas que le Gouvernement s'abrite derrière nous pour prendre des responsabilités qui n'incombent qu'à lui seul.

M. LE MINISTRE.- Il ne s'agit pas de cela.

M. HENRY BERENGER.- Alors je tiens qu'il soit précisé qu'en aucun cas il ne sera fait allusion à l'entretien qui vient d'avoir lieu et que la Commission des Finances n'a donné aucun avis dans un sens quelconque sur le conflit actuel.

M. LE MINISTRE.....



M. LE MINISTRE.- C'est entendu.

( M. LE MINISTRE et M. LE DIRECTEUR DES BEAUX-ARTS se retirent) .

Les chapitres 9 et 20 du ~~chapitres~~ budget des Beaux-Arts sont adoptés avec les chiffres de la Chambre.

En ce qui concerne l'augmentation de subvention de l'Opéra, la Commission décide d'attendre d'être saisie, au cours de la navette budgétaire, des propositions du Gouvernement.

#### ASSURANCES SOCIALES.

M. LE PRESIDENT.- La parole est à M. ANATOLE MANCEAU pour une communication concernant son rapport sur le budget du Travail.

M. ANATOLE MANCEAU.- Messieurs, dans le préambule de mon rapport sur le budget du Travail, j'avais cru devoir exprimer des critiques sur le fonctionnement de la loi des Assurances Sociales. Je pensais que ce préambule n'engageait que ma responsabilité personnelle, les décisions de la Commission portant seulement sur les chapitres.

Mes critiques ont ému M. le Ministre du Travail, et M. le Président m'a fait observer que j'avais, dans une certaine mesure, engagé la Commission dans une matière particulièrement délicate et sans qu'elle en ait délibéré.

Je tiens à préciser qu'il n'a jamais été dans ma pensée d'engager la Commission. Je croyais que les rapporteurs avaient toute liberté d'exprimer leur opinion et que, ce faisant, ils n'engageaient qu'eux seuls.

M. LE PRESIDENT.- Les rapporteurs jouissent, en effet,  
d'une.....



d'une certaine liberté. Encore faut-il cependant que leurs rapports ne laissent place à aucune ambiguïté et que l'on ne puisse pas attribuer à la Commission des opinions qui n'appartiennent qu'à eux seuls. En l'espèce, si j'avais eu le temps de lire son rapport, j'aurais certainement prié M. ANATOLE MANCEAU, dont la bonne foi n'est d'ailleurs mise en doute par personne - d'en modifier les termes.

Il lui appartiendra, pour faire cesser le malentendu, de préciser en séance, que son rapport, en ce qui concerne les Assurances sociales, n'engage que lui-même.

M. ANATOLE MANCEAU.- C'est entendu.- Je ferai les déclarations nécessaires lors de la discussion du budget du Travail.

L'incident est clos.

La Séance est levée à 18 heures 35.

Le PRESIDENT de la COMMISSION :

*J. Fournier.*

+++++



COMMISSION DES FINANCES

---

Séance du Lundi 28 Mars 1932 .

La séance est ouverte à 10 heures, sous la présidence  
de M. JEANNENEY.

Présents: MM. JEANNENEY. GARDEY. STUHL. FOURCADE. FOUILLOUX.  
ARMBRUSTER. GALLET. BLAIGNAN. LEBERT. ROY.  
HIRSCHAUER. CUMINAL. SERRE. PHILIP. BRARD.  
BERENGER. MANCEAU. BIENVENU MARTIN. FRANCOIS  
SAINT MAUR. HAYAUX. MILAN. REBOUL. BETOULLE.  
SARI. CAVILLON. COURTIER. SCHRAMECK.

---

Examen des Amendements à la loi de finances.

M. LE PRESIDENT.- L'ordre du jour appelle l'examen des  
amendements à la loi de finances.

Sur la proposition de M. GARDEY, Rapporteur Général, un  
amendement de M. BABAUD-LACROZE tendant à ~~ds~~joindre l'article 3  
est repoussé.

Un amendement de MM. BRARD et RIO tendant à reprendre, en  
le modifiant, le texte voté par la Chambre à l'article 4 A, est  
adopté, sous réserve de le substituer à la date du 1er Janvier  
1932.

- Un .....



- Un amendement de MM. MONTENOT et de MONTI tendant à reprendre l'article 4 B de la Chambre , est disjoint.

- Un amendement de M. BABAUD-LACROZE à l'article 5 est repoussé .

- Un amendement de M. COUCOUREUX à l'article 8 est adopté.

- Un amendement de M. LE TROCQUER à l'article 8 A est repoussé.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Nous avons rétabli l'article 10 que la Chambre avait disjoint.

Cet article est ainsi conçu :

#### ARTICLE 10

L'article 60 de la loi du 13 Juillet 1925 est remplacé par les dispositions suivantes :

"Si l'insuffisance reconnue amiablement ou révélée par l'expertise est égale ou supérieure au quart du prix exprimé ou de la valeur déclarée, les parties acquittent solidairement , savoir :

1°- le droit simple sur le complément d'estimation;

2°- Un demi-droit en sus, si l'insuffisance est reconnue amiablement avant la signification de la requête en expertise, un droit en sus, si l'insuffisance est reconnue après la signification de la requête en expertise, mais avant le dépôt au greffe du tribunal, du rapport de l'expert, et un double droit en sus dans le cas contraire;

3°- Les frais de l'expertise.

"Aucune pénalité n'est encourue et les frais de l'expertise restent à la charge de l'Administration lorsque l'insuffisance est inférieure au quart du prix exprimé de la valeur déclarée. "

Par voie d'amendement, M. ISRAEL demande au Sénat d'en prononcer la disjonction.

Je vous propose de repousser cet amendement.

M. MILAM.- En matière d'impôts, le droit du contribuable et le droit de l'Etat sont égaux. Il serait souverainement injuste de pénaliser le contribuable qui, s'estimant trop taxé, réclame une expertise.

M. CHERON.....



M. CHERON.- En effet, cet article constitue un châtimeut à l'égard du citoyen qui utilise une procédure régulièrement prévue par la loi.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Cet article a été inséré dans la loi par le Ministère des Finances pour empêcher l'abus des expertises.

M. SERRE.- L'Administration l'a introduit dans la loi de finances pour contraindre les contribuables à accepter sans discuter ses estimations.

M. CHERON.- C'est là une prétention insoutenable.

M. LEBERT.- Il est inadmissible de pénaliser quelqu'un qui s'estimant trop taxé, réclame une expertise.

M. ROY.- Il faut refondre entièrement cet article.

M. LE PRESIDENT.- J'ai justement sous les yeux un article du professeur Edgar ALLIX qui combat vigoureusement la disposition que vous critiquez et où l'auteur fait justement ressortir combien l'appréciation de la valeur d'un immeuble est chose délicate.

M. CAILLAUX.- Il y a quelque chose à faire pour éviter les abus d'expertise, mais la rédaction qu'on nous propose est excessive. Il faut disjoindre l'article pour étudier la question.

L'amendement est adopté.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- L'article 12 tend à mettre fin aux évasions fiscales qui consistaient, pour les Sociétés, à distribuer leurs bénéfices ou leurs réserves sous forme d'amortissement de leur capital.

L'article 80 de la loi du 13 Juillet 1925, en effet, a soumis à l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers le montant des .....



des remboursements et amortissements totaux ou partiels que les sociétés ou collectivités effectuent sur le montant de leurs actions, parts d'intérêts ou commandites, avant leur dissolution ou leur mise en liquidation. Toutefois, le quatrième alinéa du même article a maintenu en dehors du champ d'application de cet impôt "les sociétés dont les statuts prévoient l'amortissement obligatoire des actions".

Aussi, en vue de bénéficier de cette exemption, de nombreuses sociétés, modifiant leurs statuts, y ont introduit une disposition stipulant l'amortissement obligatoire de leur capital.

Le Gouvernement proposait la suppression pure et simple de l'alinéa en question.

La Chambre, sur la proposition de sa Commission des Finances, a aggravé la portée du texte gouvernemental en décidant de ne maintenir l'avantage dont jouissaient les sociétés prévues au quatrième alinéa de l'article 80 de la loi du 13 Juillet 1925 qu'à celles qui ont prévu l'amortissement obligatoire de leurs actions antérieurement à la promulgation de ladite loi.

M. PHILIP propose de modifier cet article.

M. PHILIP.- J'estime, en effet, qu'il est inadmissible que la loi puisse avoir un effet rétroactif.

M. SERRE.- Il n'est pas possible de faire quelque chose de sérieux dans la vie économique, si le fisc peut ~~venir~~ venir, au bout de 7 ans, réclamer des sommes qui ne lui étaient pas dûes.

Les actionnaires qui auront été remboursés, vous ne les retrouverez plus. C'est donc à la Société qui a appliqué la

loi.....



loi que vous infligez une pénalité pour avoir , en toute bonne foi, profité de dispositions légales dont l'administration vient aujourd'hui nous dire qu'elles sont le résultat d'une erreur.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Il ne s'agit pas d'appliquer rétroactivement la disposition proposée, mais simplement de dire qu'à l'avenir , les sociétés ne pourront plus bénéficier des dispositions du 4ème alinéa de l'article 80 de la loi du 13 Juillét 1925.

L'administration estime que le jeu de cette disposition fait perdre annuellement au Trésor, 10 millions.

M. CAILLAUX.- La loi de 1925, votée sur ma proposition, avait décidé que l'amortissement obligatoire des actions ne serait plus soumis à l'impôt sur le revenu. Pourquoi veut-on revenir, aujourd'hui, sur cette disposition qui est saine ?

M. ROY.- Il n'est pas douteux que cette disposition a donné lieu à des abus et que l'on appelait remboursement partiel du capital , ce qui n'était en réalité que des distributions de dividendes. Qu'on mette un terme à ces abus, très bien. Mais il ne faut pas que la disposition nouvelle ait un effet rétroactif.

M. CHERON.- Il faut rédiger à nouveau le texte pour qu'il ne s'applique qu'à l'avenir.

M. FRANCOIS SAINT MAUR.- Ainsi, vous allez faire un sort différent aux sociétés selon qu'elles seront postérieures ou antérieures à la loi de 1925.

M. CAILLAUX.- Il faut supprimer la faculté accordée par le § 4 de l'article 80 de la loi de 1925 sauf en cas de remboursement intégral du capital. Un remboursement de capital

n'est .....



n'est pas un revenu . Demandons à l'administration d'étudier un texte qui, tout en permettant d'éviter les abus n'ait pas pour conséquence de faire taxer des remboursements intégraux de capital.

Il en est ainsi décidé.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Sur l'article 12 A (relèvement de la surtaxe d'entrepôt pour les dérivés du pétrole, les cires de lignite , les bitumes et asphaltes) il y a un amendement de MM. ROY et MILAN demandant que les relèvements portant sur les consistants dits roads oils et brais mous, les bitumes et les asphaltes soient suspendus jusqu'au 1er Juillet 1933.

M. HENRI ROY.-Mon amendement a pour but d'empêcher temporairement que soient relevés les droits sur des produits nécessaires à l'entretien des routes que nous devons actuellement importer. Au 1er Juillet 1933, la construction d'usines de raffinage sur notre territoire sera assez avancée pour que l'administration des Travaux publics n'ait plus besoin d'importer ces produits. C'est pourquoi je limite à cette date l'effet de la suspension des relèvements de droits.

L'amendement est adopté.

- Un amendement de M. CHASSAING à l'article 12 C est repoussé.

- Un amendement de M. PHILIP à l'article 12 E , n'est pas adopté.

- Un amendement de M. HENNESSY à l'article 12 F est disjoint .

- Deux amendements de M. PELISSE à l'article 12 G sont repoussés.

- Un amendement de MM. BRARD et RIO à l'article 13 A est disjoint.

M? LE RAPPORTEUR.....



M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- MM. MANCEAU et CAVILLON proposent un article additionnel 13 bis, ainsi conçu :

"Lorsqu'une marchandise vendue franco de port est livrée par soins d'un tiers transporteur, la taxe sur le chiffre d'affaires n'est due que sur le montant net de la facture, frais payés au transporteur déduits."

Cet article ne me semble pas pouvoir être retenu par la Commission, car il va à l'encontre du principe même sur le chiffre d'affaires.

M. MANCEAU.- Nous avons le plus grand intérêt à inciter nos commerçants à vendre franco à l'exemple des commerçants anglais et allemands. Or ils hésiteront à le faire tant qu'on leur réclamera le montant de la taxe sur le chiffre d'affaires sur le prix du transport, prix qu'ils n'encaissent pas en réalité, puisqu'il n'est que le remboursement d'une avance faite par eux.

M. CHERON.- La taxe sur le chiffre d'affaires est la dernière colonne de notre budget. N'y portons pas la main à la légère.

L'amendement est disjoint.

Un amendement de M. DONON à l'article 14 est rejeté.

Les amendements de M. DONON aux articles 14 A, 14 B, et 14 C, sont également rejetés.

M. PHILIP fait connaître qu'il retirera en séance publique l'amendement qu'il a déposé et qui tend à reprendre l'article 36 disjoint par la Chambre (fixation de la taxe des conversations téléphoniques de voisinage).

Un article additionnel de M. SERRE tendant à modifier l'article 6 de la loi du 28 Décembre 1931 sur l'outillage national (exonération du cautionnement en faveur des artisans adjudicataires .....



adjudicataires de marchés de travaux pour le compte des communes de moins de 10.000 habitants), est adopté.

- Deux amendements de M. BERGEON aux articles 50 D et 50 E sont rejetés.

- Un amendement de M. FRANCOIS SAINT MAUR à l'article 51 D (application des prestations à la réparation des chemins ruraux reconnus et à la voirie urbaine), est adopté.

A cette occasion M. CHERON fait observer que l'abandon que les départements ont été contraints de faire du montant de leurs prestations en faveur des communes a mis ces départements dans une situation financière très précaire. Il demande à la Commission de se saisir de la question.

- Un amendement de M. LAUDIER à l'article 51 F est rejeté.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- M. JOSSOT reprend, par voie d'amendement, l'article 53 B que nous avons disjoint et qui prévoit la transformation pendant l'année 1933 de l'école pratique de commerce et d'industrie d'Oyonnax et de l'Ecole pratique de jeunes filles de Creil en écoles nationales professionnelles .

M. CUMINAL.- J'appuie cet amendement.

M. CAILLAUX.- Quelles seraient les conséquences financières de son adoption ?

M. CUMINAL.- Nulles en 1932.

Il ne s'agit pas là, d'improvisation de séance. La question de la transformation de l'Ecole d'Oyonnax a fait l'objet d'une proposition de loi de M. PAINLEVE, proposition de loi qui a été rapportée favorablement.

Quant à l'école de Creil qui reçoit des élèves de le département de l'Oise, il est nécessaire de la nationaliser si

l'on .....



l'on veut qu'elle se développe.

M. LE PRESIDENT.- Toutes ces transformations devraient se faire suivant un programme établi par l'administration.

M. CAILLAUX.- Parfaitement.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Il appartient, en effet, à l'administration d'établir un ordre de priorité entre toutes les écoles à nationaliser.

M. CUMINAL.- Si la Commission n'accepte pas l'amendement, d'accord avec le Gouvernement, je le soutiendrai en séance publique.

- Par 9 voix, contre 8, l'amendement est disjoint.

- Un article additionnel de MM. RIO et BRARD , tendant à un relèvement des pensions des inscrits maritimes est rejeté.

- Un amendement de M. REGNIER à l'article 55 bis est rejeté

- Un article additionnel de MM. BEAUMONT et CAVILLON (Art.55 A bis) est disjoint.

- Un article additionnel 55 A ter de M. BEAUMONT tendant à donner la personnalité civile aux écoles nationales vétérinaires est adopté.

- Un article additionnel de M. MESSIMY tendant à limiter les nominations de Gouverneurs des Colonies est adopté.avec une nouvelle rédaction proposée par M. LEON PERRIER.

Un article additionnel 57 ter de M. d'ANDLEAU est disjoint.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- M. BRARD propose un article additionnel 55 K modifiant le régime des avances aux communes pour le perfectionnement de l'outillage national.

M. BRARD.- Actuellement, les avances ne sont versées que lorsque les subventions ont été accordées. Pour permettre d'accélérer les travaux, je vous demande de décider que les

avances .....



avances seront versées dès que le programme de travaux aura été approuvé.

M. CAILLAUX.- On ne manquera pas de demander l'extension de ce système à toutes les subventions dont peuvent bénéficier les communes.

M. BRARD.- Il ne s'agit pas ici d'avances de l'Etat, mais d'avances de la Caisse Nationale de Crédit agricole.

M. CHERON.- Cette caisse est dotée de l'autonomie. A-t-elle été appelée à délibérer sur cette disposition ?

J'estime que nous n'avons pas à nous immiscer dans son fonctionnement.

L'amendement est rejeté.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- M. BRARD propose un article additionnel 55 L tendant à soumettre au contrôle de l'Etat toutes les caisses privées de crédit agricole.

M. BRARD.- Cet amendement me paraît être la conséquence logique des événements qui, vers la fin de l'année dernière, ont provoqué la défaillance de certaines caisses de crédit agricole. Il me paraît inadmissible de laisser ces sociétés continuer à bénéficier des avantages des lois sur le crédit agricole sans en subir les inconvénients.

M. CAILLAUX et M. SERRE.- Très bien.

M. FRANCOIS ST MAUR.- Au mois de Décembre dernier, le Gouvernement nous avait demandé le vote d'un projet de loi accordant à certaines caisses de crédit agricole en difficulté, des avances et les obligeant à se soumettre en échange au même contrôle que les organismes officiels de crédit agricole. Vous avez repoussé ce projet, mais vous en reprenez aujourd'hui la partie relative au contrôle, c'est-à-dire que refusant la libéralité, vous retenez la pénalité.

Votre .....



Votre texte ne tend à rien de moins qu'à bouleverser la loi de 1920 sur le crédit agricole. Sous le régime institué par cette loi, sont seules soumises au contrôle, les Caisses qui reçoivent des subventions de l'Etat. Et c'est normal.

Je demande la disjonction de l'article, car le statut nouveau que vous voulez établir doit être étudié et discuté. Nous ne craignons pas le contrôle, mais nous ne voulons pas qu'il nous soit imposé subrepticement.

M. BERENGER.- J'estime qu'il est nécessaire d'établir un contrôle serré de toutes les caisses de crédit agricole existant tant en France qu'aux colonies.

M. FRANCOIS SAINT MAUR.- La rédaction du paragraphe 1er de l'amendement de M. BRARD est un truisme. Quant au second, il tend à instituer un régime nouveau que nous voulons étudier, c'est pourquoi je persiste à demander la disjonction de l'amendement.

M. BERENGER.- La rédaction proposée par M. BRARD me paraît, au contraire, parfaitement claire et les sociétés visées devraient être les premières à se féliciter d'être soumises au triple contrôle qu'institue l'amendement.

Je ne vois rien qui s'oppose au vote immédiat de celui-ci.

M. CAILLAUX.- Appelons les choses par leur nom. Le vote de la disposition proposée par M. BRARD entraînerait la suppression de la Caisse de la Rue d'Athènes!

M. FRANCOIS ST MAUR.- Mais non. Si on le croit, on se trompe. La Caisse de la Rue d'Athènes, comme la plupart de nos caisses rurales fonctionne, non pas sous le régime de la loi de 1920, mais sous celui de la loi de 1867 sur les sociétés anonymes.

Celles de nos caisses rurales qui se sont fondées sous le régime de la loi de 1920 sur le crédit agricole fonctionnent conformément aux dispositions de cette loi. Vous voulez les soumettre à un triple contrôle. Nous désirons savoir en quoi

consiste .....



consiste ce contrôle ? Est-ce le contrôle à quoi sont soumises les caisses subventionnées que vous voulez imposer à nos caisses libres ?

M. BRARD .- Parfaitement.

M. FRANCOIS SAINT MAUR.- Alors dites le. Dites franchement que vous modifiez la loi de 1920.

M. BRARD.- Je le dis.

M. FRANCOIS SAINT MAUR.- Mais non, vous ne le dites pas.

M. CHERON.- C'est moi qui, Ministre des Finances, ai institué le contrôle de l'Inspection des Finances sur les caisses régionales de crédit agricole. Je comprends bien la pensée qui anime M. BRARD, mais je crois qu'elle serait mieux traduite dans un texte qui, - à l'exemple de ce que nous avons fait, il y a vingt ans -, interdirait aux sociétés non rattachées à la loi de 1920 de prendre le titre de caisses de crédit agricole . Ce que nous voulons, c'est empêcher les tromperies et je suis certain que nous serions unanimes à donner notre adhésion à un texte qui empêcherait à certaines sociétés de se parer sans droit du titre de caisse de crédit agricole.

M. FRANCOIS SAINT MAUR.- Je répète que les organismes existant fonctionnent sous un régime légal et que vous ne pouvez porter atteinte à ce régime qu'en modifiant la loi qui l'a établi. C'est pourquoi , je persiste à demander que l'amendement soit disjoint.

<sup>n'</sup>  
La disjonction est pas prononcée.

M. CHERON .- Je demande maintenant à faire une observation sur le fonds . Il conviendrait d'ajouter au texte :

"et la dénomination de crédit agricole ".

M. BERENGER.- Une telle rédaction serait incorrecte.

M. BIENVENU-MARTIN.- Et quelle serait la sanction, en cas  
d'inobservation.....



d'inobservation de cette disposition ?

M. CHERON.- Elle est contenue dans le paragraphe 2.

M. BIENVENU-MARTIN.- Ce n'est pas une sanction.

M. FRANCOIS SAINT MAUR.- Vous aurez beau faire et beau dire; votre texte ne tient pas debout , au point de vue légal. La seule sanction qu'il postule serait la dissolution des sociétés qui ne voudraient pas se conformer à ses prescriptions mais cette sanction vous n'osez pas l'y inscrire.

M. CHERON.- La vérité est que nous ne pouvons pas improviser ainsi un texte de cette importance. Je demande que M. le Rapporteur Général ....

M. BERENGER.- Et M. le Rapporteur Spécial .

M. CHERON.- .... se mettent d'accord avec le Ministère de l'Agriculture et le Directeur de la Caisse Nationale de Crédit Agricole pour l'établissement d'un texte qui ne puisse prêter à critiques .

M. CAILLAUX.- Convaincu de la nécessité d'un contrôle sur les sociétés de crédit agricole, je me suis néanmoins abstenu de voter contre la disjonction demandée par M. FRANCOIS ST MAUR, car je pense qu'il ne faut pas, par l'adoption de textes trop rapidement conçus et délibérés, risquer de jeter à terre des affaires parfaitement honorables\_

M. LE PRESIDENT.- Si l'article devait venir en discussion ce soir, nous demanderions qu'il soit renvoyé à demain pour nous permettre de préparer une rédaction définitive (assentiment).

- Deux articles additionnels de M. DONON (taxe de surveillance sur les sucres , surveillance des bascules à betteraves, sont disjoints).

- Un article additionnel 57 I de MM. RIO et BRARD est disjoint.

- Un article additionnel de M. MORIZET tendant à réserver

certaines .....



certaines terrains domaniaux sis à Paris, en vue d'un regroupement des administrations centrales, est adopté.

- Un amendement de M. DANIEL-VINCENT à l'article 70 est rejeté.

- Un amendement de MM. RIO et BRARD tendant à reprendre l'article 81 A est disjoint.

AUDITION de M. le MINISTRE de la

DEFENSE NATIONALE

sur l'article 81 A.

.....



COMMISSION DES FINANCES

-----

Séance du 28 Mars 1932

-----

AUDITION de M. le Ministre de la Défense Nationale

-----

( A 17 heures et demie, M. le ministre de la Défense Nationale est introduit ).

M. LE PRESIDENT DE LA COMMISSION. Monsieur le Ministre, la commission a désiré vous entendre au sujet de l'article 81 A. Dans le dernier paragraphe qui concerne la mise en chantier du croiseur de ligne, elle a relevé des contradictions, qui sans doute ne sont qu'apparentes, entre les dispositions de cet article et la loi du 18 juillet.

Nous voudrions connaître exactement ce que vous en pensez.

M. PIETRI, ministre de la Défense Nationale. Voici l'explication.

Le projet initial, déposé le 7 Mai 1931, prévoyait à son article premier une somme d'un milliard 100 millions pour la construction d'un navire de ligne et de deux croiseurs, et pour la constitution de leurs stocks; et, à son article 2, une somme de 193.520.000 francs pour la



construction de petites unités et la constitution de leurs stocks. Cet ensemble constituait une tranche navale pour 1931. Je signale tout de suite que le total de cette tranche soit par conséquent 1.300 millions environ, représentait une moyenne plutôt faible par rapport à certaines des tranches précédentes, parce qu'elle était constituée par de gros bateaux; et tout le monde sait que la construction de gros bateaux revient à bien meilleur marché que la construction des petits bateaux., en particulier les sous-marins. Cela représentait une somme un peu moins forte.

Au moment du vote de l'amendement Loucheur, à la séance de la Chambre du 18 juin 1931, la somme de 1.100.000 000 francs, à l'article premier, a été réduite de 50 millions, destinés à la construction des deux croiseurs, stocks compris.

C'est alors que commence l'obscurité à laquelle je faisais allusion tout à l'heure. Le texte des deux premiers alinéas de l'article 1er n'a pas été modifié, de telle sorte qu'il ~~xxx~~ y a eu ambiguïté dans la phrase, tant pour la construction de ces unités que pour la constitution des stocks.

Il s'est dégagé des débats de la séance que la réduction de 600 millions résultait uniquement de l'ajournement des navires de ligne. Voici ce que disait M. Louis Loucheur :

- " C'est pourquoi, d'accord avec le ministre de



la marine, nous avons réduit le crédit d'un milliard et plus à 500 millions, chiffre que représente approximativement le prix des croiseurs, et le montant des études à faire pour le navire de ligne ."

Le Gouvernement a accepté l'amendement. Le navire actuellement projeté coûtera, construction et stocks, 650 millions qui sont ajoutés aux 500 millions de crédits déjà prévus par la loi du 10 juillet 1931 et qui ne concernent que les autres navires.

Ce chiffre est supérieur de 50 millions à celui indiqué dans le projet primordial. Mais le supplément ne provient que du fait qu'après coup les caractéristiques du beateau ont été portées de 23.000 à 26.000.

Messieurs, je signale, en passant, que la meilleure preuve de l'entière bonne foi qui a présidé à cette rédaction, c'est que l'Etat G., inséré dans le rapport de M. Abel Gardey, il est indiqué que la t ranche 1931, stocks compris, représente, en effet 1. 326 millions. . Il y a une petite différence, parce que la commission des finances de la Chambre, suivie par la commission des finances du Sénat, a abaissé un certain nombre de prix de construction pour t enir compte du flottement des prix. Mais la somme est à peu près exactement la même.

Au point de vue parlementaire, voyons exactement comment se pose la question. La loi du 10 Juillet 1931 a autorisé formellement la mise en chantier du navire de



ligne, sous réserve - et c'est lamentablement Loucheur dont je parlais tout à l'heure :

- " Toutefois, la fixation du tonnage et des caractéristiques du navire de ligne nouveau sera soumise à l'approbation du Parlement, avant la passation de toutes commandes, sauf celles relatives aux études nécessaires."

Pour déférer à cette disposition légale et au vote, en particulier, de l'ordre du jour du Sénat ( séance du 2 juillet de l'année dernière) et de l'interpellation de M.Lémerey qui réclamait avec insistance la mise en chantier immédiate du navire, destiné à répondre au Deutschland, le Gouvernement a déposé le 1er décembre 1931, à la Chambre des Députés, un projet de loi autorisant M. le ministre de la Marine, à passer les commandes et à engager une dépense de 650 millions.

Suivant une procédure régulière et usuelle, ceci a été fait. C'est ainsi, du moins que les choses auraient dû se passer. Pourquoi le projet de loi n'a-t-il pas passé ? Parce que, avant même qu'il fut imprimé et distribué ( il avait été distribué en blanc), M.Appell ,président de la commission de la marine, chargée de cette question, M.Georges Leygues et M.Daniélou, interprètes de l'opinion d'un grand nombre de leurs collègues sont venus devant M. le ministre de la Marine et lui ont exposé que tant pour obtenir la certitude d'un vote avant la fin de la législature , étant donné que ce navire de ligne fait partie



intégrante de tout un système nécessaire de défense navale, que pour éviter un débat public sur les caractéristiques du navire.... Je n'ai pas besoin de vous dire qu'il y a des détails qu'il est inutile de divulguer trop tôt ... il leur semblait préférable d'insérer, dans la loi de finances, un article spécial, après entente avec les commissions intéressées.

Voilà l'explication de l'article 81 A.M.Dumont a fait approuver, à l'unanimité, moins deux voix dont celle d'un communiste, par la commission de la marine de la Chambre, les nouvelles caractéristiques du navire. Le Gouvernement a alors demandé, par lettre du 28 janvier 1932, sous la double signature du ministre des finances et du ministre du budget, l'insertion, dans la loi de finances, d'un article ainsi conçu :

" Est fixé, à la somme totale de 650 millions de francs, le montant des dépenses que ministre de la marine peut engager pour la construction et la constitution des stocks du navire de ligne dont la mise en chantier a été autorisée par la loi du 10 juillet 1931 ."

La commission des finances y a consenti; et cet article est devenu l'article 81 A que la Chambre, le 20 mars, a adopté, en fait, sans débat, mais non par la procédure sans débats. Depuis lors, pour me conformer à la loi du 10 juillet 1931, j'ai fait connaître les caractéristiques à la commission de la marine du Sénat, qui les



es a approuvées à l'unanimité.

Je dois m'excuser de n'avoir pas, dès ce moment, pris l'initiative de venir devant vous non seulement pour vous mettre au courant de ces caractéristiques mais également pour dissiper cette petite obscurité dont je ne m'étais pas aperçu au premier abord mais qui pouvait laisser subsister une incertitude de texte.

Je me tiens à votre disposition, messieurs, pour vous répondre à toutes les questions que vous pourriez juger bon de me poser.

M. LE PRESIDENT DE LA COMMISSION. Sommes-nous bien d'accord sur le montant des crédits nécessaires pour la construction du croiseur et le vote de ce crédit ? A l'heure actuelle, reste-t-il quelque chose d'imputable sur la loi de 1931; les 650 millions ont-ils simplement à valoir sur le montant de la construction ?

M. LE MINISTRE. La Chambre et le Sénat ont voté les 500 millions afférents à la tranche navale; à l'exception du navire de ligne, les 650 millions dont il est question sont afférents à la construction et à la constitution des stocks.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL. Il n'y a que les frais d'études qui aient été compris à ce chapitre du budget.

M. LE PRESIDENT DE LA COMMISSION. On devrait dire :  
" ... en sus du crédit !"



M. LE MINISTRE. Je vous demande de ne pas changer cette rédaction. Nous ferons ainsi l'économie d'un débat devant la Chambre. La Chambre était en nombre et à une heure normale. Il n'y a rien, je le répète, qui puisse être considéré comme clandestin ou qui puisse ne pas à un moment donné être normalement porté à la connaissance des puissances voisines. Mais il n'est pas bon de détailler, en séance publique, certaines caractéristiques.

M. LE PRESIDENT DE LA COMMISSION. Deuxième question: la loi de 1931 avait stipulé que les caractéristiques du navire seraient approuvées par un loi. Il n'en est plus question. Maintenant, vous les avez soumises aux commissions respectives de la Chambre et du Sénat. La disposition n'est pas abrogée expressément. Dans quelle mesure subsiste-t-elle. Comment envisagez-vous cette situation qui n'est pas pleinement régulière.

M. LE MINISTRE. Votre observation est absolument juste. Il est incontestable qu'il y a, dans ce que j'appellerai, le déroulement du mécanisme parlementaire, une espèce de trou. L'interprétation que je me permets de fournir, c'est que le fait, étant donnés les termes de l'amendement de M. Loucheur, c'est-à-dire le second alinéa de la loi de juillet 1931, le fait, pour le Parlement, de décider l'engagement des 650 millions, afférents à la



construction et à la constitution des stocks de ce navire, implique, sous une forme implicite, le fait que la condition substantielle est remplie. Voilà l'explication que j'en donne. Je ne crois pas indispensable, sous peine de tomber dans un peu de formalisme, de penser que l'article doit porter nommément toutes les caractéristiques, pour remplir le vœu de l'amendement Loucheur. Il dit ceci : " Toutefois, la fixation du tonnage et des caractéristiques du navire de ligne nouveau sera soumise à l'approbation du Parlement avant la passation de toutes commandes, sauf celles relatives ~~à~~ aux études nécessaires."

Comme cet amendement a été accompagné d'une sorte d'ajournement du vote des crédits afférents, je crois que le fait de voter ces crédits implique que le Parlement nous a approuvé.

M. CAILLAUX. Qu'est-ce que vous appelez les caractéristiques ?

M. LE MINISTRE. Tout ce qui constitue la spécialité du navire, à savoir le tonnage, l'épaisseur des cuirasses, ainsi que du blindage du pont, le calibre des pièces, les caractéristiques en matière d'aviation...

M. CAILLAUX. Vous ne pouvez pas insérer cela dans un article. Ce n'est pas possible.



M. HENRI ROY. L'essentiel est qu'on soit d'accord sur ces caractéristiques.

M. HENRY BERANGER. Nous sommes dans la marine. Il est tout naturel qu'on ait flotté !

M. LE PRESIDENT. Nous faisons pleinement confiance à la commission de la marine. Supposez qu'en séance, au moment où la discussion s'ouvrira, un de nos collègues s'en prenne à la disposition de la loi et dise : "Tant qu'elle ne sera pas abrogée, le Parlement aura droit à ces communications. Vous les avez données à la commission de la marine, mais vous méconnaissiez la loi." Ce n'est pas moi qui vous pousserai à faire cette observation.

Quelle sera l'attitude du Gouvernement ? Quelle sera la nôtre ? Car l'abrogation implicite de la loi est quelque chose d'un peu scabreux.

M. LE MINISTRE. J'ai prévu l'objection. Je crois que si la question était posée au Parlement, je commencerais, bien entendu, par indiquer que les commissions compétentes ont été mises au courant. Je me mettrai tout à fait à la disposition de la Chambre pour exposer, à la tribune, les caractéristiques du navire pour que, tout au moins, dans le déroulement même de la séance, il soit bien établi et constaté que ces caractéristiques ont été connues publiquement du Parlement au moment où il a été amené à se prononcer sur le vote du crédit.



M. LE PRESIDENT DE LA COMMISSION. Vous craignez que ce texte retourne à la Chambre.

M. LE MINISTRE. Je ne le crains pas; mais je préférerais qu'il n'y revînt pas. L'issue du débat serait tout de même favorable au vote du navire de ligne.

M. CAILLAUX. Comment définiriez-vous ses caractéristiques ? Ce n'est pas commode. Au fond, on a été léger en votant cette disposition.

M. LE MINISTRE. L'amendement lui-même était très peu usuel. On disait : " Moi, Parlement, je décide qu'un navire de ligne.. "

Je suspends l'exécution de la construction de ce navire jusqu'au moment où l'on sera fixé sur des caractéristiques qui, à l'heure présente, ne sont pas encore établies.

M. HENRY BERANGER. C'est à la suite d'un grand débat où M. Herriot est intervenu avec d'autres collègues parce que la marine avait présenté un type de navire de 23.000 tonnes, prêtant à des critiques très sérieuses, à tel point que la marine elle-même a proposé une rallonge de 3.000 tonnes.

Il s'agissait de répondre au Deutschland. C'est à cause du flottement des services technique ~~ix~~ que le



Parlement à exprimer le désir d'introduire les caractéristiques dans un projet de loi

M. le ministre répond : du moment que les commissions parlementaires ont été saisies de ces caractéristiques, on ne peut pas dire que le Parlement n'en a pas été saisi. Si, en séance, un collègue désirait avoir des explications en dehors des commissions parlementaires, le ministre est toujours là pour les donner; et la loi n'est pas tournée; elle est respectée. Le Parlement a été tenu au courant par ses commissions techniques.

M. CAILLAUX. Pourquoi ne pas indiquer maintenant que les caractéristiques seront fixées par les services techniques de la marine.

M. HENRI ROY. Pour répliquer à un navire de 10.000 tonnes, il fallait aller plus loin. On a parlé de 17.000, puis de 23.000. Il fallait trouver un multiple qui donnât 70 au total. On avait beaucoup hésité.

Il faut sortir des incertitudes et arriver à quelque chose de précis; on y est arrivé d'abord dans les services techniques de la marine, ensuite par les commissions de la Chambre et du Sénat. C'est une imprudence que de lancer des textes aussi indéterminés.

M. LE PRESIDENT DE LA COMMISSION DES FINANCES.  
Nous sommes d'accord sur le fond. Il n'en restera pas moins



que le régime de construction de ce bateau sera, au regard du Parlement, modifié en fait sans que personne n'en ait dit un mot. Est-ce que la solution ne consisterait pas à ce que, devant l'assemblée, vous expliquiez, monsieur le ministre, avec la prudence que nous vous connaissons, la transformation que vous justifiez et l'abrogation implicite que nous allons faire, pour rassurer tout le monde.

M. le Ministre. J'avais demandé à en faire une annexe.

M. HENRY BERANGER. Ces caractéristiques, il faut que vous les rendiez publiques !

M. LE MINISTRE. Elles seront vite connues.

Je me rallie plutôt à la proposition qui est faite par le président; j'indiquerai que les commissions compétentes ont été consultées, que le vœu de la loi a été rempli. Vous avez le souci de savoir de quelle façon les deniers publics sont employés.

Après des discussions très intéressantes, le type et les caractéristiques, en particulier le tonnage de ce navire ont été considérées comme correspondant réellement non seulement aux besoins pour lesquels il a été envisagé mais même qu'il constitue un type de navire extrêmement remarquable en soi. Ce sera certainement le navire le plus utile qui ait été construit ces temps derniers; parce que,



en particulier, il se trouve avoir une protection qui est presque aussi importante et aussi forte que celle de bateaux qui le dépassent beaucoup en tonnage, comme les deux derniers croiseurs anglais et les japonais qui ont un tonnage très supérieur; ils vont jusqu'à 25.000; et ils ont une cuirasse à peine supérieure.

Toute la discussion s'était faite, en somme, entre deux extrêmes; les uns avaient une tendance à dire : " Il est trop gros!"; les autres : " Il est trop petit !" En particulier M.Lacour-Grandmaison disait : " Du moment que vous avez convenu de dépasser l'espace de limite de 10.000 à 12.000 tonnes, que vous vous étiez imposée jusqu'ici, pourquoi ne pas aller jusqu'à la limite qui vous est permise par les traités, jusqu'à 35.000."

Il y a réponse à cette objection: ce navire de 26.000 tonnes - la tonne anglaise est un peu plus qu'une tonne française - est véritablement conçu de telle manière qu'il peut même résister à des bateaux d'un tonnage supérieur. Il est admirablement mis sur pied. J'en ai examiné moi-même et très longuement les maquettes et les caractéristiques avec la compétence un peu fraîche que je puis avoir en pareille matière. J'ai eu des explications très claires fournies par les services constructeurs C'est un très remarquable bateau construit avec le maximum d'effet utile.

M. LE GENERAL HIRSCHAUER. Il est cloisonné contre les attaques des sous-marins.



M. LE MINISTRE. Il est presque garanti dans des conditions tout à fait remarquables.

M. HENRY BERENGER. On lui reprochait son blindage insuffisant. Dans les services de la marine, on avait dit qu'une balle de mitrailleuse pouvait entrer dedans. Est-ce que le navire de 26.000 tonnes a un blindage suffisant ?

M. LE MINISTRE. Oui, qui lui permet de résister à tous les projectiles utilisables à l'heure présente, à moins qu'ils tombent dans des oeuvres vives.

M. HENRY BERENGER. Nous ~~avons~~<sup>aurions</sup> dépensé 650 millions pour que le blindage soit <sup>in</sup> suffisant; si ce navire pouvait être envoyé facilement au fond de l'eau par le Deutschland ce serait désolant pour la marine française.

M. LE MINISTRE. Ce bateau pour l'effet qu'il donne, pour le coefficient de puissance, active et passive, qu'il représente est le moins cher que l'on puisse faire. Rien n'est plus coûteux que le type du petit bateau, en particulier du sous-marin.

M. HENRY BERENGER. Ce n'est pas le prix qui me préoccupe, mais l'utilité et l'efficacité.

M. LE MINISTRE. C'est la même que pour un bateau d'un tonnage supérieur, du cuirassé de 3k2. Celui-ci a une cuirasse de 259 ou 260. Mais il est admirablement armé et défendu.



M. LE PRESIDENT DE LA COMMISSION. Nous considérons l'amendement Loucheur comme abrogé implicitement; et M. le ministre voudra bien, à la tribune, expliquer aussi explicitement que possible pourquoi et dans quelles conditions.

M. LE MINISTRE. Me conseillez-vous de le faire, mais sans y être invité par une question ?

M. LE RAPPORTEUR GENERAL. Nous avons disjoint provisoirement l'article; mais M. Rio, au nom de la commission de la marine, le reprend.

M. LE PRESIDENT DE LA COMMISSION. Par conséquent, il y aura un débat.

M. LE GENERAL HIRSCHAUER. Il y a une question qui sera certainement posée et qui inquiète l'opinion publique. Vous avez parlé tout à l'heure de cuirassés de poche et le fameux cuirassé de 10.000 tonnes allemand dont on fait grand tapage. On vous demandera certainement si le cuirassé de 10.000 tonnes a des effets de protection et d'action égaux ou supérieurs à ceux du navire 22.000 ou de 26.000 tonnes que vous voulez faire. .

L'opinion publique mondiale a été saisie de ce fameux cuirassé, de sa protection, de son blindage, spécialement des caractéristiques de construction; le bruit s'est répandu dans le monde que le navire de 10.000 tonnes était supérieur à tous les navires qui existaient, même



d'un tonnage supérieur. Ce n'est pas la peine de construire un bateau de 26.000 tonnes si un de 10.000 a les mêmes avantages au point de vue de la protection.

M. LE MINISTRE. C'est un genre de questions que je voudrais essayer d'éviter en séance. Mais il n'y a pas de comparaison possible entre le Deutschland et celui-ci. Le Deutschland est très ingénieux parce qu'on a trouvé le moyen de tourner une espèce de contradiction qui avait été introduite sciemment ou non entre ce qui se trouvait permis par les traités ; les Allemands, grâce à des procédés de soudure autogène, arrivent à mettre des pièces de 280 sur des bateaux de 10.000 tonnes. Mais c'est un bateau qui est exclusivement destiné à l'attaque et qui a une puissance défensive très médiocre.

M. LE PRÉSIDENT. Nous vous remercions, monsieur le ministre, de vos explications.

(L'audition est terminée à 18 h.15 )

-----



Un amendement de M. JOSSOT, appuyé par M. CUMINAL et tendant à reprendre le texte de l'article 86 voté par la Chambre est rejeté.

- Un amendement de M. MARRAUD à l'article 87 est rejeté.

- Un amendement de MM. de JOUVENEL et de COURTOIS à l'article 103, appuyé par MM. BLAIGNAN et SERRE, est adopté.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Nous arrivons maintenant aux amendements aux articles 55 B et suivants concernant la Caisse des Calamités agricoles.

J'en vous rappelle que la Chambre des Députés avait voté un texte créant une caisse d'assurance contre les calamités agricoles et une caisse de solidarité destinées à couvrir les risques de grêle, de gel, d'ouragan et d'inondation. A ce texte, nous avons substitué le texte d'une proposition de loi de M. CARRERE instituant l'assurance contre la grêle, tel qu'il a été modifié par la Commission d'Hygiène, et de Prévoyance sociale, sur le rapport de M. GADAUD. Divers amendements ont été déposés tendant, soit à reprendre le texte de la Chambre, soit à modifier celui que nous lui avons substitué.

M. CHERON.- L'article 145 de la loi de finances du 30 Décembre 1928 a prescrit la création d'une caisse d'assurance contre les calamités agricoles.

Or, on nous demande aujourd'hui de n'instituer qu'une assurance contre la grêle. Sans méconnaître l'importance des dégâts que peut causer celle-ci, je ne puis m'empêcher de remarquer qu'elle est inconnue dans certaines régions, dans l'ouest notamment. Ce seront donc les gens de l'ouest que l'on n'assure pas contre les ouragans qui dévastent leurs pommeraies qui devront payer pour que les viticulteurs du

midi .....



midi soient assurés contre les dégâts que leur causera la grêle. J'ai le regret de constater une fois de plus que toutes nos lois sont faites au profit de certaines régions de France, toujours les mêmes. Qu'il s'agisse de la grêle, de l'alcool, de la vigne, de n'importe quoi; c'est toujours au profit du midi que nous légiférons.

M. CAILLAUX.- La grêle est le seul risque agricole qui puisse, en raison de son caractère de périodicité, faire l'objet d'une assurance. La gelée, l'inondation, les ouragans ne sont pas assurables.

M. LE GENERAL HIRSCHAUER.- C'est une erreur que de dire que, seul, le midi est ravagé par la grêle. Nous avons, en Moselle, des régions où les dégâts causés par la grêle sont considérables.

M. CHERON.- J'aurais voulu qu'à côté du risque : grêle, on assurât le risque : ouragan.

M. FRANCOIS ST MAUR.- Et l'inondation.

M. CHERON.- Parfaitement, car il y a des rivières qui débordent périodiquement.

M. FRANCOIS ST MAUR.- Quelle sera la charge de l'Etat avec le système CARRERE-GADAUD ?

M. CAILLAUX.- 7 millions par an. Cela permettra d'éviter le système des subventions qui ne satisfait personne.

M. CHERON.- Je ne m'opposera pas au vote du texte proposé, mais je demanderai qu'on en étudie l'extension, conformément au texte de l'article 145 de la loi de 1928.

Trois amendements de M. FERNAND DAVID aux art. 55 B et 55 E sont adoptés.

Un amendement de M. BERGEOT est rejeté, ainsi qu'un amendement de M. MARCEL MICHEL.

Un .....



Un amendement de M. FERNAND DAVID à l'art. 55 G est  
rejeté.

Le séance est levée à midi 1/4.

Le PRESIDENT de la COMMISSION des FINANCES :

*P. J. J. J. J.*



COMMISSION DES FINANCES

1ère Séance du 29 Mars 1932

La Séance est ouverte à 13 heures 30, sous la présidence de M. JEANNENEY, Président.

PRESENTS : M.M. JEANNENEY. ABEL GARDEY. GENERAL STUHL.  
VALADIER. CAVILLON. BLAIGNAN. FOURCADE.  
GALLET. ALFRED BRARD. GENERAL HIRSCHAUF  
FRANCOIS SAINT MAUR. HENRY BERENGER.  
LEON PERRIER. BETOULLE. HENRY CHERON.  
SARI. PIERRE ROBERT. SCHRAMECK. JEAN  
PHILIP. HENRI ROY. MILAN. CAILLAUX.  
SERRE. FOUILLOUX. REBOUL. ARMBRUSTER.  
CUMINAL. LEBERT. HAYAUX. BIENVENU-MARTIN.  
JOSEPH COURTIER.

=====

ENCOURAGEMENT A L'INDUSTRIE DES GRANDES PECHEES  
MARITIMES.

M. LE PRESIDENT.- L'ordre du jour appelle l'examen pour avis financier des conclusions du rapport de M. CABART-DANNEVILLE, sur le projet de loi portant encouragement à l'industrie des grandes pêches maritimes. (N° 387 - année 1932).

M. VALADIER, Rapporteur, donne lecture de son avis concluant à l'adoption.

M. LE PRESIDENT.- Je comprends que l'on donne un secours temporaire à une industrie nationale en difficulté. Mais, dans l'espèce, il s'agit de bien davantage puisque l'on accorde un encouragement à l'industrie des grandes pêches maritimes pour neuf années. Encore faudrait-il limiter



ches maritimes, pour neuf années. Encore faudrait-il limiter l'engagement pris et fixer un plafond.

M. LE RAPPORTEUR.- Le plafond est fixé pour les 3 premières années. On verra plus tard ce qu'il y aura lieu de décider.

Les conclusions de l'avis financier sont adoptées.

#### INDEMNITES AUX JURES D'EXPROPRIATION.

M. LE PRESIDENT.- L'ordre du jour appelle l'examen, pour avis financier, des conclusions du rapport de M. CORNUDET sur le Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, modifiant l'article 41 de la loi du 3 Mai 1841 modifiée par les lois des 6 novembre 1918 et 17 juillet 1921, en vue d'allouer aux jurés d'expropriation une indemnité de session (N° 237 - année 1932).

M. VALADIER, Rapporteur, donne lecture de son avis, dont les conclusions sont adoptées.

#### BUDGET DE L'ALGERIE.

M. LE PRESIDENT.- L'ordre du jour appelle l'examen, pour rapport au fond, du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la perception des droits produits et revenus applicables au budget de l'Algérie pour l'exercice 1932 (Exercice financier du 1<sup>er</sup> Avril au 31 Décembre 1932). (N° 356 - année 1932).

M. FOURCADE donne lecture de son rapport. Il conclut à l'adoption du projet tout en protestant contre les conditions dans lesquelles le Sénat est appelé à l'examiner.

M. LE GENERAL HIRSCHAUER.- Cette année encore notre rapporteur va protester. A quoi cela servira-t-il ? Tous les ans nous faisons ce geste rituel et l'administration n'en tient aucun compte pas plus que la Chambre des Députés

Le.....



Le Sénat sera-t-il éternellement obligé de voter le projet, car il résulterait de notre ajournement que les impôts ne pourraient plus être perçus en Algérie à partir du 1<sup>er</sup> Avril.

M. LE GENERAL HIRSCHAUER.- Alors, quelle sanction proposez vous à votre protestation ?

M. LE RAPPORTEUR.- J'inviterai à la tribune le Gouvernement à veiller à ce que les délégations Algériennes se réunissent dans la premier semestre afin que le Parlement ait le temps d'exercer son contrôle.

M. CAILLAUX.- J'applaudis à cette suggestion en signalant toutefois qu'il faut se montrer très prudent en pareille matière. Les Algériens sont très jaloux de leur indépendance et si le Parlement peut et doit exercer son contrôle sur les décisions des délégations algériennes. Il importe que ce contrôle n'apparaisse pas comme une tutelle trop étroite ou une gêne.

Nous ne prendrons jamais trop de précautions avec les Algériens.

M. HENRY BERENGIER.- Oui. Il faut se garder d'étudier les affaires Algériennes sans tenir compte de l'état d'esprit très particulier des populations de nos trois grands départements africains. Il est utile pour cela d'aller étudier les questions sur place.

M. CAILLAUX.- Les grands rapporteurs du budget de l'Algérie, dans le passé, étaient des hommes qui connaissaient admirablement l'Afrique du Nord et qui y allaient souvent.

M. LE RAPPORTEUR.- Je m'efforcerai de ne pas démeriter mais il est juste de reconnaître que la tâche du rapporteur du Sud et de l'Algérie n'est guère facilitée par la Chambre qui ne vote ce budget qu'à la dernière minute.

Les conclusions du rapport sont adoptées.

EMPRUNT.....



EMPRUNT DE L'ALGERIE

M. LE PRESIDENT.- L'ordre du jour appelle l'examen, pour rapport au fond, du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser l'Algérie à contracter un emprunt pour l'exécution de grands travaux d'intérêt général et portant de 1.600 millions à 2.400 millions de francs le montant maximum de l'emprunt à contracter (N° 358 - année 1932).

M. FOURCADE, rapporteur donne lecture de son rapport. Il conclut à l'adoption en indiquant que toute la partie du programme portant sur des constructions de chemins de fer a été ajournée. Seuls ont été retenus à cet égard les travaux nécessaires pour l'achèvement de deux lignes en cours de construction et dont l'utilité n'a jamais été contestée.

M. LEON PERRIER.- J'approuve pleinement cet ajournement. Au lieu de construire des lignes de chemins de fer en Afrique, il vaut beaucoup mieux construire de belles routes pour la traction automobile.

Dans la majorité des cas, d'ailleurs, les projets tendant à construire des lignes de chemins de fer aux colonies sont beaucoup plus inspirés par le désir de servir les intérêts des industries métallurgiques que les intérêts coloniaux.

M. LE PRESIDENT.- Ce projet a été gardé deux ans par la Chambre. Il ne nous reste plus que 3 jours pour le voter. Voilà un exemple frappant des conditions déplorables dans lesquelles s'exerce parfois le contrôle parlementaire.

Les conclusions du rapport sont adoptées.

EMPRUNT.....



EMPRUNT DE 30 MILLIONS POUR L'ALGERIE

M. LE PRESIDENT.- L'ordre du jour appelle l'examen, pour rapport au fond, du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le Gouverneur Général de l'Algérie à contracter un emprunt de 30 millions de francs pour la règlement des dommages causés par les inondations de Décembre 1930 et Janvier 1931 (N° 341 - année 1932).

M. FOURCADE, Rapporteur, donne lecture de son rapport dont les conclusions sont adoptées.

BANQUE DE L'ALGERIE.

M. LE PRESIDENT.- L'ordre du jour appelle l'examen, pour rapport au fond, du projet de loi portant élévation du maximum d'émission des billets de la Banque de l'Algérie (N° 367 - année 1932).

M. FOURCADE, Rapporteur donne lecture de son rapport, concluant à l'adoption.

M. CAILLAUX.- Quelle est la proportion de l'encaisse or par rapport aux billets en circulation.

M. LE RAPPORTEUR.- Je m'excuse de ne pouvoir vous donner ce renseignement, mais je ne suis saisi du projet que depuis hier.

M. HENRY CHERON.- Allons nous accepter de voter tout ce que la Chambre nous enverra sans avoir le temps matériel de procéder à une étude ? Je demande le renvoi de cette discussion.

M. LE RAPPORTEUR.- Je protesterai contre la situation faite au Sénat, mais nous ne pouvons pas ajourner le vote d'un pareil projet.

M. HENRY CHERON.....



M. HENRY CHERON.- Il faut une sanction à nos éternelles protestations.

M. HENRY BERENGER.- J'ai bien souvent, moi aussi, malgré contre les conditions dans lesquelles en fin de session et surtout en fin de législature, le Sénat est obligé de voter une infinité de projets de loi. Mais envisageons les choses avec un peu de philosophie ! Nous ne pouvons pas, par mauvaise humeur, entraver la vie économique de l'Algérie.

Certes nous sommes saisis trop tard, mais peut être que notre rapporteur aurait pu suivre les études faites par les Commissions compétentes de la Chambre et constituer à l'avance son dossier sur un projet qui est déposé depuis longtemps déjà.

M. LE RAPPORTEUR.- J'ai demandé, à maintes reprises, des renseignements sur ce projet à la direction de l'Algérie au Ministère de l'Intérieur, j'ai trouvé là une bonne volonté hélas ! inefficace.

M. SCHRAMECK.- La direction de l'Algérie, dans son état actuel, ne sert absolument à rien. On pourrait la supprimer sans inconvénient.

M. CAILLAUX.- Qu'il y ait lieu d'améliorer certaines méthodes parlementaires, et aussi les services du ministère de l'Intérieur, je n'endisconviens pas. Mais, il n'est pas douteux, qu'il est du plus haut intérêt de voter le projet avant la fin de la législature.

Ce projet ne soulève aucune difficulté particulière. La limite d'émission de la Banque de l'Algérie est déterminée par la loi. C'était là le système qui a fonctionné pour la Banque de France jusqu'en 1926 et que l'on a eu tort d'abandonner.....

M. HENRY CHERON.- Je fais des réserves, sur cette affirmation.....



tion .

M. CAILLAUX.- Malgré vos réserves, mon cher ami, je maintiens que le système du plafond légal était infiniment préférable au système actuellement en vigueur pour la Banque de France.

M. HENRY CHERON.- Gardons chacun notre opinion. Personne n'est en possession de la vérité absolue.

M. CAILLAUX.- Le projet qui nous est soumis actuellement ressemble à de nombreux projets analogues que nous avons votés jadis pour élever le plafond d'émission de la Banque de France.

M. BIENVENU-MARTIN.- C'est très exact.

M. CAILLAUX.- Si nous ne le votons pas, nous paralyserions la vie économique en Algérie, car les signes monétaires deviendraient insuffisants pour les besoins.

Les conclusions du rapport sont adoptées.

#### FESTIVALS INTERNATIONAUX DE GENEVE.

M. LE PRESIDENT.- L'ordre du jour appelle l'examen, pour rapport au fond, du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture d'un crédit pour les manifestations artistiques françaises organisées par le Comité des festivals internationaux de Genève à l'occasion de la réunion de l'Assemblée de la Société des Nations en 1930 (N° 777 - année 1931).

M. HENRY BERENGER, Rapporteur donne lecture de son rapport dont les conclusions sont adoptées.

EMPRUNT.....



EMPRUNT DU GOUVERNEMENT CHERIFIEN.

M. LE PRESIDENT.- L'ordre du jour appelle l'examen, pour rapport au fond, du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, autorisant le Gouvernement chérifien à contracter un emprunt de 1.535.676.000 Frs (N° 385 - année 1932).

M. HENRY BERENGER, Rapporteur donne lecture de son rapport dont les conclusions sont adoptées.

AUDITION DU GARDE DES SCEAUX

ET DU MINISTRE DES COLONIES

M. LE PRESIDENT.- L'ordre du jour appelle l'audition 1° de MM. PAUL REYNAUD ET DE CHAPPEDELAINE, sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à approuver une Convention passée avec la Banque de l'Afrique Occidentale ( N° 236 - année 1932).

2° l'audition de M. le Ministre des Colonies sur le projet de loi adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le Gouvernement général de l'Indochine :

a/ - à contracter un emprunt de deux cent cinquante millions de francs;

b) - à donner sa garantie aux emprunts contractés par des établissements de crédit en vue de prêts fonciers aux propriétaires de rizières;

c) - à donner sa garantie aux emprunts contractés par un établissement public local sous sa dépendance en vue de soutenir la production et dans la limite de cent soixante dix millions de francs.

( M. PAUL REYNAUD. GARDE DES SCEAUX et M. DE CHAPPEDELAINE Ministre des Colonies, sont introduits.

.....



COMMISSION DES FINANCES

---

Séance du Mardi 29 Mars 1932

-

AUDITION DE M. PAUL REYNAUD,  
Garde des Sceaux, ministre de la justice,  
et de M. DE CHAPPEDELAINE,  
Ministre des Colonies.

°°°  
(



M. LE PRESIDENT. Messieurs les ministres, notre rapporteur M. Perrier nous a fait un exposé des conditions du projet de loi qui tend à approuver la convention passée avec la Banque de l'Afrique Occidentale. Vous avez eu, je crois, connaissance de son travail.

M. LE GARDE DES SCEAUX. Messieurs, j'ai pu voir en effet ce matin le rapport pour avis de l'honorable M. Léon Perrier. Ce rapport soulève, en ce qui concerne l'exposé, un certain nombre de questions sur lesquelles je voudrais dire un mot.

Ces dossiers comprennent cinq mille pièces cotées. Aussi n'est-il pas étonnant que quelques erreurs aient pu se glisser dans les renseignements qui ont été fournis à M. Léon Perrier.

Il s'agit d'une sorte d'écheveau de rescapages financiers que je vais essayer de débrouiller.

Il y a trois banques : la Banque d'émission de l'Afrique Occidentale Française, banque publique; et deux banques privées : la Banque Française de l'Afrique et la Banque Commerciale Africaine.

Ces trois banques ont le même champ d'action la même zone, comprenant au sud l'A.E.F., au nord l'A.O.F., et entre ces deux groupes de colonies les deux territoires sous mandat, Togo et Cameroun.

L'une de ces banques privées, la Banque Française de l'Afrique, se trouve dans une situation telle que, en octobre 1930, alors que M. Pietri était ministre des colonies, il dut intervenir. Après avoir tenté vainement d'obtenir le concours des grands établissements de crédit, il s'adressa



à un banquier privé, M. Bauer. Un accord fut passé le 17 octobre 1930, aux termes duquel M. Bauer reprend l'actif et le passif de la banque et s'engage à porter le capital de 50 à 100 millions.

Les caisses de réserve des colonies mettent en jeu 25 millions, sous une forme que j'indiquerai tout à l'heure s'il y a lieu, et la Banque de l'Afrique Occidentale renonce à se prévaloir de ses droits sur les apports faits à la Banque de l'Afrique Française.

~~Totaux~~ 50 millions apportés par M. Bauer; 25 millions par les caisses de réserve des colonies; 25 millions apportés par la Banque de l'Afrique Occidentale, sous forme de facilités de crédit, en escomptant des traites qui ne valaient pas grand chose - : total, 100 millions d'argent frais qui vont à cette affaire.

M. JOSEPH CAILLAUX. D'où venait la déconfiture de la banque ?

M. LE GARDE DES SCEAUX. Elle avait deux causes. La première, et peut-être la plus importante, était une mauvaise gestion. Elle était faite pour faire des affaires en Afrique; elle avait fait des affaires de pétroles, en Roumanie notamment.

M. JOSEPH CAILLAUX. Toujours la même chose !

M. LE GARDE DES SCEAUX. La seconde cause est la crise qui est survenue en Afrique plus tard que dans les Etats-Unis d'Amérique.

Etant donné que, de ces deux causes, l'une est un défaut



de gestion, il était juste - et c'est ce qu'a fait le Gouvernement de l'époque - de faire supporter, dans la mesure du possible, les conséquences de leurs fautes aux administrateurs de la Banque Française de l'Afrique.

M. JOSEPH CAILLAUX. Très bien !

M. LE GARDE DES SCEAUX. Les pouvoirs publics se sont adressés à la banque d'émission et lui ont dit : "Vous allez faire comme nous, colonies...- "car il ne s'agit en rien ni du trésor ni du budget de la ~~métropole~~, il ne s'agit que des colonies, et, sauf en ce qui concerne l'article 2 pour lequel je ferai des réserves, en ce qui concerne ~~l'article~~ l'article 1er il n'y a aucun doute.

Donc, les pouvoirs publics ont dit : "Vous allez recevoir 25 millions de papier nouveau et vous n'aurez pas le droit d'exercer votre recours sur les cent millions apportés d'argent frais."

C'était un sacrifice considérable commandé à la banque d'émission.

Seconde intervention gouvernementale - je suis obligé de les rappeler parce qu'elles sont les bases morales de la convention qu'on vous demande de ratifier : - Le 24 janvier 1931, un autre ministère est au pouvoir, M. Steeg est président du Conseil et ministre des colonies; nouvelle intervention de l'Etat, moins grave à vrai dire, cependant assez importante, parce que la situation de la banque d'émission s'était affaiblie.

M. Germain Martin, ministre des finances, demande à la banque d'émission de l'Afrique de consentir de nouvelles facilités d'escompte jusqu'à concurrence de 25 millions moyennant certaines garanties.



Le Conseil d'administration de la Banque d'émission se réunit et, à l'unanimité, refuse. Alors on appelle les représentants du Conseil dans le cabinet du Ministre des finances et, à l'unanimité, ils acceptent.

C'est alors que, le 28 janvier 1931, j'arrive rue Oudinot. J'avoue que ma première préoccupation n'a pas été la Banque française de l'Afrique, mais la banque d'émission. J'avais vu dans mon cabinet, comme ~~ix~~ Ministre des finances, les deux chefs de la banque d'émission. Ce sont de très galants hommes. Mais j'avais eu l'impression que le directeur général, M. Nèuvion, parfait honnête homme, n'était pas à la hauteur d'une tâche très difficile. Ce n'était pas un banquier.

Mon premier acte alors a été de faire venir le président et de lui dire : "Je vous donne quinze jours pour choisir un nouveau directeur." On a nommé M. Poilet. Je crois que le choix était bon; il avait été formé dans une banque d'émission bien dirigée, la Banque d'Indo-Chine.

Je l'ai fait venir et lui ai demandé un inventaire de la Banque d'émission. Il arrive quelque temps après et me dit : "La situation est simple, mais grave. J'estime les pertes faites sur le papier de la B.F.A. réescompté par la Banque d'émission à 75 millions.

Il y a en regard un capital, dont le quart est versé, de 8.750.000 fr., et seulement 20 millions aux réserves. Aux termes des statuts de la société, c'était la liquidation.

Pour la première fois dans ma carrière, je me suis posé la question de savoir - si hostile que je sois à la transfusion du sang de l'économie publique dans les économies privées - s'il était possible de laisser aller à vau l'eau une banque



qui est banque d'émission, et en particulier dans l'Afrique noire.

On dit volontiers que l'Afrique noire est une colonie qui ne doit nous inspirer aucune inquiétude. Je ne suis pas de cet avis. Lorsque les Anglais avaient des difficultés dans l'Inde, il y a une vingtaine d'années, on disait en France : "Nous n'en aurons jamais en Indo-Chine." Nous en avons ~~eu~~ en Indo-Chine. Les Anglais ont des difficultés en Nigeria. Il n'est pas dit, si nous ne faisons pas une politique très prudente, que nous n'en aurons pas dans notre Afrique noire. Nous n'y pouvons tenir que par le prestige. Or déjà la grande guerre y a beaucoup nui. Le fait que pendant quatre ans les blancs se sont entre-détruits, a fait tomber le prestige du blanc.

Si le franc de l'Afrique noire tombait, c'était une perte de prestige qui au point de vue politique pouvait avoir des conséquences incalculables. Car il s'agissait bien du franc. Etant donné que la situation comportait 75 millions au passif et 28.750.000 fr. à l'actif, c'était la monnaie qui était en question. Car le porteur du billet est un créancier privilégié à concurrence des 33 p.100 prévus par la convention, mais c'est un créancier chirographaire à concurrence de 67 p.100.

Que faire ? J'ai pensé que mon premier soin devait être de mettre dans l'esprit de ceux avec qui je traitais cette affaire qu'il ne fallait rien demander à l'Etat français. ~~Quand~~ C'est une erreur que l'on commet volontiers dans la circonstance, de parler du trésor. Non, rayez cela de votre esprit. Il n'est question du trésor, dans les statuts de la Banque d'émission, que comme d'un lieu de passage. Les fonds ~~xx~~ vont à la colonie ou de la colonie à la métropole en traversant le trésor, mais le trésor même n'y est nullement



intéressé. Ainsi donc, parlons budget, parlons caisse de réserve, alors qu'il s'agit des colonies; mais laissons de côté le trésor ~~métropolitain~~.

Je ne voulais rien demander au trésor de la métropole, et je ne voulais rien demander non plus au budget de la métropole pour la même raison. La question était de savoir ce que je pouvais demander aux colonies.

Je ne pouvais pas leur demander un sacrifice budgétaire, parce que les budgets des colonies, dans le monde entier, sont basés sur des droits frappant les matières premières ad valorem. Or il s'est produit une chute verticale sur les matières premières, d'où chute ~~verticale~~ des budgets de toutes les colonies du monde.

Il était donc impossible d'agir budgétairement. La caisse, de réserve était déjà très atteinte. Alors, en face de ce problème plus facile à énoncer qu'à résoudre, cette solution a été trouvée, non pas par moi, mais par la Banque d'émission.

Le problème était d'équilibrer le bilan de la Banque d'émission. On a imaginé de débiter le compte "émissions" du montant présumé des billets adirés.

En effet, les statuts de la Banque d'émission donnaient ~~aux~~ colonies le bénéfice des billets perdus. Or en Afrique il y a beaucoup de billets perdus, parce que 44 p.100 de la circulation sont constitués par des billets de 5 francs. Ces billets sont capitalisés dans les cases des indigènes, lesquelles sont très facilement détruites, notamment par ~~incendie~~ incendie.

Souvent aussi ces billets sont enterrés, parce que dans ce pays le métier d'aïeul est d'une grande insécurité. Lorsque



les jeunes soupçonnent que le vieux a un magot, il n'est pas rare qu'ils mettent le vieux à mort pour hériter plus tôt.

Toutes causes qui ont pour effet de procurer, dans un temps peut-être assez lointain, un bénéfice très important, provenant des billets détruits, bénéfice ~~qui~~, aux termes de la convention, va au trésor, lequel est chargé de le transmettre immédiatement aux colonies.

On a pu équilibrer le bilan en débitant le compte "émissions" du montant présumé des billets adirés. Le montant de la circulation était de 500 millions; la perte présumée était de 75 millions sur les billets de la B.F.A. En ramenant à 425 millions le compte "émissions", on pouvait créditer de ces 75 millions le compte pour créances douteuses, et par ce moyen équilibrer le bilan. J'obtenais par avance, sous forme d'avance sans intérêt, le remboursement aux caisses des colonies des 25 millions avancés à la Banque Française de l'Afrique.

Voilà l'économie de la convention.

A cette convention sont jointes des lettres annexes datant des 23, 25, 26 juin 1931. Dans ces lettres annexes j'envisageais des éventualités que je ne pouvais pas rendre publiques. Je n'avais aucune confiance dans la Banque Française de l'Afrique. Je pensais qu'elle devait tomber, et par la même occasion j'envisageais la nécessité où je me trouverais peut-être de rembourser aux déposants, en particulier aux déposants indigènes des agences africaines, le montant de leurs dépôts en comptes courants; et j'obtenais de la Banque d'émission une ouverture de crédit, jusqu'à concurrence de 30 millions, pour le remboursement de ces dépôts.



D'autre part, j'obtenais de la Banque l'appel des trois quarts du capital - car il faut que tout le monde fasse des sacrifices par le temps qui court, - et, qui plus est, l'augmentation de ce capital de 35 à 50 millions. C'est une chose faite.

Entre temps, le 30 mars 1931, j'avais mis en demeure M. Bauer - lequel avait traité avec M. Pietri en octobre 1930 - de verser les 25 millions non encore versés sur les 50 millions qu'il s'était engagé à apporter pour parfaire le capital à 100 millions.

M. Bauer a pensé qu'il aurait besoin d'un concours, et il s'est adressé à quelqu'un qu'il a jugé en situation de le fournir, M. Scaff, qui était à la tête d'une banque qu'on appelle l'U.C.I.P.

J'ai appris que M. Bauer s'adressait à lui pour obtenir ces 25 millions. J'ai relu les conventions intervenues entre mon prédécesseur éloigné et M. Bauer, et j'ai constaté que je n'avais pas juridiquement le droit de lui interdire de s'adresser à M. Scaff. Ce que M. Pietri avait prévu, c'était l'interdiction de faire appel à un groupe étranger. Le groupe visé était le groupe Unileaver, groupe germano-anglo-hollandais.

Néanmoins, instruit par les expériences auxquelles j'avais assisté ou participé, je n'ai pas voulu que M. Scaff pût dire que c'était à la demande du Gouvernement qu'il était intervenu, dans un but de salut public, pour sauver une banque en difficulté. Comme je n'avais pas le droit formel de lui interdire de participer à cette opération, j'ai fait faire par mon représentant à la Banque Française de l'Afrique des réserves formelles en ce qui concerne le projet de fusion entre l'affaire de M. Scaff, la Banque Française de l'Afrique et ~~la banque~~ M. Bauer.



Je ne me suis pas contenté de ces réserves. J'ai écrit, le 11 avril, à M. Bauer, pour protester contre ce projet de fusion.

En fait, la fusion a eu lieu, et M. Scaff a fait, lui aussi, une mauvaise affaire, car ces hommes d'affaires n'ont jamais voulu admettre l'amplitude réelle de la crise, ils ont toujours cru qu'elle allait cesser. M. Scaff a apporté à cette affaire un concours qui, en fait était <sup>celui de</sup> l'U.C.I.P. Il a procédé à la fusion avec la Banque Française de l'Afrique.

Malgré cette injection nouvelle d'argent, syncope, celle-là définitive, de la Banque Française de l'Afrique. ~~Annexé~~  
Le 28 juillet 1931, fermeture des guichets.

La Banque Française de l'Afrique nous a dit alors: "Si vous voulez qu'au lieu d'une liquidation judiciaire, qui se fera dans de très mauvaises conditions, nous procédions à une liquidations amiable; il faut que vous consentiez un nouveau sacrifice. Il faut notamment que vous remboursiez les déposants à 100 p.100 et que vous consentiez à venir à la liquidation dans un passif N° 2, après certains créanciers venant dans un passif N° 1."

A ce moment, toujours en vertu du même principe, j'ai commencé par refuser net. Mais la Banque Française de l'Afrique m'a reproduit une circulaire qui n'était pas dans les dossiers du ministère, émanant du lieutenant-gouverneur par intérim Boutonnet, gouverneur de la Côte d'Ivoire, et où j'ai lu ceci:

"Je vous prie donc de rassurer vos administrés en leur faisant connaître que la Banque Française de l'Afrique ne lésèra pas d'un centime ses nombreux clients et que ceux-ci peuvent lui accorder leur confiance comme par le passé."

En présence de cette circulaire, j'ai dit: "C'est très simple. M. Boutonnet, que je ne connais pas, passera devant un conseil d'enquête..."



M. JOSEPH CAILLAUX. Très bien !

M. LE GARDE DES SCEAUX. " Et, puisque la parole de la France est engagée par cette circulaire très imprudente, en ce qui concerne les dépôts faits en Afrique, je rembourserai des dépôts."

Ils ont été remboursés à concurrence de 23 millions. Ils étaient tombés de cent millions lorsque M. Pietri a fait son accord. Ce qui justifie la politique de M. Pietri, c'est qu'ils étaient tombés considérablement.

Je dois dire, pour en terminer avec le cas de M. Boutonnet, qu'à mon vif regret on n'a rien fait pendant que j'étais en Indo-Chine. Lorsque je suis rentré, la loi d'amnistie est survenue et il n'a pas été possible de le poursuivre comme il méritait de l'être.

Je suis parti pour l'Indo-Chine, après avoir envoyé une circulaire aux gouverneurs généraux de l'Afrique Occidentale et de l'Afrique Equatoriale Française et aux commissaires de la République dans les pays sous mandat, et en laissant une note à M. Maginot, mon successeur intérimaire, lui disant : "Les colonies vont payer jusqu'à concurrence de 30 millions ces dépôts africains, mais elles n'interviennent que parce qu'il s'agit d'un engagement pris par un homme qui représente la France." Ce fonctionnaire, je le traduis devant un conseil d'enquête parce que je considère qu'il a pris une initiative à ne pas renouveler. Mais mettez-vous dans l'esprit que, en ce qui concerne les autres affaires privées, il n'est pas du tout dans mes intentions de procéder à un rescapage quelconque."

Dans ces conditions, je suis parti, le 10 septembre, pour l'Indo-Chine. M. Maginot se trouvait en face de la situation suivante :



La Banque française de l'Afrique ~~XXXXXX~~ lui a dit :  
"Vous venez de faire un sacrifice assez important en remboursant les déposants africains, composés en grande partie d'indigènes. Vous devriez consentir à la formule que nous avons exposée il y a un mois et qui a été rejetée alors, consistant à créer deux catégories dans le passif: un passif n° 1, qui serait payé à 100 p. 100, après des abattements à l'amiable; et un passif n° 2, composé du reliquat, qui serait partagé au marc-le-franc, entre les autres créanciers, c'est à dire la banque d'émission et vous."

C'est alors qu'on propose à la banque d'émission, qui avait déjà renoncé à produire à la Banque française de l'Afrique pour les faits antérieurs à la date de la convention, de renoncer à toute production pour le portefeuille antérieur à octobre 1930. Et pour les 20 millions sur le portefeuille nouveau, la banque d'émission des colonies produit sur le passif n° 2.

C'est cet accord qui nous permet de procéder à la liquidation amiable de la Banque française de l'Afrique, qui se fait sous le contrôle du ministre des colonies et du ministre des finances.

Le 22 Octobre 1931, fait nouveau, l'autre banque, la Banque commerciale africaine, subit le contrecoup des difficultés passagères de l'Union parisienne. Elle se trouve, en présence de retraits massifs de dépôts, obligée de suspendre ses paiements. Alors, à la demande du Gouvernement, un accord intervient auquel préside M. Maginot, le 22 novembre 1931, accord aux termes duquel la Banque d'émission est invitée à escompter des effets de la Banque Commerciale africaine, jusqu'à concurrence de 15 millions. Ce qui intéresse le projet de loi que je



vous ai soumis aujourd'hui, la garantie des colonies, est donnée sous forme de la redevance qui sera versée à la banque d'émission, au lieu d'être versée aux colonies intéressées, à concurrence de 15 millions.

Pourquoi M. Maginot a-t-il fait cette opération ? Parce que la Banque commerciale africaine était la dernière banque privée française de cet immense territoire composé de l'Afrique Occidentale française, de l'Afrique équatoriale française et des territoires sous mandat. La Banque d'émission lui a dit : "Je vous préviens que les Belges, les Anglais commencent à s'installer à Dakar, au Congo; est-ce que le commerce français pourra vivre avec des banques qui sont étrangères, qui soutiendront d'autres intérêts ?" C'est pour cette raison que la décision a été prise.

Maintenant je passe, si vous voulez bien, aux objections qui ont été faites dans le rapport de l'honorable M. Léon Perrier.

D'abord, la distinction entre les deux portefeuilles. M. Léon Périer nous dit : "Une des questions les plus délicates qui se posent dans cet ordre d'idées, est celle de la valeur qu'il faut attribuer à la distinction entre les deux portefeuilles de la Banque Française de l'Afrique détenus par la Banque d'émission : portefeuille antérieur à la convention Piétri d'octobre 1930; portefeuille postérieur à cette convention."

M. Perrier ajoute : " Au cours du débat à la Chambre des députés, on a accusé la Banque de l'Afrique Occidentale d'avoir ajouté à son portefeuille dit "gouvernemental", c'est à dire aux effets escomptés sur intervention du ministre des colonies, les mauvais effets de l'ancien portefeuille dit "libre", effets que



la banque avait escomptés de sa propre initiative et sous sa seule responsabilité.

Il s'agirait là incontestablement d'une accusation grave. J'indique d'abord à la commission qu'à la Chambre M. Antonelli n'a pas dirigé cette accusation contre la Banque d'émission. Il a seulement émis une crainte pour l'avenir, la crainte de confusion entre les deux portefeuilles. Or, ~~xxxxx~~ cette crainte est en fait dénuée de tout fondement, puisque le 30 juin 1931, un état de ces effets a été remis par la Banque d'émission au ministre des colonies, que ces effets sont parfaitement identifiés, que chacun a son état-civil. Par conséquent, toute confusion est impossible entre le portefeuille antérieur à octobre 1931 et le portefeuille postérieur. M. Perrier reconnaît d'ailleurs que cette addition des effets anciens aux nouveaux n'aurait pas d'intérêt, si la convention était ratifiée dans son texte, parce que celle-ci ne distingue pas entre les deux catégories; elle n'aurait d'intérêt que si la convention n'était pas ratifiée du tout, ou si elle était modifiée sur la base d'une discrimination entre les deux portefeuilles.

Examinons les raisons pour lesquelles cette discrimination est apparue impossible. Qu'a demandé le ministre des colonies à la Banque d'émission en octobre 1930 ? Il y avait à ce moment 100 millions de dépôts en Afrique, ne l'oublions pas. Les gouverneurs africains recevaient des télégrammes affolés. Il y avait en Afrique, dans chaque cercle, deux monuments : le palais de l'administrateur, représentant la France; et puis en face, un autre monument, aussi beau, où flottait le même drapeau national: la succursale de la Banque française de l'Afrique; c'est pourquoi M. Piétri, ne pouvant faire autrement, a conclu cet accord.



Qu'a-t-il demandé à ce moment à la Banque d'émission ? Il lui a dit : "Je vous interdis de toucher aux apports nouveaux, à l'argent frais." Mais l'interdiction de toucher à l'argent frais impliquait par là même l'interdiction de toucher aussi à l'actif alors existant, puisque la Banque d'émission ne pouvait poursuivre le recouvrement des effets contre les tirés ou contre les tireurs, sans ~~mê~~ mettre en cause l'avaliseur, c'est à dire la Banque Française de l'Afrique. Si cette banque était mise en cause, comme il n'y a pas, malgré les accords entre les parties, deux personnes morales, la Banque d'avant l'accord et celle d'après l'accord, la Banque d'émission, en poursuivant le recouvrement de son portefeuille ancien aurait immédiatement mis en faillite la Banque française de l'Afrique, et ce que M. Piétri avait voulu n'aurait pas été obtenu.

Voilà les raisons pour lesquelles il était impossible à la banque d'émission de poursuivre la Banque française de l'Afrique - qui n'avait pas deux personnalités juridiques - même sur son passif ancien. C'est bien parce que, en paraissant lui laisser toute liberté sur l'actif ancien, on lui interdisait en fait de poursuivre la Banque française de l'Afrique, que la Banque d'émission, n'ayant pas poursuivi la Banque Française au mois d'octobre, alors que l'arachide valait deux fois plus que maintenant, s'est trouvée posséder un papier qui s'est déprécié dans ses mains; d'où le droit moral de demander au Gouvernement une garantie pour ce portefeuille ancien, aussi bien que pour le nouveau.

J'ai dit tout à l'heure l'intérêt politique de ne pas laisser tomber le franc africain; mais il y a en même temps une



raison de légitimité, due au fait de l'intervention des gouvernements successifs, contraignant la Banque d'émission à agir dans un sens contraire à son intérêt. Voilà la base morale.

Si les rentrées ont été plus satisfaisantes, comme le rappelait justement M. Perrier, sur l'ancien portefeuille que sur le nouveau, c'est parce que c'était un portefeuille librement discuté par la Banque d'émission. Quand la Banque française de l'Afrique lui apportait du papier à réescompter, elle faisait son métier, elle discutait. Un ministre dit : "Vous allez me prendre du papier pour 25 millions." Un autre dit : "Vous allez m'en prendre pour 25 autres millions." A ce moment, il n'y a plus d'examen.

M. LEON PERRIER. Cependant, la Banque peut justement dire nommément à une personne - car ces escomptes ont été consentis aux mêmes personnes - : "C'est entendu, j'accepte votre papier nouveau, mais vous voudrez bien me rembourser en partie de l'ancien."

M. LE GARDE DES SCEAUX. C'est une question que j'ai posée ce matin au directeur de la Banque d'émission. Il m'a répondu : "Les billets sont absolument identifiés. On a fait une hypothèse; il est tout naturel que la commission l'ait faite. Nous, nous affirmons que cette hypothèse ne repose sur rien..."

M. LEON PERRIER. J'en suis très heureux.

M. LE GARDE DES SCEAUX. "D'reste, a-t-il ajouté, si l'on veut faire une inspection de nos livres, nous sommes prêts." J'ai dit : C'est inutile, vous avez fourni un état qui donne toute satisfaction.

Deuxième objection : l'assouplissement des statuts de la Banque d'émission. Ici, M. Perrier constate que la nouvelle



convention élaborée à la Banque d'émission a étendu le champ de ses opérations. Notamment, elle lui permet de consentir des avances sur des effets de commerce à deux signatures, ou même sur des effets à une signature, accompagnés d'un connaissance.

Je m'explique. La Banque d'émission m'a dit ce matin : "Nous vous remettons une lettre dans laquelle nous déclarons, si la commission du Sénat l'exige, que nous renonçons à cette faculté."

Pourquoi cette clause a-t-elle été introduite dans la convention ? Parce que nous sommes dans une colonie, nous sommes dans la brousse africaine, ne l'oublions pas, et nous ~~trouvons~~ trouvons souvent dans les petits comptoirs, les petites escales, un commerçant qui se lance. On lui a dit : "Il faut aller aux colonies", et il y est allé peut-être imprudemment. Il n'a pas de correspondant en Europe, il ne peut pas avoir d'autres signatures. Est-il déraisonnable de dire, lorsque ce petit commerçant inspirera confiance, non pas qu'on lui escomptera ses billets, mais que, sur ses billets on lui ouvrira un compte ?

M. LEON PERRIER. Ce n'est pas cela, la chose dangereuse; ce qui me paraît dangereux, c'est la participation.

M. LE GARDE DES SCEAUX. J'y viens. Du reste, M. Perrier n'insiste pas. Nous arrivons à ce qui préoccupe légitimement M. le rapporteur. Voici son texte :

"~~de~~ de participer à la création ou constitution d'entreprises de toute nature intéressant les pays où elle possède des établissements, sans que le montant de ces participations puisse, sauf autorisation du Ministre, dépasser le quart de ses réserves. (Une participation de 10 millions à un "Crédit Colonial" est tenue en dehors de cette limitation.) "



Et M. Perrier ajoute :

"Le caractère parfois aléatoire des entreprises coloniales fait regretter ces extensions aux statuts de la Banque d'émission. Les participations, à elles seules, n'entraîneraient que des risques limités, mais comment ne s'accompagneraient-elles pas de facilités de crédit ? La Banque risquerait ainsi de prendre la voie des établissements qu'elle a dû renflouer."

Je demande à la commission la permission de répondre d'un mot. Encore une fois, nous sommes dans les colonies, dans une situation tout à fait spéciale. Nous ne vous demandons pas de donner à la Banque d'émission de l'Afrique occidentale et au regard de l'Afrique noire, des facultés aussi larges que celles que des conventions approuvées par vous ont données à la Banque de l'Indo-Chine, qui en effet est une grande banque d'affaires. Mais nous avons pensé qu'un peu de souplesse pourrait être nécessaire, justement pour faciliter le lancement d'affaires à ceux qui offrent des garanties.

On nous dit : "Si vous y mettez des sommes qui incontestablement ne vous gêneront pas beaucoup, puisque le maximum sera le quart de vos réserves, vous serez peut-être amenés à consentir des facilités d'escompte, vous mettrez le doigt dans l'engrenage."

Sur ce point, je ne crois pas que la pratique bancaire justifie des soupçons de cette nature en matière de banque d'émission. Je m'en suis entretenu avec le directeur de la Banque d'émission. Je lui ai dit : "Voilà l'argument de M. Perrier; il est très fort et propre à porter sur une assemblée, en particulier sur la commission des finances du Sénat." Il m'a expliqué alors la vie économique de ces petites villes perdues dans la brousse; il m'a dit : "Quelque chose doit pouvoir être



fait. Nous sommes prêts à y renoncer si on veut. Ce n'est pas dans notre intérêt à nous que la participation aux affaires financières a été accordée, comme M. Léon Perrier le reconnaît dans son rapport."

Par conséquent il semble que, s'agissant d'affaires commerciales, d'affaires industrielles qui seront généralement modestes, ou alors d'une participation à une affaire de grande envergure, comme l'Office du Niger, il est légitime que la Banque d'émission vienne apporter son appoint.

Quand il s'agit d'une affaire saine, il arrive que la Banque d'émission dise : "Il ne faut pas la laisser tomber." Elle appelle des banquiers pour la soutenir, et les banquiers, en revanche, lui demandent de faire quelque chose pour les couvrir moralement. Si nous supprimons cette faculté, la Banque d'émission ne pourra plus rien faire, et une affaire qui est saine tombera.

Je vous livre à la fois l'objection, qui nous a paru très forte, et la réponse que je crois convaincante. La commission aura à statuer.

M. LEON PERRIER.- Si j'ai bien compris, la Banque, par une contre-lettre, serait disposée à renoncer à consentir des avances sur les effets de commerce à deux signatures. Serait-elle également disposée à renoncer à cette clause par laquelle elle s'intéresserait à des affaires ?

M. LE GARDE DES SCEAUX.- La Banque m'a déclaré : "C'est une nécessité vitale pour nous que le projet soit voté par le Sénat. Dans ces conditions, si la commission des finances exige une lettre aux termes de laquelle nous renonçons à ces clauses ...



M. LEON PERRIER.- Je pose la question.

M. LE GARDE DES SCEAUX.- Elle y est prête.

"Clauses accessoires.- La Banque d'émission bénéficie de certains autres avantages à la vérité moins importants. Ainsi elle conserve jusqu'au 30 juin 1937 toutes les sommes recouvrées au delà de 120 millions, sur son portefeuille B.F.A. Elle récupère les parts de fondateur attribuées aux colonies lors de la réorganisation de la B.F.A."

Sur ce point, la Banque d'émission y renonce, si la commission le désire. Elle considère qu'il n'y a là aucun intérêt essentiel pour elle.

"Enfin, la Banque d'émission appelle les trois quarts de son ancien capital et porte celui-ci de 35 à 50 millions. On peut dire qu'aucune de ces deux mesures ne s'imposait. La liquidité du bilan de la B.A.O. eût aisément permis de les éviter."

Là-dessus, je voudrais dire un mot. Ce n'est pas une nécessité absolue que d'imposer, comme je l'ai fait, à la Banque d'émission, d'appeler les trois quarts non versés et d'augmenter son capital. Mais comme le franc était en péril et que je considérais qu'il fallait demander un effort aux actionnaires de la Banque d'émission, je l'ai exigé pour rendre la situation plus <sup>saine</sup> ~~saine~~ encore.

Renouvellement du privilège: c'est la dernière objection à laquelle je vais répondre d'un mot. M. Perrier nous dit : "A la fin du privilège, ces 25 millions qui sont avancés sans intérêt aux colonies, pour les rembourser des avances qu'elles avaient faites elles-mêmes, il ~~faudra les rendre~~ faudra les rendre."

En fait, non. Vous savez ce que c'est que les avances



remboursables en fin de privilège. Il ne faudra pas les rendre, pas plus que nous ne rendrons ses avances à la Banque de France. En effet, ou bien ce sera la même société et on imposera le renouvellement des avances, ou bien ce sera un autre institut d'émission, et alors il les prendra en charge.

Je lis à la fin :

"En définitive, la convention n'a pour le Trésor aucune répercussion immédiate. Elle lui fait seulement courir un risque de pertes en fin de privilège. Pour les colonies, la convention implique en outre un manque à gagner d'environ 80 millions dans l'avenir, un sacrifice budgétaire immédiat, mais réduit, jusqu'à concurrence de 15 millions."

Est-ce que cette clause aura pour effet de nuire au développement des colonies ? Je ne le crois pas. D'abord, l'Afrique Occidentale française vient d'être pourvue d'un grand volume de crédit agricole. D'une part, en vertu de la loi que vous avez votée, à ma demande, il y a quelques mois, 35 millions de la Caisse nationale de crédit agricole vont à ces colonies. D'autre part, 10 millions de la Banque d'émission, en vertu de nos accords, se substituent à 5 millions. Par conséquent, je ne crois pas qu'au point de vue agricole il y ait lieu de retenir les inquiétudes qui ont été exprimées.

"La Banque d'émission se trouve couverte à la fois des risques courus sur ses propres opérations et sur celles que lui a imposées l'Etat, sans subir aucune réduction de bénéfices."

Je réponds : Les concours apportés à la Banque française et à la Banque commerciale africaine ont occasionné à la Banque d'émission des pertes. Il y a dix-huit mois qu'aucun dividende n'a été distribué. D'autre part, l'opération que nous vous



demandons de ratifier aura pour but de mettre la Banque d'émission dans une bonne situation, étant donné surtout l'apport d'argent frais qui vient d'être fait par ses propres actionnaires.

Le directeur général de la Banque d'émission me faisait remarquer ce matin que les colonies touchent deux septièmes des bénéfices, puisqu'elles ont deux septièmes des actions. Cela va faire 2 ou 3 millions de francs que les colonies vont récupérer, par an.

Voilà très rapidement ma réponse. Je m'excuse d'avoir été si bref.

M. LE GENERAL STUHL.- Monsieur le garde des sceaux, je suis chargé du rapport au fond par la commission des colonies. Ce qu'il y a de certain, c'est qu'au mois d'octobre 1930, la Banque d'Afrique ~~d'xxx~~ devait être mise en liquidation judiciaire, et les administrateurs probablement poursuivis. Je ne me plains pas que cela ne se soit pas fait parce que, en Afrique noire, seuls ceux qui tiennent la queue de la poêle peuvent connaître l'intérêt d'une opération comme celle qui a été faite.

Ce que je remarque dans le rapport de M. Léon Perrier, c'est que les colonies supportent les frais de la liquidation à l'amiable de la B.F.A. Voici ce que je voulais demander.

D'octobre 1930, au moment où M. Bauer est venu, jusqu'à la liquidation, vous avez amélioré sensiblement la situation en Afrique. Que serait-il arrivé s'il n'en avait pas été ainsi, si la liquidation avait été faite au mois d'octobre 1930 ? Je prétends qu'à ce moment les colonies auraient perdu beaucoup plus qu'elles ne perdent actuellement. D'abord, par les millions



qui ont été apportés, on peut faire face à tous les événements qui auraient pu se produire à ce moment, à la liquidation peut-être de la B.A. Par conséquent, j'estime que les conventions qui ont été faites ont été heureuses et que la situation de l'Afrique est bien meilleure qu'elle ne l'aurait été si on avait fait la liquidation en 1930.

M. LE GARDE DES SCEAUX.- En octobre 1930, les dépôts en Afrique - ce sont les seuls qui, comme ministre des colonies, m'intéressaient - s'élevaient à 100 millions. Par suite de ces interventions successives, ils ont été remboursés jusqu'à concurrence de 23 millions. Ce sont ces 23 millions que je n'aurais pas remboursés, s'il n'y avait pas eu la circulaire de M. Boutonnet. Nous récupérerons ces 23 millions par le moyen que je viens d'expliquer.

M. LE GENERAL STUHL.- Nous sommes d'accord.

M. LE PRESIDENT.- Monsieur le garde des sceaux, nous vous remercions.

M. LE GARDE DES SCEAUX.- Je remercie la commission des finances de son bienveillant accueil.



M. LE PRESIDENT.- Je vais demander maintenant à M. le ministre des colonies de nous exposer la question très urgente de l'Indo-Chine.

M. DE CHAPPEDELAINE, ministre des colonies .- Il s'agit d'un projet de loi qui a pour objet d'autoriser le Gouvernement général de l'Indo-Chine: 1° à contracter un emprunt de 250 millions; 2° à donner sa garantie, ~~aux emprunts contractés par des~~ dans la limite de 100 millions, à un emprunt contracté par des établissements de crédit, en vue de venir en aide aux propriétaires de rizières; 3° ~~à~~ à donner sa garantie à un emprunt contracté par un établissement local sous sa dépendance, dans la limite de 170 millions de francs, en vue de soutenir les planteurs.

L'honorable M. Léon Perrier, votre rapporteur, me disait tout à l'heure que, pour l'autorisation donnée au Gouverneur général de l'Indo-Chine de contracter un emprunt de 250 millions, il lui apparaissait qu'il n'y aurait pas de difficulté devant la commission. Cependant, je veux résumer les raisons qui ont amené le Gouvernement à déposer ce projet.

Le budget du Gouvernement général, en Indo-Chine, est en déficit. Nous avons, vous le savez, deux sortes de budgets, le budget général et les budgets locaux. Par suite de la crise économique mondiale, les uns et les autres sont en déficit. Pour 1931, le déficit du budget du Gouvernement général est d'environ 15 millions de piastres, soit 150 millions de francs. Le déficit, pour les budgets locaux, est de 5 millions de piastres. Vous savez que nos budgets des colonies, n'ont pas la faculté, comme notre budget ici, d'émettre des Bons du trésor à court terme. De là la nécessité, pour permettre au budget de l'Indo-Chine de s'équilibrer, de consentir au gouverne-



ment général le droit d'emprunter ces 250 millions.

Nous nous trouvons également en présence de la nécessité de donner une garantie aux prêts contractés par des établissements de crédits, en vue de prêts fonciers aux propriétaires des rizières. Ces propriétaires de rizières, dans les années passées, ont trouvé à emprunter; malheureusement, ils ont emprunté à des usûriers, qui abusent de la situation en prêtant à des taux excessifs. Cette situation ne peut se prolonger, car s'il en était ainsi nous assisterions à une véritable expropriation de tous les petits paysans annamites. Si nous voulons maintenir la classe paysanne indigène et la développer, il est nécessaire de permettre à ces pauvres gens d'emprunter avec une certaine facilité. Nous avons en Indo-Chine 6 ou 7 sociétés spécialisées dans les prêts immobiliers. Ces sociétés, à elles seules, sont incapables de trouver les fonds nécessaires. Elles passeront des conventions avec le Crédit Foncier de France, et ces conventions seront soumises au ministre des colonies. Moyennant ces conventions, le Crédit Foncier prêterà à ces petites sociétés spécialisées les sommes nécessaires pour qu'elles-mêmes puissent prêter aux petits propriétaires.

Je tiens à le déclarer, il est bien entendu que ces prêts devront être consentis réellement à ceux qui en ont besoin, c'est à dire qui manque de crédit. S'il y avait là-bas des particuliers ou des sociétés immobilières, qui soient soutenus, épaulés par de grandes sociétés de crédit en France, ceux-là ne devraient pas participer aux avantages que nous voulons faire aux autres.

J'en viens à la troisième question: garantie du Gouvernement général à un emprunt contracté par un établissement public local sous sa dépendance, en vue de soutenir la production, et dans la limite de 170 millions de francs.



Ici, il y a lieu de faire une distinction. Il s'agit, d'une part, de la création d'un établissement public local, d'autre part de la caisse de compensation.

Pour la caisse de compensation - je parle d'abord de celle-ci, parce que la question est en quelque sorte déjà réglée - je crois que le rapporteur spécial ne soulèvera pas d'objection. Elle existe en vertu de la loi du 31 mars 1931. Elle a pour but de soutenir les producteurs de caoutchouc et de leur donner des primes à l'exportation.

M. LE PRESIDENT.- Ceci a été exposé par le rapporteur. Le dossier du projet, nous le connaissons. Sur les points éventuellement litigieux, Monsieur le ~~rapporteur~~ rapporteur, avez-vous des questions à poser ?

M. LEON PERRIER, rapporteur. - Il y a dans le projet trois points. En ce qui concerne l'autorisation, pour le Gouvernement général, de contracter un emprunt de 250 millions, la question n'est pas en litige; nous ne pouvons refuser devenir en aide aux budgets d'Indo-Chine, seulement sous la garantie que j'ai énoncée, savoir demander à l'Indo-Chine de réduire son budget et ne plus faire de dépenses somptuaires.

Le projet de loi tend en second lieu à autoriser le Gouvernement Général à donner sa garantie, dans la limite de 100 millions de francs, à un emprunt destiné à venir en aide aux riziculteurs. Je crois avoir exposé devant la commission des finances toute l'importance de la question du riz en Indo-Chine. J'ai dit devant M. Reynaud qu'il n'est pas douteux que, au Tonkin, notamment, les troubles ont eu pour une part leur cause dans la famine provoquée peut-être par une politique



imprévoyante, qui n'a pas augmenté la superficie des rizières en même temps que s'augmentait la population. Il faut faire un effort en Cochinchine, et surtout au Tonkin, pour augmenter la superficie des rizières. Faire un emprunt pour venir en aide aux riziculteurs ? C'est une politique nécessaire . Un peu moins de politique somptuaire et un peu plus d'efforts en faveur de l'indigène. J'en suis tout à fait d'accord, sous la garantie que ces prêts seront consentis aux petits riziculteurs et n'iront pas soutenir des plantations déjà soutenues par de grands établissements de crédit.

Le troisième objet du projet de loi est d'autoriser le Gouvernement général à donner sa garantie, dans la limite de 170 millions de francs, à un emprunt contracté par un office public, en vue de soutenir les planteurs. Là, il s'agit du caoutchouc. En ce qui concerne la caisse de compensation, je ne crois pas possible de ne pas consentir l'emprunt. Une loi de 1931 a créé la Caisse de compensation. Elle est bonne ou mauvaise, peu importe; elle doit jouer encore pendant quelques années et il n'est pas possible aujourd'hui de manquer à sa signature.

La taxe mise à l'importation du caoutchouc en France ne donne pas les résultats nécessaires. Le budget de l'Indo-Chine ne peut alimenter suffisamment la caisse de compensation; et il y a nécessité, surtout pour l'indigène, d'arriver à faire la compensation promise par la loi.

J'arrive au dernier point : aide aux planteurs dont les plantations ne donnent pas suffisamment ou ne sont pas encore en production, ou à ceux qui, par l'effet de la crise du caoutchouc, ne vendent pas leurs produits ou les vendent à des prix trop faibles pour entretenir leurs plantations futures.



Faut-il laisser tomber ces plantations ? Je ne le crois pas. Il y a eu là des capitaux trop importants engagés. Il faut leur consentir des prêts, à condition qu'on leur donne une aide qui n'atteigne pas le prix d'entretien de la plantation à l'hectare, à plus forte raison qui ne le dépasse pas.

Actuellement, les prix pratiqués sont trop élevés; le prix de compensation est également trop élevé. Monsieur le ministre, j'ai des renseignements très précis sur le prix d'exploitation à l'hectare et le prix de revient du kilog de caoutchouc. Je demande qu'on s'en tienne à ces prix, et même au-dessous, car il faut que les planteurs fassent un sacrifice.

M. LE MINISTRE DES COLONIES.- Je suis d'accord avec M. le rapporteur spécial. Je vais répondre, point par point, aux différentes questions.

M. LE PRESIDENT.- Si l'accord est complet ...

M. LEON PERRIER, rapporteur.- Monsieur le ministre, ces prêts vont être consentis à des plantations de particuliers, de sociétés même. Je voudrais que vous demandiez au Gouverneur général de l'Indo-Chine de nous faire savoir à qui les prêts ont été consentis et quel en est le montant. Nous pourrions ainsi avoir quelques garanties.

M. LE MINISTRE DES COLONIES.- Je dois dire que je suis en pleine politique de compressions budgétaires. J'ai déjà réalisé certaines compressions, j'ai envoyé des instructions pour en réaliser d'autres. J'espère arriver de ce fait à 15 millions de piastres d'économies.

(MM. les ministres se retirent)



M. LEON PERRIER, Rapporteur.- En ce qui concerne la liquidation du portefeuille je n'ai plus d'objections à formuler.

Par contre, je maintiens complètement mes réserves en ce qui concerne l'assouplissement des statuts. Une banque d'émission doit rester dans son rôle strict et ne pas s'engager dans des opérations commerciales. Cette règle de prudence s'impose encore bien davantage aux colonies où les affaires comportent des aléas nombreux.

Je sais bien quel'on peut m'opposer l'exemple de la Banque de l'Indochine qui est à la fois banque d'émission et banque commerciale, mais il n'y a aucune assimilation possible entre cet établissement et la Banque d'A.O.F.

La Banque d'Indochine, en effet, a des comptoirs dans tout le Pacifique et les opérations qu'elle fait en Indochine ne représentent qu'une partie de son activité. La Banque de l'A.O.F., au contraire, est étroitement limitée au territoire du gouvernement général.

M. le Garde des Sceaux a indiqué, lui même, que la Banque accepterait de signer une contre lettre par laquelle elle renoncerait aux facilités nouvelles qui lui étaient accordées par la convention. Profitons donc de ces bonnes dispositions. Nous ferons oeuvre utile et garantirons l'avenir de la banque d'émission.

M. LE GENERAL STUHL.- Je suis frappé du fait que, si nous adoptons les conclusions de M. le Rapporteur, il n'y aura qu'une seule banque commerciale pour cet immense territoire de l'A.O.F. N'allons nous pas faire le jeu des banques anglaises et surtout des banques belges, qui vont installer partout des succursales ?

M. LE RAPPORTEUR.....



M. LE RAPPORTEUR .- Les banques étrangères devront toujours passer par l'intermédiaire de la banque de l'A.O.F. pour avoir des billets.

M. HENRY BERNEGER.- Je me rallie aux propositions de M. LEON PERRIER. Il est très dangereux de permettre aux banques d'émission de se mêler aux affaires commerciales. Nous l'avons bien vu jadis à la banque de la Guadeloupe.

M. FOURCADE.- La convention critiquée permettrait à la Banque de l'A.O.F. de prendre des participations dans certaines affaires. Cette faculté serait-elle limitée aux affaires de la colonie ?

M. LE RAPPORTEUR.- Oui, mais cette limitation n'enlèverait pas la plupart des inconvénients de la mesure.

Il est bien évident, en effet, que la banque se trouverait engagée à consentir aux affaires auxquelles elle participerait, des facilités d'escompte particulières. Petit à petit, et, suivant la formule consacrée "pour courir après son argent " elle perdrait de vue son rôle pour ne s'occuper que d'affaires commerciales.

N'oublions pas, en outre, que l'A.O.F. est un pays de monoculture dans lequel les affaires sont particulièrement aléatoires. Qu'il survienne une bonne récolte d'arachides se vendant à un cours élevé, c'est la richesse pour la colonie, qu'il vienne ensuite deux années de mauvaise récolte ou de mévente, c'est la ruine.

M. CAVILLON.- La convention aboutirait en effet à permettre à la Banque d'émission de commanditer certaines affaires.

M. LE RAPPORTEUR.- C'est cela.

M. CAVILLON.....



M. CAVILLON.- M.le Rapporteur a infiniment raison de montrer les dangers d'un pareil système.

M. FOURCADE.- Si nous subordonnions notre ratification à la signature d'une contre-lettre comme le propose M. le Rapporteur, le projet devrait-il retourner devant la Chambre?

M. LE PRESIDENT.- Je le crois, mais c'est là une question qui ne concerne que le Gouvernement.

Les conclusions de M. le Rapporteur sont adoptées.

En ce qui concerne l'emprunt de l'Indo-Chine, les conclusions du rapport de M. LEON PERRIER dont il a été donné lecture au cours d'une précédente séance, sont adoptées.

#### COMPTE SPECIAL DE COMPENSATION.

L'amendement déposé par M. JEAN PHILIP ayant été retiré, la Commission adopte les conclusions de l'avis précédemment soumis à la Commission par M. ANDRE LEBERT sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, modifiant et complétant la loi du 27 Avril 1931 sur le fonctionnement du compte spécial de compensation relatif aux frais supplémentaires pour produits finis de l'industrie ( Rapport de M. LUGOL - n° 230 / année 1932 ).

La Séance est levée à 16 heures.

Le PRESIDENT de la COMMISSION :

*R. Fourcade*

\*\*\*\*\*



COMMISSION DES FINANCES

2<sup>e</sup> Séance du MARDI 29 Mars 1932.

La Séance est ouverte à 18 heures 1/2 , sous la présidence de M. JEANNENEY.-

PRESENTS : M.M. JEANNENEY. ABEL GARDEY. CAILLAUX.FOUREADE.  
BLAIGNAN. HENRY CHERON. CAVILLON. GENERAL  
STUHL. ARMBRUSTER. PERRIER. HAYAUX.BIEN-  
VENU-MARTIN. CUMINAL. GALLET. VALADIER.  
SERRE. ROBERT. HENRI ROY. SARI. FRANCOIS  
SAINT-MAUR. COURTIER.

=====

ADOPTION DE DIVERS PROJETS

La Commission, sur le rapport de M. CHERON émet un avis favorable à l'adoption du projet de loi portant autorisant d'échanges entre l'Etat français et la ville de WISSEMBOURG.

Sur le rapport de M. HENRI CHERON, elle adopte le projet de loi tendant à prôroger, à titre exceptionnel, la date de mise en recouvrement des rôles de la contribution foncière et des impôts locaux de 1939, dans les départements du Haut-Rhin du Bas-Rhin et de la Moselle.

La Commission, sur le rapport de M. ARMBRUSTER, adopte le projet de loi approuvant une convention avec les établissements thermaux de Plombières et ouvrant un crédit de 5 millions pour l'extension de ces établissements.

AUDITION DE M. LE MINISTRE DE LA DEFENSE NATIONALE

(Organisation défensive de la frontière du Nord )

M. LE PRESIDENT.- M. PIETRI, Ministre de la Défense Nationale.....



nale vient de me faire connaître son désir d'être entendu par la Commission au sujet de l'amendement de M. DANIEL VINCENT relatif à la fortification de notre frontière du Nord.

(M. le Ministre de la Défense Nationale est introduit au près de la Commission. Il est accompagné de M. DANIEL VINCENT et de M. MESSIMY, Président de la Commission de l'Armée).

M. LE PRESIDENT.- La Commission déférant à votre désir, est à votre disposition, Monsieur le Ministre.

M. LE MINISTRE.- Pour la clarté du débat, je crois, M. le Président, qu'il est préférable que M. DANIEL VINCENT fasse d'abord connaître à la Commission les raisons qui l'ont amené à déposer son amendement.

M. DANIEL VINCENT.- L'ouverture de notre frontière du Nord pose un problème qu'il est urgent de résoudre. On nous répondra peut-être qu'entre l'Allemagne et cette frontière, il y a la Belgique avec qui nous sommes liés par des accords militaires. Je me bornerai à répondre à cette objection que l'Etat politique, psychologique et gouvernemental de la Belgique ne doit pas laisser de nous préoccuper et même de nous inquiéter. La Belgique, d'ailleurs, n'a entrepris aucuns travaux défensifs sur la rive droite de la Meuse. Au surplus, j'estime qu'il n'appartient pas à la France de laisser à la Belgique le soin de la défendre. D'ailleurs tous les travaux défensifs que nous pourrons entreprendre à notre frontière serviront de contrefort aux travaux que pourra faire la Belgique.

Pour protéger nos aciéries de l'Est, on a entrepris de grands travaux en Lorraine et l'on a eu raison; mais il ne faut pas oublier que ces aciéries ne peuvent fonctionner qu'avec le charbon de nos mines du Nord et du Pas-de-Calais.

Les.....



Les travaux que nous demandons ne seraient pas extrêmement coûteux puisqu'ils consisteraient surtout dans l'organisation des obstacles naturels (forêts domaniales) qui existent à la frontière belge. Un sentiment d'inquiétude traverse nos populations du Nord qui redoutent d'être sacrifiées encore une fois. Elles voient la Belgique en proie à des conflits linguistiques et elles sentent que de tels conflits ne sont que la manifestation de conflits d'âmes. Elles demandent instamment qu'on les protège.

M. LE PRESIDENT de la Commission de l'Armée appuiera, j'en suis sûr, la réclamation que je formule en leur nom.

M. LE PRESIDENT DE LA COMMISSION DE L'ARMÉE.- Il y a trois ans, lorsque nous avons voté un crédit de 3 milliards et demi pour la mise en défense de notre frontière de l'Est, nous avons reçu de nos allies belges l'assurance qu'ils exécuteraient un plan de travaux dont le coût était évalué entre 300 et 400 millions. Une première tranche de travaux, d'un montant de 125 millions devait être exécutée en trois ans. Les trois ans sont écoulés et presque rien n'a été fait, les Belges s'étant bornés à restaurer quelques forts de l'enceinte de Liège et de Namur. Et rien ne fait prévoir actuellement que l'attitude passible de la Belgique doive changer.

En présence de cette carence de notre alliée, nous demandons qu'on fasse un effort pour couvrir notre bassin houiller, comme on a couvert, par des travaux qui ont fait l'admiration de la Commission de l'Armée, notre bassin lorrain, des Vosges à Longwy. Nous demandons la constitution d'un môle de résistance pour barrer la vallée de l'Oise et l'exécution de travaux défensifs destinés à fermer la route de Dunkerque et de Calais. Le coût des travaux envisagés peut être de 250 millions. Au nom de la Commission de l'Armée tout entière, y compris M.M.

VOILIN.....

VOILIN.....



VOILIN et LAUDIER, je vous demande de trouver les moyens financiers qui permettront d'accomplir cette tâche urgente.

M.<sup>LE</sup> MINISTRE.- La Commission des Finances sent combien il serait désagréable au Gouvernement d'engager publiquement un débat de cette nature en un pareil moment.

Il est hors de doute que les Belges nous ont déçus. Ils n'ont pas exécuté, - et il s'en faut de beaucoup -, les travaux défensifs à quoi ils s'étaient engagés. A leur décharge, il convient de reconnaître que la situation budgétaire de la Belgique a été difficile et qu'aux difficultés financières qu'elle a connues et qu'elle connaît viennent à'ajouter des difficultés de politique intérieure.

L'ambassadeur de Belgique m'a parlé de cette situation et je dois recevoir, ces jours-ci, la visite du ministre belge de la Défense Nationale.

Cette carence de la Belgique a amené notre Etat-Major à modifier son programme de travaux défensifs.

Il n'existe actuellement, sur la frontière franco-belge qu'une ligne de casemates notoirement insuffisantes. En cas de guerre, il faudrait se livrer à des travaux de fortification.....



tification de campagne dont l'exécution demanderait 3 semaines au minimum . Et 3 semaines c'est un délai bien long...

La loi sur l'équipement défensif de nos frontières n'a prévu qu'un crédit de 40 millions pour la mise en état de défense de notre frontière du Nord. Or, il est indéniable que l'installation d'une ligne de fortifications durables devient une nécessité. Mais si la question devrait se poser à l'occasion de la discussion d'un amendement devant le Sénat, nous aurions un débat pénible et je serais, vous le sentez bien, pour des raisons d'ordre diplomatique, dans l'impossibilité de faire valoir les arguments qui commandent de consacrer 2 à 300 millions à l'équipement de cette partie de notre frontière.

Pour financer les travaux qui s'imposent, on pourrait peut-être ~~xxx~~ envisager la réalisation de certaines économies dans l'exécution du programme de défense de notre frontière lorraine. Je crois toutefois que les économies ainsi réalisées seraient insuffisantes et que le vote d'un projet spécial sera nécessaire. Je prends néanmoins l'engagement de commencer, dès maintenant, les travaux avec les crédits que l'exécution du programme relatif à la frontière Est laisse disponibles; mais je tiens à avertir la Commission que si, d'ici au mois de juin, j'estimais indispensable d'engager certaines dépenses au-delà des crédits dont je dispose, j'userais de la faculté que donne l'article 8 de la loi d'avril 1922 qui permet au Gouvernement d'ouvrir des crédits, en l'absence des Chambres.

M. CAILLAUX.- En prévenant les Présidents des Commissions des finances des deux Chambres, de votre décision.

M. LE MINISTRE.- Cela n'est pas nécessaire, au point de vue légal, mais je le ferai bien volontiers car cela constituera.....



tuera, pour moi, une couverture morale.

M. CAILLAUX.- La question est délicate. Je demande qu'on ne se borne pas à considérer le point de vue militaire de la question, mais qu'au contraire, on ne perde pas de vue son côté politique. Il ne faut pas que les initiatives que nous pourrions prendre puissent être interprétées contre nous en Belgique.

~~Il ne faut pas commettre de grosses fautes diplomatiques risquant de faire retourner la politique extérieure belge dans un autre sens. Il ne faut pas que les initiatives que nous pourrions prendre puissent être interprétées contre nous en Belgique.~~

Il ne faut pas commettre de grosses fautes diplomatiques risquant de faire retourner la politique extérieure belge dans un autre sens. ~~Il ne faut pas que les initiatives que nous pourrions prendre puissent être interprétées contre nous en Belgique.~~

Que le Ministre de la Défense Nationale s'entende sur cette question avec son collègue des Affaires Etrangères et qu'ensuite il prenne ses responsabilités, mais après s'être assuré que l'avantage militaire que l'on pourrait retirer des travaux de défense ne serait pas balancé et au-delà par des inconvénients d'ordre diplomatique.

Craignez-que le fait de remuer des pelles et des pioches à la frontière n'ait de graves répercussions d'ordre politique en Belgique.

M. LE PRESIDENT DE LA COMMISSION DE L'ARMÉE.- Si ces répercussions que vous redoutez avaient dû se produire, elles se seraient déjà produites, puisque nous avons construit, sur la frontière belge des casemates de peu de valeur militaire sans que leur construction ait soulevé aucune protestation en Belgique.

M. CAVILLON.- Je voudrais en quelques mots, remettre les choses au point et essayer de détruire l'impression que

M. CAILLAUX.....



M. CAILLAUX vient de produire.

M. LE PRESIDENT.- Nous ne pouvons discuter en ce moment. Nous n'avons pas coutume de délibérer en présence des ministres; nous nous bornons à leur poser des questions.

M. LE MINISTRE.- Après les paroles de M. CAILLAUX, je crois qu'il serait préférable que je n'eusse pas à annoncer au Sénat le dépôt éventuel d'un projet de loi.

M. DANIEL VINCENT ne pourrait-il, en considération des engagements que je viens de prendre, consentir à retirer son amendement ?

M. CAVILLON.- Il faut cependant rassurer nos populations qui s'alarment de voir qu'on ne fait rien pour les protéger.

M. HENRY CHERON.- M. le Ministre vient de nous prévenir qu'il ouvrirait sans doute des crédits comme la loi de 1922 lui permet de le faire. Il me semble que nous n'avons rien d'autre à faire que de prendre acte de sa déclaration.

M. LE PRESIDENT.- Et nous en prenons acte.

Mais il ne serait pas mauvais que nous sachions si M. DANIEL VINCENT a l'intention de maintenir son amendement et, dans ce cas, quelle est l'attitude que compte prendre le Gouvernement.

M. CAVILLON.- Avant que M. MESSIMY n'ait été appelé à la présidence de la Commission de l'Armée, la question de l'équipement de notre frontière du Nord avait été soulevée par moi devant cette Commission. On m'avait dit que dans le montant des crédits mis à la disposition du Ministre de la Guerre, il y avait de quoi organiser et la frontière lorraine et la frontière du Nord. Or, d'après ce que vient de nous dire M. le Ministre de la Défense Nationale, il semblerait que la presque totalité des crédits a été dépensée pour la frontière de l'Est et qu'il ne reste à peu près rien pour la frontière du Nord.

M. LE MINISTRE.....



M. LE MINISTRE.- Bien que mes services m'aient affirmé que le montant total du crédit avait été en gagé par des marchés dugénié, j'ai la conviction que je pourrai dégager des sommes suffisantes pour me permettre de commencer les travaux, mais ces sommes seront évidemment très inférieures aux 250 millions qui sont nécessaires pour les mener à bien.

M. DANIEL VINCENT.- Je puis, évidemment, retirer, en séance, MON amendement sans traiter la question de la mise en défense de notre frontière du Nord; mais je voudrais pouvoir dire : "Monsieur le Ministre, vous savez la signification de mon amendement".

M. LE PRESIDENT DE LA COMMISSION DE L'ARMÉE.- Le Ministre répondra-t-il ?

M. LE MINISTRE.- Je crois que le mieux serait que l'auteur indiquât en quelques mots discrets....

M. CAILLAUX.- Très discrets.

M. LE MINISTRE.- L'objet de son amendement. Le Gouvernement se bornerait à le remercier de le retirer et à se déclarer d'accord avec lui.

M. LE PRESIDENT.- Nous vous remercions, M. le Ministre, des renseignements que vous nous avez fournis et nous prenons acte de vos déclarations. Nous remercions également M. DANIEL VINCENT de vouloir bien retirer son amendement et d'éviter ainsi un débat sur une question aussi délicate.

( M. le MINISTRE, M. le Président de la Commission de l'Armée et M. DANIEL VINCENT quittent la salle de la Commission).

#### LOI DE FINANCES (Suite)

La Commission reprend l'examen des articles réservés de la loi de finances.

Sur la proposition de M. le Rapporteur Général, la Commission décide de ne pas reprendre l'article 10, disjoint par la.....



la Chambre (Repression des insuffisances en matière d'enregistrement).

Après un échange d'observations entre M.M. PHILIP, SERRE et le Rapporteur Général, elle accepte l'article 12 tel qu'il a été repris par la Chambre (Amortissement total ou partiel du capital dans les sociétés pour actions).

- L'article 51 D (application des ressources provenant des trois journées de prestations à l'ensemble des chemins communaux) est adopté avec une nouvelle rédaction, réservant au minimum deux tiers des prestations à l'entretien de la voirie urbaine et des chemins reconnus et n'autorisant pour le surplus, l'application des prestations aux chemins non reconnus que lorsque ces chemins sont livrés à la circulation publique et que le terrain en est reconnu propriété communale.

La Commission, sur le rapport de M. le Général STUHL émet un avis favorable à l'adoption du projet de loi tendant à proroger jusqu'au 31 Décembre 1932 le délai accordé aux anciens militaires pour introduire une demande de pension.

La Séance est levée à 19 heures 35 minutes.

LE PRESIDENT DE LA COMMISSION :

*J. Jeanneney*

\*\*\*\*\*



COMMISSION DES FINANCES

Séance du Mercredi 30 Mars 1933

La Séance est ouverte à 16 Heures 30, sous la Présidence de M. JEANNENEY.

Présents: M.M. JEANNENEY. ABEL GARDEY. CAILLAUX. BLAIGNAN.  
LEBERT. LEON PERRIER. GENERAL STUHL.  
HENRI ROY? GALLET. HENRY CHERON. ALFRED  
BRARD. CUMINAL. SERRE. GENERAL HIRSCHAUER.  
MILAN. FOURCADE. REBOUL. HAYAUX. ARMBRUSTER.  
SARI.

Excusés : MM. HENRY BERENGER et BIENVENU-MARTIN.

DESIGNATION D'UN RAPPORTEUR .

M. JEAN PHILIP .- est désigné comme Rapporteur du projet de loi relatif aux règles d'avancement du personnel enseignant.

EMPRUNT TCHECO-SLOVAQUE.

M. LE PRESIDENT.-L'ordre du jour appelle l'examen, pour rapport au fond, du projet de loi, portant approbation de l'accord financier intervenu à Paris, le 20 Janvier 1932, entre les Gouvernements tchécoslovaque et français (N° 216 - Année 1932).

M. ABEL GARDEY, Rapporteur Général, donne lecture de son rapport dont les conclusions sont adoptées.

ACHEVEMENT.....



ACHEVEMENT DES CONSTRUCTIONS DE LA COMPAGNIE TRANSATLANTIQUE

M. LE PRESIDENT.- L'ordre du jour appelle l'examen, pour rapport au fond, du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant l'aide de l'Etat permettant l'achèvement de constructions en cours des navires de la Cie Gle Transatlantique (N° 354 - Année 1932).

M. LE RAPPORTEUR GENERAL donne lecture de son rapport dont les conclusions sont adoptées.

OFFICE NATIONAL DES MUTILES (création d'emplois)

M. LE PRESIDENT.- L'ordre du jour appelle l'examen, pour rapport au fond, du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant création de deux emplois de chef de section à l'Office national des mutilés et réformes de guerre (N° 405 - Année 1932).

M. le GENERAL STUHL, Rapporteur, donne lecture de son rapport concluant à l'adoption.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Quel sera le coût de la mesure envisagée ?

M. LE GENERAL STUHL.- Aucun crédit nouveau n'est nécessaire. L'Office pourvoiera à la dépense sur son budget particulier.

M. CAILLAUX.- Voilà encore un budget particulier qui est soustrait à notre contrôle ! Hélas ! Nous n'avons pas encore la législation sur les offices que je réclame depuis plusieurs années.

Je répète une fois de plus qu'il est impossible de faire de bonnes finances avec un budget général dont une partie des ressources .....



ressources se perd comme dans une infinité de canaux de dérivation, dans les budgets particuliers des offices de toutes sortes.

M. GALLET.- Comme Président du Conseil d'Administration de l'Office national des mutilés, j'ai le devoir de rendre hommage à l'esprit d'économies qui anime ce conseil d'administration.

Les fonctionnaires et agents de l'office constituent un personnel d'élite qui travaille avec une conscience digne de tous nos éloges.

Ce personnel, lors de la création de l'office du combattant, a dû être dédoublé, afin d'assurer le service des deux offices. Aucun emploi n'a été créé.

Les problèmes que pose l'attribution de la carte du combattant rendent nécessaires aujourd'hui la création d'emplois nouveaux supérieurs.

Pour donner un aperçu du travail auquel l'Office doit faire face, il me suffira d'indiquer qu'il y a eu 86.000 demandes à examiner pour l'attribution de la carte aux anciens combattants de 1870 et qu'il n'y a pas moins de 70.000 demandes émanant d'anciens militaires ayant participé aux campagnes coloniales. Tous les dossiers sont examinés avec un soin scrupuleux.

M. LE RAPPORTEUR.- L'Office reçoit, depuis sa création, une subvention budgétaire importante. Que fait-il de ses disponibilités ? On a dit que l'Office avait beaucoup plus d'argent qu'il n'en a besoin pour attribuer des secours ou accorder des prêts et qu'il fait des placements immobiliers. Est-ce exact ?

M. GALLET.- Le budget de l'Office est rigoureusement contrôlé par l'Inspection des finances. L'Office ne fait que les opérations.....



opérations qui rentrent dans ses attributions à savoir l'octroi de secours ou de prêts.

M. LE GENRAL HIRSCHAUER.- Que fera-t-on des fonctionnaires actuellement occupés à l'examen des demandes de cartes du combattant, lorsque cet examen sera terminé ? On ne devrait pas nommer de fonctionnaires permanents pour un travail essentiellement temporaire.

N. HENRY CHERON.- L'Office des mutilés a été le premier établissement public qui ayt organisé le contrôle des dépenses engagées. Il fait des prêts selon un statut approuvé et je me joins à M. GALLET pour me porter garant de son bon fonctionnement .

Ceci dit, je souhaite avec M. CAILLAUX qu'une législation générale vienne régler le fonctionnement des Offices publics.

Quand j'étais Ministre des Finances, j'avais réuni une Commission chargée de la réorganisation de la comptabilité publique. Il serait intéressant de demander au Gouvernement à quoi a abouti le travail de cette Commission sur laquelle j'avais fondé de grandes espérances.

M. ANDRE LEBERT.- Il paraît assez facile d'exercer le contrôle financier sur les opérations de l'Office des Mutilés La comptabilité des offices départementaux est admirablement tenue et la comptabilité générale de l'Office ne peut-être que la centralisation des écritures des offices départementaux.

M. GALLET.- Ce contrôle existe depuis la création de l'Office.

M. CAILLAUX.- Nous devrions avoir, dans les documents annexes du budget, un rappel annuel sur le fonctionnement de l'Office des Mutilés.

M. GALLET.....



M. GALLET. - Je ferai part de ce vœu au Conseil d'administration de l'Office afin qu'un rapport soit établi pour le prochain budget. Nous n'avons rien à dissimuler.

- Les conclusions du rapport sont adoptées.

#### COLLECTIF

M. LE PRESIDENT.- L'ordre du jour appelle l'examen, pour rapport au fond, du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant : 1° - régularisation de crédits ouverts par décrets sur l'exercice 1930-31 et 1931-32 ; 2° - ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1931-32 au titre du budget général et des budgets annexes (N° 405 - Année 1932).

M. ABEL GARDEY, Rapporteur Général, donne lecture de son rapport.

Les divers chapitres sont adoptés sans discussion/aux conformé-  
dispositions de M. le Rapporteur Général, à l'exception du Chapitre 43 du budget du Ministère de l'Intérieur (indemnités aux Alsaciens et Lorrains internés en France pendant la guerre) pour lequel M. le Rapporteur Général proposait la disjonction et qui est réservée jusqu'au 1<sup>er</sup> l'audition du Gouvernement sur la demande de M. le Général HIRSCHAUER.

#### DESIGNATION D'UN RAPPORTEUR.

M. ALFRED BRARD est désigné comme Rapporteur de la proposition de loi tendant à favoriser la production des mistelles et vins doux naturels et à permettre la détention et la vente des vins doux naturels dans les débits de boissons hygiéniques exemptées de l'impôt de licence.

#### DEPLACEMENT DE LA GARE DE LILLE

M. LE PRESIDENT.....



M. LE PRESIDENT.- L'ordre du jour appelle l'examen pour avis financier des conclusions du rapport de M. MOLLARD sur le projet de loi ayant pour objet de déclarer d'utilité publique l'établissement d'un chemin de fer d'intérêt général à double voie contournant l'agglomération de Lille, d'approuver la concession de cette ligne à la Cie des chemins de fer du Nord et d'autoriser la perception de surtaxes locales temporaires.

M. HENRI ROY, Rapporteur.- Le projet dont il s'agit est l'étude depuis 1881. Il passé par des phases diverses. La dépense envisagée est allée de 11.800.000 francs à l'origine à 83 millions en 1919, 216 millions en 1923, 570 millions en 1927, 430 millions en 1931.

En 1927, M. POINCARE réclamait une nouvelle enquête. Elle n'a pas été exécutée depuis lors.

Tout récemment, la Commission des Travaux Publics de la Chambre a mis sur pied une transaction; la dépense totale est ramenée à 330 millions, la part de l'Etat ne dépassant pas 43 millions quels que soient les dépassements futurs qui seront supportés par moitié par le réseau du Nord, par moitié par la ville de Lille.

La question de la participation de l'Etat a été très controversée. S'agit-il d'une ligne nouvelle ou de travaux complémentaires ?

En 1925, l'administration a jugé qu'il s'agissait d'une ligne nouvelle. En 1926, M. PAUL DOUMER, Ministre des Finances, a conclu en sens contraire. Son successeur, M. RAOUL PERET, a proposé une cote mal taillée, la part de l'Etat s'élevant à 13 millions. Plus généreux, M. de MONZIE, est allé jusqu'à 30 millions.

Enfin .....



Enfin, à la suite de marchandages sans nombre, on est arrivé à la transaction nouvelle, dont on ne peut pas affirmer qu'elle est complètement acceptée par la ville de Lille.

Notre Commission des Travaux publics, réunir hier à approuvé le projet . Pour ma part , je me refuse à le rapporter tant que je n'aurai pas pu l'étudier à fond, compléter un dossier par trop incomplet , et éclairer le problème sur toutes ses faces.

Je vous demande de m'autoriser à ajourner mon avis.

M. le PRESIDENT.- La Chambre a eu quatre mois pour étudier ce projet. Nous avons le droit d'avoir à notre tour un délai plus long que les deux jours qui nous restent.

Je considère que la proposition de M. le Rapporteur est très sage. Il me semble que ce projet ressemble comme un frère à tant de projets improvisés que l'on voulait nous faire voter en hâte à la fin d'une session ou d'une législature , et qu'une étude sérieuse nous a permis d'améliorer et parfois même d'écarter pour le plus grand bien de nos finances.

L'ajournement est prononcé.

La séance est levée à 18 Heures.

Le PRESIDENT de la COMMISSION des FINANCES:

*J. Lannoy.*



COMMISSION DES FINANCES

1<sup>e</sup> Séance du Jeudi 31 Mars 1932.-

La Séance est ouverte à 14 heures, sous la présidence de  
M. JEANNENEY, Président.

PRESENTS : M.M. JEANNENEY. ABELG ARDEY. HENRI ROY. SHCRAMECK.  
VALADIER. BRARD. PHILIP. BIENVENU-MARTIN.  
GALLET. PERRIER. SERRE. REBOUR. BETOULLE. STU  
GENERAL STUHL. CUMINAL. PIERRE ROBERT. MILAN.  
HENRY CHERON. SARI. CAVILLON. FOURCADE LEBERT.  
HAYAUX. HIRSCHAUER. CAILLAUX. COURTIER.

\*\*\*\*\*

AUDITION DE M. LE PRESIDENT DU CONSEIL ET

DE M. LE MINISTRE DES FINANCES SUR

L'EMPRUNT TCHECOSLOVAQUE.-

(M.M. ANDRE TARDIEU et M. FLANDIN, Ministre des Finances  
sont introduits auprès de la Commission).

M. LE PRESIDENT.- Je vous ai fait parvenir hier, M. le Pré-  
sident du Conseil, un tableau des projets dont le vote était né-  
cessaire avant le 1<sup>e</sup> avril. Tous les projets figurant à ce ta-  
bleau ont été votés ce matin, à l'exception du collectif.

Parmi les projets dont le vote ne s'impose pas avant le  
1<sup>e</sup> Avril, mais qui présentent un caractère d'urgence, je cite-  
rai ceux relatifs à l'emprunt tchécoslovaque et à l'emprunt ind-  
chinois, le projet permettant de poursuivre les constructions de  
la Cie Transatlantique, le projet relatif à l'avance de 50 mil-  
lions à Madagascar et celui ayant pour objet d'accorder une sub-  
vention aux Nouvelles Hébrides, enfin le projet relatif aux en-  
couragements à la culture du Chanvre.

Normalement, nous devrions nous borner à voter le budget

et.....



et le collectif. Toutefois, la Commission désirerait savoir de vous si le Gouvernement a des raisons spéciales ou une raison générale ~~pour désirer que le vote des raisons spéciales ou une raison générale~~ pour désirer que le vote des divers projets que je viens d'énumérer soit accéléré.

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL. - Pour un seul de ces projets, je me permettrai d'insister fortement auprès de la Commission, afin qu'un ~~Vote~~ vote intervienne avant le 1<sup>er</sup> Avril. Il s'agit de l'accord financier tchécoslovaque, voté par la Chambre il y a un mois et au sujet duquel j'ai promis au Gouvernement tchécoslovaque une réponse, positive ~~au~~ négative avant le 1<sup>er</sup> Avril.

Quant au projet ouvrant un crédit pour l'achèvement des bateaux de la Transatlantique, il pose, en gros, la question de savoir si à partir du 1<sup>er</sup> Avril, les ouvriers des chantiers de Penhoët devront être mis en chômage.

L'emprunt indochinois a pour objet d'alimenter la Trésorerie de l'Indochine qui est actuellement fort à l'étroit.

Le projet relatif à la subvention aux Nouvelles-Hébrides ne soulève pas de question de principes; rien ne me semble s'opposer à son adoption rapide.

Quant au projet relatif aux encouragements à la culture du chanvre, il ne me paraîtrait ni juste, ni opportun de l'abandonner. Il n'a pas dépendu du Gouvernement qu'il n'ait été voté plus tôt. Nous avons, en effet, inséré les dispositions relatives au chanvre dans le projet concernant les primes à la culture du lin, voté il y a près d'un an. Mais les défenseurs des producteurs de chanvre ont voulu faire mieux que ce que proposait le Gouvernement. Le mieux est souvent l'ennemi du bien. Leur opposition a amené la disjonction des dispositions concernant le Chanvre.

Nous.....



Nous vous demandons de les voter aujourd'hui. Toute la question est de savoir si le Sénat veut faire un geste de bienveillance à l'égard des producteurs de chanvre.

Je m'aventure maintenant sur un terrain plus délicat. La Chambre a voté, depuis hier, quatre séries de projets. Dans la première, je ne place que le projet autorisant l'émission d'obligations trentenaires pour le financement du projet d'outillage national. Je crois qu'il est inutile que j'insiste sur les raisons qui militent en faveur de son adoption rapide.

La deuxième série comporte deux projets ayant pour objet la substitution d'une taxe à la production à la taxe sur le chiffre d'affaires qui frappe les essences, d'une part et les corps gras, de l'autre. Il s'agit là de projets qui ont été mûrement étudiés avant d'être soumis au Parlement.

Dans la troisième série, je placerai deux projets pour l'adoption desquels j'insiste fortement auprès de la Commission. Il s'agit des projets portant ratification des accords commerciaux passés avec la Roumanie et avec la Yougoslavie.

En janvier 1931, M.M. BRIAND et LOUCHEUR ont fait adopter par la S.D.N. le principe de la réunion de conférences chargées d'étudier les moyens d'absorber l'excédent de blé de l'Europe danubienne. Deux conférences réunies à Paris n'ont pas donné de résultats. Ensuite, eut lieu, en mars, à Rome, une conférence élargie qui ne donna pas plus de résultats. Enfin, eut lieu, à Londres, une conférence plus large encore puisqu'on y appela les représentants du Canada et de l'Australie qui exposèrent que le meilleur moyen d'absorber le blé de l'Europe danubienne consistait à s'approvisionner en blés canadiens et australiens.

Malgré ces échecs, nous sommes parvenus à conclure avec la Roumanie, la Yougoslavie et la Hongrie des conventions particulières dont ni nos producteurs de blé ni ceux de ces pays n'ont.....



n'ont à se plaindre. Nous nous sommes engagés, vis à vis de ces trois pays, en échange d'avantages douaniers qui sont loin d'être négligeables, à prendre chez chacun d'eux, 10 % des quantités de blé que nous sommes contraints d'importer, à la condition bien entendu, que les blés qu'ils nous fourniront soient de qualité loyale et ~~ma~~chande.

Les négociations en vue de la restauration économique des Etats danubiens qui se poursuivent à Londres où je me rendrai Dimanche nous font une nécessité de ne pas paraître défaillants et de montrer que nous faisons tout ce qui est en notre pouvoir pour venir en aide à ces États.

Enfin, la 4<sup>e</sup> série comprend 3 projets qui ne sont pas encore votés par la Chambre, mais qui le seront après 5 h.1/2. Ces projets sont :

Le projet accordant une subvention de 50 millions à LA REUNION pour la réparation des dégâts causés par le récent cyclone.

Le projet relatif aux encouragements à la culture de l'olivier.

Le projet autorisant l'A.O.F. dont vous connaissez les difficultés financières et économiques à contracter un emprunt. Pour résoudre ces difficultés, j'ai essayé de coupler les revendications de l'A.O.F. envers la métropole et les revendications de la métropole à l'égard de l'A.O.F.

Cette dernière a besoin d'une avance de 200 millions pour alimenter sa Trésorerie. Elle a demandé que l'on favorise l'écoulement de sa principale production, l'arachide, dans la métropole. De son côté, elle a besoin de cotonnades et nos industries textiles se plaignaient de ce que leurs marchandises étaient frappées, à leur entrée en A.O.F., de droits de douane.....



daunés qui les mettaient hors d'état de soutenir la concurrence des cotonnades étrangères.

J'ai pu arriver à concilier ces divers desiderata de la façon suivante : L.A.O.F. recevra son avance de 200 millions, on assurera une protection à l'arachide produit par elle et vendu en France. En échange, elle acceptera d'établir une protection douanière sur les cotonnades étrangères.

Je serais reconnaissant au Sénat de voter ce projet le plus tôt possible.

M. LE MINISTRE DES FINANCES.- Il y aurait également le plus grand intérêt à ce qu'il acceptât de voter le projet concernant l'aide aux départements et aux communes pour les travaux destinés à combattre le chômage.

M. LE PRESIDENT.- Laissez-moi tirer, Monsieur le Président du Conseil, une conclusion de vos déclarations. Je vous ai demandé si vous aviez des raisons spéciales pour désirer un vote rapide de chacun des projets ou si vous aviez un motif d'ordre général pour demander qu'ils soient tous votés pour le 1<sup>er</sup> Avril. Vous m'avez répondu en énumérant des raisons spéciales à chacun des projets. Dois-je en conclure que vous n'avez pas de raison plus générale que celles que vous nous avez dites ?

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL.- Si les circonstances devaient nous faire prévoir que nous soyons appelés à siéger en avril et en mai, il est bien évident que la plupart des projets dont je vous ai parlé pourraient, sans inconvénient, être votés la semaine prochaine. Mais, comme j'en ai le devoir, je vais, dans un moment, mettre le Président de la République au courant des intentions du Gouvernement quant à la date des élections législatives. Et sans me départir.....



partir de la discrétion que je dois observer, par déférence envers le chef de l'Etat, je crois pouvoir vous dire qu'avant la fin de la journée la date de la consultation électorale sera fixée et qu'elle sera fixée de telle sorte qu'il ne m'apparaît pas que nous puissions continuer à siéger au-delà de cette nuit.

M. LE PRESIDENT.- Je vous remercie M. le Président du Conseil d'avoir répondu à la question que je vous avais posée.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Puis-je demander à M. le Ministre des Finances où en est la discussion du budget à la Chambre ?

M. LE MINISTRE DES FINANCES.- La Commission des Finances a décidé de s'opposer à l'insertion, dans la loi de finances, des textes relatifs à la péréquation des retraites, si le titre 1<sup>er</sup> qui assure l'équilibre de la réforme n'y figure pas.

M. LE PRESIDENT. DU CONSEIL.- J'ajoute que le Gouvernement engagera sa responsabilité sur cette question.

M. LE PRESIDENT.- On nous annonce que la Chambre aurait voté un article 2 bis nouveau. Quel en est le sens ?

M. LE MINISTRE DES FINANCES.- Cet article a été inséré dans la loi de finances à la suite d'un arrêt de la Cour de Cassation qui met mon administration dans une situation difficile. Il a été jugé, en effet, que la promulgation par télégramme de la loi de finances n'entraîne pas la mise en vigueur des dispositions qu'elle contient. Par conséquent les agents des douanes ne peuvent pas percevoir les droits avant le jour qui suit la promulgation de la loi de finances, d'où une perte considérable pour le Trésor. L'article 2 bis a pour objet de décider que les dispositions contenues.....



tenues dans la loi de finances auront effet à partir du 1<sup>er</sup> Avril

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Ne serait-il pas préférable de déclarer que les dispositions de la loi de finances précédente continueront à s'appliquer jusqu'au moment où celles de la nouvelle loi de finances entreront en vigueur ?

M. BIENVENU-MARTIN.- On éviterait ainsi de donner un effet rétroactif à cette dernière.

M. CAILLAUX.- Et puis, n'y a-t-il pas un inconvénient ? L'an prochain si l'on est en retard de 8 jours dans le vote du budget, on votera une disposition semblable qui fera rétroagir de 8 jours la loi de finances.

M. LE MINISTRE.- Si nous ne votons pas la disposition proposée, tous les importateurs se feront dédouaner demain et pourront introduire leurs marchandises en franchise.

M. CAILLAUX.- Mais c'est que cela n'intéresse pas que les douanes, si le budget n'est voté à temps, vous ne pouvez percevoir les autres impôts et particulièrement les contributions indirectes et les impôts sur les boissons.

M. FOURCADE.- La mesure proposée n'est pas, en effet, aussi anodine qu'on veut bien le dire.

M. CAILLAUX.- Parfaitement. L'arrêt de la Cour de Cassation est intervenu, non dans une affaire de douanes, mais dans une affaire d'enregistrement. Ce texte devra être étudié de très près.

M. LE PRESIDENT.- M. le Président du Conseil et M. le Ministre des Finances, la Commission vous remercie des explications que vous avez bien voulu lui fournir.

(M. le Président du Conseil et M. le Ministre des Finances quittent la salle de la Commission).

#### BUDGET DE 1932 RETOUR DE LA CHAMBRE.-

M. LE PRESIDENT.- Nous abordons maintenant l'examen du projet de budget que nous renvoie la Chambre.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.



M. LE RAPPORTEUR GENERAL donne lecture de son rapport.

Les différents chapitres du budget des dépenses sont adoptés sans observation avec les chiffres proposés par M. le Rapporteur Général, à l'exception du chapitre ci-après qui donne lieu à un échange d'observations.

Travaux Publics - Chapitre 79.- Cantonniers, salaires et indemnités diverses.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- La Chambre a voté un crédit de 127.500.000 francs à ce chapitre. Je vous demande de maintenir le chiffre antérieurement voté par le Sénat, de 123.750.000 Frs.

M. REBOUL.- Je demande le maintien du chiffre de la Chambre qui permettrait l'assimilation des cantonniers aux douaniers, forestiers, facteurs, assimilation qui est des plus justes, puisqu'il y a parité entre ces diverses fonctions.

M. LEON PERRIER.- Je demande à la Commission de repousser l'amendement de M. REBOUL qui aurait pour résultat de porter le salaire des cantonniers au coefficient 9, par rapport au salaire d'avant-guerre.

M. MILAN.- Au coefficient 11 !

M. LEON PERRIER.- De plus, le vote que nous émettrions en faveur des cantonniers de l'Etat aurait de graves répercussions sur nos budgets départementaux.

M. MILAN.- Une nouvelle augmentation se justifie d'autant moins que le crédit que nous avons voté cette année est de 19 millions supérieur à celui de l'an dernier. Le chiffre proposé par M. le Rapporteur Général est adopté.

#### LOI DE FINANCES

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- L'article 2<sup>e</sup> nouveau, voté

par.....



par la Chambre a pour objet de rendre exécutoires à partir du premier avril, les dispositions de la présente loi. Je vous propose de lui substituer une rédaction qui autorise la perception des droits et revenus publics d'après les tarifs en vigueur au 31 Mars.

Cette proposition est adoptée.

Les articles 2 A et 2 Abis sont disjoints.

L'article 3 est rétabli.

L'article 4 A est adopté avec substitution de la date de 1933, à celle de 1932, votée par la Chambre.

Les articles 4 C et 8 sont rétablis.

L'article 10 B est disjoint.

Les articles 10 B bis et 12 sont adoptés.

L'article 12 B est repoussé.

Le texte voté par le Sénat, à l'article 37 est rétabli.

L'article 49 ter (nouveau) est adopté.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Sous les numéros 50 A<sup>3</sup> à 50 A<sup>30</sup>, la Chambre a introduit, dans la loi de finances, les dispositions relatives à la péréquation des pensions, après avoir disjoint des propositions gouvernementales, le titre 1<sup>er</sup> qui fournissait les ressources propres à financer la réforme. D'autre part, elle a élevé de 7 à 8.000 Frs, le minimum des pensions de retraites et voté diverses autres dispositions génératrices de dépenses.

Ainsi présentée, la réforme entraînant pour 1932, un surcroît de dépenses de 410 millions, qu'aucune économie ne viendrait compenser. La dépense irait en augmentant pour atteindre 607 millions, l'an prochain et 791 millions en 1934.

Au.....



Au surplus, la suppression du titre 1<sup>er</sup> est, en contradiction avec l'article 111 de la loi de finances du 16 Avril 1930 qui décidait que les dépenses entraînées par la péréquation des retraites devaient être compensées par des économies réalisées au moyen du recul des limites d'âge et du reclassement des services actifs et sédentaires.

Je vous propose, en conséquence, de disjoindre ces textes.

M. HENRI ROY.- C'est très bien. Mais que ferons-nous à 11 heures du soir, quand la Chambre aura rétabli son texte?

M. LE GENERAL STUEL.- Je demande la reprise du texte proposé par le Gouvernement qui a été établi de telle façon que, grâce au recul des limites d'âge, la réforme ne coûtera pas un sou au budget. Si nous votons le texte de la Chambre un capitaine touchera 29.600 francs de pension, alors que le Général ARCHINARD qui a donné un empire colonial à la France continuera de toucher 30.000 francs. Cependant qu'un général commandant d'armée dans l'Allemagne qu'on dit pauvre, reçoit une pension de 112.000 francs.

Si l'on ne peut, dès aujourd'hui, reprendre le texte du Gouvernement je demande à M. le Rapporteur Général de dire que la question sera reprise à la rentrée.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- C'est ce que je me proposais de dire.

M. CAILLAUX.- Disjoignons, soit ! Mais si la Chambre rétablit son texte et s'il est avéré que le projet du Gouvernement, avec le titre 1<sup>er</sup> dont il a été amputé, permet de réaliser la réforme sans qu'il en résulte une augmentation de dépenses, que ferons-nous ?

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Un rapport de la Commission des Finances de la Chambre établit qu'il y a balance.

M. HENRI CHERON.....



M. HENRY CHERON.- Nul n'ignore que la révision des pensions est un des moyens qui devront être envisagés pour assurer le redressement de la situation financière. Si par avance, nous compensons l'économie que procurera le recul des limites d'âge par des dépenses nouvelles, nous nous enlevons un des moyens de restaurer les finances publiques.

M. HENRI ROY.- Disjoignons. Bien. La Chambre reprendra son texte. Le Président du Conseil nous a dit qu'il poserait la question de confiance. Sur quoi ? Sur la substitution au texte de la Chambre de son projet primitif, sans doute. Alors croyez-vous que, dans ces conditions, vous pourrez maintenir votre position et disjoindre à nouveau ?

M. CAILLAUX.- Si le Gouvernement nous prouve que son texte établit la balance entre les dépenses et les économies, nous serions mal venus à le repousser.

M. LE GENERAL HIRSCHAUER.- J'estime que le recul des limites d'âge est une mesure heureuse. Il est inadmissible que des gens, en pleine possession de leurs facultés physiques et mentales puissent, sous le prétexte qu'ils remplissent des fonctions classées dans les services actifs, prendre leur retraite à 50 ou 55 ans, alors qu'ils pourraient, sans que le service en souffrît, bien au contraire, continuer de remplir leurs fonctions jusqu'à 60 ans.

M. REBOUL.- J'estime que nous devrions nous appliquer à amortir ce différend entre la Chambre et le Sénat et dire que, si nous disjoignons le texte de la Chambre, c'est uniquement parce que le temps nous a manqué pour en étudier les répercussions.

M. BETOULLE.- J'appuie l'observation de M. REBOUL.

M. HENRY CHERON.- L'application du titre 1<sup>er</sup> sur le recul des limites d'âge procurerait une économie de 700 millions représentaient une part des milliards qu'il faudra trouver si nous voulons éviter de courir à la faillite. Et vous allez.....



allez les manger, par avance, sous prétexte de péréquation ! C'est inadmissible.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Mais cette péréquation n'est que l'exécution de l'obligation inscrite dans l'article 111 de la loi de finances du 16 Avril 1930.

- Les articles 50 A <sup>3</sup> à 50 A <sup>30</sup> sont disjoints.

- L'article 50 B est rejeté.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- La Chambre a repris l'article 50 D qui prévoit une indemnité supplémentaire de retraite en faveur des fonctionnaires anciens combattants qui n'ont pu intégralement bénéficier en période d'activité, des rappels prévus par la loi du 9 Décembre 1927.

Je vous propose de l'adopter (Protestations).

M. LEON PERRIER.- Toute l'administration française a été bouleversée par les avantages faits par la loi de 27 aux anciens combattants. Ceux-ci sont arrivés à la première classe de leur grade. Au lieu de se tenir pour satisfaits, voilà qu'ils réclament des avantages de retraite. Ah ! non.

M. GALLET.- J'ai le droit de parler de ces choses parce que je suis ancien combattant et parce que, le premier au Sénat, j'ai combattu l'idée d'accorder des avantages pécuniaires aux anciens combattants. Mais des avantages consistant en des avancements de classes se traduisant par des augmentations de traitement ont accordés aux fonctionnaires anciens combattants. Certains d'entre eux n'ont pu bénéficier de ces avantages parce qu'ils étaient déjà arrivés à la première classe de leur emploi. A titre de compensation, on propose de leur accorder, en sus de leur pension de retraite, une indemnité de 250 francs. J'estime que c'est justice.

M. LEON PERRIER.- Le bénéfice de cette mesure ne manqueront pas d'être réclamés par les fonctionnaires départementaux,

ce.....



ce qui surchargerait encore nos budgets départementaux.

Je demande la disjonction de l'article.

L'article est disjoint.

L'article 51 F est disjoint.

L'article 51 E bis est rétabli.

L'article 52 A est adopté.

L'article 53 C est disjoint à nouveau, sur la proposition de M. SERRE.

La Commission accepte la disjonction par la Chambre de l'article 55 A ter.

La Commission décide de substituer à nouveau le texte de la proposition CARRERE-GADAUD, au texte voté par la Chambre, pour les articles 55 B à 55 G (assurance contre les calamités agricoles.)

L'article 56 bis est disjoint, sur la proposition de M. CAVILLON.

L'article 56 A est disjoint.

L'article 57 A est adopté avec le texte précédemment voté par le Sénat.

L'article 57 B (transformation de l'allocation du combattant en retraite) est disjoint.

L'article 57 B quater (indemnité supplémentaire aux amputés d'un membre) est disjoint.

La Commission accepte la disjonction de l'article 57 B quinquies.

Les articles 97 et 103 sont adoptés avec le texte précédemment voté par le Sénat.

#### BUDGET ANNEXE DES P.T.T.

Le chapitre 1<sup>er</sup> est adopté avec le chiffre précédemment voté par le Sénat.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.....



M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Je vous propose de reprendre, au chapitre 2, le chiffre précédemment voté par le Sénat.

M. PIERRE ROBERT, Rapporteur spécial.- En reprenant son chiffre, la Chambre a manifesté à nouveau sa volonté de voir transformer 1900 emplois de commis en emplois de contrôleurs-adjoints. A titre de transaction, je demande à la Commission de vouloir bien consentir tout au moins, à la transformation de 5 à 600 de ces emplois.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Cela est impossible car cela, mettrait en cause toute la question de la péréquation des traitements et soulèverait des réclamations de la part des instituteurs.

La chapitre est adopté, avec le chiffre précédemment voté par le Sénat.

#### STATUT DU PERSONNEL ENSEIGNANT.-

M. PHILIP.- La Chambre vient d'adopter un projet de loi en 23 articles qui a pour objet de régler les conditions d'avancement du personnel de l'Instruction Publique et de l'Enseignement technique. Vous vous rappelez que, l'an dernier, nous avons accepté l'insertion, dans la loi de finances d'une disposition édictant que le statut du personnel de l'Instruction Publique serait fixé par une loi avant le 1<sup>er</sup> janvier 1932. Cette loi n'a pu être votée à la date prescrite. Elle nous est soumise aujourd'hui et, pour ma part, je ne fais pas d'objections aux dispositions qu'elle contient et sur lesquelles la Commission de l'Enseignement aura à faire connaître son avis. Toutefois, l'article 23 prévoit que la présente loi aura effet à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1932, ce qui nécessite l'ouverture d'un crédit de 9.525.525 francs, Je vous propose de reporter

la.....



date d'application au 1<sup>er</sup> avril 1932, ce qui rendra inutile l'ouverture d'un crédit, les sommes nécessaires à l'application de la loi, à partir du 1<sup>er</sup> Avril ayant été prévues dans les crédits budgétaires.

L'article 23 deviendrait, dans ces conditions inutile.

M. BETOULLE.- Un engagement a été pris, de régler la situation du personnel enseignant à la date du 1<sup>er</sup> Janvier 1932. Cet engagement, nous ne l'avons pas tenu. Il serait injuste de faire payer au corps enseignant le prix du retard mis par le Parlement à accomplir sa besogne.

Je demande donc le maintien de la disposition prévoyant que la loi aura effet à dater du 1<sup>er</sup> Janvier 1932.

M. LE PRESIDENT consulte la Commission sur les conclusions de M. le Rapporteur tendant à l'adoption des 22 premiers articles seulement, ce qui supprime le crédit de 9.525.525 Frs destiné à permettre l'application de ces articles à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1932.

Les conclusions du rapporteur sont adoptées.

#### ADOPTION DE DIVERS PROJETS.-

Sur le rapport de M. BRARD, la Commission adopte :

1<sup>er</sup> La proposition de loi tendant à modifier la loi du 2 mars 1932, portant création d'un système d'encouragements à la production du chanvre en France.

2<sup>er</sup> La proposition de loi tendant à favoriser la production des mistelles et vins doux naturels.

M. BRARD donne lecture d'un rapport sur le projet de loi tendant à rétablir les primes à la culture de l'olivier.

Il conclut à l'adoption.

M. SCHRAMECK.- La culture de l'olivier est une culture ingrate qui ne paye pas les frais qu'on y consacre. Et pourtant.....



tant, il faut l'encourager car aucune autre culture ne peut lui être substituée à l'exception de la vigne. Or, il y a le plus grand intérêt à ne pas encourager le développement de la culture de la vigne en France.

Alors que nous consacrons, chaque année, 60 millions pour encourager la culture du lin et 6 millions pour encourager celle du chanvre, j'estime qu'il n'est pas excessif de consacrer 15 millions à la culture de l'olivier. C'est pourquoi je voterai le projet.

M. CAILLAUD.- Ce n'est pas une dépense excessive, jusqu'au jour où toute cette politique croulera.

Le projet de loi est adopté.

Le projet de loi est adopté.

Sur le rapport de LEON PERRIER, la Commission adopte :

1° Le projet de loi relatif à un emprunt du gouvernement général de l'Afrique occidentale française;

2° le projet de loi relatif à une subvention aux Nouvelles Hébrides;

3° - le projet de loi accordant une avance remboursable à Madagascar.

Sur le rapport de M. ROY, la Commission adopte le projet de loi tendant à instituer une taxe unique à l'importation en remplacement de la taxe sur le chiffre d'affaires pour les huiles minérales et essences de pétrole.

Sur le rapport de M. GALLET, elle adopte le projet de loi portant attribution d'une pension exceptionnelle et viagère à la Veuve du Général FERRIE.

La Séance est levée à 16 H.30

LE PRESIDENT de la COMMISSION :

*J. Couvreur*

\*\*\*\*\*



COMMISSION DES FINANCES

2<sup>e</sup> Séance du Jeudi 31 Mars 1932

La Séance est ouverte à 17 heures 30 sous la présidence de M. JEANNENEY, Président.

PRESENTS : M.M. JEANNENEY. ABEL GARDEY. HENRI ROY. SCHRAMECK.  
VALADIER. BRARD. PHILIP. BIENVENU-MARTIN.  
GALLET. LEON PERRIER. SERRE. REBOUL. BETOULLE.  
GENERAL STHUL. CUMINAL. PIERRE ROBERT. MILAN.  
HENRY ~~CHERON~~. SARI. CAVILLON. FOURCADE. LEBERT.  
HAYAUX. HIRSCHAUER. CAILLAUX. COURTIER.

=====

AUDITION DU MINISTRE DES FINANCES SUR  
LE PROJET DE LOI ADOPTE PAR LA CHAMBRE DES DEPUTES,  
TENDANT A OUVRIR UN CREDIT DE 280 MILLIONS POUR LA  
REPARATION DES DEGATS CAUSES PAR LES CALAMITES  
PUBLIQUES

(M. FLANDIN ministre des Finances est introduit auprès de la Commission).

M. LE PRESIDENT.- La Commission, Monsieur le Ministre, désirerait vous entendre sur le crédit de 280 millions voté le 25 Mars par la Chambre en faveur des cultivateurs victimes des intempéries de 1931. Elle sait que vous vous êtes opposé au vote de ce crédit et elle serait heureuse que vous lui disiez comment, selon vous, la question doit être posée devant le Sénat.

M. SCHRAMECK.- Nous n'avons encore aucun document imprimé sur cette question.

M. LE MINISTRE.....



M. LE MINISTRE.- C'est par une interpellation déposée au début du mois sur les raisons de l'ajournement du dépôt du projet de loi tendant à venir en aide aux cultivateurs victimes en 1931 des calamités agricoles que la question a été posée devant la Chambre. J'ai répondu à l'auteur de l'interpellation que le dépôt, chaque année, d'un projet de cette nature n'ayant aucun caractère obligatoire, le Gouvernement se réservait le droit de n'en point déposer cette année, mais qu'il serait prêt, après le vote du budget, à discuter les propositions d'initiative parlementaire qui pourraient être déposées. Je n'ai pas déposé de projet parce qu'il ne me paraissait pas opportun de surcharger l'exercice 1931-1932, déjà en déficit certain et parce que le projet ouvrant un crédit en faveur des victimes des calamités agricoles ne me paraissait pas, je le répète, un de ces projets qui, rituellement, doivent être déposés à la fin de chaque exercice. La répartition des crédits de cette nature, votés par le Parlement au cours des années précédentes, a donné lieu à bien des critiques. D'autre part, le chiffre des dégâts causés en 1931 par les calamités agricoles ayant été, en suite d'une enquête prescrite par le ministère de l'Agriculture, évalué à 1.450 millions, il n'apparaissait pas que les crédits qu'il eût été possible de consacrer à cet objet eussent été de nature à apporter aux victimes de ces calamités une aide vraiment efficace. Dès lors, à quoi bon consacrer une somme importante dont la répartition n'eût donné qu'une poussière de secours.

J'ai fait valoir toutes ces raisons devant la Chambre et j'ai eu le regret de n'être point suivi. Mais j'ai tenu à marquer la position du Gouvernement en me refusant à signer un projet de cette nature. La situation financière, en effet, ne nous permet pas de nous livrer à de telles générosités.

On.....



On m'a objecté que le Gouvernement avait fait voter un crédit l'an dernier et que pour l'avenir il proposait la création d'une caisse de solidarité agricole. Il serait injuste, ajoutait-on, qu'il y eut une manière d'hiatus entre les deux régimes et que seuls les cultivateurs ayant éprouvé un préjudice en 1931 fussent privés de secours.

A cela, je répondrai que je ne crois pas que la répartition du crédit voté par le Parlement ait jamais indemnisé vraiment les victimes des calamités agricoles des pertes qu'elles avaient subies. Ce ne fut jamais qu'une manne se répandant sur de nombreux bénéficiaires dont les titres n'étaient pas toujours sérieusement établis. J'ajoute que je ne considère pas, comme opportun, qu'à la veille des élections, un tel crédit soit mis entre les mains de l'administration, cela contribuerait à répandre cette idée, hélas ! fausse, que la France est vraiment bien riche.

Je ne sais pas si je serai suivi car un exemple récent m'a montré que, même dans une assemblée ménagère des deniers publics, comme le Sénat, on constate une certaine facilité incompatible avec la sauvegarde des finances publiques, lorsque les intérêts ruraux sont en jeu.

M. SCHRAMECK.- En somme nous n'avons pas à délibérer sur le texte voté par la Chambre, puisque nous n'en sommes pas saisis.

M. LE MINISTRE.- Il s'agit d'une proposition d'initiative parlementaire dont la transmission s'effectue directement du Président de la Chambre au Président du Sénat, sans que le Gouvernement ait à intervenir.

M. LE PRESIDENT.- Je profite de votre présence parmi nous, Monsieur le Ministre des Finances, pour vous demander votre avis sur un projet dont nous a saisis votre collègue M. le Ministre du Travail et qui prévoit des bonifications au profit des communes.....



nes et des départements qui contracteraient des emprunts pour l'exécution de certains travaux entrepris en vue de lutter contre le chômage.

M. LE MINISTRE.- Ce projet a mon adhésion, à l'exception toutefois d'une disposition additionnelle votée par la Chambre, sur l'initiative de M. RILLART DE VERNEUIL.

M. MILAN.- Tout à l'heure va revenir, devant le Sénat, à propos de la discussion du budget des Travaux Publics, la question de la fonctionnarisation des cantonniers. Il importe que le Gouvernement ait une attitude ferme sur cette question.

M. LE MINISTRE.- La position du Gouvernement, toujours très ferme, n'a jamais varié. Il est hostile à la fonctionnarisation.

M. MILAN.- Entendez-vous prendre la parole pour combattre les arguments de ses partisans ?

M. LE MINISTRE.- Je les combattrai à la tribune.

Je voudrais, maintenant, à propos de l'article de la loi de finances substituant le mot de "retraite" à celui d'"allocation" dans l'allocation du combattant, attirer l'attention de la Commission sur le caractère difficile du débat qui risque de s'engager, sur cette question, entre les deux assemblées.

J'ai dit, - et je le répète -, que le Gouvernement se montrerait résolument hostile à toute extension de l'allocation; mais hier, il y a eu, à la Chambre, un long débat au cours duquel j'ai été amené à adresser aux partisans de la substitution du mot "retraite" au mot "allocation", les paroles suivantes : "Je ne comprends vraiment pas votre position, en cette affaire. Ou bien le mot "retraite" a pour vous un sens bien déterminé et, alors, il faut le dire; ou bien, il n'en a pas et je ne comprends pas votre obstination."

Et.....



Et , reprenant le texte du rapport de M. ABEL GARDEY, j'ai montré que le mot "retraite" risquerait d'entraîner certaines extensions : suppléments pour charges de famille, réversibilité sur la tête de la veuve ou des orphelins mineurs.

M.M. TAURINES et PLANCHE m'ont alors répondu : "Nous ne demandons aucune extension, mais nous voulons indiquer simplement que l'allocation sera consolidée, pour l'avenir".

J'ai le sentiment, si le conflit s'éternise, qu'il sera presque impossible de faire prévaloir, devant la Chambre, les vues du Sénat. Est-il, dans ces conditions, très opportun de provoquer un nouveau débat ou n'est-il pas plus habile de prendre acte des paroles qui ont été dites à la Chambre, au sujet de l'extension et d'accepter le changement de vocable ? Je crois que là serait la sagesse.

Car si le débat s'éternise et nous contraint de voter des douzièmes j'ai peur que l'attitude des éléments extrémistes des organisations de combattants qui réclament tous les avantages accessoires attachés aux retraites ne soit renforcée. C'est pourquoi, je me permets de demander à la Commission de réfléchir encore, avant de prendre une décision dont j'appréhende les conséquences.

M. HENRY CHERON.- Si les combattants insistent tant sur le mot "retraite" c'est parce qu'ils veulent faire inscrire leur droit au Grand Livre de la Dette Publique. Or, dans l'esprit d'un certain nombre d'entre nous, il entre cette idée que si nous consolidons ainsi des engagements téméraires pris dans une période de plus-values budgétaires, nous renonçons, par avance, à certaines mesures de redressement.

M. LE MINISTRE.- Si dans le texte voté par la Chambre, il y avait une disposition prévoyant l'inscription de la retraite du combattant au Grand Livre, je serais de votre avis. Mais, je le répète, tout le débat porte uniquement sur une question de mots.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.....



M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- C'est pour éviter une éventuelle inscription au Grand Livre de la Dette Publique qu'il y a deux ans, lors de la création de l'allocation du combattant, votre prédécesseur, M. GERMAIN-MARTIN, s'est opposé à ce que le crédit destiné au paiement de cette indemnité figurât au budget du Ministère des Finances.

M. LE MINISTRE.- La substitution du mot retraite au mot allocation ne changera rien à l'état de choses existant et le crédit continuera d'être inscrit au budget de l'office du Combattant.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- D'ailleurs, l'allocation a été accordée aux combattants, en témoignage de la reconnaissance nationale; ce n'est donc pas juridiquement une retraite.

M. HENRY CHERON.- M. PLANCHE a dit à la Chambre : " C'est la garantie définitive de nos droits que nous voulons " Et c'est précisément cela qui nous émeut.

M. SERRE.- Le Président des associations de combattants de mon département que je viens de voir m'a déclaré tout à l'heure : " Nous avons l'allocation nous ne permettrons pas que, sous prétexte de redressement financier, on nous la retire".

M. LE MINISTRE.- Il y a là un état d'esprit contre lequel personne ne songe à s'élever. Qui, je vous le demande, oserait devant une association d'anciens combattants déclarer qu'il fait toutes réserves sur le maintien ultérieur de l'allocation ?

M. CAILLAUX.- On pourrait commencer par dire, - et je crois que sur ce point, on aurait l'opinion pour soi - à qu'on ne veut pas maintenir le bénéfice de l'allocation aux gens

qui.....



qui ont de la fortune.

M. LE MINISTRE.- Peut-être sera-t-il possible de reculer l'âge donnant droit à l'allocation, de diminuer le taux de celle-ci, mais toucher au principe de l'allocation elle-même, je ne crois pas que cela soit possible.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- En tout cas, on peut s'opposer à un changement de dénomination qui peut avoir des conséquences au point de vue juridique.

M. LE MINISTRE.- Si nous retournons devant la Chambre nous risquons d'avoir un nouveau débat où cette fois, des paroles imprudentes seront prononcées. Et puis, croyez-moi. Que vous la baptisiez pension, allocation, retraite, si la situation financière ne permet pas de la payer, on sera bien obligé de ne la payer point.

M. MILAN.- Cette année, on nous demande le changement de dénomination; l'an prochain, on nous demandera l'inscription au Grand Livre.

M. LE GENERAL HIRSCHAUER.- Quel est le montant du crédit nécessaire au paiement de l'allocation et quel chiffre atteindra-t-il quand le nombre des bénéficiaires aura atteint le maximum ?

M. LE MINISTRE.- Le montant du crédit actuel est de 1.140 millions. Il m'est impossible de vous dire quel chiffre il pourra atteindre.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- On peut évaluer qu'il atteindra un maximum de 3 milliards 1/2.

M. LE GENERAL STUHL.- Heureusement qu'il y a les jeunes générations qui viendront par derrière et quibalayeront ça.

M. CAVILLON.- Je suis un des bénéficiaires de l'allocation du combattant et je connais l'état d'esprit des associations d'anciens combattants. La vérité, c'est qu'on sent

que.....



que l'opinion publique nous échappe et que l'on veut brusquer les choses pour obtenir des avantages tant qu'il en est encore temps. Si, aujourd'hui, l'on se contente du mot, c'est parce qu'on sait bien que celui-ci a une importance. La vérité, c'est que les groupements d'anciens combattants désirent la retraite, avec toutes ses conséquences. Cette année, on va leur accorder le mot. Et l'an prochain, ils diront : "Pourquoi ne pas nous traiter comme les autres retraités ? Pourquoi nous refuser l'inscription au grand Livre, la réversibilité et les avantages accessoires ?".

Vous leur opposerez, dites-vous les réserves que vous avez faites et qui figurent au journal Officiel. Croyez-vous que ces réserves constitueront une barrière sérieuse aux revendications qui vous seront présentées avec force ?

M. LE PRESIDENT.- Personne n'a plus de question à poser à M. le Ministre des Finances. La Commission vous remercie des explications que vous lui avez fournis, M. le Ministre; elle va délibérer sur la demande que vous lui avez faite au sujet de l'article de la loi de finances concernant l'allocation du combattant.

(M. LE MINISTRE quitte la salle de la Commission).

La Commission décide de conserver son attitude antérieure quant à l'allocation du combattant.

La Séance est levée à 18 heures 10.

Le PRESIDENT de la COMMISSION :

*J. Jaurès*

\*\*\*\*\*



COMMISSION DES FINANCES

1ère séance du 1er Avril 1932

---

La séance est ouverte à 5 heures du matin, sous la présidence de M. JEANNENEY.

Présents: MM. JEANNENEY. ABEL GARDEY. HAYAUX. CAVILLON.  
SCHRAMECK. ALFRED BRARD. BETOULLE. PIERRE  
ROBERT. VALADIER. GALLET. SARI. BLAIGNAN.  
LEON PERRIER. JOSEPH COURTIER. ANDRE LEBERT.  
HENRI CHERON.

---

FINANCEMENT DU PLAN D'OUTILLAGE NATIONAL.

M. ABEL GARDEY. Rapporteur Général, donne lecture d'un rapport sur le projet de loi autorisant l'émission d'obligations amortissables pour le financement du plan d'outillage national.

M. HENRY CHERON.- C'est la politique d'emprunt qui recommence!

M. GALLET.- Saluons au passage cet emprunt qui ne sera pas le dernier.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- L'émission qu'il s'agit d'autoriser était prévue dans le projet de loi d'outillage national. Il n'y a là rien qui puisse nous surprendre.

Les conclusions du rapport sont adoptées.

ORGANISATION DU CREDIT MARITIME HYPOTHECAIRE.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL donne lecture d'un avis financier concluant à l'adoption du projet de loi concernant l'organisation  
du .....



crédit hypothécaire maritime.

Les conclusions de l'avis financier sont approuvées.

AVANCES AUX SINISTRES DE LA REUNION .

M. LEON PERRIER, Rapporteur, donne lecture d'un rapport sur le projet de loi portant approbation de deux Conventions passées entre l'Etat, le Crédit Foncier et le Crédit National pour autoriser ces établissements à faire des avances aux sinistrés de la Réunion.

Les conclusions du rapport sont adoptées.

BUDGET GENERAL DE L'EXERCICE 1932

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Je suis informé que la Chambre vient de terminer l'examen du projet de budget. Nous pourrions commencer à statuer sur les modifications apportées au budget des dépenses en attendant l'arrivée de M. le Ministre des Finances que nous entendrons au sujet de la loi de finances et des textes modifiés par la Chambre.

Les diverses propositions de M. le Rapporteur Général concernant le budget des dépenses sont acceptées sans discussion - à l'exception de celles concernant le chapitre 24 du Budget des Pensions (indemnités aux grands invalides).

Ce chapitre donne lieu aux observations suivantes:

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Le Sénat, sur notre proposition avait réduit le crédit de <sup>ce</sup> chapitre de 10.500.000 francs, marquant ainsi sa volonté de ne pas augmenter, par des engagements nouveaux les charges de la dette viagère.

La Chambre a repris son chiffre primitif: 265.175.000 frs  
Devons-nous persister dans notre refus ? Nous aurions certes les meilleures raisons , mais il s'agit des grands invalides et nous  
ne .....



ne pourrions pas tenir jusqu'au bout.

Dans ces conditions, je suis assez disposé à l'adoption du chiffre de la Chambre.

M. HENRY CHERON.- Nous avons posé un principe. Nous ne devons pas le jeter par dessus bord en consentant à des dépenses nouvelles.

Cette décision serait d'autant plus grave qu'il s'agit d'une charge nouvelle qui aggraverait encore le fardeau si lourd de la dette viagère dont l'augmentation constante nous a si souvent préoccupés.

Je propose le maintien du chiffre du Sénat.

M. GALLET.- Je supplie la Commission de considérer qu'il s'agit là d'une pure question de justice. Il a été démontré que les grands mutilés voient chaque jour leur invalidité augmenter.

Les relèvements proposés sont très modestes puisqu'il vont de 200 à 2.000 frs pour les amputés d'un membre supérieur et de 100 à 1000 frs. pour les amputés d'un membre inférieur. Ils sont nécessaires pour des malheureux qui, à mesure qu'ils vieillissent se sentent plus cruellement diminués et que nous n'avons pas le droit d'abandonner.

M. SARI.- J'appuie la proposition de M. CHERON.- Il faut mettre un terme aux générosités. Les revendications dont il s'agit ont été imaginées non point par les invalidés, mais par les dirigeants des associations de mutilés ou d'anciens combattant

M. GALLET.- Mais non ! Il s'agit de revendications jugées justes par des hommes comme le professeur BALTHAZARD et par l'élite du corps médical.

M. CAVILLON.- Quel est le montant de la retraite actuelle d'un mutilé ?

M. GALLET.....



M. GALLET.- Cela dépend de la mutilation .

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Puisqu'on a remis la question sur le terrain des principes , comme la Commission a décidé de repousser toutes les dépenses nouvelles, je propose de reprendre le chi fre précédemment voté par le Sénat.

Cette proposition est adoptée par 9 voix contre 3.

M. LE PRESIDENT.- M<sup>a</sup> le Ministre des Finances me fait savoir qu'il est à la disposition de la Commission. Nous pourrions le recevoir tout de suite (assentiment).

Il en est ainsi décidé.

M. P.E. FLANDIN, Ministre des Finances, - Est introduit accompagné de M. le Directeur du Budget.

M. LE MINISTRE DES FINANCES.- Le Gouvernement vient d'obte-  
a  
nir de la Chambre, au besoin lorsque cela été nécessaire en posant la question de confiance, un certain nombre de votes qui paraissent rendre désormais facile l'accord des deux assemblées.

La péréquation a été votée avec, à très peu de choses près, le texte du Gouvernement . Je demanderai à la Commission de vouloir bien rendre ce succès complet en rejetant l'amendement TRANCHANT élevant de 6.000 à 7.000 frs le minimum des pensions et en reprenant intégralement notre texte primitif en ce qui concerne l'âge minimum.

Une solution transactionnelle est intervenue en ce qui concerne la caisse des calamités agricoles . Le texte voté est le texte de M. GADAUD avec une addition tendant à la création d'une caisse de solidarité.

Le Sénat triomphe pour les contrôleurs des P.T.T. et pour les cantonniers et aussi en ce qui concerne les articles 2 A et 2 A bis.

Il reste une difficulté à résoudre : celle de la retraite  
du .....



du combattant, sur ce point, nous n'avons rien pu obtenir.

M. CHERON.- Avez-vous posé la question de confiance ?

M. LE MINISTRE.- Non, je me crois pas que nous puissions obtenir de la Chambre qu'elle renonce à la transformation de l'allocation en retraite , même en posant la question de confiance.

M. CAVILLON.- De nombreux Députés m'ont dit qu'ils céderaient à la dernière navette, même sans que la question de confiance soit posée.

M. LE MINISTRE.- Je ne partage pas votre optimisme.

M. LE PRESIDENT.- Quelle décision a été prise pour la taxe sur les spectacles ?

M. LE MINISTRE.- Les propositions du Gouvernement tendant à ramener la taxe sur les spectacles autres que les cinémas de 5 % à 2 % ont été intégralement adoptées.

M. LE PRESIDENT.- Verriez-vous, un inconvénient, Monsieur le Ministre, à ce que M. le Rapporteur Général fasse une observation sur les conditions anormales dans lesquelles ce résultat a été obtenu .

Il me paraît nécessaire de rappeler aux contribuables que l'action directe ne doit pas devenir un moyen de pression pour éluder le devoir fiscal.

M. LE MINISTRE.- Je suis le premier à déplorer l'impossibilité dans laquelle nous nous sommes trouvés de résister complètement aux revendications des représentants des industries du spectacle nous menaçant de lock-out. Mais, il me semble, qu'il est préférable justement de ne pas souligner les conditions dans lesquelles nous cédon's en partie.

Du reste, nous ne cédon's pas parce que nous voulons

éviter .....



éviter le lock-out , mais bien plutôt parce que nous reconnaissons la situation lamentable dans laquelle se trouvent les théâtres et que nous voulons essayer d'y porter remède.

M. LE PRESIDENT.- Est-ce que les cinémas vont céder ? Le mouvement sera-t-il apaisé par cette demie-satisfaction ?

M. LE MINISTRE.- Sans aucun doute, le mouvement va cesser. Le lock-out n'aurait plus de raison d'être après la séparation du Parlement. C'est cela <sup>pour</sup> d'ailleurs que nous avons fait trainer les négociations jusqu'au dernier moment afin de mettre les théâtres devant un fait accompli.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Le texte de la Chambre réalise-t-il un équilibre complet en ce qui concerne la péréquation ? Les dépenses nouvelles sont-elles compensées par des économies correspondantes ?

M. LE MINISTRE.- OUI, si vous reprenez complètement le texte du Gouvernement . L'opération se solde même par un bénéfice.

M. HENRY CHERON.- Quel est le sens du § 2 de l'article 57 B relatif à la retraite du combattant ?

Ce texte est ainsi conçu :

"Un décret, pris en la forme des règlements d'administration publique , réglera les conditions dans lesquelles il sera ouvert, au Ministre des Pensions, les crédits nécessaires pour l'inscription au Trésor public du montant de la retraite du combattant dans un délai maximum de trois mois à dater de la promulgation de la présente loi ".

M. LE MINISTRE.- Ce ~~texte~~ ne répond à rien et il est, au surplus, inintelligible. S'il m'est permis de présenter une suggestion, je demanderais à la Commission d'adopter le § 1er de l'article, de supprimer ce § 2 et de compléter le § 3 en précisant bien que la disposition.....



disposition n'entraînera aucune charge nouvelle pour le Trésor.

M. LE PRESIDENT.- S'il ne s'agit que de modifier le terme "allocation" en lui substituant celui de "retraite", je ne vois pas l'intérêt du texte.

M. LE MINISTRE.- Les combattants attachent une importance extrême à cette substitution.

M. PIERRE ROBERT.- Quelle décision la Chambre a-t-elle prise en ce qui concerne les avances remboursables pour les lignes téléphoniques.

M. LE MINISTRE.- La Chambre a repris son texte.

(M. ANDRE TARDIEU, Président du Conseil, ayant demandé à être entendu est introduit).

M. ANDRE TARDIEU, Président du Conseil.- Je viens demander à la Commission de répondre au grand effort de conciliation que la Chambre vient d'accomplir en cédant à son tour sur le texte relatif à la transformation en retraite de l'allocation du combattant.

Il n'y a rien dans la pensée des dirigeants d'associations et des députés qui ont rédigé ce texte qui puisse inspirer la moindre inquiétude. Néanmoins, le Gouvernement acceptera très volontiers une rédaction nouvelle pourvu que le point essentiel à savoir la substitution du mot "retraite" au mot "allocation" soit réalisée.

J'insiste très vivement pour l'adoption de l'article 57 B au besoin modifié, car j'ai profondément senti la force morale du désir qui s'y exprime.

Je demande aussi à que la Commission veuille bien accepter l'article 57 B quater. La Chambre tient absolument à marquer sa sollicitude pour les invalides de la guerre en leur accordant une très modeste allocation.

M. LE PRESIDENT.....



M. LE PRESIDENT.- La Commission constate que tous les ans les anciens combattants ou les mutilés demandent de nouveaux avantages. A peine une revendication est-elle acceptée, qu'ils en formulent une nouvelle que nous demandera-t-on encore l'an prochain si nous ne faisons pas un barrage qui n'est que trop tardif.

M. LE MINISTRE DES FINANCES.- Le texte de l'article 57 B quater est le fruit d'une très longue négociation avec les intéressés. C'est une transaction : il ne s'agit plus que d'une dépense de 16 à 18 millions alors qu'à l'origine les les intéressés ne demandaient pas moins de 140 millions.

( M. LE PRESIDENT DU CONSEIL et M. LE MINISTRE DES FINANCES se retirent, ainsi que M. le Directeur du Budget.)

La Commission statue sur les propositions de M. le Rapporteur Général concernant la loi de finances.

Les diverses propositions sont adoptées sans discussion, à l'exception de celles concernant les articles 50 A B, 51 E bis, 57B et 57 B quater qui ont donné lieu aux observations suivantes :

Article 50 A B (péréquation des retraites ).

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- La Chambre a élevé à 8.000 frs le minimum des<sup>re</sup>traites . Je propose de revenir au texte du Gouvernement qui fixait ce minimum à 7.000 frs . En ce qui concerne la réalisation de la péréquation je propose d'adopter purement et simplement le texte du Gouvernement qui réalise un équilibre complet entre les économies et les dépenses.

C'est ainsi qu'à l'article 50 A 27 je propose de fixer l'âge de la retraite à 65 ans , au lieu de 64 comme le fait la Chambre.

M. EMILE SARI.- Les fonctionnaires ne vont-ils pas protester contre le recul de la limite d'âge ? Ne nous obligeront-ils pas .....



pas à revenir sur cette mesure ?

Prenons garde, l'opposition d'intérêts qui existe entre les fonctionnaires en activité et les retraités pourra, un jour prochain, remettre en cause tout l'équilibre de la péréquation.

M. PIERRE ROBERT.- Oui. Les fonctionnaires sont hostiles au système de la circulaire GERMAIN MARTIN dont s'inspire le projet du Gouvernement.

M. LEON PERRIER.- Les syndicats de fonctionnaires sont hostiles à ce système, mais les fonctionnaires, pris en particulier, y sont tous favorables.

M. BLAIGNAN.- Evidemment. La péréquation ainsi comprise retarde peut-être un peu l'avancement des jeunes fonctionnaires, mais ceux-ci savent bien qu'ils vieilliront et que leur tour viendra de bénéficier de l'élèvement de l'âge de la retraite.

- Le texte du Gouvernement est repris intégralement pour les articles 50 A 25 et 50 A 27.

- Articles 51 E bis (fonctionnaires préfectoraux à la disposition).

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Devons-nous maintenir notre position ou, par conciliation, accepter la disjonction votée par la Chambre ? J'incline vers cette dernière solution.

M. SCHRAMECK.- J'accepte par esprit de transaction, que le Gouvernement conserve encore la faculté de procéder à une mise à la disposition. Pour cela, il faut que le texte ne soit pas voté aujourd'hui. Nous le reprendrons dans le prochain collectif. Je suis d'accord pour cela avec le Ministre de l'Intérieur.

M. HENRY CHERON.....



M. HENRY CHERON.- Nous pourrions poser le principe tout de suite en maintenant l'article , tout en réservant le point de départ de son entrée en application au 1er Juillet 1932.

M. SCHRAMECK.- J'accepte cette proposition.

L'article est adopté avec la modification proposée par M. CHERON.

ARTICLE 57 B (Transformation de l'allocation du combattant en retraite).

M. HENRY CHERON.- Je propose la nouvelle rédaction suivante :

"Le mot "allocation" qui figure dans les articles 197 à 199 de la loi de finances du 16 Avril 1930 est remplacé par le mot "retraite" sans qu'il puisse en résulter pour le Trésor aucune obligation nouvelle par rapport aux articles précités.

La retraite visée au § 1er ne pourra notamment, et pour quelque cause que ce soit, donner lieu à réversibilité du droit de retraite aux ayants cause des titulaires".

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Ce débat pour une question de mot est ou bien puéril, ou bien hypocrite. Je propose le maintien du rejet.

M. CAVILLON.- J'ai une conversation avec les auteurs de la proposition à la Chambre. Ils ne demandent qu'une chose, c'est que l'on paraisse leur forcer la main. Si le Sénat tient bon, ils n'insisteront pas.

M. EMILE SARI.- C'est bien moins la Chambre que le Gouvernement qui tient à l'adoption de ce texte. Continuons donc à le repousser.

M. BLAIGNAN.- J'ai reçu des confidences d'anciens combattants. Ils veulent que l'allocation soit transformée en retraite

te .....



te pour pouvoir plus tard demander le relèvement du taux jusqu'au minimum d'existence . Sous ses apparences modiques le texte est très dangereux.

M. CHERON.- Je n'avais proposé mon nouveau texte que pour répondre à l'invitation du Gouvernement . Mais je demeure l'adversaire d'une mesure que je considère comme dangereuse pour les finances publiques (Je retire donc mon amendement).

)L'article est rejeté à l'unanimité des 8 votants).

ARTICLE 57 B quater (Allocation aux mutilés).

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- La Commission a statué tout à l'heure à propos du chapitre correspondant du budget des pensions.

M. SARI.- Il n'y a pas de raison pour ne pas maintenir notre décision . Nous céderons s'il le faut à la dernière navette . Gardons-nous cet élément de transaction.

M. CHERON.- Oui. C'est là la meilleure procédure. Nous serons obligés probablement de céder , mais ne le faisons qu'à la dernière extrémité.

L'article est rejeté par 10 voix contre 2.

La séance est levée à 6 Heures 10.

Le PRESIDENT de la COMMISSION des FINANCES :

*D. Jeanneney.*



COMMISSION DES FINANCES

2ème séance du Vendredi 1er Avril 1932

---

La séance est ouverte à 9 heures du matin, sous la présidence de M. JEANNENEY, Président.

Présents: MM. JEANNENEY. GARDEY. VAILLAUX. ROY. CHERON.  
BALIGNAN. PERRIER. COURTIER. ROBERT. BRARD.  
CAVILLON. SARI. SCHRAMECK. HIRSCHAUER.

---

La Commission se réunit pour délibérer sur la rédaction de l'article 57 B de la loi de finances (transformation de l'allocation du combattant, en retraite).

Après un échange d'observations entre MM. le Président, le Rapporteur Général, ROY, PERRIER, CAVILLON, CHERON et le Général HIRSCHAUER, le texte suivant est adopté :

" Le mot "allocation" qui figure dans les articles 197 à 199 de la loi de finances du 16 Avril 1930 est remplacé par le mot "retraite", sans qu'il puisse en résulter aucune obligation nouvelle pour le Trésor .

"La retraite visée au § précédent ne pourra, en aucun cas, ouvrir au titulaire des droits ou des avantages nouveaux et notamment donner lieu à reversibilité au profit de ses ayants cause".

La séance est levée à 9 heures 10.

Le PRESIDENT de la COMMISSION des FINANCES :

*J. Jeanneney.*



- A -

Pages

AUDITIONS DE MINISTRES :

Audition de MM. de CHAPPEDELAINE et REYNAUD,  
Ministre des Colonies et Garde des Sceaux sur :

- la Convention passée avec la Banque de l'A.O.F. .... 241
- l'emprunt d'Indo-Chine ..... 263

Audition de M. CHAUVEAU, Ministre de l'Agriculture,  
sur :

- le projet de loi tendant à autoriser les coopérati-  
ves de meunerie à mélanger à leurs blés des blés  
exotiques..... 36

Audition de M. FLANDIN, Ministre des Finances, sur:

- la situation budgétaire et financière ..... 139 (66)

Audition de M. FLANDIN, Ministre des Finances, sur:

- le crédit de 280 millions pour les calamités publiques 303
- le Budget (2ème vote) (retraite du combattant, fonc-  
tionnarisation des cantonniers, etc.) ..... 306

Audition de M. FLANDIN, Ministre des Finances,  
et de M. TARDIEU, Président du Conseil, sur le Budget  
(3ème vote).....

314 - 317

Audition de M. HAGUENIN, Contrôleur Général des  
Contributions Indirectes, sur :

- le projet de loi portant modification du régime des  
Bouilleurs de cru ..... 39

...../.



Audition de M. MARIO ROUSTAN, Ministre de l'Instruc-  
tion Publique et des Beaux - Arts , sur :

1°) - les traitements des professeurs du Conserva- toire ; .....	186
2°) - les subventions à l'Opéra .....	187
3°) - le régime fiscal des spectacles .....	192

Audition de M. PIETRI, Ministre de la Défense Nationale  
sur :

- le programme naval.....	212
---------------------------	-----

Audition de M. PIETRI, Ministre de la Défense Nationale  
sur :

- l'organisation défensive de la frontière du Nord ..	271
---	-----

Audition de M. TARDIEU, Président du Conseil, sur :

- les crédits pour la Conférence des Armements .....	175
- l'emprunt Tchécoslovaque .....	179

Audition de MM. TARDIEU et FLANDIN , Président du Conseil  
et Ministre des Finances , sur :

- les projets à voter avant la séparation .....	287
---	-----

- B -

BUDGET GENERAL DE L'EXERCICE 1932.

Budget des :

<u>AFFAIRES ETRANGERES</u> .....	22
<u>AGRICULTURE</u> .....	125
<u>AIR</u> .....	10

...../.



Budgets :

<u>BEAUX-ARTS</u> .....	2
<u>COLONIES</u> .....	119
<u>COMMERCE</u> .....	9
<u>CONVENTIONS</u> .....	17
<u>FINANCES</u> .....	134
<u>GUERRE</u> .....	2
<u>INTERIEUR</u> .....	126
<u>MINES et FORCES HYDRAULIQUES</u> .....	11
<u>POUDRES</u> .....	4
<u>P.T.T. - CAISSE D'EPARGNE</u> .....	121
<u>SERVICES JUDICIAIRES</u> .....	65
<u>SERVICES PENITENTIAIRES</u> .....	10
<u>TRAVAIL</u> .....	65
<u>TRAVAUX PUBLICS</u> .....	14
 <u>Exposé de M. ABEL GARDEY, Rapporteur Général, sur</u> <u>la situation budgétaires et financière</u> .....	 52
 Questionnaire au Ministre des Finances .....	63
 <u>Audition de M. le Ministre des FINANCES, sur :</u>	
- le budget et la situation financière .....	66
- l'opportunité de voter un budget au lieu de douzième	83
- Avances à la Banque nationale de Crédit .....	96
- le déficit .....	100
- l'amortissement .....	105
- Intervention JEANNENEY (nécessité de faire connaître la situation au pays ) .....	113
 Délibérations de la Commission sur la situation financière .....	 116

...../.



BUDGET GENERAL DE L'EXERCICE 1932 (Suite)

LOI DE FINANCES

Articles 2 à 48 - 4 A, 4 B, 4 C .....	140
- 6 à la fin .....	141 à 162
Equilibre .....	162

AUDITION de M. MARIO ROUSTAN, Ministre de l'Instruc-  
tion Publique et des Beaux-Arts, sur :

- 1°) les traitements de professeurs du Conservatoire .....	186
- 2°) les subventions à l'Opéra .....	187
- 3°) le régime fiscal des spectacles .....	192

<u>INTERVENTION MANCEAU</u> sur les critiques apportées aux assurances sociales dans le rapport du Budget du Travail.....	197
---	-----

<u>EXAMEN DES AMENDEMENTS DE LA LOI DE FINANCES</u> .....	199 - 229
---	-----------

<u>AUDITION de M. PIETRI, Ministre de la Défense Natio-</u> <u>nale sur: le PROGRAMME NAVAL</u> .....	212
--	-----

<u>Sur la défense de la Frontière du Nord</u> .....	271
---	-----

<u>EXAMEN DES ARTICLES RESERVES</u> .....	278
---	-----

<u>EXAMEN DU 2ème VOTE DE LA CHAMBRE</u> .....	293
--	-----

AUDITION DE M. FLANDIN, Ministre des Finances, sur :

- la retraite du combattant .....	( 306
- la fonctionnarisation des cantonniers .....	
- le Budget 2ème vote .....	

<u>EXAMEN DU 3ème VOTE DE LA CHAMBRE</u> .....	312
--	-----

<u>AUDITION de M. FLANDIN, Ministre des Finances</u> .....	314
--	-----

<u>AUDITION de M. TARDIEU, Président du Conseil</u> .....	317
---	-----



- E -

<u>EXPOSE de M. ABEL GARDEY, Rapporteur Général</u> <u>sur la situation budgétaire et financière.....</u>	52
--	----

- I -

INCIDENTS :

<u>HENRY BERENGER</u> sur l'audition du Directeur des Contributions Indirectes relative au projet de loi sur les BOUILLEURS DE CRU.....	12
---	----

<u>CHERON</u> sur l'ALLOCATION DU COMBATTANT .....	322
--	-----

<u>JEANNENEY</u> sur la nécessité de faire connaître aux pays la SITUATION FINANCIERE.....	113
---	-----

<u>MANCEAU</u> sur la critique apportée aux ASSURANCES SO- CIALES dans le rapport du Budget du Travail .....	197
---	-----

PROJETS DE LOI :

<u>AVANCEMENT DU PERSONNEL DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE</u> (Projet de loi portant modification des conditions d'avancement au choix et à l'ancienneté du personnel de l'instruction publique et de l'enseignement technique)	280 - 300
---	-----------

<u>BANQUE D'ALGERIE - EMISSIONS</u> (projet de loi portant élévation du maximum d'émis- sions des billets de la Banque d'Algérie).....	236
--	-----

<u>BLES</u> (Projet de loi tendant à autoriser temporairement les Sociétés coopératives de meunerie à mélanger aux blés de leurs adhérents des blés exotiques) .....	36
---	----

<u>BOUILLEURS DE CRU</u> (Projet de loi portant modification du régime des)	
--	--

Intervention HENRY BERENGER sur l'audition du Contrôleur des Contributions Indirectes.....	12
---	----

Audition du Contrôleur des Contributions Indirec- tes .....	39
--	----

Délibérations de la Commission .....	51
--------------------------------------	----



BUDGET DE L'ALGERIE

(Projet de loi tendant à autoriser la perception des droits, produits et revenus applicables au budget de l'Algérie pour l'exercice 1932 )..... 233

CLERCS DE NOTAIRES

(Projet de loi instituant une bourse commune d'assurance et de prévoyance du notariat et une caisse de retraite et d'assistance des clercs de notaires)..... 29

CHOMAGE - FONDS NATIONAL-CREDITS SUPPLEMENTAIRES

(Projet de loi portant ouverture d'un crédit supplémentaire applicable aux dépenses du fonds national de chômage)..... 121 - 167

COLLECTIF - MARS 1932

(Projet de loi portant : 1°) régularisation de crédits ouverts par décrets sur les exercices 1930-31 et 1931-32; 2°) ouverture et annulation de crédits, sur l'exercice 1931-32 au titre du budget général et des budgets annexes)..... 284

CONFERENCE DES ARMEMENTS

(Projet de loi portant ouverture au Ministre des Affaires Etrangères d'un crédit destiné à couvrir, pendant l'exercice 1931-32 les dépenses nécessitées par la participation de la France à la Conférence générale des limitation et de réduction des armements)..... 172 - 175  
 Exposé ..... 172  
 Audition de M. TARDIEU, Président du Conseil ..... 175

CREDIT A MOYEN TERME

(Projet de loi portant augmentation du crédit prévu par la loi de finances du 31 Mars 1931 pour l'application de la loi du 30 Mars 1931 sur le crédit à moyen terme pendant l'exercice 1931-32)..... 64

CREDIT MARITIME

(Projet de loi complétant les lois sur le)..... 311

DELAI de MISE EN INSTANCE DE PENSION

(Projet de loi tendant à supprimer le )..... 170

EMPRUNT ALGERIE - GRANDS TRAVAUX

(Projet de loi tendant à modifier et compléter l'article 1er de la loi du 23 Juillet 1921, qui a autorisé l'Algérie à contracter un emprunt pour l'exécution de grands travaux d'intérêt général, et portant de 1.600 millions à 2.400 millions le montant maximum de l'emprunt à contracter)..... 236



PROJETS DE LOI

EMPRUNT A.O.F.

(Projet de loi portant autorisation au Gouvernement général de l'A.O.F. de réaliser, par voie d'emprunt une somme de 60 millions de francs)..... 1 - 302

Désignation d'un Rapporteur ..... 1

EMPRUNT CHERIFIEN

(Projet de loi autorisant le Gouvernement chérifien à contracter un emprunt de 1.535.676.000 frs)..... 239

EMPRUNT INDOCHINE

(Projet de loi tendant à autoriser le Gouvernement général de l'Indochine: 1°) à contracter un emprunt de 250 millions de frs; 2°) à donner sa garantie aux emprunts contractés par des établissements de crédit en vue de prêts fonciers aux propriétaires de rizières; 3°) à donner sa garantie aux emprunts contractés par un établissement public local sous sa dépendance)..... 169

Exposé - Adoption de l'art. 1er ..... 169

Audition de M.M. de CHAPPEDELAINE et RAYNAUD  
Ministre des Colonies et Garde des Sceaux ..... 263

Adoption du surplus ..... 270

BANQUE DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE

(Projet de loi tendant à approuver une convention passée avec la )..... 239

Audition de MM. de CHAPPELAINE et RAYNAUD, Ministre des Colonies et Garde des Sceaux)..... 241

Délibération de la Commission ..... 268

EMPRUNT TCHECOSLOVAQUE

(Projet de loi portant approbation de l'accord financier intervenu à Paris, le 3 Mars 1932, entre les Gouvernements tchécoslovaques et français)..... 175

JURES D'EXPROPRIATION

(Projet de loi modifiant l'article 41 de la loi du 3 Mai 1841, en vue d'allouer aux jurés d'expropriation une indemnités de session)..... 233

HUILES MINERALES

(Projet de loi portant transformation de l'impôt sur le chiffre d'affaires en une taxe unique en ce qui concerne les huiles minérales de pétroles brutes, raffinées, ou lampantes, les essences de pétrole, les benzols, benzènes et toluènes)..... 303



PROJETS DE LOI

IMPOT FONCIER - ALSACE-LORRAINE

(Projet de loi tendant à proroger, à titre exceptionnel, la date de mise en recouvrement des rôles de la contribution foncière et des impôts locaux de 1931 dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle)..... 271

LEGION D'HONNEUR (ARMEE DE MER)

(Projet de loi portant fixation du contingent de croix de la Légion d'Honneur et de médailles militaires destiné au personnel de l'armée de mer, n'appartenant pas à l'armée active)..... 2

LILLE (LIGNE DE CHEMIN DE FER)

(Projet de loi ayant pour objet de déclarer d'utilité publique l'établissement d'un chemin de fer d'intérêt général à double voie contournant l'agglomération de Lille, d'approuver la concession de cette ligne à la Cie des chemins de fer du Nord et d'autoriser la perception de surtaxes locales temporaires)... 285

MADAGASCAR

(Projet de loi tendant à modifier les modalités de remboursement de l'avance de 50 millions de frs consentie par la loi du 2 Août 1927 à la Colonie de Madagascar)..... 302

MADRID - LYCEE

(Projet de loi portant ouverture au Ministre des Affaires Etrangères des crédits nécessaires à l'agrandissement du lycée français de Madrid)..... 172

MANIFESTATIONS ARTISTIQUES

(Projet de loi portant ouverture d'un crédit pour les manifestations artistiques françaises organisées par le Comité des festivals internationaux de Genève à l'occasion de la réunion de l'assemblée de la Société des Nations en 1930)..... 238

NAPLES - INSTITUT FRANCAIS

(Projet de loi portant ouverture d'un crédit au Ministre des Affaires Etrangères en vue de l'attribution d'une subvention à l'institut français de Naples pour l'acquisition et l'aménagement d'un nouvel immeuble destiné à son installation)..... 172

NOUVELLE-CALÉDONIE

(Projet de loi ayant pour objet d'ouvrir au Ministre des Colonies un crédit extraordinaire de 10 millions de frs en vue des réparations des dommages causés en Nouvelle-Calédonie et aux Nouvelles-Hébrides par les cyclones du 16 Mars 1931 et des 23 et 24 Février 1932). 302



PROJETS DE LOI

OFFICE NATIONAL DES MUTILES

(Projet de loi portant création de deux emplois de chef de section à l'office national des mutilés et réformés de la guerre)..... 281

OLIVIER

(Projet de loi tendant à rétablir les primes à la culture de l'olivier)..... 301

OUTILLAGE NATIONAL - FINANCEMENT

(Projet de loi tendant à autoriser l'émission d'obligations du Trésor pour le financement des travaux de perfectionnement de l')..... 311

PECHES MARITIMES

(Projet de loi portant encouragements à l'industrie des grandes pêches maritimes)..... 232

PENSION A LA VEUVE DU GENERAL FERRIE

(Projet de loi portant attribution d'une rente viagère à la veuve du Général Ferrié)..... 303

PHARO

(Projet de loi ayant pour objet la construction au port de Marseille, d'un nouveau bassin dit bassin du Pharo)..... 133

PLOMBIERES

(Projet de loi portant : 1°) approbation d'une convention relative à l'exploitation des établissements thermaux de Plombières appartenant à l'Etat; 2°) ouverture d'un crédit de 5 millions de frs en vue de l'extension et de l'aménagement de ces établissements )..... 271

PRODUITS FINIS DE L'INDUSTRIE

(Projet de loi modifiant et complétant la loi du 27 Avril 1931 sur le fonctionnement du compte spécial de compensation relatif aux frais supplémentaires pour produits finis de l'industrie)..... 164 et 270

REUNION - CONVENTION CREDIT NATIONAL

(Projet de loi tendant à approuver des Conventions intervenues entre l'Etat d'une part; le Crédit national et le Crédit foncier de France, d'autre part, en vue d'autoriser ces établissements à consentir des prêts aux habitants de la Réunion victimes du cyclone du 4 Février 1932)..... 312

REUNION - SUBVENTION

(Projet de loi ayant pour objet de consentir à l'Ile de la Réunion une subvention extraordinaire de 50 millions)..... 168



PROJETS DE LOI

<u>SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES DE RECONSTRUCTION</u> (Projet de loi concernant la liquidation des Sociétés coopératives de reconstruction formées par les sinistrés en vue de la reconstitution d'immeubles atteints par les événements de guerre).....	167
--	-----

<u>TRANSATLANTIQUE</u> (Projet de loi concernant l'aide de l'Etat permettant l'achèvement de constructions en cours de navires de la Cie Gle Transatlantique).....	281
---	-----

<u>WISSEMBOURG</u> (Projet de loi portant autorisation d'échanges entre l'Etat français et la Ville de Wissembourg (Bas-Rhin).....)	271
--	-----

PROPOSITIONS DE LOI

<u>CALAMITÉS PUBLIQUES</u> (Proposition de loi tendant à l'ouverture au Ministre de l'Intérieur, au titre du Budget général de l'exercice 1931-1932, d'un crédit pour "subventions et secours pour la réparation des dommages causés et la reconstitution des capitaux détruits par les calamités publiques au cours de l'année 1931").....	303
Audition de M. FLANDIN, Ministre des Finances.....	303

<u>CHANVRE</u> (Proposition de loi tendant à modifier la loi du 2 Mars 1932 portant création d'un système d'encouragement à la production du chanvre en France).....	301
---	-----

<u>MISTELLES et VINS DOUX NATURELS</u> (Propositions de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à favoriser la production des mistelles et des vins doux naturels).....	301
---	-----